U d'/ of Ottawa
39003001845428

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rapportsurlesarc43lanc

DOMINION DU CANADA

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
NOV 9 1972
uOttawa
LIBRARY ANNEX

RAPPORT

SUR LES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1943

GUSTAVE LANCTOT
Conservateur des Archives

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
1944

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
uOttawa
UNIVERSITAS
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

CD
3620
.C312
1943

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Lettre d'envoi	v
Rapport du conservateur des archives	vii
Rapports des chefs de divisions	xiii
Liste des dons	xvii

DOCUMENTS HISTORIQUES

I. Le premier corps représentatif au Canada: le Conseil de Québec, 1657	xxv
II. Souvenirs des premiers temps par une loyaliste	xxviii
III. Nouveaux documents au sujet de la réunion des Pères de la Confédération à Londres en 1867	xxxii
IV. Lord Dufferin sauve les murs de Québec de la destruction en 1875	xxxvii

APPENDICE

Inventaire de la Série Q:

Inventaire des papiers d'Etat comprenant la correspondance officielle des lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada pour les années 1837 et 1838 1

LETTRE D'ENVOI

OTTAWA, le 31 décembre 1943.

A l'honorable NORMAN MCLARTY, C.P., C.R.,
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous mettre sous ce pli le rapport annuel sur les Archives publiques pour l'année 1943.

Cette année, le rapport s'accompagne de quelques documents qui appartiennent à l'histoire. Le premier porte sur la création du premier corps représentatif au Canada: le Conseil de Québec de 1657. Le deuxième document est un exposé de la vie des premiers colons dans le Haut-Canada; il a pour auteur une loyaliste de l'Empire-Uni. Cette documentation est suivie de certains textes qui jettent un jour nouveau sur la réunion des Pères de la Confédération tenue à Londres en 1867. Le dernier document est une lettre de Lord Dufferin et se rapporte à la protection des remparts de Québec.

L'appendice du rapport renferme une autre partie de l'inventaire de la correspondance officielle échangée entre les lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada et le Gouvernement britannique.

Agréez, Monsieur le Ministre, mes sentiments distingués.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

RAPPORT SUR LES
ARCHIVES PUBLIQUES
POUR L'ANNÉE 1943

Malgré certaines difficultés résultant de la guerre, les douze derniers mois ont marqué pour les Archives une véritable reprise d'activité. Plusieurs divisions se sont enrichies d'acquisitions; le travail d'inventaire et de classification des documents, des cartes et des gravures a fait des progrès considérables; la bibliothèque et les services d'information ont fourni au public, aux chercheurs et aux ministères, documentation et renseignements de toutes sortes; de nombreux travailleurs ont fréquenté nos salles d'études et le musée historique a reçu un plus grand nombre de visiteurs que durant les années précédentes.

Pour l'après-guerre, qui se rapproche, afin de contribuer, dans la mesure de leurs moyens, à la réhabilitation sociale, les Archives envisagent la mise en œuvre d'un programme visant à une utilisation plus étendue de leurs matériaux historiques et sociologiques. Il serait alors possible de créer sur place un centre d'histoire, qui offrirait des classes spéciales aux étudiants se destinant aux carrières de professeurs, d'archivistes et de bibliothécaires. Avec la collaboration des universités, ce programme aurait pour résultat d'ouvrir de nouvelles carrières aux démobilisés de la guerre et de diffuser, à travers le pays, par des travaux et des publications, une connaissance plus complète et plus large de l'histoire canadienne qui doit être une des bases essentielles du patriotisme et de l'unité nationale. Dès cette année, un conférencier des Archives a déjà visité l'Ouest, où il a donné deux séries de cours et de nombreuses causeries.

Au cours de l'année, les Archives ont eu l'honneur de recevoir la visite de deux hauts personnages officiels. Le 27 janvier, l'ancien président de la république de Colombie, Son Excellence Eduardo Santos, accompagné de madame Santos, était l'hôte des Archives, à l'heure du thé. Les distingués visiteurs firent ensuite le tour des salles d'exposition où ils s'intéressèrent tout particulièrement à une série de cartes anciennes de la Colombie, débutant avec la carte de l'an 1500, de Juan de la Cosa, cartes groupées et exposées pour la circonstance.

Le 7 octobre, dans l'avant-midi, Son Excellence Elie Lescot, président de la république d'Haïti, rendait également visite aux Archives. Il était accompagné de M. Abel Lacroix, ministre des Finances, de M. Maurice Dartigue, ministre de l'Instruction publique, et de M. André Liautaud, ambassadeur d'Haïti à Washington. Une petite exposition de circonstance mit sous les yeux du président une série de documents allant de 1667 à 1765, et indiquant les relations entre Haïti et le Canada au cours de cette période.

Au cours de l'année, les Archives furent le lieu de deux réunions de la Société des Auteurs, section d'Ottawa. A la première, le 9 avril, le conser-

vateur des Archives fit une causerie sur le rôle et l'importance des Archives, causerie qu'il dût donner dans l'obscurité complète, puisqu'elle coïncida avec un exercice d'obscurcissement de la ville. La seconde réunion, qui se tint le 16 décembre, eut pour objet d'honorer le poète Duncan Campbell Scott. Il y eut lecture et chant de plusieurs poèmes de cet écrivain, suivis de commentaires sur les mérites et la place de son œuvre dans la littérature.

Entre ces deux réunions, les Archives présentèrent au public une intéressante exposition de manuscrits de littérateurs canadiens, ainsi que des premiers livres et des premiers journaux publiés au Canada, le tout accompagné de photographies des auteurs les plus connus.

On peut encore mentionner ici que les Archives ont, cette année, mis des salles à la disposition de l'Administration de la propriété immobilière et de l'Administration des appels de loyer, qui sont deux branches de la Commission des prix et du Commerce en temps de guerre.

Parmi les acquisitions de la division des manuscrits, un certain nombre méritent d'être mentionnées à part. Le Premier Ministre a fait don aux Archives des *Journal and Letters of Colonel C. S. Bulkley*, concernant son expédition de 1865 dans le but d'établir une communication télégraphique entre les Etats-Unis et l'Europe, par voie du Canada, de la Sibérie et de la Russie. C'est le brigadier-général James O'Connor, de l'Armée américaine, qui a offert ces précieux documents au Premier Ministre du Canada. Les *Ecrits autographes de Marguerite Bourgeoys, 1620–1700*, sont remplis de petits souvenirs intéressants, mais fragmentaires et décousus au hasard d'une mémoire parfois infidèle. Ecrit par Adiel Sherwood, qui vint au Canada en 1784, l'*Historical Account of first settlers* renferme de fort utiles renseignements sur le comté de Leeds. Une pièce inédite de grande importance est le *Report on Franklin Expedition* par le Dr. John Rae, en 1854. La collection Kane renferme des pièces concernant le juge Coursol et le raid de St. Albans, ainsi que des lettres de lord Gosford à F. A. Quesnel en 1837 et 1838. Les *Documents McDougall* contiennent des pièces de première importance sur la rébellion du Nord-Ouest. Il faut également signaler les *Lettres de John Douse* (1834–1836), ministre méthodiste à Grande Rivière, et la *Correspondance de Nesselrode et Bodisco*, des archives de Moscou, établissant que la Russie ne prit aucune part à la rébellion de 1837–1838, ainsi qu'une lettre de Simcoe qui offre ses services comme gouverneur d'un établissement de loyalistes. D'un grand intérêt historique aussi bien que sociologique, le *Diary of George Leith*, qui parcourut le Canada de 1834 à 1836 et s'établit sur une ferme près de Hamilton, est remarquablement riche de renseignements sur les gens et les conditions économiques de l'époque. Dans les *Carnarvon Papers* se trouve une lettre du gouverneur général Lord Lansdowne, du 24 novembre 1865, donnant les raisons qui ont porté le cabinet de Sir John Macdonald à refuser la commutation de la peine de mort de Louis Riel.

A la division des gravures, parmi les acquisitions de l'année on peut indiquer une série de lithographies illustrant la vie de Marguerite Bourgeoys et un précieux album de croquis du Nouveau-Brunswick (1853–1857), par le lieutenant James Cumming Clarke, envoyé d'Angleterre par

le major général P. J. Montague, ainsi qu'une série de dessins et de photographies du Labrador, ayant appartenu à l'ancien sous-ministre des Mines, A. P. Low, et offerte par sa fille, Mlle Estelle Low.

La bibliothèque a reçu de nombreux envois de brochures et de livres. On en trouvera la liste plus loin—Don de Mlle Dorothy Dowdall et des autres enfants de Mme P. C. Dowdall, la plus importante acquisition est une série complète, sauf pour l'année 1867, du journal *The Irish Canadian* qui va de 1863 à 1892, à laquelle il faut ajouter *The Evening Canadian* pour les années 1882–1884.

La division des Services auxiliaires a reçu de Mlle C. Hutchings une statuette de Sir John A. Macdonald, par Philippe Hébert, et du sergent H. A. Larson, de la Police royale canadienne, une ancre à glace provenant du vaisseau de Sir Edward Parry, le *Fury*, ainsi qu'un crampon, un marteau à piquer et partie d'une chaîne du vaisseau de Sir John Ross, le *Victory*.

Relevant des Archives dont il est, en outre, le voisin, le Musée de guerre est actuellement sous la direction du bureau suivant: Président: M. Gustave Lanctot; membres: le vice-maréchal de l'air A. Ferrier, délégué de l'Aviation, le brigadier G. P. Morrison, délégué de l'Armée, et le capitaine J. O. Cossette, délégué de la Marine; secrétaire: H. A. Reiffenstein. Cette année, le musée a fait l'acquisition, entre autres pièces, d'un Messerschmidt 109, qui fut abattu au-dessus de l'Angleterre et présenté par l'Imperial Order of the Daughters of the Empire; de plusieurs modèles d'avions de combat; de trois modèles de sous-marins des années 1901, 1916 et 1932; et d'un mortier du régime français qui servit au siège de Louisbourg en 1758. Enfin, 30,000 personnes, ce qui est un chiffre record, ont visité le musée.

Cette année, le présent rapport est suivi de quelques documents historiques qui ne manqueront pas d'intéresser le lecteur moyen aussi bien que l'historien curieux de renseignements inédits.

La première pièce constituera une surprise pour la plus grande partie du public. C'est ni plus ni moins que l'introduction, au Canada, du gouvernement représentatif en plein régime français, dès 1657, soit cent trente-quatre ans avant l'Acte constitutionnel de 1791, établissant l'assemblée législative de Québec. En effet, un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 7 mars 1657, par lequel Louis XIV ordonne qu'à l'avenir le conseil de Québec, aussi connu sous le nom de conseil de la traite, sera composé du gouverneur, d'un directeur de traite, et de quatre conseillers, dont deux élus par les habitants de Québec à la pluralité et avec liberté de suffrage, et des deux autres, l'un par les habitants de Trois-Rivières et l'autre par les habitants de Montréal. Ces quatre conseillers avaient "entrée, séance et voix délibérative au conseil." Or, ce conseil détenait complète autorité de rendre des ordonnances en matières de traite, de finance et de commerce. Il avait ainsi direction de la traite des fourrures, qui était la seule industrie du pays, et contrôlait également tout le commerce et la finance de la colonie. C'est lui qui émettait les permis d'importation et de vente dans le pays, avec autorité de fixer le taux du profit et la valeur légale de la monnaie en circulation. Enfin, il avait également le droit de mettre des

impôts sur les marchandises et même de juger les infractions à ses ordonnances, avec pouvoir de rendre des sentences et d'imposer des amendes. Sans doute, le conseil restait subordonné à l'autorité supérieure du gouverneur et au désaveu du roi, mais il n'en exerçait pas moins de vastes fonctions administratives et législatives. Aussi, sous le régime autocratique de Louis XIV, ce conseil de Québec représente-t-il un curieux anachronisme. On peut, enfin, jusqu'à un certain point, dire de lui qu'il constitue, sous une forme embryonnaire, le premier Parlement canadien.

Le deuxième des documents historiques est une description attachante et révélatrice de la vie des loyalistes qui s'établirent dans le Haut-Canada à la suite de la révolution américaine. L'auteur, madame White, née Catherine Chrysler, de Sydney, près de Belleville, fournit, à ce sujet, des détails aussi précis que curieux. Elle raconte que sa mère aidait à l'abattage des arbres et s'occupait, aidée des femmes, à tisser tous les vêtements et les bas de la famille. On échangeait le beurre, le fromage et les étoffes de la ferme contre du sel, du thé et de la farine. D'autre part, le saumon abondait, ainsi que les grenouilles, les lapins, les écureuils, les canards et les perdrix. Toutes les chaussures étaient faites à la maison avec des peaux de chevreuils. Une vieille femme d'expérience servait de médecin aux colons et un ministre presbytérien mariait les jeunes gens. La dot de la mariée consistait souvent en un trousseau qu'elle avait tissé elle-même, un cheval, quatre vaches, deux bœufs, vingt moutons et quelques meubles fabriqués à la maison. Madame White conclut en disant que les jeunes filles étaient alors fières des vêtements qu'elles avaient tissés, sans se préoccuper de souliers à talons hauts, de crinolines et d'énormes bonnets, qui ne sont profitables qu'aux médecins, dont on se passait fort bien dans sa jeunesse.

Le troisième groupe de pièces historiques, toutes inédites, apporte à l'histoire politique d'intéressantes précisions. Depuis la création de la Confédération, les historiens, et surtout les spécialistes du droit constitutionnel, n'ont cessé de regretter la pénurie des documents qui nous renseignent sur les délibérations des pères de la Confédération aux réunions de Québec et de Londres. Comme on le sait, il existe sur l'origine de la constitution différentes interprétations: l'une voit en l'*Acte de l'Amérique britannique du Nord*, un pacte des provinces, tandis que l'autre ne voit là qu'une simple loi du Parlement britannique. D'autre part, combinant ces deux théories, un troisième groupe adopte une opinion mitoyenne et préfère reconnaître que notre loi constitutionnelle de 1867 fut, au début, un pacte établi et consenti par les délégués des provinces. Ce pacte, accepté par le cabinet de Londres, fut alors soumis au Parlement, seule autorité compétente en la matière, qui, en le faisant passer par le rouage constitutionnel, le transforma en un statut britannique.

Quoi qu'il en soit, les Archives peuvent aujourd'hui offrir aux chercheurs quatre pièces qui apportent de précieux renseignements sur les discussions au cours desquelles fut élaboré le texte de la constitution canadienne.

La première est une lettre confidentielle de William McDougall, un des délégués du Haut-Canada, au gouverneur général Lord Monck.

Elle est révélatrice de l'ambiance plus ou moins agitée, tendue, méfiante et même orageuse, qui régnait aux réunions des pères de la Confédération. McDougall dit carrément qu'il s'y tramait des *intrigues* contre le projet de fédération.

Une des principales questions qui semblent avoir divisé les délégués des provinces est celle de la création du sénat. Le sénat serait-il électif ou nominataire, c'est-à-dire composé de membres élus par le peuple ou de membres désignés par le cabinet? Telle était l'alternative. A Québec, McDougall, appuyé par George Brown et Oliver Mowat, s'était fortement élevé contre une chambre haute nominataire, déclarant que le parlement britannique ne sanctionnerait pas une pareille absurdité. William Holland était un autre adversaire de ce système. Au cours de la conférence de Québec, tout ce groupe n'avait pas caché son opinion que cette procédure ne pourrait fonctionner de façon satisfaisante. A la suite d'une dépêche de M. Cardwell, et de la discussion qu'elle avait provoquée, ils étaient restés convaincus qu'on porterait remède à la situation par un amendement ultérieur et que le mode de nomination par le cabinet serait mis au rancart.

Quand la réunion de Londres aborda la question du sénat, la discussion dura trois ou quatre jours. On prit le vote: le Haut-Canada et le Nouveau-Brunswick votèrent en faveur de l'élection des sénateurs par le peuple, pendant que la Nouvelle-Ecosse et le Bas-Canada se déclarèrent en faveur de leur nomination par le ministère. Mais voici le point intéressant pour les partisans de la théorie du pacte: comme il avait été déclaré que "les résolutions de Québec constituaient un traité et ne pouvaient être amendées par une seule partie au traité," il fut décidé qu'on ne le modifierait pas, mais que le président informerait lord Carnarvon de l'opposition très forte qu'on faisait à cette portion du plan. Il fut donc convenu que personne n'argumenterait en faveur de son opinion, et que seul le président prendrait la parole sur ce point. Or, en violation de cette entente, Tupper et Cartier non seulement parlèrent en faveur de la nomination des sénateurs, mais prétendirent représenter en cela l'opinion des délégués.

A la réunion de l'après-midi, le 27 janvier, à l'hôtel, l'orage éclata. Les partisans d'un sénat électif ouvrirent le feu avec un tel entrain contre Tupper et Cartier que ceux-ci durent faire des excuses. On discuta tout l'après-midi avec une chaleur qui menaça de ruiner tout le plan confédératif.

Galt, très calme d'habitude, monta sur ses grands chevaux et protesta contre toute tentative de l'Ouest d'imposer sa domination. De son côté, Tupper soutint qu'avec un sénat électif, la Nouvelle-Ecosse et les petites provinces seraient à la merci du Haut-Canada. A quoi, McDougall répliqua qu'autrement la majorité dans le gouvernement et la chambre d'assemblée pourrait être bloquée par le Québec et les Provinces maritimes, hormis de leur consentir toutes les concessions qu'elles réclameraient. Ce fut une belle tempête d'arguments et de paroles.

Cette très importante lettre de McDougall est parvenue aux Archives sous forme de brouillon terriblement corrigé et raturé, mais, pour la commodité du lecteur, on la trouvera mise au net dans sa forme définitive.

Cette première lettre est suivie d'un autre brouillon qui n'est pas même complet, mais qui mérite tout de même de figurer au dossier de la création de la Confédération. Dans ce brouillon de lettre, en date de 1887, McDougall affirme à nouveau que la confédération fut un *pacte* et que ce furent les délégués des provinces maritimes qui "surveillèrent même plus minutieusement que leurs collègues français les tours de phrase et les arrangements de mots afin de prévenir l'invasion fédérale."

A ces deux premiers documents, il convient d'en ajouter un autre tout récemment acquis par les Archives. Dans cette lettre, que McDougall adresse à Oliver Mowat, un autre père de la Confédération, il s'inscrit en faux contre une affirmation de Gray qui, dans son livre: *Confédération*, avait affirmé que la conférence de Londres avait longuement discuté la question d'un sénat élu par le peuple ou nommé par le cabinet, et qu'une écrasante majorité, avec George Brown en tête, s'était prononcée contre un sénat électif. McDougall contredit carrément cette affirmation dans la note suivante: "Erreur, McDougall appuyé par Mowat, présenta une résolution afin de rendre le sénat électif. Le vote négatif fut considérable. Alors McDougall proposa, appuyé par Mowat, que les 24 sénateurs attribués à l'Ontario soient élus par le peuple de cette province. Ce qui fut rejeté après une longue discussion."

Voilà un renseignement d'un réel intérêt, qui rétablit le fait historique et révèle qu'on eut un moment l'idée de créer une représentation sénatoriale particulière pour l'Ontario.

A cette lettre de McDougall, Mowat répondit, confirmant l'affirmation de son correspondant, que lui-même et McDougall avaient combattu la proposition d'un sénat électif.

Le dernier des documents historiques du présent rapport est une lettre de Lord Dufferin qui nous apprend qu'en 1875 un groupe de propriétaires de Québec avait projeté la démolition des murs de la ville. Heureusement, mis au courant de l'idée, Lord Dufferin s'opposa à cet acte de vandalisme et réussit à convaincre le conseil municipal et le gouvernement fédéral de la stupidité de ce projet qui faisait perdre à Québec son pittoresque historique. Comme résultat, il obtint non seulement la conservation des remparts, mais, de plus, la construction de nouvelles portes avec tourelles. Voilà une intervention qui, à elle seule, mérite à Lord Dufferin une gratitude de la part de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du pays.

L'appendice du présent rapport continue l'inventaire de la correspondance officielle des lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada. Les premières parties de cet inventaire avaient paru successivement dans les rapports des Archives qui vont de 1891 à 1902. Sa préparation et sa publication furent interrompues à la mort de l'archiviste Brymner. En 1941 et 1942, ont d'abord paru la suite et la fin de l'inventaire de cette correspondance pour le Bas-Canada. Cette année, commence la suite de l'inventaire de cette correspondance pour le Haut-Canada, qui sera complété au cours des années prochaines.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

RAPPORT DES DIVISIONS

DIVISION DES MANUSCRITS

ACQUISITIONS

Transcriptions de documents canadiens

MONTRÉAL—

Notre-Dame-des-Anges: autographes de Marguerite Bourgeois, 1620–1700.

QUÉBEC—

Séminaire de Québec: Journal de Labadie, 1794–1815.

Originaux provenant du gouvernement

OTTAWA—

Secrétariat d'Etat: lettres patentes, 1862; l'Eglise anglicane, nomination de l'Evêque de Montréal comme métropolitain de la province du Canada, 1862.

Transcriptions de documents en Angleterre

LONDRES—

Public Record Office:

Colonial Office Series 381, Vol. 63. Nouvelle-Ecosse, commissions et instructions aux lieutenants-gouverneurs, 1839-1866.

Gifts & Deposits Series C. Vol. 130. Papiers Carnarvon. Manuscrits relatifs à Louis Riel.

Transcriptions de documents des États-Unis

Le colonel J. S. Bulkley, journal et lettres. Télégraphe, 1865–1867.
Documents déposés aux Archives d'Etat de Moscou, 1838.

Originaux de sources diverses

Correspondance au sujet de la Air Cadet League, 1921–1935.
Lettres de Wilfrid Laurier, d'Honoré Mercier, de J. A. Mousseau et d'autres personnes à G. I. Barthe, 1835–1900.
Journal de George Leith, 1834–1836.
Manuscrit au sujet de Tom Thomson, 1917–1930.
Papiers Kane au sujet de Quesnel, Taché, Coursol, 1775–1887.
Lettres de la Société des Nations, 1936.
Concession d'une terre à Lansdowne dans le district de Johnstown, 1802.
Manuscrit relatif aux premiers colons du Haut-Canada.
Papiers McDougall sur l'insurrection du nord-ouest, 1869–1874.
Document relatif à un prisonnier britannique, 1812–1814.
Lettres de John Douse, 1834–1836.
Lettre de Simcoe à Sydney, 1788.
Lettres à H. W. Yager, M.P.P., 1835.

G. T. HAMILTON.

DIVISION DES CARTES

RECHERCHES

Demandes de renseignements: 115.
Nombre de chercheurs qui ont consulté les pièces de la Division des cartes: 123.
Photographies et copies photographiques fournies: 342.

ACQUISITIONS

Atlas

Atlas animé du Dominion du Canada. Texte par Oliver Master. Dessins par Arthur Edward Elias. Cartes animées des provinces. Ministère de l'Intérieur, Canada. (Coloriés.)

Coasts of Nova Scotia, Newfoundland & Cape Breton. By Cook. 1762. Description of the coasts of Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton, etc., including autograph index, with two maps beautifully drawn in water-colours and pen and ink, one of Harbour Grace and Carbonere, signed and dated 1762, the other of a river, unsigned and undated. Fol. 15 ff. National Library, Canberra. (Ce très important manuscrit fut écrit par Cook lorsqu'il était maître du vaisseau de Sa Majesté *Northumberland*, (capitaine lord Colville), bâtiment commandant de l'escadre nord américaine. La côte de la Nouvelle-Ecosse semble avoir été décrite d'après des observations faites par Cook au cours de son service dans les eaux nord américaines. 11 feuillets sont numérotés, deux des 4 qui restent sont blancs. Relié en maroquin vert avec étui. Titre sur la couverture: Captain Cook's exploration of Newfoundland.) Mai 1943.

Cartes et plans

The World. Time and Tide—Map of the Atlantic Charter. A pictorial Map of the World. Designed by Macdonald Gill. Produced in Collaboration with the Time and Tide Publishing Co. and published by George Philip & Son, Ltd., 32 Fleet Street, London, E.C. 4. (Philip, Son & Nephew, Ltd. Liverpool, 1). Gravure coloriée.

North America. A New Chart of the English Empire in North America. Boston, engraved by Francis Dewing, 1717. A facsimile from the original map in The John Carter Brown Library, Providence, Rhode Island. 1942. Gravure. (4 parties).

Saskatchewan River District. Map of Saskatchewan River District made by Capt. Charles Constantine (Winnipeg Light Infantry with General Strange's column operating against Big Bear in 1885) as a result of a reconnaissance carried out with George Ham in an endeavour to locate Big Bear's main force. Key map and plan. Manuscrit colorié.

St. Lawrence River. Plans accompanying Report on a Railway Suspension Bridge, over the River St. Lawrence, near Quebec. (Dans une chemise).

Quebec. Map of Vicinity of Quebec. Compiled from Major Holland's and other surveys. 1851. (Dans une chemise).

Vaudreuil, Chateau de. Plan du Chateau De Vaudreuil. 1726. (Place Jacques-Cartier, Montréal). Reproduction au "photostat".

Ville de Montreal. Plan de la Ville De Montreal dans la Nouvelle France, 1731. Reproduction au "photostat".

Villemarie. Plan of Villemarie dans l'isle de Montreal, 1680. Copié par L. P. Vallerand, Québec, Mars, 1889. Reproduction au "photostat".

Ville Marie. Plan de Ville Marie en 1685. Reproduction au "photostat".

United States. Map of the United States showing the Military Departments and the Stations of the Regular Army in November, 1895. Revised: January, 1896. Tracé.

Britanny, France. Carte De La Bretagne Divisée en Cinq Départemens Suivant les Décrets de l'Assemblée Nationale, A Paris chez Jean, rue Jean de Beauvais, No. 32. An 8. Manuscrit colorié.

Cartes publiées par la Division de la Topographie du Canada, Ministère de l'Intérieur

Alberta—Saskatchewan. 12 plans of East Outlines of Townships 67–114, Range 1 W. of 4th Meridian.

NORMAN FEE.

DIVISION DES GRAVURES

I. Recherches

Recherches effectuées: 129.

II. Peintures, dessins et gravures

Gravures reçues: 212.

Volumes illustrés et albums reçus: 5.

Gravures classées: 2,740. Plus de 67,700 gravures sont maintenant cataloguées.

III. Copies photographiques et photographies

Négatifs "photostat" préparés et inscrits à l'index: 91.

Copies photographiques fournies: 306.

Photographies fournies: 41.

IV. Plaques à projection

Plaques à projection prêtées: 36.

JAMES F. KENNEY.

DIVISION DE L'INDEX ET DES RENSEIGNEMENTS

Index

Au cours de l'année, on a fondu dans un seul index les 36,580 fiches des index annuels des procès-verbaux du comité chargé d'étudier les demandes de terre adressées au Conseil exécutif du Haut-Canada (Ontario). Cette année, des volumes embrassant la période de 1827 à 1831 ont fourni la matière de 6,350 nouvelles fiches et le travail se poursuit.

L'index des rôles de solde des régiments loyalistes, qui ont servi pendant la Révolution américaine, est maintenant terminé, ce qui a ajouté 5,800 noms au fichier de la série militaire.

Le fichier des recherches s'est également enrichi de 2,300 nouvelles fiches.

Le classement des papiers militaires se continue et cette section a prêté 362 dossiers concernant la dernière guerre mondiale, 293 dossiers sont encore en circulation et 370 ont été réparés. Enfin, la division a préparé pour le relieur 4,177 pièces appartenant au secrétariat des gouverneurs du Bas-Canada.

Renseignements

Au cours de l'année ce service a répondu à 768 demandes de renseignements. Comme par le passé, ces renseignements portent sur le vaste domaine de l'histoire générale, constitutionnelle, économique, politique et industrielle.

LUCIEN BRAULT.

DIVISION DES PUBLICATIONS

Au cours de la présente année, la Division des Publications a fait la traduction et dirigé l'impression du Rapport sur les Archives publiques pour l'année 1943. Elle a traduit non seulement le rapport général du département et les rapports des divisions, mais aussi les différents appendices qui s'y trouvent annexés.

Elle continue à opérer, autant que faire se peut, des économies de temps, de papier et d'argent. Les noms de ceux qui ne manifestent pas expressément leur désir de recevoir les publications des Archives sont biffés de la liste de distribution. En outre, la Division s'efforce de n'employer qu'un minimum d'articles de papeterie pour répondre aux besoins essentiels de ses services.

SÉRAPHIN MARION.

BIBLIOTHÈQUE

Cette année, devant l'accumulation des acquisitions, la bibliothèque a dû élargir ses cadres. Les rayons actuels ne suffisant plus, les publications des gouvernements fédéraux et provinciaux ont été placées dans une salle adjointe à la bibliothèque.

La bibliothèque a reçu, au cours de l'année, la visite des élèves de l'Ecole de bibliothécaires de l'Université McGill qui en ont étudié l'administration technique et la valeur documentaire. Le personnel des Ministères de la Marine et de la Défense Nationale ont eu fréquemment recours à nos sources historiques dans la poursuite de leurs travaux spéciaux.

Les nouvelles acquisitions se chiffrent à 501 volumes et le nombre de livres prêtés s'élève à 1,195 volumes.

JULIETTE BOURQUE.

DIVISION DES SERVICES AUXILIAIRES TECHNIQUES

Au cours de l'année, cette Division a pu accomplir son travail habituel. On a organisé au Musée plusieurs expositions, notamment une exposition d'autographes et de manuscrits d'auteurs canadiens. Le nombre de visiteurs a considérablement augmenté grâce à l'innovation qui permet l'entrée dans les salles du Musée les samedis et dimanches après-midi.

Le personnel de la section de la reliure a réparé et relié 503 volumes; 4,057 manuscrits furent réparés et reliés; 103 cartes montées.

La section de la photographie a terminé la reproduction au "photostat" de onze exemplaires du Livre du Souvernir, qui furent ensuite reliés par le personnel de la reliure. Chaque lieutenant-gouverneur en reçut un exemplaire qui sera déposé dans la capitale de sa province.

Cette section a aussi tiré 11,661 copies et photographies au cours de l'année.

C. J. DEWAR,
Intérimaire.

DONS, 1943

Pour tous les dons reçus au cours de l'année et ci-après énumérés, ainsi que pour les pièces transmises par divers ministères du Gouvernement fédéral, les Archives publiques désirent exprimer ici leurs plus sincères remerciements.

Division des manuscrits

Brault, L.: Carnets de rationnement, 1943.

Davies, B.: Manuscrit concernant Tom Thomson, 1930.

Egerton, Mrs. F.: Parole d'un prisonnier britannique, 1812.

Hamilton, Z. M.: Le rapport du Dr John Rae sur la *Franklin Expedition*, 1854.

Kane, Miss H. S.: Papiers Quesnel, Taché et Coursol, 1775–1887.

King, le très honorable W. L. Mackenzie: Journal et lettres, *Telegraph Trail Expedition*, 1865–1867.

Leduc, T. H.: Documents des Archives d'Etat, Moscou, 1838.

McNeil, J.: Concession de terre, 1802.

Phelps, Mrs. V.: Lettres, H. W. Yager, 1835.

Sherwood, E.: Manuscrit concernant les anciens colons, Haut-Canada.

Talman, J. S.: Inventaire des papiers Robinson, 1806–1905.

Wells, Miss J.: The British American Land Company: Charte accordée le 14 juin 1834; rapports annuels, 1899–1909; acte de ventes, 1871–1881; quelques baux datés de 1834 dont l'un signé par sir A. T. Galt; trois recueils de copies de lettres, 1834–1836, 1880–1888, 1907–1910; un registre d'actes, 1835–1867; un vol. de rapports spéciaux, 1886–1904; 1 dossier de lettres, 1930–1934.

Witton, W. P.: Lettre du gouverneur Simcoe, 1784; lettres de John Douse, ministre méthodiste, 1834 et 1836.

Division des gravures

Barhart, Miss Catherine: Le Cabinet de sir John A. Macdonald en 1878 (bois).

Bourassa, Mlle: S.A.R. Albert Edouard, Prince de Galles, 1859 (lithographie).

Bureau de Londres: Vue du Public Record Office, Londres; les ruines environnantes (bois).

Burpee, le Dr Lawrence J.: Portraits des membres de la Société Royale du Canada, 1891; volume d'illustrations; vue de sommets de montagnes (photographies).

Congrégation de Notre-Dame, Montréal: Brochure illustrée et collection de similigravures concernant la vie de Marguerite Bourgeois; cinq vues des couvents de la Congrégation de Montréal (photographies).

Constantine, le major général T. F.: Groupe de sauvages et de personnages qui ont pris part à l'insurrection de 1885 (photographie).

Cuthbertson, G. A.: L'*Algerine*, vaisseau canadien de Sa Majesté; les officiers et l'équipage du *Rainbow*, vaisseau canadien de Sa Majesté, 1917; N° 79, vaisseau canadien de Sa Majesté affecté à la défense des côtes, 1917 (photographies).

Davies, Miss Blowden: Scènes qui se rapportent à la carrière de Tom Thomson et copie de plusieurs de ses dessins (photographies).

Gerard, R.: Portrait du comte Howe (photographie).

Gray, Miss Beryl: Vieille église de Yale, C.-B. (photographie).

Kinnear, Miss M.: Le monastère Saint-Augustin, Tracadie, N.-E. (photographie).

Low, Miss Estelle: Les Chutes McLean du Labrador (lavis); les Chutes McLean du Labrador; vue de la rivière Hamilton; une famille d'Esquimaux; une hutte d'Esquimaux; un trappeur du Labrador (photographies dont deux sont encadrées de bois provenant du vaisseau de Franklin); certificats nommant A. P. Low (1) chef de l'expédition du *Neptune*, 1903; (2) directeur du Service de Géologie, 1906; (3) sous-ministre des Mines, 1907.

Montague, le major général P. J.: Album de croquis par le lieutenant James Cumming Clark, 1853 à 1857.

Noble, J. E.: Opuscule illustré sur Charlevoix, Chicoutimi et le Lac Saint-Jean.

O'Connor, le brigadier général James A.: Le colonel C. S. Bulkley (photographie).

Richardson, J.: Lennoxville, P.Q., 1881 (photographie).

Scott, Mrs.: Le Dr. Duncan Campbell Scott, LL.D., F.R.S.C. (photographie).

Service de l'Information en temps de guerre, section d'art graphique: Portraits de Calixa Lavallée et de Léon Derome (photographies).

Stewart, le capitaine R. H.: Portraits de l'amiral et de Mrs. Bayfield (photographies).

Webster, le Dr J. C.: Portrait de Henri de Tonto (photographie).

Bibliothèque

Batsford, B. T.: *A Batsford Century*...by Hector Bolitbo (London, 1943).

Binns, Kenneth: *Bibliography of Captain James Cook* (Sydney, 1928).

British High Commissioner: Quarante et une brochures.

Broadfoot, S. R.: *Holiday in Canada on the Ottawa River*, par le donateur (1941).

Bronfman, Samuel: *Canada: the Foundations of its Future*, par Stephen Leacock (Montréal, 1941).

Brosseau, Vincent: *Ottawa regarde vers Washington*, par le donateur (1942).

Cameron, Frank: *Botany Church; Records and Memories*..., par le donateur (Chatham, 1941) [Brochure].

Carnegie Endowment for International Peace: *The American-born in Canada*, par R. H. Coats et M. C. Maclean (Toronto, 1943).

Caron, Ivanhoe: *Robert Caron et sa Famille*, par le donateur (Lévis, 1937) [Brochure].

Davidson, A. L.: *Annals of the Parish of St. Alban the Martyr*, Ottawa, par le donateur (Ottawa, 1943) [Brochure].

D'Eschambault, Antoine: "National Unity and its Implications", par le donateur (Quebec, 1943). Reprint from *Culture*, Vol. IV, 1943.

Douville, Raymond: *Jean Riquart: Premier Colon de Sainte-Anne de La Pérade*, par le donateur (Trois-Rivières, 1943) [Brochure].

Dowdall, Miss Dorothy, et autres enfants de Mrs. P. C. Dowdall: *The Irish Canadian*, collection complète de 1863 à 1892, sauf pour l'année 1867, et trois volumes du *Evening Canadian*, 1882–1884.

Drummond, H. R.: *A Beveridge Plan in Canada*, par le donateur (1943) [Brochure].

Eames, Frank: *Gananoque the Name and its Origin...*, par le donateur (1942) [Brochure].

Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Montréal: *Notre Milieu: Montréal Economique*, par Esdras Minville (Montréal, 1943).

Ecrivains canadiens, société des: *Le Pétrole* (Montréal, 1943) [Brochure].

Egerton H. M.: An International Idiom: a *Manual of the Oregon Trade Language*, par H. Hale (London, 1890).

Entremont, Léandre d': *New Findings in the Early History of Acadia*, par le donateur (Yarmouth, 1942).

Ermantinger, Mme C. O.: French-Canadian Folk-Lore Songs (vers 1830), collectionnées par E. Ermantinger [Reproduction au "photostat"].

Federal Works Agency: Publications of the Historical Records Survey Projects of the Federal Works Agency (34 vol.).

Ferland-Angers, Albertine: *Le Premier Hospice à Montréal*, par la donatrice (Montréal, 1943) [Brochure].

Food Research Institute: *Fats and Oils in the War*, par Karl Brandt (California, 1943) [Brochure].

France Combattante: *La Lettre de la France Combattante.* (Trois-Rivières, 1943) [Brochure].

Godbout, Père Archange: "La Liste Chronologique de l'Abbé Noiseux", par le donateur (Québec, 1941). Reprint from *Culture*, Vol. II, 1941; "Sociétés Historiques de Langue Française" (Québec, 1942). Reprint from *Culture*, Vol. III, 1942.

Green, Ernest: "The Niagara Portage Road", par le donateur (Toronto, 1926). Reprint from *Ontario Historical Society, Papers and Records*, Vol. XXIII, 1926.

Holmes, Charles: *British by Choice*, par le donateur (Montréal, 1943).

Indian Affairs Branch: *Report on Industrial Schools for Indians and Half Breeds* (1879).

Institute of International Affairs: *India; A Bird's-eye View*, par Sir Frederick Whyte (New-York, 1943).

Kinnear, Muriel: *Antigonish*, par le rév. chanoine Andrew [Brochure].

Kyte, E. C.: *A Note on the Manuscript Collection in the Douglas Library*, par le donateur (Kingston, 1943).

Kyte, G. W.: *Organization of Work of the International Joint Commission*, par le donateur (Ottawa, 1937) [Brochure].

Lanctot, Dr. Gustave: *Bulletin Bibliographique de la Société des Ecrivains Canadiens*, par Rina Lasnier (Montréal, 1942).

Lewis, H. F.: "Notes on Some Details of the Explorations by Jacques Cartier", par le donateur (Ottawa, 1934). Reprint from *Transactions of the Royal Society of Canada*, Vol. XXVIII, 1934.

Loosley, E. W.: "Early Canadian Costume", par le donateur (Toronto, 1942). Reprint from *Canadian Historical Review*, Vol. XXIII, 1942.

McLennan, F. D.: *St. Andrew's Presbyterian Church, Williamstown* (Cornwall, 1916).

Maloney, A. B.: "Fur Brigade to the Bonaventura", par le donateur (Berkeley, 1943). Reprint from the *California Historical Society Quarterly*, Vol. XXII, 1943.

Matthews, J. S.: Samuel Larcombe [Coupures].

Metropolitan Life Insurance Company: *A Family of Thirty Million...*, par L. I. Dublin (New-York, 1943).

Miller, R. R.: *Elixir of Morale*, par le donateur (Toronto, 1943) [Brochure].

Michaud, l'hon. E.: *Le Nouveau Terminus de Montréal* (1943).

Mines et des Ressources, Ministère des: Neuf brochures.

Mitchell, C. A.: *A Note on the Early History of Veterinary Science in Canada*, par le donateur (Ottawa, 1930); Various certificates and diplomas of Veterinary Colleges.

Morisseau, Henri: "Pierre Fontaine dit Bienvenu", par le donateur (Ottawa, 1943). Extrait de la *Revue de l'Université d'Ottawa*, Vol. XIII, 1943).

Morse, William I.: *The Chronicle: November 1942*, par le donateur (Boston, 1942); *The Chronicle: May 1943*, par le donateur (Boston, 1943); *The Chronicle: November 1943*, par le donateur (Boston, 1943); *Autobiographical Records*, par le donateur (Boston, 1943); *The Ceremonies in Honour of Winston Spencer Churchill* (Cambridge, 1943).

Murray, E. M.: "Salvage Canada's Past", par le donateur. Reprint from the *Ontario Library Review*, August 1942.

Museo Nacional de Antropoligia e Historia: *Vigesimoseptimo Congreso Internacional de Americanistas* (Mexico, 1942).

New Brunswick Museum: *The Reversing Falls Portage*, par W. A. Squires Saint John, 1941) [Brochure.]; *William Francis Ganong Memorial*, par J. C. Webster (Saint John, 1942) [Brochure].

Nouvelle-Zélande, l'hon. ministre des Affaires intérieures: *The Gael Fares North*, par N. R. McKenzie (Wellington, 1942).

Oliver, D. W.: *The Stroke of the Moment*, by Oswald Chew (Philadelphie, 1928).

Ontario, Department of Municipal Affairs: *Annual Report of Municipal Statistics for the year 1941* (Toronto, 1942).

Pennsylvania Historical Commission: *The Counter-Revolution in Pennsylvania 1776–1790*, par R. L. Brunhouse (Harrisburg, 1942).

Perrault, Antonio: *Le Conseil Spécial, 1838–1841, par le donateur* (Montréal, 1943) [Brochure].

Pilbado, Isaac: *Novum Testamentum ad Exemplar Millinum*, par Greenfield (Philadelphia).

Pouliot, Léon: *La Réaction Catholique de Montréal, 1840–1841*, par le donateur (Montréal, 1942).

Prowse, G. R. F.: Cartological Material; noms par le donateur (Winnipeg, 1942).

Savard, Adjutor: *La Défense du Territoire*, par le donateur (1943) [Brochure].

Shufelt, H. B.: *The Canadian Society of New York* (New-York, 1913) [Brochure].

Société d'Enseignement Postscolaire. Section Française du Manitoba: *SEP*, Vol. I, n° 1, 1943 [Polycopie].

Société Historique du Nouvel-Ontario: *Aperçu sur les Origines de Sudbury*, par Louis Héroux (Sudbury, 1943).

State Historical Society of Wisconsin: *Joseph Schafer Student in Agriculture*, par L. P. Kellogg et autres personnes (Madison, 1942).

Sumner, E. G.: *A Check List of Newspapers Published in the County of Oxford*, Ontario, par le donateur (1943) [Polycopie].

Talman, J. J.: *Report of a Missionary Journey made by the Honorable and Reverend Charles James Stuart*, par le donateur (London, 1942) [Polycopie]; *Narrative of the Illegal Seizure of the Schooner "Mazeppa"* (London) [Copie dactylographiée]; *Schedule of Files of the London Free Press*, par Orlo Miller (London, 1924) [Copie dactylographiée]; The Printing Presses of William Lyon Mackenzie prior to 1837, par le donateur (Toronto, 1937). Reprint from the *Canadian Historical Review*, Vol. XVIII, 1937; The Newspapers of Upper Canada a Century Ago, par le donateur (Toronto, 1938). Reprint from the *Canadian Historical Review*, Vol. XIX, 1938.

Tessier, Albert: *La Patrie c'est ça!*, par le donateur. (Montréal, 1942) [Brochure].

Toronto City Clerk: *Municipal Handbook; City of Toronto*, 1943. (Toronto, 1943).

Toronto Public Library: "It's All a Matter of Reduction", par Martha Shephard. (Toronto, 1943). Reprint from *Ontario Library Review*, 1943.

Transport, Department of: List of Shipping (Ottawa, 1911).

Ukrainian National Federation of Canada: *A Program and a Record* (1943).

Université de Montréal: *Inauguration des Nouveaux Immeubles de l'Université de Montréal* (1943).

University of Saskatchewan: *Arthur Silver Morton* (Saskatoon, 1943).

Vaillancourt, Emile: *Canada's Mission in a Free World*, par le donateur (Montreal, 1943); *Canadian Unity and Quebec*, par le donateur et d'autres personnes. (Montreal, 1942) [Brochure].

Wells, Miss J.: dix-huit volumes sur les vieilles lois françaises.

Wilson, C. P.: "Modern Developments in History Museums", par le donateur (Vancouver: 1943). Reprint from the *British Columbia Historical Quarterly*, Vol. VII, 1943.

Services auxiliaires

Larsen, le sergeant H. A., de la Gendarmerie Royale à cheval du Canada: ancre et ceinture de fer provenant du "Fury" de sir Edward Parry. Crampon, chaînons et marteau à piquer provenant du "Victory" de sir John Ross.

DIVISION DES CARTES

Australie, The National Library, Canberra: Coasts of Nova Scotia, Newfoundland & Cape Breton—By Cook—1762. Including Autograph Index, with two Maps beautifully drawn in Water-colours and pen & ink, one of Harbour Grace and Carbonere, signed and dated 1762, the other of a river, unsigned & undated.

Burpee, M. L. J.: Plans accompanying Report on a Railway Suspension Bridge, over the River St. Lawrence, near Quebec. Four plans in a folder; Animated Atlas—Dominion of Canada—Text by Oliver Master. Drawings by Arthur Edward Elias.

Constantine, le major général T. F.: Map of Saskatchewan River District made by Capt. Charles Constantine (Winnipeg Light Infantry with General Strange's column operating against Big Bear in 1885) as a result of a reconnoissance carried out with George Ham in an endeavour to locate Big Bear's main force. Key map and plan: 2 copies.

Lanctot, M. Gustave: Plan of Le Chateau De Vaudreuil 1726 (Place Jacques-Cartier, Montreal); Plan de Ville Marie en 1685; Plan de la Ville de Montreal dans la Nouvelle France. 1731.

Quebec, les Archives de: Plan of Villemarie dans l'isle de Montreal 1680. Copié par L. P. Vallerand, Quebec, Mars, 1889.

Taché, le réverend Père L.: Carte De La Bretagne Divisée en Cinq Departemens Suivant les Décrets de l'Assemblée Nationale. A Paris chez Jean, rue Jean de Beauvais. No. 32. An 8.

DOCUMENTS HISTORIQUES

I

LE PREMIER CORPS REPRÉSENTATIF AU CANADA
LE CONSEIL DE QUÉBEC DE 1657

1

NOUVELLE FRANCE[1], 7 mars 1657.

Le Roy estant informé par les Remonstrances des Directeurs de la Compagnie Gn^ale^ de la Nouvelle france, Qu'encores, que par affection envers les habitants dud^t^ pays, elle se soit privée en leur faveur du profit et utilité de la traitte des pelleteries la leur ayant delaissée sur leurs instantes prières, aux conditions portées par les articles accordez et convenus pour cet effect, approuvez et ratiffiez par Sa Ma^té^, Neantmoins lesd. habitans n'en ont pas tiré tous les avantages qu'ils en avoient espéré, Et s'estant d'abord engagez à plusieurs despences pour le Mesnagem^t^ de la ditte traitte dont ils n'avoient pas lors toute l'expérience requise, ils ont contracté plusieurs debtes qu'ils n'ont pu acquitter, et mesmes ont eu peine à subvenir aux charges publicques et necessaires pour l'entretien de la Colonye, particulièrement depuis quelques années que la ditre traitte avec les Sauvages a esté indifféremment permise à tous les habitans, d'autant que les plus forts d'entre eux s'attirant tout le négoce et le faisant à l'envy les uns des autres, les moins accommodez dont le nombre est grand n'en ont tiré aucun proffit, quelque soing qu'en ayt peu prendre le Sr de Lauzon gouverneur dud^t^ pays, Et le prix des marchandises de traitte à l'esgard des Sauvages est tellement avily, que s'il n'y estoit pourveu en remettant la traitte dans les magazins de la Communauté, au moins pour la plus grande partie elle deschéeroit totalement en peu d'années, dont les habitans leur ont donné advis, offrans mesme de remettre laditte traitte à laditte Compagnie, laquelle remise la Compagnie n'a pas jugé à propos d'accepter, connoissant par la Suitte des affaires dudit pays, et les relations qui luy en sont faites d'années en autre, que doresnavant les habitans estant fort instruits de tous les moyens de faire valoir laditte traitte, la seule cause qui les prive maintenant de l'effect et de l'utilité que le Pays en doit retirer est que la Communauté ne traitte plus dans les Magazins publics, et que quelques particuliers attirent le bénéfice à eux seuls et troublent l'establissement du prix au Commerce avec les Sauvages, a quoy s'il plaisoit à Sa Majesté d'accorder un remède convenable pour le restablissement des Magazins publicqs il en reviendroit un proffit suffisant avec le quart qui se paye par les habitans, non seulement pour supporter les charges ordinaires, mais encores pour acquitter les debtes dud^t^ pays, ausquelles remonstrances et supplications de laditte Compagnie Sa Ma^te^ voulant pourvois, A ordonné et ordonne que doresnavant à commencer dès la pre^te^ année, toutes les marchandises propres pour la traitte des pelleteries avec les sauvages qui seront envoyées dans led. pays de la Nouvelle france, seront portées dans les Magazins publics, et consignées par les marchands ou leurs facteurs entre les mains des Commis des d^ts^ Magazins qui seront esleus par le Conseil qui sera estably pour laditte traitte, ainsy qu'il sera expliqué cy-après, deffendant très expressement sa Ma^te^ à tous marchands, facteurs et autres qui feront porter les dites marchandises de traitte, d'en user autrement à peine de confiscation d'icelles, révoquant à cette fin et annulant tous passeports qui peuvent avoir esté délivrez pour

[1] Archives Publiques, *Affaires Etrangères, Mémoires et Documents, Amérique*, IV, Arrêt du Conseil d'Etat, 7 mars 1657, p. 302.

porter audit pays des Marchandises de traitte en la pn^{te} année, Sinon à condition que ceux qui s'en voudront servir se sousmettront d'exécuter le pn^{t} Règlement; sans que pour raison de ce ils puissent prétendre aucuns despens, dommages et interests.

2

Aussy tost que les Navires seront arrivés aud^{t} pays, les Marchands ou facteurs seront tenus de porter au Conseil de laditte traitte, la facture des Marchandises qu'ils auront apportée de france pour estre fait un tarif de la valeur d'icelles avec les frais et proffits Et en suite les Marchandises propres pour la traitte seront portées dans les Magazins publicqs de Québecq, des Trois Rivières et de Montréal, selon l'opportunité des lieux ausquels laditte traitte pourra estre plus facile et avantageuse, ainsy qu'il sera jugé par ledit Conseil. Et quant aux autres Marchandises comme draperie, mercerie, linge, cuirs, souliers, liqueurs et autres qui ne sont de traitte, elles demeureront en la disposition desd^{ts} Marchands et facteurs pour les débiter aux habitans dudit Pays, ainsy qu'il est accoustumé, faisant Sa Majesté très expresses inhibition et deffenses ausdits habitans, marchands, facteurs, Capitaines, matelots, passagers et à tous autres de traitter en quelque sorte et manière que ce soit, vin ny eau de vie avec les Sauvages, à peine de punition corporelle.

3

Le dit Conseil fera distribuer aux habitans les Marchandises de traitte, qui seront mises dans lesd. Magazins pendant un mois après l'arrivée d'icelles, jusques à la moitié de ce qui sera estimé en pouvoir estre traitté par chacune année, Lesquelles marchandises seront payées par lesdits habitans aux Commis desd. Magazins auparavant la délivrance d'icelles; ou sera par eux donné asseurance du payement avant le partem^{t} des vaisseaux pour revenir en france. Et au cas que la moitié des Marchandises destinées ausd. habitans ne soit pas entièrement distribuée faute d'avoir par eux payé comptant, ou donné asseurance du payement de ce qu'ils auront peu prendre pendant ledit mois, laditte moitié leur pourra estre distribuée pendant un autre mois, si ledit Conseil le juge à propos; Et le total de la ditte moitié n'estant distribué dans ledit Second mois, faute de payment ou asseurance, le restant demeurera au Magazin sans que lesd. habitans y puissent prétendre. Et de ce qui aura esté traitté par lesd^{ts} habitans, ils en payeront exactement le quart au proffit du magazin, ainsy qu'il est accoustumé.

4

Le Conseil de laditte traitte sera composé du gouverneur du Pays, d'un Directeur qui sera triennaire nommé par laditte Compagnie, et de quatre Conseillers, deux desquels seront esleus par la Communauté des habitans de Québecq, à la pluralité de voix, avec liberté de suffrages: Et les deux autres le seront pareillement par les Communautées des habitans des Trois Rivières et de Montréal chacune à son esgard, Lesquels quatre auront Entrée, séance et voix déliberative au Conseil de laditte traitte pendant deux années consécutives, après lesquelles expirées seront seulement changés deux dudit Conseil Savoir un de Québecq, et un des Trois Rivières aud. Montréal alternativement, Et lorsque ceux des Trois Rivières et de Montréal ne pourront assister audit Conseil à Québec, Ils prendront soigneusement garde chacun dans le Magazin de son habitation, que ce qui aura esté ordonné et réglé audit Conseil soit ponctuellemen^{t} exécuté.

5

Le Procureur Fiscal de laditte Compagnie aura entrée et séance au dit Conseil, et soing que le présent Règlement soit exactement observé, et que les charges ordinaires soient payées annuell[t]

6

Toutes les matières concernans laditte traitte, circonstances et dependances d'icelles mesme pour ce qui peut estre de l'employ des deniers provenans du quart et du proffit de la traitte qui sera faite dans les Magazins tant pour le payement des charges ordinaires, que pour les despences extraordinaires, ne seront délibérées et décidées que dans ledit Conseil à la pluralité de voix, avec liberté de suffrages, Sans néantmoins que led[t] conseil puisse retrancher ni diminuer des appointements et charges reiglées par les précédents reiglements, tant pour le gouverneur communautés qu'autres personnes. Excepté pour les despences pressantes et inopinées, auxquelles ledit Sieur Gouverneur pourra pourveoir sur le champ, Et s'il arrive qu'il y ait partage d'advis entre les personnes qui composeront ledit Conseil, En ce cas, l'advis duquel sera le gouverneur prévaudra.

7

Il sera rendu compte chacune année audit Conseil de la Recepte et despence qui aura esté faite dans lesd. Magazins, et délivré au Procureur fiscal de laditte Compagnie une Coppie signée de chacun Compte qui y sera rendu auparavant le partement des Vaisseaux, pour l'envoyer au Secretaire de laditte Compagnie, Et sera pareillement fait audit Conseil chacune année auparavant le partement desd. Vaisseaux, Un projet de l'employ des deniers revenans bons dudit quart et proffit de laditte traitte, lequel sera aussy délivré audit Procureur fiscal, pour l'envoyer au Secretaire de laditte Compagnie, affin qu'elle donne son advis et consentement sur la distribution et employ desdits deniers, Estant raisonnable que puisqu'elle se prive volontairement du proffit de laditte traitte en faveur de la Communauté desdits habitans, elle connoisse si lesd. deniers seront employez selon son intention pour le bien et avantage de laditte Colonie.

8

Après les Charges ordinaires et Redevances Seigneuriales payées, et les despences plus pressantes et nécessaires pour le bien du pays, le surplus desdits deniers revenans bons sera employé au payement des debtes de la Communauté desdits habitans.

Le tout par provision jusques à ce qu'autrement par Sa Majesté en ayt esté ordonné sur les advis qui luy en seront donnés par led. Sieur vicomte d'argenson gouverneur du pays et sans préjudice des précédents reiglements que Sa Majesté ordonne estre exécutées selon leur forme et teneur en ce qui n'y est desrogé par le pre[t] reiglement, lequel afin que personne n'en ignore Sa Majesté ordonne estre publié et affiché partout ou besoin sera et qu'aux copies collationées par l'un de ces cons[ers] et secretaires foy sera adjoustée comme à l'original.

SEGUIER
DELAMOIGNON
BOUCHERAT
BARRILLON
LALEMENT

II

SOUVENIRS DES PREMIERS TEMPS PAR UNE LOYALISTE

Souvenirs de Mme White, de Whites Mills, près Cobourg, dans le Haut-Canada. Autrefois Mlle Katherine Chrysler, de Sydney, près Bellville. Age: 79 ans.[1]

Mon père et ma mère, originaires de l'Angleterre, s'établirent aux Etats-Unis, dans Saint-Laurent, sur une ferme qu'ils avaient achetée; ils y plantèrent des arbres et commençaient à prospérer lorsque, en 1774, éclata la guerre révolutionnaire. Loyalistes authentiques et nullement désireux d'être impliqués dans les luttes qui s'annonçaient, ayant entendu dire, en outre, que les arbres du Canada produisaient du sucre, nous pliâmes bagage et nous arrivâmes au Canada. Nous nous arrêtâmes à Sorel où nous passâmes quelque temps, mais la maison que nous occupions ayant brûlé, avec l'acte de propriété de notre terre aux Etats-Unis,

Arrivée de la famille White à Sorel.

Guy Carleton, lord Dorchester, leur concéda 800 acres de terre avec quelques instruments pour défricher la forêt et s'établir sur des terres appelées Sidney, près de Bellville. Toute la région était alors à l'état sauvage, mais le succès finit par couronner notre persévérance et notre énergie.

Le succès couronne efforts et persévérance.

Plusieurs années plus tard, mon père tenta de reprendre possession de notre ferme (Chryslers) dans le comté de Saint-Laurent. Mais les titres de propriété ayant été brûlés à Sorel, il ne put rien faire, bien que le Gouvernement des Etats-Unis eût consenti à lui rendre sa terre s'il eût pu produire ces papiers.

Isolés dans ces régions, ils mirent toute leur confiance en la Providence qui bénit leurs efforts. Ils eurent deux fils et cinq filles; l'un des fils se noya.

Bénédictions de la Providence.

Ma mère aidait à abattre les arbres tout en remplissant ses fonctions de maîtresse de maison; à mesure que les enfants grandissaient, on leur enseignait à travailler; nous lui étions très utiles; nous prenions soin du bétail, nous fabriquions le beurre et le fromage, nous traitions le lin et nous filions—à cette époque, le rouet présentait un aspect agréable—nous fabriquions notre étoffe et nos bas. Je possède encore une robe que j'ai confectionnée moi-même, il y a soixante ans, avec de l'étoffe faite à la maison. Nous n'avions pas de voisins à l'exception d'un vieil Anglais qui demeurait à quelque distance et venait nous voir quelquefois. Nous avions emporté de la graine de semence que le Gouvernement nous avait fournie et, en attendant la récolte, les postes militaires nous donnaient quelques vivres; lorsque ceux-ci tiraient à leur fin, mon père prenait notre beurre, notre fromage et notre étoffe, et allait à Kingston en bateau les échanger contre du sel, du thé et de la farine. Le moulin à farine le plus rapproché, à cette époque, était à Kingston. Le premier moulin fut établi à Napanee plus tard.

Emplois domestiques.

Echange de produits.

La Baie de Quinté était couverte de canards que nous pouvions obtenir des sauvages en n'importe quelle quantité.

---

[1] Archives Canadiennes, *Coventry Papers*, Reminiscences of Mrs. White, pp. 121–129.

Quant au poisson, il nous était facile d'aller le pêcher en chaland; j'ai souvent harponné un gros saumon avec une fourche. De temps en temps les provisions devenaient très rares, mais il y avait toujours quantité de grenouilles dont nous nous délections. J'ai à la mémoire la famine de 1788 alors que, pour nous nourrir, nous dûmes déterrer les pommes de terre que nous avions plantées.

Manque de provisions.

Ces privations ne nous rendaient nullement soucieux; nous étions toujours heureux et joyeux. Nulle inquiétude d'esprit, nulle querelle politique, suscitée par des confessions religieuses ou de belliqueux conseillers municipaux. Nous laissions tout entre les mains de notre fidèle gouverneur. J'ai souvent entendu mon père et ma mère dire qu'ils n'avaient aucune raison de se plaindre: toujours ils furent reconnaissants au Gouvernement qui vint à leur secours quand sonna l'heure du besoin. Dans une soirée, mon père pouvait fabriquer des chaussures de peau de daim pour les enfants et ma mère des robes d'étoffe du pays.

Confiance dans le gouverneur.

Nous n'avions ni médecin, ni avocat, ni ministre résident. Nous priions à la maison et mettions notre confiance en la Providence.

Nul médecin dans les premiers établissements au Canada.

Lorsque le pays devint plus habité, il se trouva dans la clairière voisine une vieille femme qui devint le principal médecin des environs. Un jour la chute d'un arbre occasionna au dos de ma mère une très grave blessure. Nous envoyâmes chercher la vieille; elle vint et fit infuser de la lessive de blé; elle l'appliqua très chaude dans une flanelle et guérit ma mère en très peu de temps. En ces jours heureux, on cultivait le lin. Une année, nous en eûmes 700 quintaux. Nous le filions et le tissions pour en faire de la toile de table ou des vêtements qui étaient inusables. Un jour vint un homme à tout faire qui nous fabriqua un métier à tisser, de sorte que nous pouvions travailler sans avoir besoin d'importer nos beaux atours; d'ailleurs nous n'aurions pu nous les procurer. Les filles grandissaient et les colons arrivaient; ainsi, de temps en temps, un mariage était célébré.

La culture du lin.

Il n'y avait qu'un ministre, un presbytérien nommé Robert McDonall. Charitable et généreux, il venait de Kingston à cheval à travers les bois et arrêtait à chaque maison d'où s'échappait de la fumée; il était toujours le bienvenu. Sa voix devenait formidable, lorsqu'il s'excitait, et on pouvait l'entendre à un mille de distance.

Nul ministre.

Il unissait tous ceux qui désiraient se marier et prodiguait à ces jeunes couples des paroles d'encouragement; il insistait sur la nécessité du travail et de la persévérance pour devenir prospère. Il célébra mon mariage avec M. White. J'ai encore en ma possession mon acte de mariage. Quand d'autres filles lui faisaient des minauderies et se mettaient en frais de lui plaire, à la pensée qu'il était un grand bienfaiteur de la race, il leur donnait une petite tape sous le menton en leur disant: ce sera bientôt votre tour.

Le pasteur. Mariages.

Je m'en vais à Clark, à une grande distance dans les bois; il y a très peu d'établissements sur la route, et lorsque je reviendrai, ne manque pas d'être prête. C'était là tâche facile: les jeunes filles ne pouvaient se procurer d'autres robes que celles qu'elles tissaient elles-mêmes. Nous menions une existence

Visite du missionnaire.

heureuse et plus tard, lorsque l'une des filles se mariait, elle recevait une partie de 100 acres, 1 poulain, 4 vaches, une paire de bœufs, 20 moutons, de la laine qu'elle avait filée et tissée, puis quelques meubles qui convenaient à la cabane de bois rond. Les tapis étaient alors inconnus et inutiles, car les planchers de ces maisons de fermiers étaient toujours parfaitement nettoyés grâce à la diligence de la maîtresse de maison. Ma mère mourut en 1834. Elle était devenue aveugle quelques années avant sa mort qui survint au cours de sa 104e année. Mon père fut tué lors de la construction d'une grange.

M. et Mme White s'établissent à Cobourg.

En 1812 j'épousai M. White et c'est à Cobourg que nous allâmes nous établir en 1813. Nous étions dans une forêt vierge: ici et là quelques petites clairières; trois maisons seulement formaient l'établissement; un chemin de rondins conduisait au lac.

Le magasin de Burnham près de la Cour.

Là nous prîmes possession d'une clairière ouverte par Mark Burnham, frère de Zachus Burnham, et nous y eûmes du succès. Mon mari avait l'habitude d'aller à Montréal en bateau, voyage qui durait trois semaines, pour acheter des marchandises destinées au magasin de Burnham que celui-ci avait ouvert près de la salle d'audience; il avait beaucoup à faire en plus des travaux de la ferme qu'il laissait sous ma direction.

M. Mark Burnham s'enrichit rapidement, car les colons qui venaient s'établir ici avaient de l'argent gagné à l'emploi du Gouvernement, et ils ne portaient aucune attention au prix des marchandises pourvu qu'ils eussent ce dont ils avaient besoin.

Poisson et gibier en quantité.

Pendant notre séjour sur la ferme le gibier était étonnamment abondant. Des lièvres, des écureuils, des canards, des perdrix, des bécasses en quantité. Le ruisseau regorgeait de poissons; et si nous désirions un saumon pour le déjeuner, nous n'avions qu'à nous y rendre et en une minute nous pouvions en prendre à volonté. Quelquefois nous en pêchions une grande quantité que nous faisions sécher et fumer.

Les sauvages causent du trouble. Leur goût pour le whisky.

Au cours d'une après-midi, le vieux Fisher en harponna 70 dans le ruisseau du moulin Burnham. Plus tard mon mari établit une petite distillerie qui, par la suite, devint une calamité pour la région; elle attira un grand nombre de sauvages qui devinrent très turbulents: ils jetaient de grosses bûches sur notre porte afin d'obtenir plus d'eau de feu. C'était une affaire qui rapportait beaucoup; nous nous arrangeâmes donc pour endurer les sauvages. M. Mark Burnham avait l'habitude de travailler dans la distillerie lorsque mon mari allait à Montréal, car ce dernier était alors absent pendant cinq ou six semaines; c'était un dur voyage. Homme de la vieille roche et qui jouissait de la confiance du Gouvernement, mon mari était l'objet de beaucoup de protection et de soins. Les sauvages le respectaient et il les dirigeait avec sagesse. La région était remplie de sauvages.

Graines de semence obtenues de Montréal. Jardin.

Mon mari apportait souvent des graines de semence de Montréal. Le sol étant très riche, nous eûmes en peu de temps un beau jardin qui, à cette époque, était quelque chose de très rare. Au mois de mai, nous avions de la laitue et les oignons atteignaient la grosseur des navets.

Installation sur une ferme.

Après un séjour de quatre ou cinq ans dans la clairière Burnham, M. White eut assez d'économies pour acheter une ferme où nous avons toujours vécu depuis.

J'ignore qui pratiqua la première clairière, mais quelques-uns des arbres fruitiers étaient plantés lorsque nous y arrivâmes.

Ici nous avons prospéré; au travail de bonne heure le matin et tard le soir, nous n'avions nul souci du reste du monde; nous nous sommes enrichis et nous avons élevé nos enfants avec diligence.

A cette époque, la terre aux environs de Cobourg avait peu de valeur; un lot assez grand qui s'étendait des bâtisses de Smith à l'église anglaise pouvait être échangé contre une selle. Peu à peu d'autres colons vinrent habiter près de nous et constituèrent ainsi un petit établissement prospère. Bas prix des terres à Cobourg.

Dans l'espoir de faire un bon placement pour lui-même et sa famille, mon mari acheta de la terre à Rice Lake, à quelque vingt milles plus loin; il y bâtit un moulin; mais tout ce que nous avions gagné sur la ferme fut englouti dans cette spéculation. Je n'avais pas approuvé cette transaction et je ne voulus pas aller vivre sur la nouvelle terre. Le vieux ministre avait coutume de nous dire d'exécuter avec soin ce que nous avions une fois entrepris et de ne pas changer de projet à tout bout de champ. Il y a environ 15 ou 20 ans, le pays devint plus connu et un grand nombre de colons qui avaient de l'argent vinrent s'y établir, ce qui améliora beaucoup la situation. Je n'avais jamais cru que je verrais, un jour, des bateaux à vapeur passer et repasser pour aller aux Etats-Unis, ni des chemins de fer traverser nos fermes. Les chemins et les instruments de travail ont subi maintes améliorations. Je ne crois pas, cependant, que tout cela ait contribué au contentement et au bonheur des gens, car la nouvelle génération n'est pas aussi heureuse que l'ancienne; elle a des désirs qu'elle ne pourra jamais satisfaire. Ramenez-moi à l'aimable époque des rouets, alors que, fières de porter des robes d'étoffe du pays qu'elles avaient filée et tissée elles-mêmes, les jeunes filles ne désiraient ni les chaussures à hauts talons, ni les souliers fins et ne s'attifaient pas avec des cerceaux, des crinolines et des bonnets en salière. Ces modes ont souvent nécessité les soins des médecins qui était presque inconnus dans ma jeunesse.

Achat d'une terre à Rice Lake. Construction d'un moulin.

Arrivée de colons dans la région.

Améliorations.

Changement des temps.

(Signé)

CATHERINE WHITE

âgée de 79 ans.

Témoin.

G. Coventry
J. C. White

III

NOUVEAUX DOCUMENTS AU SUJET DE LA RÉUNION DES PÈRES DE LA CONFÉDÉRATION À LONDRES EN 1867

A

Strictement confidentielle[1]

WESTMINSTER P. HOTEL,

27 janvier 1867.

MON CHER LORD MONCK,

Je vous ai donné à entendre, au moment où nous quittions la conférence hier, que quelques-uns des orateurs s'étaient rendus coupables d'un manquement de parole envers un certain nombre des délégués. Je crois qu'il est de mon devoir de vous exposer ce qui suit, unis comme nous le sommes par une mutuelle confiance; je vous laisse libre de prendre ensuite là-dessus la décision qui vous paraîtra la plus opportune. Vous me rendrez cette justice de dire—si jamais la nécessité s'en faisait sentir—que, en aucune façon, ni au Canada ni à Londres, je n'ai essayé de susciter des difficultés au projet d'union approuvé par la Législature canadienne. Mais depuis le début de ces discussions vous savez que, à l'instar de plusieurs chefs—de tous les chefs peut-être—du parti auquel j'appartiens, j'ai prévu de très sérieuses objections à quelques-uns des dispositifs du projet de Québec et notamment à la proposition d'établir une Chambre haute avec un nombre fixe de membres. Au vrai j'ai dit à la conférence de Québec—et MM. Brown et Mowatt ont partagé mon avis—que, ayant la conviction que jamais le Parlement impérial ne se rendrait ridicule en promulguant une constitution si absurde, je m'inclinais devant la majorité en me réservant le droit de poser des objections et de discuter la question plus tard aux moments opportuns. Lorsque l'on demanda à M. Howland de se joindre au Gouvernement, il ne voulut pas assumer la responsabilité du projet de Québec surtout en ce qui concernait la Chambre haute. A quoi Brown répondit: "L'affaire est si ridicule que nul Parlement britannique ne l'approuvera jamais"; et après cette remarque, M. Howland accepta l'invitation. Nos collègues n'ont jamais ignoré que nous nous sommes déclarés libres, au cas où on nous demanderait notre avis, de dire que, à titre de simples particuliers ou de porte-parole du parti libéral du Haut-Canada, nous ne croyions pas qu'une Chambre haute avec un nombre fixe de membres nommés à vie pût fonctionner d'une façon satisfaisante. Mais afin de ne pas faire échouer le projet tout entier, nous avons refusé de rompre ouvertement avec nos collègues, bien que nous n'eussions cessé de combattre par nos paroles et par notre vote cette clause du projet. Après la dépêche de M. Cardwell et le débat qu'elle provoqua ensuite dans la presse et ailleurs, nous eûmes de nouveaux motifs de croire et d'espérer que le projet serait amendé ici; en conséquence et jusqu'à ces derniers temps, nous avons pensé qu'il n'était pas nécessaire d'insister beaucoup sur ce point. En examinant de nouveau le projet à Londres, nous nous sommes vus obligés de céder certains avantages à la Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick afin d'éviter une rupture. C'était là un accroc aux résolutions de Québec et une déviation des instructions que nous avions reçues à titre de délégués, si tant est que nous en ayons reçu de la Législature canadienne. Nous avons alors soutenu que, si nous étions forcés de faire de nouvelles

[1] Archives Canadiennes, *Bellemare Papers*, McDougall à lord Monck, le 27 janvier 1867.

concessions sur ces points, nous nous estimerions déliés de toute obligation de repousser des amendements apportés à d'autres articles, s'ils étaient proposés par le Gouvernement impérial et en harmonie avec nos vues. C'est pourquoi, lorsque le temps fut arrivé d'arrêter nos résolutions, il fut décidé de remettre sur le tapis la question de la Chambre haute. Nous discutâmes ce point pendant trois ou quatre jours. Un vote préliminaire donna les résultats suivants: le Haut-Canada et le Nouveau-Brunswick s'opposaient au projet de Québec; le Bas-Canada l'approuvait; la Nouvelle-Ecosse l'adoptait également à une faible majorité de ses délégués. Par égard, encore une fois, pour les fortes préventions et les craintes du Bas-Canada, et parce que la Législature canadienne avait approuvé ce pernicieux article, nous déclarâmes que, puisque les rés[olutions] de Québec constituaient un traité et ne pouvaient être amendées par une partie au traité, nous cessions notre opposition afin de permettre au président de dire à lord Carnavon que les provinces approuvaient le projet de Québec, mais que là-dessus de grandes divergences d'opinions 'étaient accusées entre les délégués. Nous demandâmes avec insistance à tous ceux qui se constitueraient les porte-parole de la conférence de ne pas présenter d'*argument* en faveur de la clause relative à la Chambre haute; personne, si ce n'est le président, ne devait en énoncer les raisons à moins qu'il ne reçût une demande spéciale à cet effet; en pareil cas, on devait admettre que notre proposition était un compromis. Le Dr Tupper et M. Cartier violèrent carrément cet engagement; non seulement ils réclamèrent l'établissement d'une Chambre haute avec un nombre fixe de représentants, mais ils affirmèrent qu'ils exprimaient les vues de chacun des membres de la conférence! Vous avez peut-être constaté que je conférai immédiatement avec trois ou quatre des délégués qui, frappés de stupeur par ce manquement à la parole donnée, résolurent de le dénoncer, de rouvrir la discussion et de mettre à l'instant la question aux voix. Je crus qu'il valait mieux refouler cette colère et "laver notre linge sale à l'hôtel". Je leur fis observer que, si nous nous taisions sous le coup d'une provocation, nous bénéficierions d'un grand avantage au cours de nos discussions subséquentes. Ils partagèrent mon opinion; lorsque nous arrivâmes à l'hôtel, nous tirâmes à boulets rouges sur nos adversaires. Bientôt l'un d'eux fut obligé de se rendre. On nous présenta humblement des excuses; mais comme la question était sur le tapis, nous crûmes qu'il convenait d'exiger l'adoption d'une autre ligne de conduite. M. McCully avait proposé quelque temps auparavant de prendre des mesures pour que la Chambre haute reflétât l'opinion publique par la nomination de nouveaux membres si le besoin s'en faisait sentir, tout en maintenant les proportions entre les différentes classes et en assujettissant ces nominations à l'approbation de Sa Majesté en son Conseil. Cette proposition fut alors de nouveau présentée et discutée pendant toute l'après-midi. Les deux partis échangèrent des propos assez violents; pendant quelques instants, il sembla que chacun était sur le point de reprendre ses premières positions. Galt, jusqu'alors très tranquille, s'emporta; il dénonça la domination de l'Ouest et raffermit Cartier et Langevin qui, semblait-il, consentaient très volontiers à concéder ce point. Tupper soutint que la Nouvelle-Ecosse et les petites provinces seraient à la merci du Haut-Canada et qu'une Chambre haute avec un nombre fixe de représentants serait leur seule protection; si elles voulaient que ce nombre fût fixe, c'était justement parce que, chaque fois que le Gouvernement et la Chambre basse proposeraient des mesures qu'elles n'aimeraient pas, il en résulterait une impasse. En d'autres termes, voici ce que Tupper demandait (comme je le lui dis): des membres nommés par la Couronne et composant une Chambre irresponsable gouverneraient pendant leur vie l'Amérique du Nord et, lorsque le Gouvernement et la Chambre des Communes de la Confédération,

c'est-à-dire trois millions des quatre millions de la population, désireraient quelque modification du tarif ou quelque amélioration publique dans l'Ouest ou l'admission de nouveaux membres dans la Confédération, le district de Québec et les deux provinces maritimes pourraient, par l'intermédiaire de leurs 37 représentants dans la Chambre haute, refuser de sanctionner ces projets à moins qu'on n'accédât à leurs demandes d'améliorations locales, quelque injustes qu'elles fussent. La proposition de McCully fut mise aux voix et adoptée à une majorité de 10 voix contre 7; elle obtint une majorité parmi les représentants des trois provinces, seul le Bas-Canada s'y étant opposé en bloc. Voilà où l'affaire en est rendue. Nous nous réunirons de bonne heure lundi et nous réglerons définitivement le sort de notre contre-proposition.

Au rique de vous ennuyer, je vous ai narré par le menu ces faits afin que vous sachiez exactement où les choses en sont rendues. Si vous me permettiez de vous donner un conseil, je vous dirais que lord Carnarvon devrait maintenir son opposition au projet de Québec, en ce qui concerne la Chambre haute. S'il est disposé à faire quelque concession, il pourrait accepter notre contre-proposition en y retranchant certaines conditions susceptibles d'entraver son fonctionnement. En agissant ainsi, il ne mettra pas brusquement fin à la conférence. Nul de ces partisans d'une constitution de fer n'oserait rentrer chez lui et dire à ses électeurs qu'il a rompu avec ses collègues pour un pareil motif.

Il aurait été plus facile pour moi—et pour vous aussi peut-être—d'aller vous voir et de discuter l'affaire; mais comme des suggestions de coulisse ont déjà été portées à ma connaissance, j'ai cru qu'il valait mieux écrire. Désireux de ne pas causer, sur ce point, du déplaisir à Galt ou à Cartier, McDonald biaise bien qu'il partage notre opinion; et ils s'en doutent. Au cours de toutes ces discussions, j'ai parlé à tous avec franchise et je crois que mes actes les ont beaucoup moins irrités que ceux de McDonald.

Toujours bien vôtre

W M

[William McDougall]

B

. . . . . .

Je me souviens de l'attitude des délégués des provinces maritimes à Londres, lorsque l'on était en train de fixer dans une forme juridique les propos simples et vagues de la Conférence de Québec. Tous admirent le droit *exclusif* des provinces de légiférer, sans restriction et sans entrave, sur les matières soustraites au Parlement et attribuées aux provinces; mais les représentants anglais des provinces maritimes surveillèrent encore plus minutieusement que leurs collègues français les tours de phrases et l'arrangement des mots afin de prévenir l'ingérence fédérale.

Peut-on dire que le Manitoba "brave toutes les lois" parce que son Gouvernement effectue des travaux dans la province, pour le bien-être de la population de la province, avec l'approbation de la Législature de la province et dont seuls les électeurs de la province solderont les frais? Quelle *loi* brave-t-il?

Etudions un peu l'histoire de notre pacte constitutionnel afin de savoir ce que ses auteurs avaient en vue lorsqu'ils firent la répartition des pouvoirs législatifs entre le Parlement et les Législatures.[1]

. . . . . .

[1] Archives Canadiennes, *McDougall Papers*, Brouillon d'une lettre, [1887].

C

15 juillet 1892[1]

MON CHER SIR OLIVER,

En réunissant les matériaux d'une histoire politique contemporaine, je constate que je devrai probablement tenir sur votre compte des propos qui, je l'espère, seront non seulement authentiques, mais aimables. J'ai déjà osé corriger une erreur que commet Gray dans le tome premier de son ouvrage sur la Confédération. Il écrit: La question d'élire ou de nommer les membres du Conseil législatif fut discutée à fonds et le principe de la nomination rallia une forte majorité, l'honorable George Brown, président du Conseil canadien et chef du groupe libéral du Cabinet canadien préconisant fortement ce principe". (p. 60)

"Je trouve dans mon exemplaire de l'ouvrage de Gray la remarque suivante écrite en 1873:

"Erreur. McDougall, appuyé par Mowatt, proposa une résolution afin de rendre le sénat électif. Le vote négatif fut considérable. Alors McDougall, appuyé par Mowatt, proposa que les 24 sénateurs attribués à l'Ontario soient élus par le peuple de cette province. Cela fut rejeté après une longue discussion."

M. Gray dit sans doute la vérité sur l'attitude de M. Brown au cours de la discussion; mais lorsqu'il affirme que "le groupe libéral du Cabinet canadien" favorisait le projet d'un Conseil indépendant du peuple, je conteste le bien-fondé de son assertion trop générale. Nous fûmes mis en minorité et il nous fallut en accepter les conséquences inévitables. Est-ce bien là le souvenir que vous avez conservé de l'incident? Je ne vous demande de m'écrire pour appuyer mon affirmation que si vous n'avez là-dessus le moindre doute et si vous consentez à ce que l'on vous cite sur ce point.

J'aurai probablement une autre occasion de vous écrire sur d'autres questions que certains historiens de la Confédération, partiaux et mal renseignés, ont exposées sous un faux jour. Permettez-moi de vous féliciter de votre bonne santé et des succès qui ont marqué votre longue carrière.

Toujours bien vôtre

D

DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ONTARIO

TORONTO, le 18 juillet 1892.[2]

MON CHER MCDOUGALL,

J'ai reçu votre lettre du 15 du courant. Je me souviens très bien de m'être opposé au mode nominataire et je ne doute pas que vous n'ayez fait de même, mais j'ai oublié tous les détails, peut-être parce que, quelques jours plus tard, j'acceptai les fonctions de vice-chancelier et, à partir de ce moment jusqu'à mon rappel à la vie publique en 1872, je me désintéressai totalement—ou peu s'en fallut—de la politique. Il est très probable que ce que vous dites au sujet des résolutions est juste, bien que je n'aie aucun

[1] Archives Canadiennes. *McDougall Papers*. McDougall à Mowatt, le 15 juillet 1892.
[2] *Ibid.*, Mowat à McDougall, le 18 juillet 1892.

souvenir net de l'objet de ces résolutions. Chose assez curieuse, j'eus longtemps l'impression, vous ne l'ignorez pas, que Brown s'était comme nous opposé au mode nominataire et je fus surpris lorsqu'il m'affirma que j'étais dans l'erreur. Vous voyez comment l'exercice des fonctions plus agréables de la magistrature a complètement chassé ces détails de ma mémoire. J'espère que des souvenirs plus circonstanciés ou une meilleure connaissance des événements me permettront de mieux répondre à toute question que vous pourriez me poser à l'avenir.

Je suis heureux d'apprendre que vous préparez une histoire politique de votre temps. Cet ouvrage sera sans aucun doute précieux et intéressant.

Je vous remercie de vos félicitations,

Cordialement vôtre,

O. Mowat

L'honorable William McDougall, C.B.
Ottawa.

IV

LORD DUFFERIN SAUVE LES MURS DE QUÉBEC DE LA DESTRUCTION EN 1875

Personnelle.

OTTAWA, le 30 novembre 1875.[1]

MON CHER M. RUSSELL,

Je vous envoie ci-inclus un article du *Morning Chronicle*, journal québécois, dans l'espoir que vous m'aiderez à prévenir un acte de vandale.

Quelques habitants de Québec, afin d'accroître la valeur de leurs immeubles, veulent démolir les vieux murs de la ville. Je me suis toujours fermement opposé à un tel projet, parce que, de toutes les villes de ce continent, Québec est celle qui possède une histoire et dont l'architecture présente un caractère original et pittoresque. Après maints efforts, je réussis à attirer de mon côté une majorité du Conseil municipal ainsi que du Gouvernement fédéral, et au lieu de raser les murs, on convint de les percer seulement aux endroits où il est absolument nécessaire d'établir des communications. Toutes les portes seront flanquées de tourelles qui rompront l'uniformité des murs, et des portes cintrées permettront de tracer un sentier autour de l'enceinte. Si ce projet est réalisé, Québec deviendra l'une des plus belles villes du monde: vu de ses champs de bataille, le spectacle de la ville est grandiose. Le Conseil municipal a voté 6,000 livres pour l'exécution de ces travaux et j'espère pouvoir obtenir à cette fin, du Gouvernement fédéral, une pareille somme et même davantage.

Dans cette bataille que nous livrons à l'ignorance, nous nous sentirions aidés considérablement si l'opinion en Angleterre épousait notre cause; la publication dans votre journal d'un petit article favorable au projet, et où l'on adresserait des *éloges* aux citoyens de Québec ainsi qu'au Gouvernement du Canada parce qu'ils apprécient à leur juste valeur leur ville historique, ne manquerait pas de produire une très vive impression.

Ce qui m'incite à solliciter votre aide, c'est la certitude que j'ai de vos bonnes dispositions à l'égard de ce projet.

Veuillez me croire

Mon cher M. Russell

Sincèrement vôtre

DUFFERIN

[1] Archives Canadiennes, *Lord Dufferin à Russell*, le 30 novembre 1875.

APPENDICE

INVENTAIRE DE LA SÉRIE Q

Cette série de papiers d'Etat comprend la correspondance officielle qu'échangèrent les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs, les administrateurs et d'autres fonctionnaires de Québec, du Bas et du Haut-Canada, entre 1760 et 1841.

(Suite de l'inventaire dont la publication, commencée dans les rapports pour les années 1890 à 1902, fut interrompue, puis reprise dans le rapport pour l'année 1941.)

AVANT-PROPOS

Les papiers d'Etat dont une partie est cataloguée dans cet Appendice constituent la *Série Q.* des Archives publiques, à Ottawa, et la *Série C.O. 42* au Public Record Office à Londres. Ils comprennent 431 volumes et datent de 1760 à 1840 pour Québec et le Bas-Canada, et de 1791 à 1841 pour le Haut-Canada.

Les volumes 1 à 246, qui renferment des documents portant sur la période qui s'étend de 1760 à 1838, pour Québec et le Bas-Canada, et les volumes 278 à 395 embrassant la période comprise entre 1791 et 1836, pour le Haut-Canada, furent catalogués sous la direction de Douglas Brymner, premier Archiviste du Dominion. Au fur et à mesure qu'il progressait, l'inventaire des pièces fut publié comme appendice aux rapports annuels des Archives de 1890 à 1902.

Après la mort du Dr Brymner, le travail fut discontinué et les volumes qui restaient de la série, c'est-à-dire les volumes 246-2 à 277(1838-1840) pour le Bas-Canada, et les volumes 395 à 431 (1836-1841) pour le Haut-Canada, ne furent pas catalogués. Ce travail, repris en 1937 sous la direction du nouveau sous-ministre, est maintenant terminé. Deux parties, qui constituent la suite de l'inventaire, furent publiées dans les rapports pour les années 1941 et 1942, complétant ainsi l'inventaire des papiers qui se rapportent au Bas-Canada.

La partie qui paraît dans le présent rapport commence l'inventaire des papiers qui se rapportent au Haut-Canada.

Afin d'aider les étudiants dans leurs recherches, la liste suivante indique les périodes sur lesquelles portent les volumes déjà catalogués des papiers concernant le Haut-Canada, ainsi que les rapports où se trouvent les inventaires.

Vol. 278-290 (1791-1801)	catalogués dans le	Rapport de	1891, pp. 1-177
" 291-310 (1801-1807)	"	"	1892, pp. 286-399
" 311-317 (1808-1813)	"	"	1893, pp. 1-50
" 318-324 (1813-1818)	"	"	1896, pp. 1-79
" 325-334 (1818-1823)	"	"	1897, pp. 81-179
" 335-350 (1824-1828)	"	"	1898, pp. 181-329
" 351-358 (1829-1831)	"	"	1899, pp. 331-390
" 359-373 (1824-1832)	non catalogués		
" 374-388 (1832-1836)	catalogués dans le	Rapport de	1900, pp. 391-540
" 389-395 (1818-1836)	"	"	1901, pp. 541-601

Les volumes 359 à 373, qui renferment la correspondance et les papiers concernant la *Compagnie du Canada* du Haut-Canada, n'ayant pas été catalogués, comme l'indique la liste ci-dessus, l'inventaire de ces volumes est d'abord publié dans le présent rapport. Il est suivi de la première partie des volumes que renferme encore cette série; le travail est repris au point où il fut interrompu, c'est-à-dire au volume 396.

SÉRIE Q

HAUT-CANADA

Série Q. 359, t. 1

COMPAGNIE DU CANADA, 1824-1825

1824

John Galt au comte de Bathurst, secrétaire d'Etat. Il lui transmet les grandes lignes d'un projet de vente des réserves de la Couronne au Canada, projet qui avait été soumis au chancelier de l'Echiquier. p. 1 — 18 Downing St., le 17 février.

Annexe:—

Les grandes lignes d'un projet pour disposer des réserves de la Couronne au Canada; les deniers qui en proviendront et les réclamations; les dépenses que comporteront le creusage des canaux, l'ouverture des chemins et d'autres travaux publics. 17 février 1824. p. 2

Galt à Bathurst. Le projet relatif aux réserves de la Couronne ne devrait pas permettre la vente de plus d'un demi-million ou d'un million d'acres de terre; la description de ces lopins de terre; les principes appliqués par les auteurs du projet sont les mêmes que ceux dont s'inspire le rapport du comité des terres du Bas-Canada; mais il s'agit, en l'occurrence, des réserves du Haut-Canada; la réalisation du projet et le ministère des Colonies. p. 13 — 18 Downing St., le 21 février.

Galt à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire (personnelle). Si l'on en vient à partager ses vues, il soumettra un projet de vente des terres qui fera disparaître la nécessité de demander au Parlement des deniers pour le Canada. Il désire avoir un entretien qui lui permettra de discuter la question des biens des jésuites. p. 14 — 18 Downing St., le 4 mars.

Galt à ————(personnelle). Il rédige la demande qui devrait lui être faite; il pourra ensuite soumettre à l'étude le projet d'une compagnie qui désire acheter une grande étendue des terres de la Couronne. p. 15 — 18 Downing St., le 8 mars.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). L'intérêt provenant de la somme d'argent obtenue en vertu du projet pourrait être employé à faire les levés topographiques nécessaires. Il demande une prompte réponse. p. 16 — 18 Downing St., le 9 mars.

Annexe:—

Galt à Bathurst, 18 Downing St., le 9 mars 1824. Questions sur le projet de vente des réserves de la Couronne:

(1) Vendrait-on 600 mille acres de terre entre le Bas-Canada et la rivière Sainte-Claire aux conditions stipulées?

(2) Quelle somme exigerait-on?

(3) Quelle protection serait accordée aux intérêts de la compagnie? p. 18

1824

Downing St., le 9 mars. Wilmot Horton à Galt (personnelle). Il proteste contre l'assertion suivante de Galt: Wilmot Horton aurait insinué que le Gouvernement a l'intention de vendre les réserves de la Couronne. Horton a dit que le Gouvernement voulait obtenir des renseignements sur cette question. Il croit que le projet soumis à Bathurst sera rejeté si l'on en demande l'adoption immédiatement; nulle garantie n'est possible avant d'avoir obtenu tous les renseignements nécessaires. p. 20

18 Downing St., le 31 mars. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet une lettre sur la création d'une compagnie et il demande un entretien. p. 22

Annexe:—

Hullett Brothers et Cie à Galt, Leadenhall St., le 31 mars 1824. p. 23

Le 31 mars. Galt à [Wilmot Horton] (personnelle). Il a reçu une autre communication de la ville; demande d'action immédiate au sujet de la valeur de la terre. p. 24

Downing St., le 7 avril. Hullett et Galt à Wilmot Horton. Ils frapperont à sa porte à 1 h. le jeudi, 8 avril. p. 25

18 Downing St., le 9 avril. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Robinson et Strachan veulent bien donner leur avis sur les terres réservées du Haut-Canada; il faudra leur permettre de conseiller qui de droit. Il demande copie du projet d'établissement dans le Haut-Canada, 1817. p. 26

18 Downing St., le 9 avril. Galt à Wilmot Horton. Avant de continuer les pourparlers avec la compagnie des terres du Canada, il faut en arriver à une décision sur le prix de ces terres; il propose de les vendre à raison de un dollar l'acre. p. 27

Le 12 avril. Projet de fonder une compagnie, muni de la signature de Galt. (Voir le Dr Strachan, pour l'annexe 1). p. 28

Sans date. Questions posées par M. Galt, avec réponses. p. 67

Glasgow, le 17 avril. Questions sur le Haut-Canada, avec réponses de W. Gilkison. p. 54

Le 19 avril. Remarques de S. McGillivray sur les réponses du révérend Dr J. Strachan et de J. B. Robinson aux questions de Galt. p. 74

Le 20 avril. Questions sur le Haut-Canada, avec réponses de Mgr Macdonnell. p. 41

18 Downing St., le 23 avril. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui demande un entretien; est-il opportun d'enquêter officiellement sur les réserves de la Couronne? Certaines questions que soulèvent les prêts. p. 30

1 Gt. Stanhope St., le 24 avril. William Dunlop à Galt. Réponses aux questions sur les terres, la colonisation et la population au Canada. p. 58

18 Downing St., le 27 avril. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet les grandes lignes du projet de la Compagnie du Canada; le placement des revenus de la compagnie. p. 35

1824

Annexe:—

Les grandes lignes du projet, le 26 avril 1824. p. 36

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet copie du projet que la Compagnie du Canada a l'intention de présenter; il demande à Bathurst d'accorder audience à des représentants de la compagnie. p. 78 — 102 Leadenhall St., le 14 mai.

Annexes:—

Le projet. p. 79

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet d'autres remarques au sujet de la compagnie des terres du Canada. p. 84 — 102 Leadenhall St., le 17 mai.

Annexe:—

Les autres remarques. p. 85

Galt à Wilmot Horton. Il lui demande une prompte décision sur le projet de fonder la compagnie. p. 86 — 18 Downing St., le 17 mai.

Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 14 mai et lui transmet confidentiellement les remarques de Bathurst sur la Compagnie du Canada; de nouvelles résolutions; l'entretien aura lieu. (N° 1 [49]). p. 81 — Downing St., le 21 mai.

Annexe:—

Remarques sur les propositions de M. Galt. p. 82

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Le comité aimerait avoir l'opinion de Wilmot Horton sur certains détails; il espère le voir à l'opéra dans la soirée. p. 87 — 102 Leadenhall St., le 22 mai.

Galt à Wilmot Horton. Il lui demande copie d'une liste d'importations et d'exportations canadiennes. p. 88 — Downing St., le 25 mai.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il le renvoie à la lettre du 21 mai et lui transmet de nouvelles propositions concernant la compagnie. On remplira les blancs au cours de l'entretien. Le comité espère que les commissaires nommés par le Gouvernement recevront une rémunération pour leurs travaux; la compagnie devrait être représentée par trois commissaires. p. 89 — 18 Downing St., le 26 mai.

Annexe:—

Les propositions, le 26 mai 1824. p. 90

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet le rapport des délégués avec les remarques du comité. Il demande un entretien et une réponse à ces remarques. p. 93 — 18 Downing St., le 3 juin.

Annexes:—

(1) Le rapport, 1er juin 1824. p. 97

(2) Les remarques, 2 juin 1824. p. 94

1824

18 Downing St., le 3 juin. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet une documentation où sont consignées ses vues sur la nature de l'accord qui sera conclu au sujet de la compagnie des terres; ses commentaires sur la question et sur la difficulté qui a surgi. (Les annexes manquent). p. 102

Downing St., le 8 juin. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un brouillon du rapport et lui demande de l'étudier afin de supprimer tout malentendu. Il lui transmet également copie d'un mémoire qui a été lu hier. p. 108

Annexes:—

(1) Le brouillon (confidentiel), le 7 juin 1824. p. 109

(2) Mémoire de la main de Galt; son entretien avec Wilmot Horton et les intentions du Gouvernement, le 7 juin 1824. p. 105

Downing St., le 17 juin. Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre et lui demande de corriger immédiatement les faux rapports qui ont été faits au sujet de l'attitude du Gouvernement; ces erreurs sont consignées dans le mémoire annexé à la lettre. (Le mémoire se trouve à la p. 117). p. 113

18 Downing St., juin. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il a seulement un exemplaire défectueux des imprimés; il s'agissait de renseigner ceux qui connaissent depuis peu l'existence du Haut-Canada. Il lui en fera parvenir demain plusieurs exemplaires. Difficulté d'obtenir des directeurs; liste de ceux dont on a approuvé les noms. p. 114

18 Downing St., le 18 juin. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un mémoire sur la Compagnie du Canada; l'objection de Wilmot Horton a été prévue. On ne veut pas laisser tomber ces imprimés entre les mains de ceux qui ne sont pas directement concernés dans l'affaire; toute la documentation sera d'abord soumise à Wilmot Horton; seules les grandes lignes de l'accord ont été adoptées; Charles Bosanquet et MM. Wilson et Pelly pourront être nommés directeurs. p. 116

Annexe:—

Le mémoire de la Compagnie du Canada (personnel). p. 117

Downing St., le 18 juin. Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 18 juin; le mémoire suscite des objections capitales: il laisse entendre que les négociations sont terminées. Si ce mémoire a été soumis à d'autres personnes, il élèvera une protestation au Parlement. p. 122

Londres, le 28 juin. Galt à Bathurst. L'entretien accordé au comité de la future compagnie; les difficultés que comporte l'évaluation des terres; il offre de prendre 160,000 acres de terre pendant 15 ans en payant 20 mille louis; pour toute acre additionnelle il payera 2 chelins et 6 pence. p. 126

Le 28 juin. Mémoire sur le payement des terres. p. 124

Downing St., le 5 juillet. Wilmot Horton à Galt. La valeur des terres dans le Haut-Canada; si la proposition de la compagnie est acceptée, celle-ci en retirera un profit au détriment de la province. (N° 3). p. 129

1824

Galt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre de Wilmot Horton et répond aux questions qu'elle soulève au sujet de la valeur des terres dans le Haut-Canada. Le comité ne peut aller de l'avant aussi longtemps qu'il ne connaîtra pas la valeur des fonds qui seront affectés à l'entreprise. p. 136 — Londres, le 8 juillet.

Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 8 juillet. Ecart entre l'évaluation des terres par le comité et par le ministère des Colonies; il faudra obtenir une nouvelle évaluation. Les instructions feront disparaître la nécessité de demander à l'Angleterre une confirmation de la décision des commissaires. (N° 4). p. 155 — Downing St., le 10 juillet.

Wilmot Horton à Galt. Il lui retourne le mémoire sur le mode de payer les terres réservées. (L'annexe manque, mais une note en révèle le contenu). (N° 5). p. 157 — Downing St., le 10 juillet.

Galt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 10 juillet; où en sont les négociations. p. 158 — 18 Downing St., le 12 juillet.

Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 12 juillet; les vues de Bathurst sur les propositions de la Compagnie du Canada. (N° 6). p. 160 — Downing St., le 15 juillet.

Galt à Bathurst. La lettre du 15 juillet a été soumise au comité; le prix des terres et la valeur des terres vendues au comptant le 1er mars ou avant cette date. p. 162 — Downing St., le 17 juillet.

Adam Gordon, commis, à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 17 juillet et accepte la proposition qu'elle renferme. La Couronne aura le droit de reprendre possession des terres requises pour fins publiques en payant aux propriétaires une somme raisonnable. (N° 7). p. 163 — Downing St., le 24 juillet.

Galt à Bathurst. La Compagnie du Canada est organisée et le conseil de ses directeurs tiendra une séance le 12 août afin de nommer deux commissaires pour le Canada. Il lui transmet la liste des directeurs. p. 164 — 18 Downing St., le 31 juillet.

Annexe:—

La liste. p. 165

Galt à Bathurst. Il demande un entretien pour S. McGillivray et lui-même; ils lui soumettront les grandes lignes des instructions que devront recevoir les commissaires de la Compagnie du Canada. p. 167 — 18 Downing St., le 3 août.

Wilmot Horton à Galt. Pourquoi il a retardé de répondre à la lettre de Galt. Il refuse de prendre 100 actions dans la Compagnie du Canada et demande à Galt de venir le voir. p. 168 — Montagu Square, le 10 août.

Galt à Bathurst. Extrait des procès-verbaux de la première réunion de la Compagnie du Canada: la nomination de McGillivray et Galt, commissaires de la compagnie; MM. Freshfield et Kaye en sont les avocats. p. 169 — London Tavern, le 12 août.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet le brouillon des instructions aux commissaires de la Compagnie du Canada; on ne les adoptera — Downing St., le 13 août.

1824 pas avant de connaître celles qui sont destinées aux commissaires de la Couronne. Il lui demande de partager les vues que renferment ces instructions. Il est maintenant un serviteur de la compagnie; en conséquence, il ne lui est plus loisible de donner des conseils; S. McGillivray se chargera de la correspondance pendant son absence. p. 171

Annexes:—

(1) Le brouillon des instructions. p. 173

(2) La circonscription d'un canton dans le Haut-Canada. p. 178A

Downing St., le 19 août. Wilmot Horton à Galt (personnelle). Il lui accuse réception des lettres personnelles et ouvertes du 13 août. La réponse à la lettre ouverte sera donnée à E. Ellice, lorsque Bathurst en sera venu à une décision sur les remarques qu'elle renferme. Il déplore le malentendu et demande qu'on lui soumette la correspondance afin qu'il puisse en souligner certains passages. p. 179

Eskgrove House, le 23 août. [Galt] à Wilmot Horton (personnelle). Il discute le malentendu qui a surgi entre Wilmot Horton et lui-même. p. 181

18 Downing St., le 10 septembre. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande un entretien. p. 184

Ministère des Colonies, le 13 septembre. Mémoire de la main de Galt: Wilmot Horton n'a jamais voulu écrire 10 mille acres dans le blanc des instructions. p. 185

Downing St., le 16 septembre. Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre de McGillivray, du 2 août; les instructions aux commissaires devraient s'inspirer de l'entente conclue entre la compagnie et le Gouvernement. Il faudrait soumettre les grandes lignes de l'entente à Bathurst. Les lieutenants-colonels Cockburn et Harvey sont les commissaires qui représenteront le Gouvernement et donneront les instructions à tous les autres commissaires. (N° 8). p. 187

Downing St., le 16 septembre. Wilmot Horton à Galt. Ses vues personnelles sur les terres qui seront achetées. (N° 9). p. 190

18 Downing St., le 22 septembre. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui retourne les notes qu'il a utilisées. Les notes de Wilmot Horton sont devenues des documents officiels. p. 192

2 Suffolk Lane, Cannon St., le 22 septembre. Galt à Bathurst. En conformité de la demande que renferme la lettre de Wilmot Horton, du 16 septembre, il lui transmet la documentation en question. p. 193

Annexes:—

(1) Extrait des procès-verbaux d'une réunion des directeurs de la Compagnie du Canada. p. 194

(2) Principaux points d'une entente conclue entre le Gouvernement de Sa Majesté et la Compagnie du Canada le 22 septembre 1824. p. 195

(3) Rapport d'un comité spécial de la compagnie. (Cette annexe manque).

1824

Wilmot Horton à Galt. Il lui transmet les principaux points d'une entente conclue entre le Gouvernement et la Compagnie du Canada. p. 201 — Downing St., le 8 octobre.

Annexe:—

Les principaux points de l'entente, 24 septembre 1824. p. 202

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Ses vues personnelles sur les propositions; il obtiendra l'opinion des directeurs. p. 210 — 18 Downing St., le 9 octobre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Le mot "uncleared" a été omis de l'entente relative à l'évaluation; il suppose que c'est là une erreur du copiste; il voudrait en avoir bientôt la certitude; les objections que suscite l'entente. p. 212 — 18 Downing St., le 11 octobre.

Galt à Bathurst. L'entente proposée et les objections qu'elle soulève chez les directeurs; il lui demande de recevoir des délégués. p. 214 — 18 Downing St., le 13 octobre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle et strictement confidentielle). Ses vues sur le brouillon d'une charte qui fut envoyée au ministère des Colonies par les directeurs de la Compagnie du Canada le 30 août. Demande de retourner la documentation. p. 217 — 18 Downing St., le 14 octobre.

Wilmot Horton aux commissaires du Canada (personnelle et confidentielle). Il leur accuse réception de la lettre du 14 octobre et répond aux questions posées. p. 222 — Sudbrooke, le 16 octobre.

Galt à Bathurst. Il lui transmet les remarques de la Compagnie du Canada sur le brouillon d'une entente récemment soumis à la compagnie. p. 225 — Londres, le 20 octobre.

Annexe:—

Les remarques, Suffolk Lane, le 20 octobre 1824. p. 226

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un exemplaire du prospectus mentionné dans les remarques de la Compagnie du Canada. (L'annexe manque). p. 249 — Downing St., le 21 octobre.

Une entente a été conclue avec la Compagnie du Canada; on lui fera une nouvelle et dernière offre. p. 256 — Le 26 octobre.

Les questions qui n'ont pas encore été réglées. p. 250 — Novembre.

Wilmot Horton à Galt. Il lui transmet le brouillon des modifications que Bathurst consent à apporter au texte transmis le 8 octobre. On en est venu à cette décision après avoir consulté les avocats. La compagnie devra accepter ou refuser cette dernière offre. (L'annexe manque). (N° 11). p. 254 — Downing St., le 26 novembre.

Galt à Bathurst. Les directeurs de la Compagnie du Canada ont accepté l'offre; le cinquième commissaire pourrait être choisi parmi les personnes suivantes: John Richardson et Samuel Gerrard, de Montréal, ainsi que John Davidson de Québec (actuellement à Londres). Il lui adresse ses remerciements. p. 257 — 2 Suffolk Lane, Cannon St., le 29 novembre.

1824

Downing St., le 3 décembre. Wilmot Horton à la [Compagnie du Canada]. John Davidson a été nommé cinquième commissaire: sa présence à Londres, à l'heure actuelle, facilitera la tâche de la commission. p. 259

2 Suffolk Lane, le 3 décembre. Galt à Bathurst. Il demande la permission de dédier au Roi la carte du Haut-Canada qui fut dressée par l'inspecteur général de la province et sera bientôt publiée par la Compagnie du Canada. p. 263

2 Suffolk Lane, le 3 décembre. Galt à Bathurst (personnelle). Sa nomination comme quatrième commissaire le désappointe; il croyait qu'il dirigerait la commission. p. 260

2 Suffolk Lane, le 4 décembre. Galt à Bathurst. Il lui accuse réception de la réponse faite à sa lettre personnelle; il ne désirait pas violer les droits de préséance des commissaires; les services qu'il a rendus. p. 264

2 Suffolk Lane, le 6 décembre. Galt à Wilmot Horton (personnelle). A propos de l'avis officiel de la nomination de Davidson. p. 267

Downing St., le 9 décembre. Wilmot Horton à Galt (personnelle). Bathurst se demande comment répondre à la lettre de Galt du 4 décembre. Galt et la Compagnie du Canada. La certitude d'avoir fait son devoir sera la récompense du patriotisme de Galt; en outre, ses actions ont monté considérablement. p. 262

Downing St., le 14 décembre. Wilmot Horton à Galt. Il le renvoie à la lettre du 26 novembre et lui transmet un mémoire sur les principales dispositions qui seront insérées dans la charte de la Compagnie du Canada ainsi que sur les principales dispositions d'un projet de loi qui sera soumis au Parlement. Prière aux directeurs de la Compagnie du Canada d'étudier ces textes. (Les annexes manquent). p. 268

Downing St., le 18 décembre. Wilmot Horton à Galt. Bathurst demande que toutes les dépenses occasionnées par la commission soient défrayées par la Compagnie du Canada; la somme due par la Couronne sera payée à même le prix d'achat. p. 269

Downing St., le 27 décembre. Wilmot Horton à Galt. Il le renvoie à l'article 30 du projet et il demande à la compagnie de prendre un parti là-dessus. p. 270

2 Suffolk Lane, le 28 décembre. Galt à Wilmot Horton. Il lui demande d'être nommé membre du Conseil du Haut-Canada à cause de l'importance de la Compagnie du Canada. p. 271

2 Suffolk Lane, le 29 décembre. Galt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 27 décembre; la compagnie accepte le premier choix qui lui fut proposé. p. 273

Downing St., le 31 décembre. Wilmot Horton à Galt. Il le renvoie à la lettre du 20 décembre; il propose que les commissaires de la Couronne reçoivent la même rémunération que ceux qui agissent au nom de la compagnie. p. 274

1825

Bath, le 1er janvier. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 31 décembre; l'ancien projet d'accorder de l'influence à la Compagnie du Canada dans le Conseil législatif; il approuve ce projet. p. 275

Wilmot Horton à Galt. Il lui transmet, pour sa gouverne, une documentation sur la Compagnie du Canada. p. 277 — 1825 Downing St., le 3 janvier.

Annexes:—

(1) Rapports sur l'entente projetée. p. 279

(2) Dispositions qui seront insérées dans la charte accordée à la Compagnie du Canada. p. 305

(3) Dispositions d'un projet de loi que Bathurst se propose de soumettre au Parlement. p. 314

(4) Commission qui sera accordée aux commissaires nommés pour évaluer les terres dans le Haut-Canada. p. 316

(5) Instructions aux commissaires. p. 319

Galt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 3 janvier avec ses annexes. p. 278 — 2 Suffolk Lane, le 4 janvier.

Wilmot Horton à [Galt] (personnelle). S. McGillivray veut aussi être nommé membre du Conseil législatif; ces questions sont laissées à la discrétion du lieutenant-gouverneur. Il soumettra à Bathurst la demande de Galt, à moins que ce dernier ne préfère écrire directement à Bathurst. p. 328 — Le 6 janvier.

Série Q. 359, t. 2

COMPAGNIE DU CANADA, 1824-1825

1824

Mémoire: négociations avec la Compagnie du Canada. p. 462 — Ministère des Colonies. Sans date.

Mémoire: entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 471 — Sans date.

Le révérend J. Strachan à Wilmot Horton. Il lui transmet des remarques sur le mémoire de Galt au sujet d'une compagnie des terres [12 avril] et déclare que Peter Robinson a reconnu le bien-fondé de ces remarques. Les observations de Robinson seront prêtes un jour plus tard. p. 484 — 19 Bury St., St. James, le 13 avril.

Annexe:—

Les remarques (N° 2). p. 485

Wilmot Horton à Strachan. Il demande un rapport de Strachan et de Robinson sur la proposition soumise par Galt. p. 488 — Downing St., le 30 juin.

Strachan et Robinson à Wilmot Horton. Rapport sur la proposition de Galt. p. 489 — Londres, le 30 juin.

Annexe:—

Quelques chiffres. p. 496

Strachan et Robinson à Wilmot Horton. Rapport sur une lettre de Galt qui leur fut soumise par Bathurst. p. 498 — Londres, le 9 juillet.

1824
Lincoln's Inn, le 7 août.

J. Stephen, avocat-conseil du ministère des Colonies, à Wilmot Horton. Il lui transmet une documentation au sujet de la Compagnie du Canada, y compris le brouillon d'une lettre adressée aux légistes; Bathurst a décidé de ne pas faire parvenir cette lettre à destination. p. 406

Annexe:—

Lettre sans signature aux légistes (brouillon). On demande une opinion sur le pouvoir de la Couronne de vendre les réserves. (Les autres annexes manquent). p. 407

2 Suffolk Lane, le 21 août.

Simon McGillivray à Wilmot Horton. Il demande que Bathurst fasse connaître ce qu'il a décidé au sujet du brouillon des instructions pour les commissaires. Il est prêt à fournir tous les renseignements requis. p. 329

2 Suffolk Lane, le 30 août.

McGillivray à Wilmot Horton. Il lui transmet copie d'une pétition à l'effet d'obtenir une charte pour la Compagnie du Canada et demande qu'on procède immédiatement au règlement de cette question. p. 330

Annexes:—

(1) La pétition. p. 333

(2) La charte. p. 335

Londres, le 31 août.

Le lieutenant-colonel F. Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet des observations au sujet de la Compagnie du Canada qu'on se propose de fonder. p. 420

Annexe:—

Les remarques. p. 421

Downing St, le 4 septembre.

Wilmot Horton à Cockburn (personnelle). On n'a rien promis en ce qui concerne l'échelle des prix. p. 425

Downing St., le 15 septembre

[Wilmot Horton] à [Cockburn] (personnelle). Il lui transmet copie de la lettre de Galt, du 13 août, et fait remarquer qu'il serait gênant d'y répondre. Moyen de tourner les difficultés qui ont surgi. (L'annexe manque. Voir *Q. 359-1*, p. 171). p. 428

Twickenham, le 15 septembre.

Le lieutenant-colonel sir John Harvey à [Wilmot Horton] (personnelle). Son opinion sur les négociations et l'entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 477

Le 16 septembre.

Cockburn à Wilmot Horton. Il demande si l'on a eu l'intention de faire savoir à lord Dalhousie que Cockburn a été nommé commissaire. p. 435

Dalhousie Castle, le 18 septembre.

Dalhousie à Harvey. Vu qu'il a adopté pour principe d'établir une distinction entre les affaires civiles et militaires du Canada, il ne peut sanctionner la nomination de Harvey au poste de commissaire préposé à l'évaluation des terres qui seront vendues à la Compagnie du Canada. p. 482

1824

Cockburn à [Wilmot Horton]. La lettre du 16 septembre a été soumise à un comité par la Compagnie du Canada. Un rapport à ce sujet sera présenté aux directeurs. Il craint de nouvelles discussions. Il ira faire une visite au ministère des Colonies. p. 436 — 9 Hanover St., le 19 septembre.

[Wilmot Horton] à Cockburn. Il lui transmet une documentation concernant la Compagnie du Canada et il souligne les commentaires qui ont été ajoutés. La série d'événements qui, autant qu'il s'en souvienne, l'a amené à faire la promesse que le Gouvernement sanctionnerait la mesure. Il soulève d'autres questions au sujet du prospectus préparé par la Compagnie. On devrait mettre ces papiers sous les yeux du Dr Strachan et lui demander de donner des explications à sir Peregrine Maitland. (Les annexes manquent). p. 431 — Downing St., le [22] septembre.

Wilmot Horton à Cockburn. Il lui transmet des documents concernant la Compagnie du Canada et fait une récapitulation des détails mentionnés dans la lettre du [22] septembre. Bathurst refuse de permettre qu'on procède aux négociations à moins que la compagnie ne retire les remarques qui impliquent le Gouvernement. Cockburn verra quelques-unes des personnes intéressées afin d'obtenir le rappel désiré. (Les annexes manquent). p. 437 — Downing St., le 23 septembre.

Articles de l'entente proposée par le comte de Bathurst à la Compagnie du Canada. p. 441 — Le 24 septembre.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre qu'il a reçue de lord Dalhousie. p. 448 — 9 Hanover St., le 24 septembre.

Annexe:—

Dalhousie à Cockburn, Dalhousie Castle, le 18 septembre 1824. Il a toujours tenu à ne pas confondre les affaires civiles et militaires au Canada; par conséquent il ne peut sanctionner la nomination de Cockburn au poste de commissaire pour l'évaluation des terres qui seront vendues à la Compagnie du Canada. p. 449

Cockburn à Wilmot Horton. Il offre de refuser la charge de commissaire en raison de l'opposition de Dalhousie. p. 450 — 9 Hanover St., le 8 octobre.

Annexe:—

Cockburn à Bathurst, 9 Hanover St., le 8 octobre 1824. Vu l'opposition soutenue de Dalhousie, il offre de refuser sa nomination comme commissaire. p. 451

Cockburn à [Wilmot Horton] (personnelle). Il lui transmet une lettre de S. McGillivray et une note de Stephen au sujet de la lettre de Galt. Remarques sur certains détails qu'elles renferment. (Les annexes manquent). p. 452 — 9 Hanover St., le 12 octobre.

Wilmot Horton à Cockburn (personnelle). Il lui renvoie les documents; au sujet de l'entente il ne prévoit aucune difficulté, sauf en ce qui concerne le droit de commercer qui devra s'inspirer de principes généraux, posés en conformité du système politique du lord chancelier et des ordres de lord Lauderdale. Il a appris que la compagnie avait tenté d'obtenir une charte à l'insu du ministère des Colonies. Il s'abstient de faire des commentaires sur cette démarche. p. 454 — Sudbrooke, le 14 octobre.

1824

9 Hanover St., le 16 octobre.

Cockburn à Wilmot Horton. Les documents que doit préparer la Compagnie du Canada au sujet de la lettre de Wilmot Horton, du 14 octobre, ne seront pas prêts avant mercredi prochain. Il lui transmet une lettre officielle du 30 août où il est démontré que la compagnie a écrit au ministère des Colonies au sujet de la charte. (L'annexe manque. Voir *Q. 359-2*, p. 330, 30 août). p. 456

Hanover St., le 20 octobre.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet une demande de rémunération pour les dépenses qu'il a encourues en restant à Londres. p. 457

Annexe:—

Cockburn à Wilmot Horton, 9 Hanover St., le 20 octobre 1824. p. 458

Lincoln's Inn, le 12 novembre.

Stephen à Wilmot Horton. Il lui transmet un brouillon de l'arrangement projeté et attire son attention sur les modifications qu'on y a apportées. p. 414

Annexe:—

Le brouillon d'un article qui devra remplacer l'article 18. p. 417

Oakley, le 23 novembre.

Cockburn à Wilmot Horton. Résultats de sa visite à Bathurst. Il désire qu'on les communique officiellement à la compagnie. pp. 461, 465

9 Hanover St., lundi.

Cockburn à [Wilmot Horton] (personnelle). La compagnie est satisfaite des documents. Mérite attribué au ministère des Colonies. Il lui fait remarquer que le mot "indéfriché" fut omis par erreur de l'article concernant l'évaluation. Il semble que les négociations doivent se terminer d'une manière satisfaisante. p. 459

Downing St., le 30 novembre.

Wilmot Horton à Cockburn. Il lui transmet les noms de trois hommes dont on présente la candidature au poste de cinquième commissaire; il demande l'approbation des commissaires déjà nommés. p. 464

Ministère des Colonies, jeudi.

Cockburn à Horton. Il a le consentement des quatre commissaires à la présentation des candidats en question pour le poste de cinquième commissaire. Il désire qu'on fasse un choix aussitôt que possible et que les commissaires obtiennent copie de l'entente, des instructions et de la commission. p. 463

Downing St., novembre.

Wilmot Horton à Cockburn. Raisons pour lesquelles il est impossible de permettre à la compagnie d'envoyer les commissaires avant que tout soit terminé en ce qui concerne l'entente, la rédaction de la charte et l'acte du Parlement. p. 466

2 Suffolk Lane, le 1er décembre.

McGillivray à Bathurst. Il désire que Bathurst honore de sa présence un dîner qui sera offert aux directeurs et aux commissaires de la Compagnie du Canada. p. 373

43 Clarges St., le 3 décembre.

John Davidson à Wilmot Horton. Il le remercie de sa nomination comme commissaire préposé à l'évaluation des terres qui seront vendues à la Compagnie du Canada. p. 483

Cockburn à Wilmot Horton. Ses dépenses s'élèvent à plus de 300 louis. p. 468 — **1824** 6 St. Jame's Place, le 11 décembre.

J. Crocker, premier secrétaire, à Wilmot Horton. Le *Romney*, vaisseau de Sa Majesté, transportera les commissaires. Il désire connaître le nombre des personnes auxquelles il faudra pourvoir et leur rang. p. 503 — Amirauté, le 14 décembre.

Cockburn à Wilmot Horton. Chacun des commissaires amènera un serviteur, mais il ignore s'il amènera un secrétaire. Il propose que les commissaires débarquent à New-York ou à tout autre port des Etats-Unis où il y aura une voie directe de communication avec le Haut-Canada. p. 469 — 6 St. Jame's Place, le 16 décembre.

McGillivray à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 14 décembre, adressée à Galt et soumise aux directeurs. Il appelle l'attention sur l'usage du mot "inspection" au sujet des terres: il pourrait porter à des malentendus car les commissaires se contenteront probablement des témoignages pour l'évaluation des terres. p. 375 — 2 Suffolk Lane, le 16 décembre.

W. Williams, président adjoint, à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 14 décembre, adressée à Galt, et déclare que les directeurs ont approuvé les mémoires qu'elle renfermait. Il attire l'attention sur quelques points de peu d'importance qu'on pourrait rectifier en préparant la charte. On devra communiquer les documents officiellement et obtenir l'adoption de la charte sans délai. p. 377 — 2 Suffolk Lane, le 18 décembre.

Williams à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre de Wilmot Horton, du 18 décembre, adressée à Galt, et déclare que les directeurs sont prêts à avancer toutes les dépenses de la commission. Au verso: cette lettre a été substituée à celle qui fut reçue le 20. p. 381 — 2 Suffolk Lane, le 20 décembre.

Williams à Bathurst. Il lui transmet copie des instructions qui seront données à S. McGillivray et à J. Galt. p. 382 — 2 Suffolk Lane, le 20 décembre.

Annexe:—

Les instructions, Londres, le 18 décembre 1824. p. 383

Wilmot Horton à Williams. Accusé de réception de la lettre du 18 décembre. Les propositions qu'elle renferme seront mises à profit dans la préparation de la charte. p. 380 — Downing St., le 24 décembre.

Wilmot Horton à Williams. Accusé de réception de la lettre du 20 décembre. L'avance par la compagnie des dépenses de la commission lui donne grande satisfaction. p. 387 — Downing St., le 24 décembre.

Cockburn à [Wilmot Horton]. Il veut savoir si Horton a des ordres à lui donner. Il le remercie des égards qui lui ont été accordés et promet de le tenir au courant de la marche des affaires. p. 470 — Ministère des Colonies, le 27 décembre.

Stephen à Wilmot Horton. Il veut savoir si Bathurst a quelque désir à exprimer en ce qui concerne le choix d'un secrétaire pour la commission. Il conseille de nommer un Anglais et propose —— Malcolm, de la cour des comptes. p. 419 — **1825** Downing St., le 1er janvier.

1825 Portland Place, le 14 février. Williams à Wilmot Horton (personnelle). Il donne les raisons du retard apporté à présenter le brouillon de la charte et la pétition; il espère que le tout sera prêt le lendemain. p. 388

New Bank Bldgs., le 16 février. J. W. Freshfield, avocat, à Wilmot Horton. Il lui transmet la pétition de la Compagnie du Canada demandant d'être constituée en société. p. 390

Annexe:—

La pétition. p. 391

New Bank Bldgs., le 16 février. Freshfield à Wilmot Horton. Il ne lui a pas encore été possible de se procurer la signature de William au brouillon de la charte. p. 393

Annexe:—

Le brouillon de la charte. p. 393A

New Bank Blds., le 3 mars. Freshfield à Wilmot Horton. Il lui transmet le brouillon d'un projet de loi aux fins de mettre à effet l'arrangement conclu avec la Compagnie du Canada et il attire l'attention sur certains détails. Il désire savoir à quel point on en est rendu avec la charte. p. 394

Annexe:—

Le brouillon du projet de loi. p. 395

New Bank Bldgs., le 31 mars. J. H. Devonshire, commis de M. Freshfield, à Stephen. Il lui renvoie copie de la charte qui lui avait été prêtée afin d'y apporter des modifications en conformité des ordres de Fairfield. Raisons du retard. p. 405

[Avril]. G. H. Markland à [Wilmot Horton]. Remarques sur l'entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 504

Le 16 mai. Markland à Wilmot Horton. Il donne les raisons pour lesquelles il ne croit pas que les occupants sans titre aient le droit de protection qu'on leur accorde en vertu de l'entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 512

Appendice: Témoignages et renseignements au sujet du Haut-Canada, préparés par le colonel Talbot et présentés à un comité spécial. p. 517

Série Q. 360

ACCORDS CONCLUS AVEC LA COMPAGNIE DU CANADA ET CORRESPONDANCE SUR CE SUJET

Sans date. Projet de loi du Parlement pour permettre à Sa Majesté d'accorder des réserves du clergé à la compagnie que l'on se propose d'établir. p. 1

Sans date. Charte que lord Bathurst soumettra au Conseil privé. p. 7

Série Q. 360A

LA COMPAGNIE DU CANADA, 1825

Précis de l'entente que le comte de Bathurst, secrétaire d'État de Sa Majesté, et la Compagnie du Canada se proposent de conclure. pp. 7, 167, 327, 451, 499 **1825**

Loi projetée qui permettra à Sa Majesté d'accorder des réserves du clergé à la compagnie. pp. 47, 209, 357

Charte dont lord Bathurst recommandera l'adoption. pp. 63, 223, 369

Commission qui sera accordée aux commissaires nommés pour évaluer les terres dans le Haut-Canada. pp. 143, 295,431

Instructions aux commissaires nommés pour évaluer les terres dans le Haut-Canada. pp. 151, 303, 439, 571

Modifications que l'on projette d'apporter aux dispositions de l'accord. p. 319

Mémoire renfermant les principales dispositions qui seront insérées dans la charte devant être accordée à la Compagnie du Canada. pp. 205, 543, 561

Série Q. 361, t. 1

LA COMPAGNIE DU CANADA, 1825

Brouillon de la charte. p. 136 Sans date.

Précis de l'accord que le comte de Bathurst, secrétaire d'État de Sa Majesté, et la Compagnie du Canada projettent de conclure (imprimé). p. 48 Le 15 avril.

Rapport des commissaires nommés pour évaluer les terres qui seront achetées par la Compagnie du Canada dans la province du Haut-Canada. p. 58 York, le 2 mai.

La loi 6 George IV, ch. LXXV, à l'effet de constituer légalement la Compagnie du Canada (imprimé). p. 55 Le 27 juin.

LES DIRECTEURS DE LA COMPAGNIE DU CANADA

[R. Wilmot Horton], sous-secrétaire, à [Charles Bosanquet], président de la Compagnie du Canada. Il lui transmet une note sur les mesures à prendre au cas où les commissaires décideraient que les terres à acheter ont une valeur supérieure aux quinze versements annuels mentionnés dans l'accord conclu avec la compagnie. p. 177 Downing St., le 30 avril.

Annexe:—

La note. La compagnie pourra se borner à n'acheter que l'étendue de terre qui correspondra aux payements annuels. p. 178

1825

Canada House, St. Helen's Place, le 4 mai.

W. Williams, vice-président, au comte de Bathurst, secrétaire d'État. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril; les vues de la Compagnie du Canada et les risques qu'elle court. p. 175

Canada House, le 10 juin.

Bosanquet à Bathurst. Il lui accuse réception du rapport des commissaires; ce texte lui plaît. Il espère qu'on ne tardera pas à obtenir la charte. p. 179

Canada House, le 13 juillet.

John Galt, secrétaire de la Compagnie du Canada, à Bathurst. Les directeurs, les honoraires parlementaires de 135 louis, 7 chelins, 10 pence, et la loi qui permet au Gouvernement de vendre les réserves de la Couronne et du clergé. p. 180

Canada House, le 8 août.

John Masterman, président de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton (urgente). Quand pourra-t-on obtenir la charte. p. 181

Downing St., le 9 août.

Wilmot Horton à Masterman (personnelle). Il le renvoie à la lettre du 8 août; enquête sur la conduite des commissaires; retard apporté à l'obtention de la charte. p. 183

Downing St., le 17 août.

Wilmot Horton à Masterman. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août; on étudie le rapport des commissaires; on lui transmettra les décisions le plus vite possible. p. 182

Canada House, le 30 août.

Masterman à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 17 août; la décision des commissaires et le droit d'enquête de la compagnie et du Gouvernement; il faudrait obtenir la charte sous peu. p. 184

Downing St., le 2 septembre.

Wilmot Horton à Masterman. Il lui accuse réception de la lettre du 30 août; le Gouvernement est responsable de la conduite des commissaires. S'il devient nécessaire de refuser la charte, toute la question sera soumise à la compagnie. Il déplore ces retards. p. 191

St. Helen's Place, le 7 septembre.

Masterman à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 2 septembre; la lettre du 30 août et le sens que lui prête Bathurst. L'octroi de la charte et la décision des commissaires; cette charte devrait être accordée immédiatement. Il le renvoie à la lettre officielle adressée à Galt, le 10 juillet 1824. p. 194

Downing St., le 17 septembre.

Wilmot Horton à Masterman. Pourquoi Bathurst ne veut pas accorder la charte avant de savoir si la décision des commissaires est satisfaisante. p. 200

Downing St., le 17 octobre.

Wilmot Horton à Masterman. Il lui transmet copie du rapport de sir Giffin Wilson sur la décision des commissaires. Ils se sont écartés de leurs instructions sur certains points; leur décision reste donc sujette à caution. Il demande à la compagnie de fournir là-dessus des explications. (L'annexe manque). p. 203

Downing St., le 7 novembre.

Wilmot Horton à Masterman. Bathurst n'espère pas des explications de la compagnie avant que le commissaire ait eu le temps d'étudier le rapport reçu aujourd'hui. p. 207

Nicholas Lane, le 23 novembre.

Masterman à Bathurst. Il demande un entretien; c'est le meilleur moyen de régler la question en litige. p. 208

1825

Wilmot Horton à W. Williams (personnelle et confidentielle). Il lui transmet la lettre que l'on se propose d'envoyer aux commissaires; Wilmot Horton pourra la leur montrer et obtenir d'eux certaines explications. Si la lettre leur était envoyée directement, elle ne pourrait être retirée. Il le verra lundi et s'entretiendra avec Bathurst mardi. p. 209 — Downing St., le 18 décembre.

J. W. Freshfield, avocat

Freshfield à Wilmot Horton. Quand obtiendra-t-on la charte de la compagnie? Il faut attendre que la compagnie ait obtenu cette charte pour régler certaines questions. p. 210 — New Bank Bldgs., le 12 juillet.

Freshfield à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la note du 12 juillet; pourquoi on ne devrait pas retarder d'accorder la charte. p. 211 — New Bank Bldgs., le 21 juillet.

Freshfield, Kaye et Freshfield à Wilmot Horton. Les actions n'ont pas passé en d'autres mains bien que certains particuliers aient pris des mesures pour disposer de leurs actions dès qu'ils le pourront. p. 212 — New Bank Bldgs., le 29 juillet.

Freshfield à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 17 septembre adressée à Masterman; il défend la conduite des directeurs. Ceux-ci devraient représenter toute la compagnie. Il voudrait aller frapper à la porte de Wilmot Horton. p. 213 — New Bank Bldgs., le 20 septembre.

Freshfield à Wilmot Horton. Trois des personnes qui ont des relations avec la Compagnie du Canada lui ont fait observer qu'il ne semble pas exister une disposition stipulant la révocation de la charte; l'importance de cette remarque. On devrait accorder la charte en s'inspirant des principes que Freshfield a posés dans sa lettre du 20 septembre et en y insérant un article relatif à l'échange des terres. p. 215 — New Bank Bldgs., le 27 septembre.

Freshfield à Wilmot Horton. Quelles mesures a-t-on prises pour transmettre la charte? p. 216 — New Bank Bldgs., le 13 octobre.

Freshfield à Bathurst. On lui a demandé de transmettre aux directeurs de la Compagnie du Canada ses commentaires sur le rapport de sir Giffin Wilson. Il voudrait avoir une copie de la documentation que mentionne Wilson; ses motifs. p. 217 — New Bank Bldgs., le 22 octobre.

Annexe:—

La documentation. p. 220

R. W. Hay, sous-secrétaire, à Freshfield. Il lui accuse réception de la lettre du 22 octobre; Freshfield pourra examiner les trois premiers documents qui se trouvent au ministère des Colonies; Bathurst ne peut, pour le moment, lui transmettre le reste de la correspondance. p. 221 — Downing St., le 29 octobre.

Freshfield à Hay. Les documents pourront lui être remis contre délivrance d'un reçu; la valeur des autres documents. p. 222 — New Bank Bldgs., le 31 octobre.

Freshfield à Hay. Il attire l'attention sur sa dernière lettre ainsi que sur la lettre adressée à Bathurst le 22 octobre; ainsi, Hay sera en mesure de poser aux commissaires les questions nécessaires. p. 224 — New Bank Bldgs., le 4 novembre.

Série Q. 361, t. 2

ACCORDS CONCLUS ET CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE AVEC LA COMPAGNIE DU CANADA, 1825

1825

Bureaux de la Compagnie du Canada, St. Helen's Place, le 10 juin.

John Galt, secrétaire de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton (personnelle). Il demande de lui retourner les diagrammes à l'issue de la réunion des directeurs, dans l'après-midi. p. 225

13 St. Helen's Place, le 23 juin.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi il a attiré l'attention sur les diagrammes et les notes topographiques. Le rapport des commissaires renferme une liste complète de documents. Il verra Cockburn. p. 226

Canada House, le 30 juin.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet la liste des diagrammes et des notes topographiques que les commissaires ont rapportée; il veut avoir les diagrammes et les notes topographiques des districts d'Ottawa, de Johnstown, de Bathurst et de l'Est. p. 227

Annexe:—

La liste. p. 228

St. Helen's Place, le 8 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Le porteur de cette dépêche est son messager confidentiel; demande de renseignements sur la charte. p. 232

Canada House, le 9 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Il verra Wilmot Horton vers 11 h., avant de procéder à la nomination des délégués. p. 233

St. Helen's Place, le 16 juillet.

Galt à J. Stephen, conseiller au ministère des Colonies. Il lui retourne la lettre de Wilmot Horton; situation malheureuse où il se trouve en conséquence du retard occasionné par le ministère. Il demande à Stephen d'obtenir des renseignements sur la charte. (L'annexe manque). p. 234

Downing St., le 21 juillet.

Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 13 juillet; les honoraires parlementaires et la loi permettant au Gouvernement de vendre à la Compagnie du Canada des réserves du clergé et de la Couronne; motifs pour lesquels la compagnie devrait défrayer le coût de ces honoraires. p. 237

St. Helen's Place, le 25 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Il demande une réponse à la lettre ouverte qui fut remise à Stephen et qui devait être montrée à Wilmot Horton. p. 238

Downing St., le 26 juillet.

Wilmot Horton à Galt. Stephen lui a montré plusieurs lettres adressées à Galt par des membres de la Bourse et d'autres particuliers qui ont hâte de voir régler la question de la charte afin de transférer leurs actions. A l'heure actuelle, la vente des actions est illégale. Bathurst désapprouve cette ligne de conduite. p. 239

Canada House, le 27 juillet.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il répond aux remarques de Wilmot Horton sur l'illégalité de la vente des actions; la situation spéciale de la compagnie. p. 241

1825

Wilmot Horton à Galt. Il lui demande le payement de 252 louis, montant de la dépense occasionnée par le transport des commissaires au Canada et leur retour en Angleterre. p. 246 — Downing St., le 28 juillet.

Galt à Wilmot Horton (urgente). Il ne faudra pas permettre à J. B. Robinson, procureur général du Haut-Canada, de reprendre un document quelconque qu'il a communiqué au ministère des Colonies, ni d'effacer quoi que ce soit ou d'intercaler des mots ou des lignes dans le texte de sa lettre du 30 juillet à sir Giffin Wilson. La nature des fonctions de Robinson; il devra rester en Angleterre jusqu'à ce que les commissaires aient terminé leurs commentaires sur le rapport de Wilson. p. 244 — St. Helen's Place, le 3 août.

T. Smith (au nom du secrétaire) à Wilmot Horton. Pourquoi il a retardé de répondre à la lettre du 29 juillet; la somme de 252 louis a été payée. p. 247 — Canada House, le 30 août.

Galt à Wilmot Horton. Il est arrivé et aimerait le voir. p. 248 — St. Helen's Place, le 26 septembre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Jusqu'au jour précédent, il ignorait l'existence d'une correspondance officielle échangée entre Wilmot Horton et le colonel F. Cockburn; lorsqu'il exerçait les fonctions de commissaire, il ne possédait aucune action de la compagnie. Il verra Cockburn et Davidson, à Dover, et il espère que l'on pourra alors étudier le rapport de sir Giffin Wilson. Il ne peut plus maintenant s'occuper d'une affaire si peu rémunératrice. p. 249 — 13 St. Helen's Place, le 3 octobre.

Galt à Wilmot Horton. Il accuse réception des documents personnels et confidentiels que Horton a refusé de recevoir. Le malentendu avec la compagnie au sujet du prix des terres; l'attitude de sir Giffin Wilson; le texte de J. B. Robinson, du 28 juillet. Il ne sait pas s'il retournera à la ville; il aimerait connaître la décision de Bathurst. p. 250 — Eskgrove, près Musselburg, le 2 décembre.

Galt à Wilmot Horton. Wilmot Horton a laissé entendre qu'il ne recevrait aucune communication personnelle et confidentielle; toutefois, il échange une pareille correspondance avec Hullett. Il ne fournira aucune explication avant d'avoir reçu toute la correspondance. p. 253 — St. Helen's Place, le 17 décembre.

[Wilmot Horton] à Galt (personnelle). Les mesures prises au sujet du rapport de sir Giffin Wilson; Galt a mal interprété un geste aimable. p. 258 — Downing St., le 21 décembre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il déplore le malentendu et promet des explications. p. 261 — 13 St. Helen's Place, le 21 décembre.

Wilmot Horton à Galt (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 21 décembre et promet de bien accueillir toute remarque personnelle de Galt. On a fait savoir à Boulton qu'il ne pourrait agir comme médiateur en cette affaire. Galt devrait envoyer de semblables communications à Wilmot Horton qui les tiendra pour personnelles dans la mesure où elles ne doivent pas être portées officiellement à la connaissance du public. p. 263 — Downing St., le 24 décembre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Comment s'y prendre pour dissiper le malentendu qui a surgi entre le ministère des Colonies et lui-même. p. 265 — St. Helen's Place, le 24 décembre.

1825
Downing St., le 26 décembre.

Wilmot Horton à Galt (personnelle). Le projet que renferme la lettre de Galt du 24 décembre est incompatible avec l'expédition des affaires publiques. p. 269

Lundi, [reçue le 27 décembre].

Galt à [Wilmot Horton]. Il aurait désiré un entretien pour expliquer ses motifs. p. 271

Note: La lettre de Hullett, du 30 décembre 1825, avec les remarques de Galt, se trouvent dans la correspondance du Haut-Canada pour 1826. p. 272

LE COLONEL F. COCKBURN

Liverpool, le 5 juin.

Cockburn à Wilmot Horton (personnelle). Il arrive du Canada et il a le plan de tous les cantons. Le rapport fut signé à York le 2 mai; le prix a été établi à 3 chelins et 6 pence l'acre, cours de Halifax. p. 273

Le 10 juin.

Mémoire sur la requête de la corporation du clergé. p. 275

Le 28 juin.

Cockburn à Wilmot Horton. Il demande pour la Compagnie du Canada la permission de copier les plans et de prendre connaissance des délibérations des commissaires. p. 279

Downing St., le 7 juillet.

[Wilmot Horton] à Cockburn. Cette lettre est aussi adressée à sir John Harvey. On a posé des questions à J. B. Robinson, procureur général, sur la requête de la corporation du clergé; Robinson a donné les renseignements que renferme cette lettre; il semble que la décision des commissaires ne devrait pas être acceptée. p. 280

Downing St., le [8] juillet.

Wilmot Horton à Cockburn. Il lui donne de nouvelles explications qui devront faire disparaître une erreur sur les circonstances qui ont accompagné les questions posées à Robinson au sujet de la requête de la corporation du clergé. Si la situation est telle que l'a décrite Robinson, il faudra peut-être se demander s'il ne conviendrait pas d'annuler la charte. p. 286

6 St. Jame's Place, le 11 juillet.

Cockburn à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Ses remarques sur la réponse à la lettre de Wilmot Horton, du 7 juillet. p. 292

Annexe:—

Cockburn à Wilmot Horton, ministère des Colonies, le jeudi, [1824]. Les quatre commissaires s'entendent sur la nomination du cinquième commissaire; après la nomination de ce fonctionnaire, les commissaires recevront une copie de l'entente, des instructions et des commissions qui leur sont destinées. p. 307

Lundi.

Cockburn à Wilmot Horton. Il demande la permission de montrer les procès-verbaux à W. Williams, ce qui sera utile à ce dernier lorsqu'il faudra conclure de nouveaux accords. La publication des diagrammes. p. 308

Canada House, 13 St. Helen's Place, le 27 juillet.

Galt à Cockburn. Cockburn connait-il les objections qui s'opposent à l'octroi de la charte? Il faudrait demander de retenir les agents du clergé constitué en corporation jusqu'à ce que soit

terminée l'enquête sur la conduite des commissaires. La réponse de Cockburn lui permettra de savoir si la tenue d'une pareille enquête s'impose. p. 313 **1825**

Wilmot Horton à Cockburn. Il est heureux de constater que Cockburn a communiqué la lettre de Galt avant de faire tenir sa réponse. Il n'est pas du ressort des commissaires d'enquêter sur des affaires qui concernent les directeurs de la compagnie. L'article de l'entente projetée, sir Giffin Wilson et la décision à prendre au sujet de l'octroi de la charte. Robinson fera tenir par écrit ses remarques à Wilson. Bathurst ne s'opposerait pas à faire une semblable demande à Galt et à Davidson. p. 310 Downing St., le 28 juillet.

Cockburn à Galt. Les commissaires n'ont pas le droit de s'immiscer dans les affaires qui concernent uniquement le Gouvernement et la compagnie; ils doivent même ignorer les rumeurs qui ont cours là-dessus. Il donne à Galt l'assurance que personne n'a attaqué la conduite des commissaires. p. 309 6 St. Jame's Place, le 28 juillet.

Wilmot Horton à Cockburn (personnelle). Nouvelles remarques sur la lettre de Galt du 27 juillet; jusqu'ici, personne n'a attaqué la conduite des commissaires. p. 315 Downing St., le 29 juillet.

Cockburn à ——————. Le payement des dépenses occasionnées par son séjour en ville. p. 316 6 St. Jame's Place, le 3 août.

Cockburn à Wilmot Horton. Les dépenses occasionnées par son séjour en ville s'élèvent à plus de 150 louis. p. 317 6 St. Jame's Place, le 9 août.

Cockburn à Wilmot Horton (personnelle). Il lui fait des excuses pour avoir retardé de lui transmettre la lettre de sir Giffin Wilson, du 2 août. Il s'en va à la campagne où il rédigera son mémoire. Ce texte sera envoyé à Wilmot Horton qui l'examinera; si on le juge satisfaisant, Cockburn demandera aux autres commissaires dans quelle mesure ils consentiraient à collaborer pour favoriser officiellement les intérêts de la cause. (L'annexe manque. Voir *Q. 362-2*, p. 219). p. 319 6 St. Jame's Place, le 10 août.

Wilmot Horton à Cockburn. Bathurst ne fera pas tout de suite des remarques sur la lettre de Cockburn du 9 août relative aux dépenses de ce dernier. p. 318 Downing St., le 18 août.

Wilmot Horton à Cockburn (personnelle). Il commente la lettre de sir John Harvey; il voudrait savoir pourquoi les commissaires se sont écartés des instructions qui étaient le résultat de tant de lettres et de discussions. p. 321 Downing St., le 22 août.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet la réponse à la lettre du 22 août. Cette lettre était personnelle; il consent à ce qu'elle devienne officielle, pourvu qu'elle ne blesse personne; il biffera volontiers toute expression offensante. p. 329 Douvres, le 29 août.

Annexe:—

Cockburn à Wilmot Horton (personnelle), Douvres, le 31 août 1825. p. 330

1825
Douvres, le 6 octobre. Cockburn à Wilmot Horton. Galt et Davidson sont à Douvres; ils ont vu les lettres de Wilmot Horton, des 17 et 18 août, au sujet desquelles il a déjà écrit à sir John Harvey. Y a-t-il d'autres ordres à donner aux commissaires? Il n'a pas reçu la lettre du 29 août. p. 347

Downing St., le 8 octobre. Wilmot Horton à Cockburn (personnelle). C'est par erreur qu'il n'a pas accusé réception de la lettre de Cockburn, du 29 août. La réponse à cette lettre a été annexée à une lettre envoyée à Masterman. p. 348

Douvres, le 9 octobre. Cockburn à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 8 octobre et demande copie de tous les extraits de la lettre à Masterman qui ont trait aux commissaires. Galt verra Wilmot Horton. p. 349

Amirauté, le 1er novembre. Cockburn à Bathurst. Il lui transmet une lettre de Galt et de Davidson; il approuve cette lettre. Demande d'un entretien qui lui permettra de défendre la conduite de Galt et de Davidson. p. 350

Annexe:—

J. Galt et J. Davidson à Cockburn, Londres, le 27 octobre 1825. p. 351

Cirencester, le 1er novembre. Bathurst à Cockburn. Il lui accuse réception de la lettre du 1er novembre et refuse l'entretien: ce serait la pire manière d'aplanir la difficulté. p. 353

Amirauté, le 3 novembre. Cockburn à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 1er novembre; erreur probable de Bathurst au sujet de l'entretien demandé; nouvelles explications. p. 354

4 Chapel St. West, le 10 novembre. Cockburn à Wilmot Horton. (Voir plus bas *Commissaires, Q. 361-2*, p. 421). p. 358

Downing St., le 15 novembre. Wilmot Horton à Cockburn. Il lui accuse réception de la lettre du 3 novembre; par suite de communications subséquentes avec la Commission du Canada, Bathurst croit qu'il n'est pas nécessaire de répondre à cette lettre. p. 357

LE LIEUTENANT-COLONEL SIR JOHN HARVEY

United Service Club, le 14 juillet. Harvey à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Son opinion sur le rapport des commissaires; tous ces longs documents ne sont pas nécessaires. Il ira le voir. p. 366

Annexe:—

Mémoire sur le prix des terres. p. 360

Sans date. Mémoire ajouté à celui de sir John Harvey. p. 365

Londres, le 25 juillet. Harvey à Wilmot Horton. Pourquoi il appouve le rapport des commissaires. p. 367

Londres, le 30 juillet. Harvey à [Wilmot Horton]. Il lui transmet sa lettre du 25 juillet mais elle est remplie d'erreurs: elle fut rédigée trop rapidement. Prière de lui retourner ce texte; on en fera une copie plus lisible. p. 372

1825

Harvey à Wilmot Horton. Sa lettre du 25 juillet a été envoyée à sir Giffin Wilson; prière d'y faire quelques corrections et de déposer ses autres lettres entre les mains de Wilson. p. 373 — United Services Club, le 1er août.

Harvey à Wilmot Horton (personnelle). Commentaires sur la lettre du 1er août. Il lui transmet copie du rapport des commissaires sur le texte de J. B. Robinson, qui fut transmis à Wilson. Lorsqu'il aura lu ce document, Wilson sera peut-être d'avis qu'il n'est pas nécessaire de porter les lettres de Harvey à la connaissance de Wilson. (L'annexe manque. Voir *Q. 361-2*, p. 392). p. 375 — Downing St., le 1er août.

Wilmot Horton à Harvey. Il a donné l'ordre de transmettre à Wilson une lettre de Harvey qui est d'intérêt public. Quelques points que soulève la lettre confidentielle; Harvey devrait la remplacer par une lettre qu'on pourrait publier. Nécessité d'éviter la dissimulation. p. 377 — Le 7 août.

Harvey à Wilmot Horton. Il lui transmet copie d'un mémoire confidentiel adressé à Bathurst et rédigé à York le 18 avril; pourquoi il ne fut pas envoyé. p. 379 — Boulogne-sur-mer, le 27 août.

Annexe:—

Le mémoire sur le prix des terres, York, le 18 avril 1825. p. 382

Harvey à Wilmot Horton. Il ne comprend pas que sa lettre rédigée à Boulogne n'ait pas été reçue; Cockburn n'a toutefois jamais ignoré son lieu de résidence. Il reviendra le 10 janvier. p. 386 — 46, rue Rivoli, Paris, le 22 décembre.

COMMISSAIRES

Lettre sans signature à Cockburn et à Harvey (personnelle-brouillon). On a demandé à J. B. Robinson de dire ce qu'il pense de l'évaluation faite par les commissaires, en tenant compte des instructions que ceux-ci avaient reçues; les chiffres sont-ils raisonnables? Robinson a déclaré qu'il ne pouvait répondre à la première question; il affirme toutefois que la compagnie retirera des avantages trop considérables; raisons qui attestent le bien-fondé de cette assertion. Il demande aux commissaires de transmettre confidentiellement là-dessus leur opinion. p. 387 — Downing St., juillet.

Cockburn à [Wilmot Horton]. Il lui envoie copie d'une communication transmise aujourd'hui à sir Giffin Wilson. Note: nulle annexe n'accompagne cette lettre. p. 391 — 6 St. Jame's Place, le 1er août.

Cockburn, Harvey, Galt et Davidson à [Wilson]. Réponse aux questions soulevées par Robinson dans sa lettre du 28 juillet. p. 392 — 6 St. Jame's Place, le 1er août.

Wilmot Horton à Cockburn. Il demande aux commissaires de consigner par écrit les remarques faites de vive voix à Wilson le 2 août et dont leur lettre précédente ne fait aucune mention. Il faudrait fournir à Robinson, avant qu'il quitte le pays, l'occasion de dire ce qu'il pense de ces commentaires. p. 398 — Downing St., le 2 août.

Sir Giffin Wilson à Cockburn. Les questions que Bathurst lui a soumises. Il voudrait avoir des renseignements sur l'évaluation des terres par les commissaires. p. 401 — Lincoln's Inn, le 2 août.

1825
6 St. Jame's Place, le 3 août.

Cockburn, Galt et Davidson à R. W. Hay, sous-secrétaire. En l'absence de sir John Harvey, ils lui transmettent une lettre adressée à Wilson. Quelle fut l'autorité de Robinson? Wilson n'a pas permis que l'on posât cette question. Nature des renseignements que l'on pourra leur demander. p. 399

Annexe:—

Cockburn, Galt et Davidson à Wilson. 6 St. Jame's Place, le 3 août. Ils lui accusent réception de la lettre du 2 août et répondent aux questions posées; ils refusent d'énoncer leurs motifs personnels. Une copie de cette lettre a été adressée à Harvey qui est absent de la ville. p. 404

Sous-annexe:—

Mémoire pour Bathurst sur l'attitude des commissaires et sur leur demande de connaître la nature de l'autorité de Robinson. p. 408

Downing St., le 10 août.

Wilmot Horton à Bathurst. Il lui transmet les lettres échangées avec les commissaires (initialées A-F.); il demande des instructions au sujet de celles qui portent les initiales D-F et qui n'ont pas encore été envoyées. p. 412

Annexes:—

(1) Wilmot Horton à Cockburn, Downing St., le 9 août 1825. Il demande aux commissaires de consigner par écrit les remarques qui furent faites de vive voix à Wilson, le 2 août, et dont leur lettre antérieure ne fait aucune mention. Il faudrait permettre à Robinson, avant qu'il quitte le pays, de faire là-dessus ses commentaires. p. 414

(2) Cockburn, Galt et Davidson à Wilmot Horton, 6 St. Jame's Place, le 9 août 1825. Ils n'ont fait aucune communication et ils n'ont eu aucune conversation avant leur lettre du 3 août qui consignait par écrit certains propos. p. 411

(3) Cockburn, Galt et Davidson à Wilmot Horton, 6 St. Jame's Place, le 9 août 1825. A propos de Wilson; ils ne se sont pas éloignés des instructions qu'ils ont reçues et ils y ont donné suite. Si Wilson est d'un avis contraire, il devrait recevoir l'ordre de leur dire pourquoi il diffère d'opinion avant de rédiger pour Bathurst son rapport définitif. (D'autres annexes manquent). p. 415

Downing St., le 17 août.

Wilmot Horton à Cockburn. Il lui accuse réception de la lettre du 3 août; à la demande de Bathurst, Robinson rédigea le document relatif aux réserves du clergé. p. 407

Downing St., le 18 août.

Wilmot Horton à Cockburn. On accédera à la demande faite par les commissaires dans leur lettre du 9 août; Bathurst ne peut consentir à remettre la question sur le tapis. p. 417

Douvres, le 19 août.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui accuse réception des lettres des 17 et 18 août; elles seront soumises aux autres commissaires dès qu'ils seront de retour. p. 419

Downing St., le 7 novembre.

Wilmot Horton aux commissaires. Il leur transmet le rapport de Wilson qui, par inadvertance, ne leur a pas été envoyé plus tôt. (Pour ce rapport, voir *Q. 362-2*, p. 241). p. 420

1825

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet, de la part des commissaires, quelques notes explicatives sur les extraits du rapport qui ne semblent pas avoir été bien compris. Il se tient à la disposition de Horton au cas où d'autres renseignements seraient désirés. Il n'a jamais pensé et il n'a jamais dit que Horton avait jugé sir Giffin Wilson comme n'ayant pas la compétence voulue pour qu'on se soumette à sa décision au sujet du rapport. p. 421 — 4 Chapel St. West, le 10 novembre.

Annexe:—

Déclaration de Cockburn, de Galt et de Davidson, 4 Chapel St. ouest, Mayfair, le 10 novembre 1825. p. 422

Lettre sans signature aux commissaires. L'auteur leur accuse réception de la lettre du 10 novembre. Pourquoi Bathurst décide de mettre fin au débat et refuse d'adopter le rapport. p. 431 — Downing St., le 2 décembre.

Série Q. 362, t. 1

COMPAGNIE DU CANADA, CORRESPONDANCE, 1825

J. B. Robinson, procureur général du Haut-Canada

Robinson à Wilmot Horton. Il lui transmet des pétitions de la corporation du clergé, adressées à chacune des Chambres du Parlement, et explique pourquoi il a apporté ces pétitions en Angleterre. Il désire savoir s'il déplaîrait à Bathurst de les présenter au Roi ou au Parlement. De quelle autre manière pourrait-on faire ces représentations. p. 1 — Londres, le 31 mai.

Annexe:—

Une pétition de la corporation du clergé, adressée à la Chambre des Lords, York, le 24 mars 1825. La corporation demande que ses réserves ne soient pas vendues à la Compagnie du Canada et qu'aucune vente de ces terres ne soit faite, excepté par la corporation et avec le consentement du Gouvernement. (Une semblable pétition adressée à la Chambre des Communes n'est pas transcrite). p. 12

Robinson à Wilmot Horton (confidentielle). Il a étudié le rapport des commissaires; son opinion sur l'évaluation des terres. p. 4 — Le 6 juillet.

Annexe:—

Evaluation par canton des réserves du clergé qui doivent être cédées à la compagnie. p. 21

Mémoire sur la valeur des terres. p.19 — Sans date.

Robinson à sir Giffin Wilson. Il soumet, sur demande, ses remarques au sujet du rapport des commissaires. p. 33 — Londres, le 28 juillet.

Annexes:—

(1) Liste de cantons au sujet desquels on ne trouve dans le journal des commissaires aucune trace de ventes ou de déclarations relatives à la valeur des terres. Liste des réserves du clergé et de la Couronne. p. 60

1825

(2) Terres des cantons au sujet desquels certaines évaluations sont consignées. Terres des mêmes cantons dont l'évaluation n'est pas consignée. p. 64

(3) Déclarations. p. 65

(4) Valeur de certaines réserves d'après les déclarations précitées. p. 74

(5) Moyenne de la valeur des terres dans les divers cantons où sont situés les lopins réservés, d'après la documentation que renferme le journal des commissaires. p. 78

56 Gower St., Londres, le 5 août.

Robinson à Wilson. Il répond à une lettre du 1er août adressée par les commissaires à Wilson. Ses motifs et l'exactitude de ses remarques sur le rapport des commissaires. p. 93

Le 13 août.

Robinson à Wilmot Horton. Il lui transmet copie d'une communication adressée à sir Giffin Wilson. p.92

Annexe:—

Robinson à Wilson, Londres, le 4 août 1825. Il soumet d'autres observations sur la valeur des terres et le rapport des commissaires. p. 85

York, H.-C., le 28 septembre.

Robinson à Wilmot Horton (personnelle). Effet d'une décision, favorable ou défavorable, de sir Giffin Wilson sur l'octroi d'une charte à la Compagnie du Canada. Il sera important d'avoir là-dessus l'avis de quelqu'un au courant des affaires de la province et de la valeur des réserves du clergé. Il recommande le révérend J. Strachan en qui on peut avoir confiance. p. 104

HENRY JOHN BOULTON, SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU HAUT-CANADA

Ibbotson's Hotel, Vere St., le 19 novembre.

Boulton à Wilmot Horton. Il a soigneusement étudié tous les documents qui se rapportent au rapport et aux délibérations des commissaires; il soumet son propre rapport et ses remarques sur le sujet. p. 107

45 Margaret St., Cavendish Square, le 30 novembre.

Boulton à Wilmot Horton. Remarques supplémentaires au rapport que renfermait sa lettre du 19 novembre au sujet de l'évaluation des terres par les commissaires. Il en est venu à la conclusion que si ce cas était actuellement pendant dans une cour de justice ou d'équité, la preuve ou l'admission d'une telle sous-estimation serait suffisante pour annuler toute la procédure. p. 130

Le 13 décembre.

Boulton à ————. Il a préparé un exposé des faits et désire recevoir une lettre lui demandant de préparer tel document. Il fait remarquer une erreur dans la lettre qui devait être envoyée à Williams samedi: le nombre des cantons est de 218 au lieu de 228. p. 152

[Reçu le 22 décembre].

Tableau des ventes au comptant. p. 151

D'ARCY BOULTON, JUGE

Green's Hotel, Lincoln's Inn Field, le 21 décembre.

Boulton à Wilmot Horton. Il lui transmet un extrait d'une lettre de John Galt et déclare n'avoir jamais fait une estimation des terres si ce n'est par des remarques irréfléchies. Il ne connait rien du conflit, mais il offre ses services au cas où ils seraient utiles. p. 153

Annexe:— 1825

Extrait d'une lettre de John Galt à D'Arcy Boulton, St. Helen's Place, le 19 décembre 1825. Il demande à Boulton d'agir en médiateur dans la contestation que les commissaires ont provoquée par l'évaluation des terres qui doivent être cédées à la Compagnie du Canada. Il désire que Boulton communique avec Bathurst ou Wilmot Horton et insiste pour que le contrat soit revisé. p. 154

LES RÉVÉRENDS DR G. MOUNTAIN, DR J. STRACHAN ET DR. C. STEWART, AU NOM DE LA CORPORATION PRÉPOSÉE À L'ADMINISTRATION DES RÉSERVES DU CLERGÉ

Mountain à Bathurst. Représentations au sujet de la requête soumise par la corporation préposée à l'administration des réserves du clergé. On ne devrait pas disposer de ces réserves d'une manière aussi désavantageuse que le propose le rapport des commissaires. p. 156 — Bury St., St. James, le 31 mai.

Mountain à Wilmot Horton. Accusé de réception de la lettre du 14 juin. Il regrette qu'on ait pu accuser les pétitionnaires de manque d'égards, et le président de la corporation, de n'être pas conséquent. Vu les sentiments de Bathurst, J. B. Robinson et lui-même renonceront à présenter les pétitions. p. 166 — Bury St., St. James, le 14 juin.

Strachan à Wilmot Horton. Il est mortifié du déplaisir qu'il a causé en traitant d'une question qui relevait de l'archidiaconat. Les mesures qu'on a prises et la question de la vente projetée des réserves du clergé à la Compagnie du Canada. Stephen a reçu des documents qui prouvent l'exactitude de certains avancés. p. 168 — York, le 9 août.

Stewart à Bathurst. Son opinion quant à l'adjudication par les commissaires des terres qui doivent être cédées à la Compagnie du Canada. p. 173 — Coulson's Hotel, Brook Street, le 30 septembre.

LE RÉVÉREND A. HAMILTON, SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'ÉVANGILE

Hamilton à Wilmot Horton. On a attiré l'attention de la Société pour la propagation de l'Évangile sur le projet de disposer d'une partie considérable des réserves du clergé en faveur d'une société par actions. Relations étroites entre la Société et le clergé du Canada. Dans quelle mesure les revenus seront-ils affectés à leurs fins premières? p. 177 — 42 Castle St., Leicester Sq., le 2 mai.

Résolution de la Société pour la propagation de l'Évangile: le comte de Bathurst devrait être prié d'insister pour que les mots "le clergé de l'Église unie d'Angleterre et d'Irlande", à la page 3 de la loi constituant en société la Compagnie du Canada, soient remplacés par l'expression "clergé protestant". p. 179 — St. Martin's Library, Westminster, le 20 mai.

Hamilton à Wilmot Horton. Certaines particularités importantes n'ont pas été soumises à l'étude des légistes lorsque ces derniers furent priés de donner leur opinion sur la question des réserves du clergé. Il demande qu'on leur soumette de nouveau le cas. Il passera au bureau mardi. p. 188 — Leicester Sq., le 1er juin.

1825
Loughton, le 4 juin.

Hamilton à ————. Il transmet copie du procès-verbal d'une réunion tenue par la Société pour la propagation de l'Évangile le 3 juin. Proposition de soumettre de nouveau le cas aux légistes, en ce qui concerne l'interprétation du terme "clergé protestant" qui ne devrait pas comprendre l'Église d'Écosse. p. 181

Annexe:—

Le procès-verbal. p. 183

SIR GIFFIN WILSON

Ministère des Colonies, le 14 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. Il lui transmet une documentation concernant la Compagnie du Canada et lui demande de l'étudier afin de pouvoir expliquer certaines questions que Bathurst se propose de lui soumettre. Wilson devra se rendre au bureau de Bathurst mercredi. (Les annexes manquent). p. 189

Downing St., le 14 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. La correspondance concernant la Compagnie du Canada est volumineuse. Quelques lettres traitent de questions sans importance, mais elles ont toutes été envoyées afin que Wilson puisse bien suivre la marche des négociations. p. 190

Downing St., le 22 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. Il lui transmet d'autres documents concernant la Compagnie du Canada. La pétition de la corporation du clergé et la correspondance confidentielle. Bathurst a proposé qu'on demande à Robinson de faire ses remarques sur les témoignages et le rapport des commissaires, après quoi les commissaires seraient à leur tour priés de répondre aux remarques de Robinson. Si cette manière d'agir devait soulever des difficultés, Wilson pourrait conférer avec Bathurst. p. 191

Downing St., le 22 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. Il appelle son attention sur les instructions données aux commissaires et sur la 19e clause des arrangements projetés. Il demande un rapport sur l'application du principe d'évaluation qui y était posé. p. 194

Downing St., le 22 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. Il demande si, dans les circonstances, deux des lopins, savoir "Wilmot" et "La terre des Six Nations" auraient dû être compris dans les terres évaluées par les commissaires. p. 197

Série Q. 362, t. 2

COMPAGNIE DU CANADA, CORRESPONDANCE, 1825

SIR GIFFIN WILSON—*suite*

Lincoln's Inn, le 23 juillet.

Wilson à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de trois lettres datées du 22 juillet. Les commissaires, Robinson, le lopin "Wilmot" et "La terre des Six Nations". Justification des commissaires. Robinson soumettra de nouvelles observations sur la valeur des terres lorsqu'une autre réunion aura lieu. Il ne peut juger l'évaluation faite par les commissaires; cette question est du ressort d'un arpenteur. p. 205

1825

Bathurst à Wilson. Il désire connaître l'opinion de Wilson sur les points suivants: les commissaires ont-ils agi conformément à une interprétation juste et raisonnable de leurs instructions; s'en sont-ils éloignés; ou les ont-ils laissées de quelque manière inexécutées? p. 210 — Downing St., le 30 juillet.

Wilmot Horton à Wilson. Il transmet copie d'une lettre et d'un mémoire de sir John Harvey, qu'il a reçus après avoir fait à Wilson l'envoi d'autres pièces le 22 juillet. (Les annexes manquent). p. 218 — Downing St., le 2 août.

Wilson à Cockburn. Il demande que les commissaires lui fournissent une liste de tous les documents de nature à jeter de la lumière sur leur rapport, ainsi que certains détails qui lui permettraient de dresser un bilan. p. 219 — Lincoln's Inn, le 2 août.

Wilson à Wilmot Horton. Au sujet de la lettre du 30 juillet. L'enquête sera suspendue pendant sa tournée. La situation est délicate et il désire savoir, avant la reprise de l'enquête, si l'attitude qu'il a prise est la bonne. p. 212 — Lincoln's Inn, le 3 août.

Wilmot Horton à Wilson. Il lui transmet la correspondance échangée avec les commissaires; on en déduira qu'ils refusent de fournir d'autres détails sous prétexte qu'ils en ont déjà donné suffisamment. Wilson pourra commencer son rapport; si ce dernier texte est défavorable aux commissaires, Wilson devra indiquer les points sur lesquels ils se sont éloignés de leurs instructions ou les ont ignorées. p. 222 — Downing St., le 18 août.

Wilson à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de lettres et déclare que les affaires ne lui ont pas encore permis de leur accorder son attention. L'attitude adoptée par les commissaires. Il désire une entrevue avant de continuer l'enquête. p. 224 — Chester Circuit, Court House, Mould, Flintshire, le 20 août.

Wilson à Wilmot Horton (personnelle). Il lui renvoie copie de la lettre adressée par Wilmot Horton à Cockburn. Il s'abstient de commentaires afin de ne pas faire connaître son opinion avant de présenter son rapport. Il croit que l'insuccès des commissaires est plutôt dû à une erreur de jugement; leur attitude. Il demande l'opinion de Bathurst sur l'à-propos de considérer leur entreprise comme un échec. p. 232 — Castle Chester, le 26 août.

Wilmot Horton à Wilson. Il fait remarquer une erreur dans la lettre de Wilson, du 20 août, et demande qu'on la corrige. Cette erreur est sans doute due au fait que Wilson n'avait pas les documents en main. p. 230 — Downing St., le 30 août.

Wilson à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 3 août. Les précautions qu'elle propose. Les faits concernant la présentation des documents sont restés tels qu'il les avait rapportés, mais même si tous ces documents lui étaient parvenus plus tôt il n'aurait pas pu s'en servir parce qu'il avait déjà fait connaître son attitude. Il a l'intention d'aller au ministère des Colonies. p. 235 — Lincoln's Inn, le 9 septembre.

Wilson à Wilmot Horton. Il explique la note en marge de son rapport. Il ne désire pas laisser entendre que les commissaires eurent l'intention de faire de fausses représentations. p. 237 — Londres, le 7 octobre.

1825
Lincoln's Inn, le 7 octobre.

Wilson à Wilmot Horton. Il lui transmet son rapport avec explications. Il regrette de n'avoir pas su plus tôt quand ce rapport serait requis. L'appendice n'est pas encore prêt, mais il consiste seulement de documents qui peuvent être fournis par le bureau. p. 238

Annexe:—

Rapport de sir Giffin Wilson, Lincoln's Inn, le 7 octobre 1825. Il maintient que les commissaires se sont éloignés de la lettre de leurs instructions ou qu'ils les ont ignorées à tel point que leur jugement en a souffert. p. 241

JAMES STEPHEN, CONSEIL DU MINISTÈRE DES COLONIES

Sans date.

Modifications qu'on se propose de faire subir au projet de loi concernant la Compagnie du Canada. p. 290A

Downing St., novembre.

[Wilmot Horton] à Stephen. Il est responsable du fait que le rapport de Wilson n'a pas été transmis aux commissaires. Extraits de la correspondance échangée avec ces derniers: il n'a jamais compris qu'ils étaient mécontents de la conduite de Wilson. Dans les circonstances, le rapport de celui-ci, à son avis, ne sert à rien. Les observations des commissaires n'auraient peut-être pas été sous forme de nouveaux détails, mais bien fondées sur des remarques faites par Wilson; dans ce cas Bathurst eut été libre de juger sans avoir à consulter de nouveau l'une ou l'autre partie. p. 305

Whitehall, le 7 novembre.

Stephen à [Wilmot Horton]. Il a eu la visite de Cockburn et de Galt ainsi qu'une entrevue avec Davidson. Tous trois semblent estimer qu'ils ont la promesse de Wilmot Horton de reprendre l'enquête. Quelques-unes de leurs critiques du rapport de Wilson. p. 291

Le 9 novembre.

Mémoire de [Wilmot Horton] pour Bathurst, au sujet d'une entrevue avec Galt. p. 298A

Downing St., le 14 novembre.

Wilmot Horton à Stephen. Il a été heureux d'apprendre que Stephen se porte mieux. Il lui transmet les observations faites par les commissaires; Wilson n'a pas l'intention d'y répondre. Certains points du rapport de Wilson; celui-ci est prêt à permettre un examen de son rapport à la lumière des remarques des commissaires. (Les annexes manquent). p. 299

Downing St., le 17 novembre.

Wilmot Horton à Stephen. Il recommande que Stephen reste au pays jusqu'à son complet rétablissement, car on peut lui envoyer du travail. Il lui transmet une dépêche du Haut-Canada avec la réponse projetée de Bathurst et il lui demande d'examiner soigneusement ces pièces afin de voir si les détails exposés par Bathurst sont exacts. Bathurst désire un rapport sur la lettre de Wilmot Horton à Stephen et sur la réponse à cette lettre au sujet de la Compagnie du Canada. Il désire en outre que Stephen étudie un point soulevé par J. H. Boulton, solliciteur général du Haut-Canada, en ce qui concerne les conditions d'achat des terres par la compagnie. (Les annexes manquent). p. 303

Downing St., le 18 novembre.

Wilmot Horton à Stephen (brouillon). (Sans transcription. Cette lettre est un brouillon de celle du 14 novembre. Voir plus haut *Q. 362-2*, p. 299). p. 323

1825

Stephen à Wilmot Horton (personnelle). Il a passé les deux derniers jours à étudier la partie de la controverse, au sujet de la Compagnie du Canada, dont il n'avait pas encore pris connaissance, et il indique les circonstances où les commissaires ne se sont pas conformés à leurs instructions. Il ne partage pas l'avis de Wilson et de Robinson; ses raisons. Moyens d'examiner le sujet à fond. Bien que par voie indirecte, les commissaires ont mené l'affaire à bonne fin; si l'on soumettait les chiffres de Robinson aux déductions faites par les commissaires, on arriverait presque au même résultat. p. 311 Whitehall, le 26 novembre.

Mémoire de Wilmot Horton, adressé à Bathurst, au sujet du rapport des commissaires. p. 324 Le 26 novembre.

Stephen à Wilmot Horton. Il lui transmet le brouillon d'une lettre de Wilmot Horton aux commissaires en réponse à leur lettre du 10 novembre. Cette pièce devra être transmise à Bathurst. (L'annexe manque). p. 332 Whitehall, le 2 décembre.

CHAMBRE DES COMMUNES

Résolution à l'effet d'obtenir que la minute de l'entente projetée avec la Compagnie du Canada soit présentée à la Chambre. p. 333 Le 14 avril.

LÉGISTES

Bathurst au procureur général et au solliciteur général. Il leur transmet la minute des arrangements projetés avec la Compagnie du Canada, ainsi qu'un brouillon de la charte, et il demande si cette dernière est en conformité de la minute. Il désire savoir si quelque objection pourrait s'opposer, du point de vue légal, à l'adoption d'une telle charte, ou quels sont les moyens qu'on pourrait prendre pour rendre cette charte conforme à la minute. p. 334 Downing St., le 17 février.

Bathurst au procureur général et au solliciteur général. Au sujet de la lettre du 17 février, il transmet le brouillon d'un projet de loi rédigé par l'avocat de la Compagnie du Canada en vue de donner suite aux arrangements projetés, ainsi que la lettre confirmative. Il demande si, du point de vue légal, on peut opposer des objections à ce projet de loi; dans ce cas, quels seraient les moyens à prendre pour remédier à une telle situation; il désire un rapport là-dessus. (Les annexes manquent). p. 336 Downing St., le 9 mars.

J. S. Copley, procureur général, et C. Wetherell, solliciteur général, à Bathurst. Accusé de réception de la lettre du 17 février. Avec les modifications qu'ils y ont apportées, le brouillon de la charte est conforme à la minute de l'entente projetée là où les titres sont récapitulés. Ils soulignent quelques différences sensibles. p. 338 Serjeant's Inn, le 11 mars.

Copley et Wetherell à Bathurst. Accusé de réception de la lettre du 9 mars. Après avoir subi de légères modifications, le projet de loi est conforme à l'entente et ne provoque aucune objection du point de vue de la loi. p. 342 Serjeant's Inn, le 15 mars.

TRÉSORERIE

Projet de loi à l'effet de constituer la Compagnie du Canada en société. (Sans transcription. Voir *Q. 360-1*). p. 344

1825
Bureau de la Trésorerie, le 21 juin.

G. Harrison, secrétaire de la Trésorerie, à Wilmot Horton. Il lui transmet des lettres de l'Amirauté au sujet des sommes dépensées pour divertir les commissaires à bord du *Romney;* Bathurst devra faire savoir à la Trésorerie sur quel fonds ces sommes devraient être prélevées. p. 345

Annexes:—

(1) John Barrow, second secrétaire de l'Amirauté, à John Charles Herries, secrétaire trésorier de l'Amirauté, bureau de l'Amirauté, le 23 décembre 1824. Il demande le payement de la somme de 126 louis qui fut avancée par le capitaine N. Lockyer pour divertir les commissaires. p. 346

(2) Barrow à Herries. L'Amirauté, le 4 juin 1825. Il fait allusion à la lettre du 23 décembre et demande en plus la somme de 126 louis qui fut avancée pour les mêmes fins. p. 347

Bureau de la Trésorerie, le 12 juillet.

Harrison à Wilmot Horton. Au sujet de la lettre de Wilmot Horton, du 27 juin, il donne des instructions concernant le payement des frais de l'hospitalité accordée aux commissaires à bord du *Romney.* p. 348

Bureau de la Trésorerie, septembre.

Harrison à Wilmot Horton (personnelle). Accusé de réception de la lettre du 16 juillet. La somme de 252 louis a été remise au capitaine Lockyer. Cette somme sera remboursée à la Trésorerie lorsqu'on l'aura perçue de la Compagnie du Canada. p. 349

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 23 juillet.

R. Lukin à Wilmot Horton. Le lieutenant-colonel F. Cockburn demande qu'on lui accorde sa demi-solde pendant le temps qu'il agit comme commissaire. Il désire connaître la date de cette nomination et la rémunération qu'elle comporte. p. 350

GEORGE H. MARKLAND

Le 1er mai.

Mémoire: Markland désire être nommé percepteur des sommes que devra payer la Compagnie du Canada. p. 351

Le 1er octobre.

Markland à ————. Il rend compte de sa conversation avec Galt et explique un document confidentiel qu'il offre de fournir sur demande. p. 354

Le 4 octobre.

Markland à Wilmot Horton. Il lui transmet un document confidentiel; les circonstances qui ont provoqué la préparation de cette pièce. p. 357

Annexes:—

(1) Explication sur le rapport des commissaires. p. 359

(2) Somme que produirait un payement annuel de 20,000 louis, pendant 20 ans, s'ils étaient placés à 5 pour cent. p. 374

LE RÉVÉREND JOHN STRACHAN

Cottage, le 7 mai.

Sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouveneur du Haut-Canada, à ———. Projet concernant une compagnie des terres, préparé par le révérend J. Strachan. p. 377

Annexe:— 1825

Le projet précité. p. 378

E. Ellice

Edward Ellice à Wilmot Horton. Ses vues au sujet de la Compagnie du Canada et du projet de former une société semblable pour le Bas-Canada. p. 405 Wyke, le 3 septembre.

Sir F. N. Ommanney à Wilmot Horton. Il est l'agent du capitaine Lockyer et demande le payement de la somme qui lui est due pour avoir diverti les commissaires pendant leur séjour à bord du *Romney*. p. 408 Norfolk St., le 2 août.

Série Q. 363

RAPPORT DES COMMISSAIRES NOMMÉS POUR ÉVALUER LES TERRES QUE DOIT ACHETER LA COMPAGNIE DU CANADA

(Sans transcription. Voir *Q. 361*).

Série Q. 364, t. 1, 2, 3

LA COMPAGNIE DU CANADA. RAPPORTS STATISTIQUES

Rapports statistiques sur les réserves de la Couronne et du clergé pour chaque district, canton et comté. Chaque section est précédée d'un rapport général sur le district; ce rapport est muni de la signature de T. Ridout, inspecteur général:

District	Comté	Réserves de la Couronne	Réserves du clergé	
Eastern p. 3				York, le 25 mars.
	Glengarry	p. 4	p. 8	
	Stormont	p. 5	p. 10	
	Dundas	p. 6	p. 10	
Ottawa p. 16				York, le 17 mars.
	Prescott	p. 17	p. 25	York, le 15 avril.
	Russell	p. 20	p. 29	
Johnstown p. 33				York, le 7 avril.
	Grenville	p. 34	p. 40 p. 48	York, le 20 avril.
	Leeds	p. 38 p. 44	p. 49	
Bathurst p. 59				York, le 4 avril.
	Carleton	p. 60	p. 73	York, le 15 avril.
	Lanark	p. 65	p. 77	

1825

	District	Comté	Réserves de la Couronne	Réserves du clergé
York, le 9 avril.	Midland p. 82			
		Frontenac	p. 83	p. 96
York, le 20 avril.		Lennox et Addington	p. 86	p. 99
		Hastings	p. 89	p. 102
		Prince Edward	p. 94	p. 107
York, le 12 avril.	Newcastle p. 112			
		Northumberland	p. 117	p. 140
York, le 22 avril.		Durham	p. 135	p. 151
York, le 16 avril.	Home p. 158			
		York	p. 159	p. 183
York, le 25 avril.		Simcoe	p. 170	p. 194
York, le 18 avril.	Gore p. 207			
		Halton	p. 209	p. 217
York, le 25 avril.		Wentworth	p. 216	p. 223
York, le 19 avril.	Niagara p. 224			
		Lincoln	p. 225	p. 226
York, le 22 avril.				
York, le 23 avril.	London p. 227			
		Norfolk	p. 228	p. 253
York, le 28 avril.		Oxford	p. 234	p. 258
		Middlesex	p. 240	p. 263
York, le 26 avril.	Western p. 275			
		Kent	p. 267	p. 284
York, le 29 avril.		Essex	p. 280	p. 288

Le 24 mars. J. Durand, greffier du district de Gore, à G. Hillier, secrétaire particulier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars; la documentation dans son bureau ne lui permet pas de fournir les renseignements demandés. p. 206

York, le 26 mars. S. Jarvis, greffier, à Hillier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars et lui transmet la liste de plusieurs ventes de terres enregistrées au cours des dernières années. Il ne sait si ces terres ont été améliorées; elles sont situées dans les endroits les plus reculés de certains cantons; il n'a pas voulu faire là-dessus d'autres recherches avant de recevoir de nouvelles instructions. Il demande une rémunération. p. 55

Annexe:—

La liste, 26 mars 1825. p. 157

Niagara, le 28 mars. R. Leonard, shérif, à Hillier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars et lui transmet une liste de terres en friche vendues à la suite de saisies, depuis le 1er février 1820, date de sa nomination, jusqu'au 29 février 1824. L'ancien shérif n'a laissé là-dessus aucune documentation. p. 109

Annexe:— 1825

La liste. p. 110

J. Spencer, shérif, à Hillier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars et lui transmet une liste des terres du district de Newcastle vendues à la suite de saisies. p. 111 Cobourg, le 30 mars.

Annexe:—

La liste. p. 112

E. S. Boulton, greffier, à Hillier. Il lui transmet une liste des ventes de terres en friche pendant les cinq années précédant le 29 février 1824. Les prix ne sont pas toujours indiqués; on ne peut savoir si ces terres ont été améliorées. p. 113 Cobourg, le 30 mars.

Annexe:—

La liste. p. 114

J. H. Powell, shérif du district de Bathurst, à Hillier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars; nulle terre en friche du district n'a été vendue à la suite d'une saisie. Des terres ont été vendues à des particuliers à raison de deux à trois dollars l'acre, et quelquefois quatre dollars l'acre. p. 56 Perth, le 31 mars.

W. Jarvis, shérif, à Hillier. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mars; il n'a vendu aucune terre à la suite d'une saisie; la documentation sur ce sujet est encore entre les mains de son prédécesseur. p. 58 Hamilton, le 2 avril.

T. Ridout, inspecteur général, à Hillier. Il lui transmet le plan des cantons du district de Bathurst ainsi que la liste des cantons et des notes topographiques sur les réserves que réclame la compagnie. (Les annexes manquent. Voir *Q. 364*, p. 59; et *Q. 365-367* pour les diagrammes). p. 57 Bureaux de l'inspecteur général, le 4 avril.

J. Ward, greffier, à Hillier. Il lui accuse réception des instructions du 17 mars et lui transmet la liste des terres en friche du district de Durham qui furent vendues au cours des cinq années précédant le 29 février 1824; les émoluments qu'il reçoit en sa qualité de greffier du tribunal et d'officier de l'état civil. p. 130 Hope, le 6 avril.

Annexe:—

La liste des terres. (Nulle documentation sur ses émoluments). p. 131

Liste des terres en friche du district de Home vendues par le shérif de 1819 à 1824 inclusivement. S. Ridout, shérif. p. 156 Sans date.

Liste des terres en friche du district de Midland vendues par le shérif depuis le 28 février 1819 jusqu'au 29 février 1824. p. 292 Sans date.

Liste des terres en friche des comtés de Leeds et de Grenville, vendues en vertu d'actes enregistrés, avec le prix de vente. p. 293 Sans date.

1825 *Série Q. 365*

CANTONS DANS LE HAUT-CANADA

Cartes:—

Plan des cantons dans les districts suivants: Eastern, Ottawa, Johnstown, Bathurst, Midland et Newcastle.

Cantons dans la province du Haut-Canada, avec estampille de la Compagnie du Canada.

District Eastern

N° 1, Lochiel
N° 2, Lancaster
N° 3, Roxborough
N° 4, Finch
N° 5, Winchester
N° 6, Mountain
N° 7, Williamsburgh

District d'Ottawa

N° 8, Hawkesbury
N° 9, Caledonia
N° 10, Plantagenet Front
N° 11, Plantagenet Rear
N° 12, Alfred
N° 13, Cambridge
N° 14, Russell
N° 15, Cumberland
N° 16, Gloucester
N° 17, Clarence
N° 18, Osgoode

District de Johnstown

N° 19, Edwardsburgh
N° 20, Gower, sud
N° 21, Gower, nord
N° 22, Oxford
N° 23, Marlborough
N° 24, Wolford
N° 25, Montague
N° 26, Elizabethtown
N° 27, Yonge (autrefois Escott)
N° 28, Lansdowne
N° 29, Leeds
N° 30, Kitley
N° 31, Bastard
N° 32, Crosby, nord
N° 33, Crosby, sud
N° 34, Burgess
N° 35, Elmsley

District de Bathurst

N° 36, Nepean
N° 37, Goulburn
N° 38, March
N° 39, Huntley
N° 40, Torbolton
N° 41, Fitzroy
N° 42, Pakenham
N° 43, Beekwith
N° 44, Drummond
N° 45, Bathurst
N° 46, Sherbrooke, nord
N° 47, Sherbrooke, sud
N° 48, Ramsay
N° 49, Lanark
N° 50, Dalhousie
N° 51, Darling
N° 52, Lavant

District de Midland

N° 53, Pittsburgh
N° 54, Loughborough
N° 55, Portland
N° 56, Palmerston
N° 57, Camden, est
N° 58, Richmond
N° 59, Sheffield
N° 60, Kaladar
N° 61, Tyendinaga
N° 62, Thurlow
N° 63, Sydney
N° 64, Hungerford
N° 65, Huntingdon
N° 66, Rawdon
N° 67, Marmora
N° 68, Madoc
N° 69, Elzevir
N° 70, Lake
N° 71, Hallowell

District de Newcastle **1825**

N° 72, Murray
N° 73, Cramahé
N° 74, Haldimand
N° 75, Hamilton
N° 76, Seymour
N° 77, Percy
N° 78, Alnwick
N° 79, Otanabee
N° 80, Monaghan
N° 81, Asphodel
N° 82, Belmont
N° 83, Dummer
N° 84, Douro
N° 85, Smith
N° 86, Emily Gore
N° 87, Methuen
N° 88, Burleigh
N° 89, Harvey
N° 90, Hope
N° 91, Cavan
N° 92, Clarke
N° 93, Manvers
N° 94, Emily
N° 95, Mariposa
N° 96, Cartwright
N° 97, Darlington

Séries Q. 366, 367

CANTONS DANS LE HAUT-CANADA

Cartes:—

Cantons dans la province du Haut-Canada (avec l'estampille de la Compagnie du Canada).

Plan des cantons dans les districts suivants: Home, Niagara, Gore, London et Western.

Le district Home

N° 1, Whitby
N° 2, Reach
N° 3, Brock
N° 4, Georgina
N° 5, Scott
N° 6, Uxbridge
N° 7, Whitchurch
N° 8, Pickering
N° 9, Scarborough
N° 10, Markham
N° 11, Gwillimbury, est
N° 12, Gwillimbury, nord
N° 13, King
N° 14, Vaughan
N° 15, York
N° 16, Toronto
N° 17, Toronto, Gore
N° 18, Etobicoke
N° 19, Chinguacousy
N° 20, Caledon
N° 21, Albion
N° 22, Thorah
N° 23, Mara
N° 24, Orillia
N° 25, Tay
N° 26, Medonte
N° 27, Oro
N° 28, Tiny
N° 29, Flos
N° 30, Vespra
N° 31, Mulmur
N° 32, Tosorontio
N° 33, Essa
N° 34, Innisfil
N° 35, Gwillimbury, ouest
N° 36, Tecumseh
N° 37, Adjala
N° 38, Mono
N° 39, Amaranth

District de Gore

N° 40, Trafalgar
N° 41, Esquesing
N° 42, Erin
N° 43, Garrafraxa
N° 44, Eramosa
N° 45, Nasagiweya
N° 46, Nelson
N° 47, Flamborough, est et ouest
N° 48, Beverly
N° 49, Glanford
N° 50, Binbrook
N° 51, Wilmot
N° 52, Goderich

District de Niagara

N° 53, Caistor

1825

District de London

N° 54, Windham
N° 55, Rainham
N° 56, Walpole
N° 57, Woodhouse
N° 58, Townsend
N° 59, Charlotteville
N° 60, Walsingham
N° 61, Middleton
N° 62, Houghton
N° 63, Nissouri
N° 64, Zorra
N° 65, Blenheim
N° 66, Oxford, est, ouest et nord
N° 67, Burford
N° 68, Dereham
N° 69, Norwich
N° 70, Bayham
N° 71, Malahide
N° 72, Yarmouth
N° 73, Southwold
N° 74, Dunwich
N° 75, Aldborough
N° 76, Delaware
N° 77, Westminster
N° 78, Dorchester, nord et sud
N° 79, London
N° 80, Lobo
N° 81, Carradoc
N° 82, Ekfrid
N° 83, Mosa

District Western

N° 84, Orford
N° 85, Howard
N° 86, Harwich
N° 87, Chatham
N° 88, Raleigh
N° 89, Tilbury, est
N° 90, Tilbury, ouest
N° 91, Romney
N° 92, Dover, est et ouest
N° 93, Camden, ouest
N° 94, Zone
N° 95, Dawn
N° 96, Sombra
N° 97, Mersea
N° 98, Gosfield
N° 99, Colchester
N° 100, Malden
N° 101, Sandwich
N° 102, Maidstone & Rochester

Série Q. 368, t. 1, 2

COMPAGNIE DU CANADA. CORRESPONDANCE, 1826

1826 LES DIRECTEURS ET LEUR SECRÉTAIRE, J. GALT

Canada House, le 17 janvier. John Galt, secrétaire, à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire. Il demande une copie imprimée de la minute des arrangements projetés. p. 1

Canada House, St. Helen's Place, le 26 janvier. C. Bosanquet, président, au comte de Bathurst, secrétaire d'Etat. Il lui accuse réception de la lettre du 16 janvier. Les directeurs de la compagnie désirent connaître la nature et l'étendue de la nouvelle étude qu'il faudra faire du prix des terres avant l'octroi de la charte. L'importance d'obtenir cette charte sous peu. p. 2

Downing St., le 30 janvier. Wilmot Horton à Bosanquet. Il a reçu la lettre du 26 janvier. Conditions d'une nouvelle adjudication. Bathurst est prêt à recevoir toute proposition de la compagnie au sujet d'un nouvel arrangement. Il regrette cet inévitable retard. p. 4

Canada House, le 8 février. Bosanquet à Wilmot Horton. Accusé de reception de la lettre du 30 janvier; l'opinion de l'avocat de la compagnie en ce qui concerne le pouvoir des directeurs d'accéder aux conditions que renferme cette lettre; une résolution du conseil des directeurs. Cette résolution ne différant que dans le détail de celle que propose Bathurst, les directeurs espèrent qu'on pourra nommer des arbitres immédiatement. (Autre copie à la page 37). p. 7

1826

Annexes:—

(1) La résolution, du 2 février 1826. p. 10

(2) L'opinion de R. Spankie et de C. Holford Bosanquet, Lincoln's Inn, le 7 février 1826. p. 12

Wilmot Horton à Bosanquet. Accusé de réception de la lettre du 8 février. Bathurst ne s'oppose aucunement à la nomination d'arbitres selon les principes que pose la résolution de la Compagnie du Canada, mais il se réserve le droit de soumettre toute l'affaire à la décision du Conseil privé s'il le juge nécessaire. p. 16 — Downing St., le 9 février.

Bosanquet à Wilmot Horton. Accusé de réception de la lettre du 9 février. Les directeurs ont choisi Robert Grant comme arbitre. Le secrétaire devra fournir aux arbitres les copies ou extraits de tous les documents requis. p. 18 — Canada House, le 10 février.

Galt à Wilmot Horton. Il demande les tracés et carnets que les commissaires ont apportés afin de les faire copier pour l'usage de la compagnie. p. 19 — Canada House, le 11 février.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet une liste des actionnaires de la Compagnie du Canada, datée du 10 janvier 1825, alors qu'ils signèrent l'entente et versèrent leur second payement. Les directeurs n'ont pris connaissance d'aucun mouvement d'actions. Il ne détenait lui-même aucune action pendant son séjour au Canada; depuis il en a acheté sous réserve de l'octroi d'une charte. Il se plaint de ses pertes et de la situation dans laquelle il se trouve. p. 20 — Canada House, le 16 février.

Annexe:—

Liste des actionnaires de la Compagnie du Canada, 10 janvier 1825. p. 22

Galt à Wilmot Horton. La compagnie a déposé 50,000 louis à Montréal l'an dernier, mais comme elle n'en aura pas besoin avant quelque temps elle serait prête à transférer cette somme au Gouvernement à son compte courant avec la compagnie. Bosanquet, Williams et Downie sont investis du pouvoir de faire des arrangements à cette fin. p. 35 — Canada House, le 25 février.

Galt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 21 février et lui transmet un extrait d'une lettre de Samuel Hood. Vu la situation imprécise de la compagnie, il lui est impossible de considérer cette demande; elle est toutefois de nature à intéresser la compagnie. p. 36 — Canada House, le 27 février.

Galt à Wilmot Horton. Ses vues sur l'arrêté en Conseil du Haut-Canada relativement à l'octroi des terres, en date du 21 novembre 1825; il considère cet arrêté comme injuste envers la Compagnie du Canada. Il réclame contre l'interprétation que le Haut-Canada a donnée au 3e article de la loi de la Compagnie du Canada; il se plaint aussi du projet de loi concernant les étrangers; fort heureusement ce projet a été désavoué mais il peut quand même mettre obstacle à l'affluence de colons des Etats-Unis. p. 40 — 13 St. Helen's Place, le 1er mars.

1826

Downing St., le 8 mars.

Wilmot Horton à Galt. Il lui accuse réception de la lettre du 1er mars et répond aux plaintes qu'elle renferme. Il ne veut pas donner à entendre que les négociations seront complètement rompues entre le Gouvernement et la Compagnie du Canada après que celle-ci sera définitivement établie et que les arrangements actuels auront été terminés. p. 48

13 St. Helen's Place, le 9 mars.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Accusé de réception de la lettre du 8 mars. Nécessité de fournir des explications qui atténueraient les inquiétudes des directeurs. Les nouveaux règlements concernant les terres sont injustes envers la compagnie. Loin de rechercher un monopole, celle-ci désire seulement une gérance de propriétés révocable à volonté. Il n'approuve pas l'attitude du Haut-Canada à l'égard de l'évaluation des cantons et de l'interprétation de l'article 3 du projet de loi concernant la Compagnie du Canada. Wilmot Horton ne l'a pas compris en ce qui concerne le projet de loi relatif aux étrangers; il faudra adopter là-dessus une loi déclaratoire et confirmatoire. p. 54

Canada House, le 31 mars.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il lui accuse réception des lettres des 10 et 27 mars. La compagnie est d'avis qu'il serait sage de retarder le transfert de 25,000 louis au crédit du Gouvernement, afin de connaître auparavant la décision de sir John Richardson sur la proposition de renouveler la commission. Si cette dernière était accordée de nouveau, la société consulterait les actionnaires sur l'opportunité de dissoudre l'association. p. 61

13 St. Helen's Place, le 31 mars.

Galt à Wilmot Horton. Il croit qu'un projet de loi concernant la question des étrangers a été préparé par C. A. Hagerman, solliciteur général du Haut-Canada. Il appelle l'attention sur l'article 4, Geo. III, ch. 111. p. 63

St. Helen's Place, le 4 mai.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée du Haut-Canada; il croit que l'original a été confié au Dr Strachan. L'Eglise anglicane est en minorité dans cette province. Il espère que les désirs du peuple canadien seront respectés et qu'on ne permettra pas au clergé d'intervenir en ce qui concerne le contrat. L'intégralité de ce contrat est la seule raison de sa supplique: ses propres intérêts et ceux de la société bénéficieraient de l'échange projeté. p. 65

Annexe:—

L'adresse. Sans date. Protestation contre une nouvelle affectation des réserves du clergé. Toutes les communions devraient avoir la jouissance des réserves. p. 67

Canada House, le 8 mai.

Galt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception des lettres du 26 avril et déclare que dans l'état actuel des négociations les directeurs ne croient pas devoir faire l'avance des 25,000 louis en question. p. 69

Canada House, le 30 mai.

Galt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 29 mai qui renfermait les instructions de verser au lieutenant-colonel F. Cockburn la somme de 1,380 louis. Les directeurs ne croient pas que cette dépense puisse être attribuée à la compagnie, puisque celle-ci n'est pas responsable du séjour des commissaires à Londres, ni de leurs mouvements après leur retour. Cette somme devrait être

remboursée par le Gouvernement ou la corporation du clergé. La société avancera donc ladite somme, mais elle la déduira des versements qu'elle est tenue de faire en vertu du contrat. Assujettie à cette condition, une demande de payement devra être adressée par Cockburn au bureau de la compagnie. p. 70 **1826**

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet copie d'une minute de l'entente avec Bathurst, conclue le 23 mai et sanctionnée par la compagnie le 30 mai 1826. p. 72 St. Helen's Place, le 31 mai.

Annexe:—

La minute. p. 73

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet un brouillon de la charte de la Compagnie du Canada; on a modifié cette dernière en ce qui concerne les réserves du clergé. Les dates ont aussi été changées: 1826 au lieu de 1825. (L'annexe manque). p. 82 St. Helen's Place, le 31 mai.

Wilmot Horton à Galt. Accusé de réception de la lettre du 30 mai. Bathurst propose que la somme de 1,380 louis soit versée à Cockburn et imputée au compte général; on soumettra cette question à l'arbitrage afin de déterminer la quote-part que chacune des parties contractantes devrait payer. p. 81 Downing St., le 1er juin.

Galt à Wilmot Horton. Il désire pouvoir prendre communication d'un levé de la région Huron qui fut effectué il y a quelques années pour l'Amirauté. La compagnie voudrait comparer ces cartes avec celle qu'elle est actuellement à dresser de cette région. p. 83 St. Helen's Place, le 14 juin.

Galt à Wilmot Horton. La compagnie a décidé de payer à ceux qui ne sont pas en faveur de la nouvelle entente la pleine valeur de leurs titres. Ces personnes sont au nombre de 1,095. On ne désire pas l'émission de nouvelles actions, vu que le capital de 890,500 louis est satisfaisant et qu'il pourrait être augmenté à volonté. Il ira le voir à ce sujet. p. 84 13 St. Helen's Place, le 24 juin.

Galt à Wilmot Horton. Il demande qu'on accorde aux officiers de la compagnie l'usage d'une goélette du Gouvernement sur le lac Huron, ce qui leur permettra d'aller choisir les terres qui seront substituées aux réserves du clergé. p. 85 Canada House, le 14 août.

Galt à Wilmot Horton. Il désire être mis en possession de tous les comptes qui se rapportent à la mission au Canada et sont actuellement dus. p. 86 Canada House, le 14 août.

Galt à Wilmot Horton. Il demande qu'on permette à la compagnie de déduire sa part des dépenses occasionnées par la mission au Canada, de la somme qui, en vertu du contrat du 23 mai 1826, lui est allouée pour l'amélioration du territoire substitué aux réserves du clergé. Raisons de cette demande. p. 87 Canada House, le 26 août.

Galt à Wilmot Horton. Il demande un rapport sur le lin et le fil de lin importés d'Europe au cours des sept dernières années. p. 90 Canada House, le 26 août.

1826

Canada House, le 13 septembre.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet un état des avances faites par la compagnie; elles ont été déduites du premier versement dû par cette dernière. Il demande si c'est là une bonne manière d'agir. p. 91

Annexe:—

Etats des avances, le 13 septembre 1826. T. Smith, comptable. p. 92

Canada House, le 22 septembre.

Galt à Bathurst. Il lui envoie une copie de la carte préparée par la Compagnie du Canada. p. 93

Canada House, le 2 octobre.

T. Smith, comptable, à Wilmot Horton. Il lui transmet les cartes des cantons situés dans les quatre districts de l'est. Les autres lithographies seront envoyées le plus vite possible. (L'annexe manque). p. 94

Canada House, le 4 octobre.

Galt à Wilmot Horton. Il lui renvoie le rapport sur le lin, etc., importé en Grande-Bretagne et il l'en remercie. (L'annexe manque). p. 95

Canada House, le 19 septembre.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il a été décidé de verser 5,000 louis en payement partiel de la somme due par la Compagnie du Canada pour l'année courante. p. 96

Canada House, le 20 décembre.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il désire savoir de quelle manière il faudra s'y prendre pour verser ces 5,000 louis. p. 97

Les commissaires

Downing St., le 16 janvier.

Wilmot Horton aux commissaires (note). Cette lettre est semblable à celle du 2 décembre 1825, à l'exception de certains paragraphes qui y ont été ajoutés. Ces paragraphes exposent d'autres raisons de mécontentement en ce qui concerne l'adjudication des commissaires. (Voir *Q. 361*, p. 431). p. 98

Stone Bldg., le 10 mai.

R. Grant à Wilmot Horton. Il lui transmet le double d'une lettre. Ce double a été plus soigneusement revisé que l'original. p. 101

Annexe:—

Les commissaires à Bathurst, Londres, le 20 avril 1826. Réponse circonstanciée à la lettre de Wilmot Horton, du 14 [16] janvier. Ils cherchent à justifier leur conduite et leur adjudication. p. 103

Appendices:—

1. Copie d'une pièce rédigée et signée par quatre des commissaires, au ministère des Colonies, le 31 décembre 1824. Les principes dont on devrait s'inspirer pour établir un prix moyen. p. 404

2. La moyenne des prix dans les districts Eastern, Ottawa et Gore. p. 405

3. Liste des ventes, extraite des journaux des commissaires. Ces ventes sont conformes aux instructions, étant de 200 acres ou plus et au comptant. p. 407

(Une autre copie de ces annexes suit, mais la lettre des commissaires est datée du 26 avril 1826. Sans transcription).

Série Q. 369

COMPAGNIE DU CANADA, 1826

DÉPÊCHES DIVERSES ET PERSONNELLES

Hullett à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Il lui renvoie le brouillon de la lettre et répond aux remarques qu'elle renferme au sujet du refus de Bathurst d'accepter l'adjudication des commissaires. Il transmet le brouillon d'une lettre qu'il avait écrite au début à ce sujet, ainsi qu'une minute du conseil des directeurs, où l'on refusait d'accepter communication du contenu de la lettre de Wilmot Horton. p. 126 — **1825** 19 Lower Grosvenor St., le 30 décembre.

Annexe:—

Hullett à Wilmot Horton, 19 Lower Grosvenor St., le 30 décembre 1825 (personnelle et confidentielle). p. 133

Appendices:—

(1) Remarques sur la manière dont chaque article des instructions a été mis à exécution. John Galt, le 26 octobre 1825. p. 180

(2) Liste H. Liste de cantons où les commissaires n'ont obtenu aucun renseignement sur les ventes au comptant; les dates du levé et la population. p. 205

Mémoire rédigé par Wilmot Horton pour Bathurst, au sujet d'une conversation avec C. Bosanquet. La lettre de Wilmot Horton à J. Hullet a été portée à la connaissance des directeurs de la Compagnie du Canada. Il désire des instructions, au cas où il devrait prendre quelques dispositions. p. 121 — **1826** Le 4 janvier.

Annexe:—

Wilmot Horton à Hullet, Downing St., le 13 décembre 1825 (personnelle et confidentielle). Il lui transmet confidentiellement la lettre qu'on propose d'envoyer aux commissaires; Bathurst sera heureux de recevoir les remarques personnelles des directeurs à ce sujet. (La sous-annexe manque). p. 125

H. J. Boulton, avocat de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton. Il lui renvoie une lettre de Galt qui lui fut adressée, quoique destinée à D'Arcy Boulton. Il nie avoir eu connaissance de l'affaire. Il désire savoir si l'on a fait des progrès dans le règlement des différends avec la Compagnie du Canada. (La lettre manque. Voir *Q. 362-1*, p. 153). p. 251 — Geddington Hall, le 4 janvier.

J. W. Freshfield, avocat de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton (personnelle). Il nie que Galt et lui-même aient eu quoi que ce soit à faire avec la lettre de Hullet. Les circonstances qui expliquent ses rapports avec les légistes au sujet de la charte de la Compagnie des Indes occidentales. p. 228 — New Bank Bldg., le 9 janvier.

C. Bosanquet, président de la Compagnie du Canada, à [Wilmot Horton]. Il est heureux de sa récente conversation avec Wilmot Horton et désire qu'on ait une autre réunion avant le début de la session, pourvu que, d'un commun accord, on n'adopte que certaines minutes. Ses vues sur le règlement des difficultés qui ont surgi. p. 41 — Hampstead Heath, le 11 janvier.

1826

Le 15 janvier. Wilmot Horton à Bosanquet. Il lui accuse réception de la lettre du 11 janvier et lui dit qu'il sera heureux de le voir lundi ou l'un des jours suivants. Il ne partage pas les craintes de Bosanquet au sujet de la lettre des commissaires, car le Parlement peut toujours mettre fin à une guerre d'écrits. Il offre toute son aide pour obtenir un règlement satisfaisant des difficultés. p. 40

10 Curzon St., Mayfair, le 17 janvier. Le lieutenant-colonel F. Cockburn, commissaire, à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre de Wilmot Horton, du 14 janvier; en l'absence des autres commissaires il demande, au nom de Galt et de Davidson, d'interrompre la marche de l'affaire en attendant qu'on puisse répondre à cette lettre; quelques-unes des objections qu'elle comporte n'ont pas été portées à leur connaissance. p. 1

United Service Club, le 24 janvier. Sir John Harvey, commissaire, à Wilmot Horton. Il demande une entrevue en raison d'une communication qu'il a reçue des autres commissaires. p. 32

United Service Club, le 25 janvier. Harvey à Wilmot Horton. Sa répugnance à engager une controverse avec la commission du Canada. Il fait grand cas de l'attitude prise par Bathurst. On devrait renvoyer les commissaires et les obliger à se conformer à leurs instructions de manière à satisfaire Bathurst. p. 33

10 Curzon St., le 27 janvier. Cockburn à [Wilmot Horton]. Il demande la documentation qui a été soumise à sir Giffin Wilson par J. B. Robinson, le 4 août, à laquelle il est fait allusion dans la lettre de Wilmot Horton, du 14 janvier. p. 3

10 Curzon St., le 28 janvier. John Davidson, commissaire, à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 27 janvier et demande une entrevue pour lui-même et Cockburn. Ces derniers n'ont vu que dernièrement la lettre adressée à Wilmot Horton par l'un des membres de la Compagnie du Canada; ils désirent avoir aussi en main deux lettres écrites par J. B. Robinson, auxquelles sir Giffin Wilson a fait allusion, et expliquer la demande d'aide qu'ils ont adressée à Robert Grant pour la rédaction d'un document qui donnerait satisfaction à Bathurst et à Wilmot Horton. S'il obtient l'entrevue sollicitée, il lui fera part de ce qu'il a appris à Québec au sujet de l'affaire Caldwell. p. 38

Londres, le 1er février. Harvey à Wilmot Horton. Sa demi-solde a été retenue en raison de sa nomination comme commissaire; il maintient qu'elle lui est due. p. 36

10 Curzon St., le 2 février. Cockburn à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la note du 1er février et le remercie de la permission qu'elle renferme. La pièce que lui a laissée Davidson est si griffonnée qu'elle pourrait bien ne pas être intelligible. Il se rendra au bureau dans l'après-midi mais il ne s'attend pas d'avoir une entrevue. p. 4

10 Curzon St., le 5 février. Cockburn à [Wilmot Horton]. Il s'est présenté au bureau, conformément aux instructions reçues, et il exprime ses regrets au sujet de l'indisposition de Wilmot Horton. Il demande copie des documents mentionnés dans sa lettre du 27 janvier. p. 5

1826

J. Galt, secrétaire de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un document et espère que la réponse sera prête ce soir. Les directeurs se réuniront le lendemain. Il demande quelle est la rémunération que comportent les fonctions d'arbitre du Gouvernement. (L'annexe manque). p. 62 — St. Helen's Place, le 9 février.

Galt à Wilmot Horton. Il désire consulter les plans, les estimations et les levés du canal projeté entre Kingston et la rivière Ottawa. p. 63 — St. Helen's Place, le 14 février.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il nie l'assertion qu'il a spéculé sur les actions de la Compagnie du Canada et déclare qu'il n'a accepté aucune rémunération pour ses services au conseil des directeurs. Il fait remarquer le tort causé aux actionnaires par l'immobilisation de leur capital. p. 48 — Canada House, le 16 février.

W. G. Adam, arbitre du Gouvernement, à Wilmot Horton. Il accepte la tâche qui lui est imposée; il ira le voir lundi. p. 236 — Lincoln's Inn, le 25 février.

Lettre sans signature à ————. Il propose qu'on étouffe toute l'affaire. p. 268 — Worthing, février.

Adam à Wilmot Horton. Maule, l'avocat de la Trésorerie, demande une autorisation par écrit avant de communiquer avec la Compagnie du Canada. Il promet d'aller voir Horton le jour suivant. Il désire un exemplaire du journal des commissaires. p. 239 — Lincoln's Inn, le 2 mars.

Adam à Wilmot Horton. Robert Grant ne peut aller le voir samedi; il demande un autre rendez-vous. p. 237 — Chambre des Lords, le 2 mars.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un document au sujet de la charte projetée de la Compagnie du Canada; les dangereux effets de retards. (L'annexe manque). p. 64 — 13 St. Helen's Place, le 2 mars.

Cockburn à Wilmot Horton. Au sujet de la correspondance concernant les dépenses des commissaires; il désire être renseigné sur la marche à suivre pour obtenir une rémunération. p. 6 — 37 Albemarle St., le 3 mars.

Freshfield à Wilmot Horton. Il lui transmet, à titre confidentiel, une résolution de la compagnie où l'on déclare qu'il ne serait pas pratique d'accepter la charte avant de connaître toutes les conditions que comporte la cession des terres. p. 230 — New Bank Bldg., le 6 mars.

Annexe:—

La résolution. p. 231

H. J. Boulton à Wilmot Horton. Il lui accuse réception d'un ordre. La situation des citoyens américains qui vivent au Canada et se trouvent maintenant classés comme étrangers. p. 253 — Downing St., le 7 mars.

J. C. H[erries] à Wilmot Horton. Il lui renvoie la correspondance échangée entre Galt et Wilmot Horton. La Trésorerie désire obtenir les 25,000 louis, mais il ne faut pas que cette question compromette le résultat des négociations. p. 261 — Trésorerie, le 9 mars.

1826

37 Albemarle St., le 11 mars. — Cockburn à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 10 mars et le remercie de la décision qu'on a prise de défrayer les dépenses personnelles des commissaires en attendant que soit déterminé à qui revient cette obligation. p. 7

Lincoln's Inn, le 20 mars. — Adam à Wilmot Horton (personnelle). Il a lu toute la documentation et il demande l'aide de l'avocat de la Trésorerie pour préparer la cause qui sera soumise à l'arbitre. p. 238

4 Baker St., le 25 mars. — Certificat de sir John Harvey, commissaire: le chiffre de ses dépenses. p. 9

13 St. Helen's Place, le 27 mars. — J. Galt, commissaire, à Cockburn. Les dépenses occasionnées par son séjour à Londres. p. 10

Le 27 mars. — John Davidson, commissaire, à Cockburn. Les dépenses occasionnées par son séjour à Londres. p. 11

St. Helen's Place, le 27 mars. — Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande une réponse à sa dernière lettre; on lui a promis des instructions. Le renvoi cause de grandes inquiétudes et on est impatient d'en connaître l'issue. Il demande la permission d'affranchir une partie d'un roman. p. 66

25 Duke St., Westminster, le 27 mars. — R. Downie, directeur de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de Galt au sujet de la commission que celui-ci réclame sur les sommes versées par la Compagnie du Canada au Gouvernement. p. 262

Annexe:—

Galt à Downie, St. Helen's Place, le 25 mars 1826. p. 263

Le 28 mars. — Certificat de Cockburn: le chiffre de ses dépenses. p. 8

Annexe:—

Les dépenses des commissaires. (Sans date). p. 12

Canada House, le 31 mars. — Bosanquet à Wilmot Horton. Il désire une entrevue afin de discuter la question des dépenses supplémentaires. p. 50

27 Bury St., le 31 mars. — Boulton à Wilmot Horton. Il répond à des remarques faites par Galt dans une lettre à Wilmot Horton, du 9 mars 1826, au sujet des arrangements conclus avec la Compagnie du Canada. (Voir la lettre de Galt, *Q. 368*, p. 54). p. 255

17 Henrietta St., le 4 avril. — Bosanquet à [Wilmot Horton]. Wilmot Horton devrait user de son influence pour mettre fin à l'incertitude en ce qui concerne les affaires de la compagnie. Il est sûr que le document explicatif que les commissaires enverront ou ont déjà envoyé répondra d'une manière satisfaisante aux objections de Bathurst. p. 51

Lincoln's Inn, le 5 avril. — Adam à Wilmot Horton (personnelle). Il demande les rapports des greffiers et lui transmet un mémoire qui fait connaître la formule de soumission; à son avis, celle-ci ne comporte aucune objection, mais il ne saurait approuver l'acceptation qui l'accompagne. p. 240

Annexe:— 1826

La formule de soumission. (L'autre annexe manque). p. 241

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande une entrevue au sujet des affaires de la compagnie. p. 67 — Canada House, le 6 avril.

Cockburn à ————. Au sujet de la lettre du 10 avril, il demande qu'on fasse officiellement savoir à lord Palmerston qu'on a l'intention d'accorder aux commissaires leur demi-solde pendant l'exercice de leurs fonctions. p. 13 — 37 Albemarle St., le 11 avril.

Wilmot Horton à Adam. Il lui donne la formule de renvoi à sir John Richardson. p. 242 — Downing St., le 12 avril.

Adam à Wilmot Horton. Il lui transmet une formule de lettre destinée à la Compagnie du Canada, où l'on consent à soumettre la question à l'arbitrage de sir John Richardson. Grant est d'accord. Il promet d'aller voir sir John Richardson aussitôt qu'il aura reçu une réponse. p. 243 — Lincoln's Inn, le 14 avril.

Annexe:—

Formules de lettre et d'acceptation de la part de la compagnie. p. 244

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Sa conversation avec Stephen a obvié à la nécessité d'une entrevue. Ses vues sur les arrangements et le renvoi de la question à sir John Richardson. p. 68 — St. Helen's Place, le 17 avril.

Wilmot Horton à Adam. Les circonstances qui ont amené Bathurst à réserver le droit d'appel au Conseil privé; il fait remarquer qu'il n'a pas l'intention d'y avoir recours. p. 246 — Downing St., le 17 avril.

Cockburn à ———— (personnelle). Il demande s'il devrait renouveler sa demande pour le payement de ses dépenses. p. 14 — 37 Albemarle St., le 22 avril.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande une entrevue au sujet de la teneur d'une lettre qu'il a reçue du Haut-Canada. p. 71 — St. Helen's Place, le 26 avril.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet un mémoire explicatif au sujet de la lettre des commissaires du 17 janvier 1826. Il regrette la longueur de la communication. (L'annexe manque. Voir *Q. 368-1*, p. 103: annexe à la dépêche de Grant à Wilmot Horton, du 10 mai, p. 101). p. 15 — 37 Albemarle St., le 28 avril.

Cockburn à Wilmot Horton. La lettre de R. Grant ne peut être envoyée avant la fin de l'après-midi. Le double du mémoire explicatif sera envoyé lundi. Il offre de retarder la question de l'émigration si Wilmot Horton est trop affairé actuellement pour s'en occuper. p. 17 — Ministère des Colonies, le 29 avril.

Le révérend John Strachan, agent de la corporation du clergé, à Wilmot Horton. Il lui transmet les réponses aux questions qui lui furent adressées au sujet des négociations avec la Compagnie du Canada. Si Galt voit la cinquième question, ainsi que la réponse, il sera peut-être peu disposé à favoriser une réunion. p. 213 — Le 5 mai.

1826

Annexe:—

Les questions adressées au Dr Strachan; réponses. p. 214

St. Helen's Place, le 6 mai.

Galt à Wilmot Horton. Il lui demande d'apposer sa signature à un document ainsi que la permission d'emprunter le double de l'écrit de Grant intitulé: Le serpent de mer. p. 72

Le 12 mai.

Cockburn à [Wilmot Horton]. Il demande de nouveau le payement des dépenses des commissaires ainsi qu'une rémunération pour Grant qui a aidé à rédiger et à copier le mémoire explicatif. p. 18

Ministère des Colonies, le 13 mai.

Galt à Wilmot Horton. La divergence d'opinions entre Strachan et lui-même ne porte plus que sur un point. Il promet d'user de son influence pour que la compagnie partage sa manière de voir; mais si Bathurst est hostile, il demeurera neutre. p. 73

19 Bury St., le 13 mai.

Le révérend John Strachan, agent de la corporation du clergé, à Wilmot Horton. Le point sur lequel il ne partage pas l'avis de Galt. Il ne perd pas espoir. p. 74

19 Bury St., St. James', le 22 mai.

Strachan à Bathurst. Il lui transmet la minute de l'entente qui a été conclue par suite d'une consultation avec Galt; les avantages que comporte la substitution d'un lot de terre aux réserves du clergé. p. 218

Annexe:—

La minute. p. 221

43 Curzon St., le 26 mai.

Cockburn à ————. Il renouvelle sa demande du 12 mai pour obtenir une entrevue. p. 20

43 Curzon St., le 29 mai.

Cockburn à Wilmot Horton. Il lui transmet une note de Galt ainsi que le compte définitif des commissaires et lui rappelle les conditions qui engagent la compagnie à défrayer les dépenses de cette nature. p. 21

Annexes:—

(1) Galt à Cockburn. Lundi. Il lui demande d'envoyer le compte final des commissaires à Wilmot Horton afin que celui-ci en réclame le payement à la réunion du conseil le lendemain. p. 23

(2) Compte final. Etat des sommes dues aux commissaires du Canada, Londres, le 26 mai 1826. p. 24

27 Bury St., le 29 mai.

Boulton à Wilmot Horton. Il demande une indemnité pour faire face aux dépenses occasionnées par son séjour en ville. p. 260

43 Curzon St., le 31 mai.

Cockburn à ———— (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 20 mai et déclare que les directeurs de la Compagnie du Canada ne défrayeront les dépenses en question que si l'on considère cette somme comme une avance. Si l'on concédait ce point, la réclamation de Grant pourrait être soldée immédiatement et la question jugée plus tard. p. 25

1826

[Wilmot Horton] à Bosanquet. Bathurst désire que la Compagnie du Canada communique sous peu avec le Dr Strachan qui est arrivé en Angleterre, car l'arbitrage pourrait être considéré comme nul si la compagnie consentait à accepter un lot au lieu des réserves du clergé. Ce dernier arrangement pourrait être plus profitable pour la compagnie. Les avantages de cette proposition et les désavantages de l'autre méthode. p. 54 — Downing St., mai.

[Wilmot Horton] à Bosanquet. Le mauvais état de santé de sir John Richardson rend nécessaire le choix d'un autre arbitre, à moins qu'on ne s'entende sur une contre-proposition. Distinction entre les réserves de la Couronne et celles du clergé. Strachan serait bien vu comme arbitre; il pourrait avoir une entrevue avec Galt et l'un des commissaires. Si cette conférence n'aboutit à rien, il faudra choisir un nouvel arbitre. p. 59 — Downing St., mai.

Cockburn à ————. La Compagnie du Canada a versé le montant des frais des commissaires. p. 26 — 43 Curzon St., le 2 juin.

Galt à Wilmot Horton. Il demande des exemplaires du rapport du comité de l'Emigration, si ce rapport est imprimé. p. 76 — Canada House, le 10 juin.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il réclame sa commission de 2½ pour cent des payements que devra faire la Compagnie du Canada. p. 77 — 13 St. Helen's Place, le 21 juin.

Galt à Wilmot Horton. Ses raisons de réclamer 2½ pour cent des versements de la Compagnie du Canada. p. 79 — 13 St. Helen's Place, le 29 juin.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande le rapport qui doit être revisé ainsi que le document des commissaires. Il lui transmet un tracé du canton où se trouve située la petite péninsule. p. 83 — St. Helen's Place, le 10 juillet.

J. S. Copley, procureur général, à Wilmot Horton. A la suite d'une entrevue avec J. W. Freshfield, il ne voit aucune objection à l'émission d'une charte pour la Compagnie du Canada. L'ébauche sera préparée aussitôt que possible. p. 226 — George St., le 11 juillet.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). On n'attend pas le procureur général en ville avant le 1er août; il demande qu'on lui écrive afin que la compagnie ne perde pas une autre année. p. 84 — St. Helen's Place, le 15 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Il demande qu'on donne des ordres pour que la charte soit envoyée au procureur général. p. 86 — St. Helen's Place, le 17 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Il demande le mandat, s'il a été signé, afin que le procureur général puisse terminer le projet de loi. p. 87 — St. Helen's Place, le 26 juillet.

Galt à Wilmot Horton. Il demande une note pour sir William Knighton, afin que ce dernier puisse se procurer le mandat. A cette condition, le projet de loi serait terminé mardi. p. 88 — St. Helen's Place, le 29 juillet.

Brouillon d'une lettre [au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada] que propose Galt. L'entente conclue avec la Compagnie du Canada; il donne les instructions de ne pas faire d'autres levés — Juillet.

1826 dans les districts London et Western tant que l'étendue d'un million d'acres n'aura pas été transférée à la compagnie. p. 81

Le 2 août. Adam à Wilmot Horton. Il lui renvoie la documentation qui se rapporte à la Compagnie du Canada. p. 247

Le 8 août. Galt à Wilmot Horton. Il demande une entrevue pour traiter des affaires de la compagnie. p. 89

43 Curzon St., le 24 août. Cockburn à Wilmot Horton. Accusé de réception de la lettre du 23 août. Il le remercie d'avoir obtenu la promesse suivante: la demi-solde qu'avaient cessé de recevoir sir John Harvey et lui-même leur sera versée à titre d'indemnité militaire. p. 27

Canada House, le 25 août. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un document et lui demande une entrevue avant de prendre un parti. Il est envoyé au Canada par la compagnie et désire discuter certains points. (L'annexe manque). p. 90

Canada House, le 4 septembre. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Plusieurs de ses lettres sont restées sans réponse; il veut décider certaines questions au sujet des sommes payables au Gouvernement. Il a l'intention de partir le 1er octobre. p. 92

Canada House, le 6 septembre. Galt à Wilmot Horton. Le conseiller juridique de l'Amirauté menace de poursuivre l'éditeur de la carte de la Compagnie du Canada qui a publié tant de levés obtenus de ce bureau. Il demande qu'on répare cette erreur. p. 93

Canada House, le 9 septembre. Galt à Wilmot Horton. Il transmet un brouillon des instructions qu'il apportera au Canada et demande si Wilmot Horton a quelque chose à lui proposer. On a l'intention de lui accorder un pouvoir discrétionnaire en prévision de l'arrivée des colons au printemps. p. 94

Annexe:—

Brouillon des instructions à Galt, du 4 septembre 1826. p. 97

Broadlands, le 10 septembre. Wilmot Horton à Galt (personnelle). Il lui renvoie le brouillon des instructions; son opinion à ce sujet. p. 95

Joxall Lodge, près Lichfield, le 11 septembre. J. Stephen, conseil du ministère des Colonies, à Wilmot Horton. Il n'a pas les documents en main et ne peut se prononcer sur le degré de justesse de l'interprétation de Galt en ce qui concerne l'entente, mais il critique l'attitude de celui-ci quant à la conduite des opérations financières. p. 227

Canada House, le 12 septembre. Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il répond aux critiques de Wilmot Horton sur le brouillon des instructions données par la Compagnie du Canada et transmet ce brouillon à W. Dunlop, gardien des bois et forêts de la compagnie. Il demande un brevet d'officier dans l'armée pour le fils du Dr Strachan. p. 102

Annexe:—

Le brouillon des instructions, Canada House, septembre 1826. p. 105

1826

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui renvoie la lettre de Hill et fait des observations sur les propositions de la Trésorerie au sujet des versements dus par la Compagnie du Canada. (L'annexe manque). p. 111 — Canada House, le 15 septembre.

Galt à Wilmot Horton. Il lui demande d'accueillir favorablement copie d'une carte publiée par la Compagnie du Canada. p. 113 — Canada House, le 22 septembre.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet un exposé sommaire du cas du réclamant afin qu'on puisse prendre des mesures pour voir le chancelier de l'Echiquier. (L'annexe manque). p. 114 — Canada House, le 29 septembre.

Galt à Wilmot Horton. On a discuté la question des 5,000 louis avancés par la compagnie; la décision est laissée à J. W. Freshfield et à J. Stephen. Difficultés du point de vue légal. Il lui dit qu'il ira le voir le jour suivant. p. 115 — Canada House, le 3 octobre.

Stephen à Wilmot Horton. Accusé de réception de la communication du 14 novembre. Il lui annonce sa visite pour le jour suivant. p. 232 — New Bank Bldg., le 16 novembre.

Freshfield à Wilmot Horton. Il le met au courant d'une conversation qu'il a eue avec Wilmot Horton, au sujet des conditions de l'entente qui seraient modifiables à la fin de la deuxième année au cas où la compagnie se trouverait dans l'impossibilité de les remplir. L'entente et les versements dus; il croit que la compagnie fera un versement dans le courant de la semaine. p. 233 — New Bank Bldg., le 15 décembre.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet copie de la seule lettre d'affaire qu'il ait écrite à la compagnie depuis son arrivée au Haut-Canada. Il promet de lui envoyer des extraits d'un curieux rapport sur l'émigration. Il propose qu'on encourage des personnes de haut rang et de familles distinguées à s'établir au Canada; George Wyndham qui l'accompagne deviendrait colonisateur si on lui accordait certaines faveurs. p. 116 — York, Haut-Canada, le 30 décembre.

Annexe:—

Galt à la Compagnie du Canada, York, le 28 décembre 1826. Au sujet de la lettre du 16 décembre, il déclare ne pouvoir donner plus de renseignements satisfaisants en ce qui concerne ses instructions. Mesures prises dans le Haut-Canada au sujet de la charte. On est prêt à accorder à Dunlop une juridiction très étendue à titre de juge de paix. On a reçu plus de 130 demandes de réserves. p. 117

Brouillon de renvoi du rapport des commissaires [à sir John Richardson]. p. 28 — Sans date. [Mai].

Ignotus à ————. Il n'est pas en faveur d'accorder une charte à la Compagnie du Canada et prétend qu'aucun des premiers actionnaires ne fait actuellement partie de la compagnie. p. 266 — Sans date. Reçue le 14 février.

Ignotus à ————. Il lance de nouvelles accusations d'agiotage contre la Compagnie du Canada. p. 269 — Sans date. Reçue le 22 février.

Mémoire: le résultat des instructions données aux commissaires. p. 248 — Sans date.

Série Q. 370

COMPAGNIE DU CANADA, 1826

1826

Sauf celles qui sont inventoriées ci-après, les dépêches que renferme ce volume sont des doubles et n'ont pas été transcrites.

New Bank Bldg., le 24 février.

Freshfield à Wilmot Horton. Il lui transmet une autre copie du brouillon de la charte de la Compagnie du Canada et lui remet en mémoire le rapport des légistes sur cette question. (L'annexe manque). p. 278

George St., le 5 août.

J. S. Copley, procureur général, à Wilmot Horton. Au sujet de la charte, l'autorisation n'aurait pas dû être envoyée pour la signature avant la réception du rapport des légistes. Il croit que Galt a obtenu cette autorisation de façon irrégulière. p. 279

Série Q. 371

COMPAGNIE DU CANADA, 1827

Sans date.

Mémoire sur les discussions entre lord Bathurst et la Compagnie du Canada [par Wilmot Horton]. p. 147

1827

DIRECTEURS

Canada House, le 27 janvier.

T. Smith, pour le secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 10 janvier et déclare que 300 louis ont été accordés au Dr Strachan et portés au compte du Gouvernement. p. 1

Canada House, le 15 février.

C. Bosanquet, membre du conseil d'administration de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton. Il lui transmet un état des payements faits par la Compagnie du Canada et demande qu'on en accuse réception sous forme de reçu acceptable par le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Les sommes dues et l'unité monétaire de la province. Quel est le fonctionnaire provincial qui devra recevoir les versements à l'avenir? Il faudra lui donner ses instructions. p. 2

Annexe:—

Etats des payements. p. 4

Pénitencier général, Millbank, le 3 mars.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il attire l'attention sur les points qu'il désire discuter lundi; il propose qu'on nomme T. Ridout, inspecteur général du Haut-Canada, à un emploi qui relève de la compagnie. On devra accuser réception des sommes déjà versées par cette dernière. Il désire plus de renseignements sur la proposition d'envoyer des émigrants aux frais du Gouvernement. p. 6

Canada House, le 15 mars.

Bosanquet à Wilmot Horton. Il lui transmet un extrait des procès-verbaux concernant le règlement des comptes avec le Gouvernement. p. 8

Annexe:—

Les procès-verbaux, le 13 mars 1827. p. 9

Sous-annexe:—

Etat des payements effectués. p. 10

1827

Bosanquet à Wilmot Horton. Accusé de réception de deux lettres du 21 mars. Raisons pour lesquelles la compagnie ne peut verser à la Trésorerie les 2,000 louis que nécessite la liste civile. On pourra toutefois verser cette somme au Canada ainsi que les 500 louis requis pour le Dr Strachan. p. 11 — Canada House, le 29 mars.

Note de la Compagnie du Canada concernant le genre de colons désirés et l'encouragement qu'on devrait leur accorder. p. 13 — Le 26 avril.

S. McGillivray, président du comité de la correspondance, à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 23 mai, adressée à Bosanquet. A son avis, les directeurs approuveront toute date qu'on pourrait fixer pour les versements; il offre d'aller le voir pour régler les détails de l'affaire. Le règlement des arriérés est la première question qui s'impose. p. 15 — Canada House, le 25 mai.

McGillivray à Wilmot Horton. Il sollicite une entrevue afin de discuter une résolution que la Compagnie du Canada a adoptée et qui correspond à la teneur de la lettre personnelle qu'il lui a adressée le 25 mai. p. 17 — 2 Suffolk Lane, le 30 mai.

McGillivray à Wilmot Horton. Il lui transmet le nouveau prospectus de la Compagnie du Canada; il est prêt à produire ce texte devant le comité de l'émigration. (L'annexe manque). p. 18 — Athenaeum, le 4 juin.

McGillivray à Wilmot Horton. Il est toujours prêt à le rencontrer, mais il ne peut attendre plus longtemps. p. 19 — Downing St., le 11 juin.

McGillivray à Wilmot Horton (personnelle). Accusé de réception de la note du 11 juin. Commentaires sur la note de Wilmot Horton, du 1er juin, au sujet des sommes versées par la Compagnie du Canada. Il lui transmet un extrait d'une lettre à Galt au sujet du taux du change et lui dit qu'il ira le voir pour régler ce point. La question de céder une certaine étendue de terre au lieu des réserves du clergé peut être laissée en suspens jusqu'après la prorogation. Il le remercie de la note qu'Easthope lui a apportée. p. 22 — Suffolk Lane, le 12 juin.

Annexe:—

L'extrait de la lettre de McGillivray à Galt, Londres, le 6 juin 1827. p. 23

McGillivray au vicomte Goderich, secrétaire d'Etat. Il lui demande d'accepter la carte du Haut-Canada, de la compagnie, et lui transmet un exemplaire de cette carte montée sur rouleaux ainsi qu'une série de tracés qu'on devra garder au bureau, à titre de renseignements. p. 26 — Canada House, le 3 août.

McGillivray à Goderich. Il demande de quelle manière on pourrait transmettre la carte qui a été acceptée par le Roi. p. 29 — Canada House, le 3 août.

McGillivray à Goderich. Il demande une entrevue pour discuter les points qui ont été soulevés par le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada en ce qui concerne le règlement de diverses questions entre le ministère des Colonies et la Compagnie du Canada. Si l'on n'a pas reçu copie de la correspondance de Galt, la compagnie pourra fournir copie des lettres reçues par les directeurs. p. 27 — Canada House, le 3 août.

1827
Downing St., le 11 août.

R. W. Hay, sous-secrétaire, à McGillivray. Il lui accuse réception de la lettre du 3 août. Goderich n'a pas encore reçu la correspondance échangée entre Galt et le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada; il sera heureux de recevoir copie des lettres reçues de Galt, après quoi il pourra fixer la date d'une entrevue. p. 30

Canada House, le 13 août.

McGillivray à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 11 août et lui transmet copie des lettres reçues de Galt. P. 31

Annexes:—

(1) J. Galt, surintendant, au major général sir Peregrine Maitland, York, le 10 mars. Les lots tenus par des colons, mais qui semblent appartenir à la Compagnie du Canada, et les réserves de la Couronne dans certains cantons non arpentés. Il désire en venir à un arrangement par lequel la compagnie pourrait arpenter un million d'acres qui lui ont été concédées en remplacement des réserves du clergé. L'ouverture du chemin qui devait être construit à travers les réserves du clergé dans le canton d'Halton pourrait être retardée jusqu'après l'arpentage des terres par la compagnie. (Au dos: K. 1). p. 32

(2) Galt au major Hillier, secrétaire du lieutenant-gouverneur, York, le 4 mai. Au sujet de la lettre du 10 mars, il reste encore deux points à régler: (1) les moyens à prendre pour éviter des erreurs et inadvertances dans les rapports des occupants et (2) la demande d'arpentage du million d'acres. Il le remercie de lui avoir permis de lire la lettre de l'inspecteur général; la ligne de conduite que cette lettre l'aurait forcé d'adopter, si elle avait été définitive, est indiquée dans les notes qu'il lui transmet. (Au dos: K. 2). p. 36

Sous-annexe:—

Les notes. Le 30 avril 1827. (Au dos: K. 5). p. 46

(3) Galt à Maitland, York, le 4 mai 1827. Il le remercie de lui avoir permis de voir les remarques de l'inspecteur général, au sujet de sa lettre du 10 mars; il ne partage pas l'opinion de ce fonctionnaire sur la découverte d'erreurs dans les rapports concernant l'établissement ni sur l'arpentage du million d'acres de terre en question. (Au dos: K. 3). p. 37

Annexe à cette sous-annexe:—

T. Ridout, inspecteur général, à Hillier, York, le 17 mars 1827. Rapports sur les remarques de Duncan McDonald, arpenteur, à W. Dunlop, gardien de la compagnie, au sujet de la lettre de Galt, du 10 mars. (Au dos: K. 4). p. 41

(4) Hillier à Galt, Edifice du Gouvernement, York, le 29 mai 1827. Il lui fait part de la décision de Maitland sur les points soulevés dans la lettre de Galt, du 10 mars, et déclare que la question des réserves du clergé dans les cantons non arpentés et celle de l'arpentage du million d'acres seront soumises au ministère des Colonies. (Au dos: K. 6). p. 53

(5) Galt à Hillier, York, le 9 juin 1827. Il lui accuse réception de la lettre du 29 mai et soumet d'autres observations sur l'affaire en question. (Au dos: K. 7). p. 59

1827

McGillivray à Goderich. Il lui accuse réception de la lettre du 11 août et lui transmet la carte et les tracés qui seront présentés au Roi. p. 64 — Canada House, le 13 août.

McGillivray à Wilmot Horton. Il lui demande d'étudier la correspondance, entre Galt et Maitland, qui fut transmise au ministère des Colonies le 13 août; il désire une entrevue à ce sujet. p. 65 — Bureau de la Compagnie du Canada, le 6 septembre.

McGillivray à W. Huskisson, secrétaire d'Etat. Il lui transmet copie d'une lettre adressée par Galt à Wilmot Horton, au sujet des secours accordés aux émigrants de La Guayra (Colombie), et il espère que cette manière d'agir recevra l'approbation du Gouvernement. p. 67 — Bureau de la Compagnie du Canada, le 13 septembre.

Annexe:—

Galt à Wilmot Horton, Burlington Beach, le 30 juillet 1827. pp. 68, 178

McGillivray à Huskisson. Il lui transmet copie de sa lettre à Hay, du 13 août, ainsi que les annexes et les demandes d'entrevue. (Annexes: voir plus haut *Q. 371*, pp. 27 à 59, 67). p. 71 — Bureau de la Compagnie du Canada, le 13 septembre.

McGillivray à l'honorable E. G. Stanley, sous-secrétaire. Il ira le voir le jour suivant. p. 73 — St. Helen's Place, le 22 octobre.

McGillivray à Stanley. Il le prie d'accepter la carte de la compagnie et une série de tracés. Il lui transmet, pour Huskisson, une autre carte ainsi qu'une autre série de tracés. p. 74 — Canada House, le 24 octobre.

McGillivray à Huskisson. Il a demandé qu'on accorde une entrevue à une délégation afin de clore la controverse engagée par Galt et le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada; les versements dus par la compagnie. p. 76 — Canada House, le 25 octobre.

Annexes:—

(1) Mémoire: les détails soumis par le Haut-Canada. p. 86

(2) Extraits de la correspondance au sujet des versements dus par la Compagnie du Canada. p. 94

(a) Bosanquet à Wilmot Horton, le 15 février 1827. Il demande qu'on donne des instructions au fonctionnaire provincial qui doit recevoir les versements. p. 94

(b) Wilmot Horton à Bosanquet, Downing St., le 23 mai 1827. Il demande qu'on fixe les dates des versements que devra faire la compagnie après quoi des instructions seront données au receveur général. p. 94

(c) McGillivray à Wilmot Horton, Canada House, le 25 mai 1827. Il est d'avis que les directeurs consentiront à fixer la date que Goderich désignera pour les versements de la compagnie. p. 95

Mémoire par Stanley. Il a vu la carte de la Compagnie du Canada et a consenti à accorder une étendue de 100,000 acres pour remplacer les 50,000 à 70,000 acres de terre sans valeur qu'indique cette carte. L'échange devra être approuvé et sera en règlement de toute réclamation. Sir Thomas Cochrane désire obtenir une entrevue sous peu. p. 89 — Sans date.

1827
Sans date. Mémoire sur le règlement des points contestés. p. 90

Sans date. Mémoire sur l'entente conclue entre Stanley et McGillivray, le 23 octobre 1827, et soumise à l'approbation de Huskisson. p. 92

Canada House, le 26 octobre. McGillivray à Huskisson. Il appelle l'attention sur l'article VI de l'entente conclue avec Bathurst, le 23 mai 1826, et lui transmet une carte où est indiquée l'étendue d'un million d'acres choisie par la compagnie. Cette étendue contient environ 100,000 acres de marécage qui seront nécessairement exclues. Il lui parle de l'arpentage et demande l'autorisation de le devancer en commençant à marquer les cantons. p. 96

Canada House, le 26 octobre. McGillivray à Stanley. Il lui accuse réception de la lettre du 25 octobre et lui fait remarquer que la cour ne siégera pas avant le 5 ou le 6 novembre. p. 103

Canada House, le 27 octobre. McGillivray à Stanley. L'adresse actuelle de Bosanquet est Rock, Alnwick. p. 104

Canada House, le 5 novembre. McGillivray à Huskisson. Il lui transmet copie d'une résolution adoptée à une réunion qui eut lieu le 5 novembre: on censure la conduite de Galt à l'égard du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 105

Annexes:—

(1) La résolution, du 5 novembre 1827. p. 108

(2) J. Hullett, président, à Galt. Canada House, le 5 novembre 1827. Il reproche à Galt sa conduite envers le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 110

(3) Extrait d'une dépêche de Galt, datée du 14 juin 1827. Le Gouvernement provincial permet à la compagnie l'usage de trois acres de terre à l'entrée de la baie Burlington. p. 116

Canada House, le 5 novembre. McGillivray à Stanley. Il lui accuse réception de la lettre du 25 octobre et regrette qu'on ne puisse approuver l'aide accordée par Galt aux colons de La Guayra. Il admet que Galt, en retenant 1,000 louis, a agi d'une manière irrégulière; ce dernier a reçu les instructions de verser cette somme au receveur général. Le cas des émigrants est pénible; instructions à qui de droit. p. 117

St. Helen's Place, le 6 novembre. McGillivray à Stanley. Il demande qu'on étudie aussitôt que possible ses lettres des 25 et 26 octobre adressées à Huskisson. Il espère que la manière d'agir des directeurs a été satisfaisante. p. 120

Canada House, le 17 novembre. McGillivray à Huskisson. Il ira le voir mardi accompagné d'Easthope et de Hullett. Bosanquet est au Northumberland et ne reviendra pas avant Noël. p. 121

Sans date. La Compagnie du Canada.

N° 1. Description de l'étendue à choisir, telle qu'indiquée sur la carte N° 1. p. 122

N° 2. Description de l'étendue à choisir, telle qu'indiquée sur la carte N° 2. p. 127

1827

Minute de l'entente conclue entre Huskisson et la Compagnie du Canada au sujet du million d'acres de terre que devra choisir la Compagnie du Canada. p. 133 — Downing St., le 10 décembre.

McGillivray à Stanley. Il maintient que l'étendue à choisir de la carte N° 2 contient 99,520 acres de marécage. p. 131 — Canada House, le 11 décembre.

McGillivray à Stanley. Il le remercie de la communication et demande que la minute ci-incluse ne soit pas soumise à Huskisson avant le 18 décembre. p. 132 — Canada House, le 14 décembre.

Annexe:—

La minute au sujet de l'entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 133

McGillivray à Stanley. Remarques sur les terres marécageuses mentionnées dans la minute concernant l'étendue de terre que devra choisir la Compagnie du Canada. p. 139 — Canada House, le 19 décembre.

McGillivray à Stanley (personnelle). Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec Wilmot Horton, au sujet des versements dus au receveur général le 1er juillet 1827. La déclaration de Galt en ce qui concerne l'erreur commise par la Trésorerie: la somme due le 1er juillet n'est pas encore déterminée. La somme de 7,500 louis sera payable le 20 décembre et une autre somme de 7,500 louis, le 20 juin 1828. (Les annexes manquent). p. 142 — Canada House, le 19 décembre.

McGillivray à Stanley (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 20 décembre et regrette que certaines propositions soumises au sujet des terres marécageuses n'aient pas été approuvées. Autres remarques là-dessus. p. 144 — 7 Lancaster St., le 22 décembre.

J. Galt

Galt, surintendant de la Compagnie du Canada, à Wilmot Horton (personnelle). Il a donné une lettre de recommandation à Wyndham qui retourne en Angleterre afin de prendre des dispositions pour s'établir au Canada. Le Gouvernement devrait encourager des personnes de qualité à coloniser le Canada. Il a demandé à l'Assemblée du Bas-Canada de donner sa décision finale sur la proposition du Haut-Canada concernant la liquidation des réclamations. Progrès effectués en cette matière. p. 151 — Québec, le 5 février.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet copie d'une lettre concernant la proposition de rendre la rivière Petite Nation navigable, ainsi que copie d'une pétition qui sera présentée dans l'intérêt des presbytériens de Lochiel. En accordant ces secours, il faudrait tenir compte du nombre des pétitionnaires et de leur désir de contribuer. p. 154 — Québec, le 15 février.

Annexes:—

(1) W. Dunlop, gardien des bois et forêts de la Compagnie du Canada, à Galt, Québec, le 5 février, 1827. p. 156

(2) La pétition. p. 159

1827
New-York, le 7 avril.

Galt à Wilmot Horton. Il lui transmet des documents et préconise l'aide aux émigrants. p. 162

Annexes:—

(1) Liste des sujets britanniques qui ont émigré du Royaume-Uni à New-York; liste de ceux qui ont émigré dans les possessions de Sa Majesté en Amérique du Nord, mais qui sont allés ensuite se fixer dans l'Etat de New-York au cours des années 1824, 1825 et 1826. p. 164

(2) (a) Billet de route des colons de la Compagnie du Canada. p. 166

(b) Avis publié par J. C. Buchanan, consul britannique à New-York, le 5 avril 1827. p. 169

Guelph, le 2 juin.

Galt à Wilmot Horton (personnelle). Accusé de réception de la lettre du 1er mars. Il justifie sa conduite envers sir Peregrine Maitland et ses vues au sujet des lettres envoyées à l'éditeur du *Colonial Advocate*. p. 167

York, le 14 juin.

J. Smith fils, sous-inspecteur provincial, à Wilmot Horton. Conformément aux ordres de Galt, il lui transmet un extrait d'un rapport concernant les terres de la compagnie au Northumberland. La partie soulignée se rapporte à un terrain réservé pour Wilmot Horton. Cette terre ne convient pas aux fins auxquelles on la destine et il désire connaître la décision de Horton à ce sujet. p. 172

Annexe:—

Extrait, le 12 juin 1827. p. 174

Burlington Beach, le 30 juillet.

Galt à Wilmot Horton. (Voir l'annexe à la lettre de McGillivray à Huskisson, du 13 septembre 1827, *Q. 371*, p. 68). p. 178

York, le 21 août.

Galt à Wilmot Horton. Pour faire suite à sa lettre du 30 juillet, il donne d'autres renseignements au sujet de l'aide accordée aux émigrants de la Guayra. p. 181

York, le 22 septembre,

Galt à Wilmot Horton. Pour faire suite à sa lettre du 21 août, il lui donne des renseignements supplémentaires sur les émigrants de La Guayra. p. 183

York, le 8 novembre.

Galt à Wilmot Horton. Il a reçu une lettre de McGillivray où ce dernier critique l'aide accordée aux émigrants de La Guayra. Il cherche à se justifier. p. 184

York, le 12 novembre.

Galt à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Il justifie sa conduite et discute l'avenir de la compagnie. p. 187

York, le 24 décembre.

Galt à Huskisson. Remarques sur les plaintes qu'on a formulées au sujet du ton de sa correspondance avec Maitland; il lui transmet copie de sa lettre à la compagnie. De quelle manière a-t-il privé la compagnie du moyen de communiquer avec le Gouvernement? p. 191

Annexe:—

Galt à la Compagnie du Canada, York, le 24 décembre 1827. Accusé de réception de la dépêche du 5 décembre. Il demande que la résolution renfermée dans cette lettre soit annulée. p.193

Extraits de la correspondance échangée entre Galt et le Gouvernement provincial. (Voir ces lettres, Série *Q. 371*, pp. 32 à 59). p. 194 — 1827 Sans date.

TRÉSORERIE

J. C. Herries, secrétaire de la Trésorerie, à Wilmot Horton. Accusé de réception des lettres des 23 et 31 mars. Lorsque la Trésorerie connaîtra la date des payements qu'elle doit recevoir ainsi que leur chiffre, elle pourra donner des instructions sur le montant à déduire des sommes versées en Angleterre en raison du change, aussi sur le règlement des comptes impayés. p. 221 — Bureau de la Trésorerie, le 16 avril.

R. GRANT, ARBITRE DE LA COMPAGNIE

Grant à R. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet son compte et fait allusion aux explications déjà données. p. 223 — Lincoln's Inn, le 20 août.

Annexe:—

Le compte. p. 224

Série Q. 371A

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1825-1827

1825

Sauf celles qui sont inventoriées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G*, vol. 61-63, avec supplément. (Voir les rapports sur les Archives publiques du Canada, 1935 et 1937).

Le comte de Bathurst, secrétaire d'Etat, au major général sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Il lui accuse réception de la dépêche du 8 octobre; il approuve la concession de deux acres de terre à J. Small, près de l'endroit où ce dernier demeure; ce domaine sera accordé en toute propriété; nulle autre concession. p. 4 — Downing St., le 12 janvier.

R. W. Horton, sous-secrétaire, à Maitland. Il lui transmet copie de la lettre de A. Glen qui demande une terre en récompense de ses services dans la marine. (L'annexe manque). p. 7 — Downing St., le 25 février.

Bathurst à Maitland. Il lui accuse réception de la dépêche du 29 octobre; les accusations portées contre N. B. Doucet, agent pour les sauvages à Caughnawaga. Après avoir enquêté sur les circonstances qui entourent cette affaire, Bathurst croit que ces accusations ne sont pas fondées; les sauvages et sir John Johnson n'ont pas réussi à inculper Doucet. p. 8 — Downing St., le 31 mars.

Bathurst à Maitland. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 février; la question de l'achat de lopins de terre près de la citadelle de Québec, où s'effectuent certains travaux, devra être soumise à la commission des ingénieurs envoyés récemment au Canada. p. 31 — Downing St., le 27 avril.

Bathurst à Maitland. Il lui accuse réception de la dépêche du 27 décembre; la demande de l'inspecteur général qui désire obtenir l'arriéré de ses appointements devra être soumise à la Législature provinciale. p. 33 — Downing St., le 27 avril.

1825

Downing St., le 10 mai. Bathurst à Maitland. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 mars et approuve la nomination de James Macaulay qui devient membre du Conseil législatif. p. 34

Downing St., le 22 juillet. Bathurst à Maitland. Les remarques de Maitland sur les aubains dans le Haut-Canada arrivèrent trop tard; impossibilité de proposer là-dessus une mesure quelconque au cours de la présente session. Il lui permet de soumettre à la Législature du Haut-Canada un projet de loi qui accorderait les droits de sujets britanniques aux citoyens américains alors établis dans le Canada, aux officiers licenciés, aux soldats de bataillons étrangers dans l'armée britannique ainsi qu'à tous les autres étrangers du Canada qui ont été considérés jusqu'ici comme sujets britanniques. Il n'est pas nécessaire de réserver de projet de loi à l'assentiment royal à moins que Maitland ne croit opportun de le faire; les stipulations futures concernant la naturalisation des émigrants. p. 43

Downing St., le 22 juillet. Bathurst à Maitland. Les honoraires habituels concernant les patentes de terre devront être payés à même les revenus de la Couronne lorsque ces patentes seront accordées à des personnes qui ont droit de recevoir des terres à titre gratuit. p. 49

Downing St., le 30 juillet. Bathurst à Maitland. Il lui demande un rapport général sur les îles des lacs et des rivières du Haut-Canada qui appartiennent toujours à la Couronne. Il faudra rédiger ce rapport sans se transporter sur les lieux; les dépenses qui en résulteront devront être acquittées à même les revenus de la Couronne. p. 56

Windsor, le 5 octobre. Autorisation de nommer L. P. Sherwood juge de la cour du Banc du Roi du Haut-Canada. p. 67

1826

Downing St., le 2 janvier. Bathurst à Maitland. George Coombs, sellier, demeurant dans les environs de Détroit, désire obtenir une terre près de sa demeure. Bathurst demande à Maitland d'étudier cette requête. p. 78

Downing St., le 23 mars. Bathurst à Maitland. Il lui présente Robert Thomas et Hugh Harding qui ont l'intention de s'établir dans le Haut-Canada. p. 96

Downing St., le 15 avril. Bathurst à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie relative aux comptes du receveur général et il lui demande d'étudier sans plus tarder les instructions qu'elle renferme. Il faudra envoyer les comptes sans retard. (L'annexe manque. Voir *Q. 342*, p. 176). p. 97

Downing St., le 1er mai. Horton à Maitland. Il lui présente Henry Tims (?), architecte et entrepreneur, qui se propose de s'établir dans le Haut-Canada. p. 100

Downing St., le 4 mai. Bathurst à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui donne l'assurance que la somme de 1,500 louis sera prise à même la caisse militaire pour venir en aide à la construction de l'église à Kingston; cet octroi sera accordé en compensation de l'espace réservé aux troupes à l'église. (L'annexe manque. Voir *Q. 342*, p. 179). p. 102

Downing St., le 16 mai. Horton à Maitland. Il lui présente William Gapper qui se propose de cultiver une terre dans le Haut-Canada. p. 103

1826

Bathurst à Maitland. Il accuse réception de la dépêche du 24 mars; il regrette que la pénurie des fonds ne lui permette pas de payer les traitements des ministres de l'Eglise d'Ecosse. p. 107 — Downing St., le 6 juin.

Bathurst à Maitland. Il accuse réception de la dépêche du 3 avril et regrette que Maitland ne puisse en venir à une entente avec l'Assemblée au sujet des revenus. Les droits de la Couronne. Il espère qu'on ne sera pas obligé de puiser à même les revenus perçus en vertu de lois provinciales pour venir en aide à ceux qui auront souffert en conséquence de certains actes législatifs. Cette possibilité et les revenus de la Couronne. p. 111 — Downing St., le 9 juin.

Bathurst à Maitland. Conformément à l'adresse de l'Assemblée du Haut-Canada, il ne faudra pas refuser d'accorder, à titre gracieux, une terre à ceux qui ont participé au pacte de 1818, pourvu qu'ils manifestent un regret d'avoir agi ainsi. p. 113 — Downing St., le 9 juin.

1827

Brouillon des instructions royales pour l'émission de lettres patentes constituant en corporation le King's College. p. 150 — Sans date.

Décret du Conseil désavouant les lois provinciales N°s 523 et 524. p. 173 — Le 14 mars.

Décret du Conseil désavouant la loi provinciale N° 526. p. 175 — Le 14 mars.

Décret du Conseil maintenant en vigueur 35 lois provinciales. p. 177 — Le 14 mars.

Autorisation de nommer J. W. Willis juge de la cour du Banc du Roi. p. 201 — Le 6 avril.

Horton à Maitland. Il lui présente William Gibbon qui désire s'établir dans le Haut-Canada. Il lui transmet la requête de ce dernier. (L'annexe manque). p. 206 — Downing St., le 4 mai.

Autorisation de nommer Peter Robinson membre du Conseil exécutif. p. 229 — Le 5 juillet.

Autorisation de nommer George Herchmer Markland membre du Conseil exécutif. p. 230 — Le 6 juillet.

Autorisation de nommer James Macaulay membre du Conseil exécutif. p. 231 — Le 7 juillet.

Le vicomte Goderich, secrétaire d'Etat, à Maitland (N° 13). Peter Robinson a été nommé commissaire des terres de la Couronne et inspecteur général des forêts dans le Haut-Canada. Il lui transmet copie des commissions et instructions à cet effet. Il lui demande un rapport relatif à des instructions ultérieures; nécessité de ne pas donner des instructions contraires sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministère des Colonies. Il faudra abandonner le mode actuel de concession de terre. (L'annexe manque). p. 237 — Downing St., le 30 août.

Autorisation de nommer Peter Robinson membre du Conseil législatif. p. 246 — Le 30 octobre.

Autorisation de nommer Charles Jones membre du Conseil législatif. p. 249 — Le 30 octobre.

1827

Le 30 octobre. Autorisation de nommer James Gordon membre du Conseil législatif. p. 251

Downing St., le 20 novembre. W. Huskisson, secrétaire d'Etat, à Maitland (N° 5). Il lui donne des instructions au sujet de la vente de certaines parties des réserves du clergé; les stipulations 7 et 8, Geo. IV, ch. 62; la nomination de Peter Robinson; possibilité de suspendre cette nomination si elle suscite des difficultés sérieuses; il faudra connaître ces difficultés sans plus tarder. p. 825

Série Q. 372

LA COMPAGNIE DU CANADA, 1828

Guelph, le 26 novembre. Avis de la Compagnie du Canada: vente de lopins de terre à Guelph. Cet avis est publié dans *The United Empire Loyalist*, numéro du 1er décembre 1827. p. 135

Le 1er décembre. Décret du Conseil du Haut-Canada, en 1825, concernant les concessions. Publié dans la *Gazette* du Haut-Canada, numéro du 1er décembre 1827. p. 130

Le 1er décembre. Remarques de J. Stephen, avocat du ministère des Colonies: le contrat que propose la Compagnie du Canada et d'autres contrats conclus avec cette compagnie. p. 153

Le 10 décembre. Mémoire de Huskisson sur la demande d'un permis d'occupation par la Compagnie du Canada. p. 12

Annexe:—

Extrait d'une lettre de Huskisson, du 28 octobre 1827. (Voir *Q. 371*, p. 96). p. 13

1828

Canada House, [le 9 janvier]. S. McGillivray, président du comité de correspondance, à l'honorable E. G. Stanley, sous-secrétaire. Accusé de réception de lettres. Il lui transmet copie d'une lettre adressée à J. W. Freshfield, à propos de certaines questions légales qui doivent être réglées avec J. Stephen. Il ira le voir. p. 1

Annexe:—

McGillivray à Freshfield, le 7 janvier 1828. p. 3

Le 25 janvier. Rapport de Stephen sur son entente avec Freshfield au sujet des points contestés par la Compagnie du Canada. p. 158

Canada House, le 26 janvier. McGillivray à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet copie de sa lettre du 9 janvier adressée à Stanley; la compagnie aimerait beaucoup que le texte relatif à l'entente fût terminé le plus vite possible. p. 5

Le 29 janvier. Rapport sur les points que devrait étudier Huskisson au sujet des instructions à donner au procureur général; la possibilité d'une nouvelle loi. p. 11

1828

L'honorable E. G. Stanley, autrefois sous-secrétaire, à Hay. Le brouillon de l'entente avec la Compagnie du Canada; il lui retourne ce texte avec ses commentaires; il se met à la disposition de l'honorable E. G. Stanley pour la réunion du lendemain. (L'annexe manque). p. 137 — Upper Grosvenor St., le 3 février.

Hay à Stanley. Il lui transmet le résumé d'un écrit de McGillivray au sujet de la requête de la compagnie qui désire obtenir un permis d'occupation; les vues exprimées dans ce texte dépassent les décisions prises par le ministère des Colonies. Il demande là-dessus quelques renseignements. Il attire son attention sur certaines réclamations. p. 145 — Downing St., le 4 février.

Annexe:—

L'extrait. p. 147

Stanley à Hay. De nouveaux commentaires sur les négociations entamées avec la Compagnie du Canada; son opinion sur la question du permis d'occupation; le texte de McGillivray. p. 139 — The Oaks, Epsom, le 6 février.

Mémoire sur la documentation soumise à la décision du secrétaire d'Etat au sujet des négociations entamées avec la Compagnie du Canada. p. 144 — Le 9 février.

Rapport de Stephen sur la demande de la compagnie qui désire un permis d'occupation. p. 163 — Le 13 février.

Hay à McGillivray. Pourquoi Huskisson a refusé d'accorder un permis d'occupation pour des terres mentionnées dans le contrat conclu avec la compagnie. p. 7 — Downing St., le 13 février.

McGillivray à Hay. Il accuse réception de la lettre du 13 février et déplore la décision qu'elle mentionne. Si l'on en juge par certaines lettres antérieures, la compagnie avait raison de croire qu'on accéderait à sa demande; les inconvénients qui en résulteront pour la compagnie. Il lui transmet un prospectus. Des délégués pourront aplanir certaines difficultés importantes. p. 16 — Canada House, le 23 février.

Annexes:—

(1) Prospectus de la Compagnie du Canada: les terres qui pourront être vendues par la compagnie dans le Haut-Canada, Londres, le 1er février 1828. p. 38

(2) Proclamation: la charte de la Compagnie du Canada. York, le 28 décembre 1826; règlements à suivre pour obtenir des terres. p. 61

Autre rapport de Stephen sur la question du permis d'occupation pour la Compagnie du Canada. p. 167 — Le 27 février.

Rapport de Stephen sur l'entente que l'on se propose de conclure avec la Compagnie du Canada. p. 174 — Le 1er mars.

McGillivray à Huskisson. Les vues de la compagnie au sujet des articles 21 à 24 de l'entente qui porte la date du 26 novembre 1824; le permis d'occupation et certaines dispositions. p. 64 — Canada House, le 13 mars.

1828

Canada House, le 13 mars.

McGillivray à Hay. Il lui transmet le nouveau précis de l'entente avec une lettre adressée à Huskisson; les articles 5 et 6 ainsi que certains blancs; on convoquera une assemblée après réception de la réponse. (L'annexe manque. Voir 28 mars). p. 69

Canada House, le 20 mars.

McGillivray à Hay. Il lui transmet une résolution de la Compagnie du Canada qui adopte le précis de l'entente. Il demande un entretien. p. 71

Annexe:—

Le précis, du 20 mars 1828. p. 72

Downing St., le 28 mars.

Le précis de l'entente. p. 74

Canada House, le 1er avril.

McGillivray à Stephen. Il lui transmet une carte géographique ainsi que la description d'une étendue de terre sur le lac Huron de même qu'un mémoire concernant certaines questions. Ces questions devront être exposées dans une lettre qui sera envoyée à sir Peregrine Maitland. Il espère pouvoir lui transmettre jeudi le brouillon du projet de loi. p. 88

Annexe:—

(1) Le mémoire relatif à la récente entente. p. 91

(2) La description de l'étendue de terre sur le lac Huron. (La carte a été déposée dans la Salle des cartes géographiques). p. 94

Canada House, le 19 avril.

McGillivray à Huskisson. Il lui transmet le brouillon du projet de loi qui amende la loi 6, George IV, ch. 75, (Projet de loi de la Compagnie du Canada), conformément à l'entente récemment conclue. La substance de ce projet. Easthope et lui-même pourront donner les explications requises. p. 97

Annexes:—

(1) Le mémoire, etc. p. 108

(2) Le brouillon du projet de loi. p. 114

Downing St., le 23 avril.

Hay à McGillivray. Il lui accuse réception de la lettre du 19 avril et déclare qu'un projet de loi sera soumis au Parlement pour mettre en vigueur les articles 1, 7 et 8; les autres articles ne sauraient être approuvés. p. 112

Canada House, le 17 mai.

J. Easthope à Huskisson. Il lui transmet un mémoire sur les articles que propose la compagnie avec certaines remarques là-dessus, il espère qu'on accédera à ses désirs. p. 128

La Trésorerie

Bureau de la Trésorerie, le 8 février.

W. Hill, secrétaire de la Trésorerie, à Hay. Il lui transmet des lettres au sujet des payements dus par la Compagnie du Canada. Il faudra savoir si Galt a dit la vérité. p. 175

Annexe:—

J. H. Dunn, receveur général du Haut-Canada, à Hill, York, le 10 décembre 1827. Il lui accuse réception de la lettre du 31 août

et déclare qu'une demande a été faite à Galt au sujet des payements dus par la Compagnie du Canada. Il lui transmet la correspondance échangée là-dessus et attire l'attention sur une objection de Galt en ce qui concerne le deuxième versement mentionné dans la lettre de Hill, datée de juillet 1827. Il a écrit au commissaire général au sujet d'un compte qui s'élève à 1,845 louis. p. 176 1828

Sous-annexes:—

(i) Dunn à Galt, York, le 17 novembre 1827. Il a reçu de la Trésorerie l'ordre de demander à la Compagnie du Canada la somme de 20,000 louis qu'elle doit au Gouvernement depuis le 1er juillet 1826. La somme avancée s'élève à 12,365 louis et 13 chelins; une prime sera accordée sur 7,542 louis et 10 chelins si les valeurs ont été achetées au Canada. La liste des transactions. A l'avenir, il percevra toutes les sommes au fur et à mesure qu'elles deviendront dues. p. 180

Annexe à cette sous-annexe:—

La liste des transactions, 17 novembre 1827. p. 182

(ii) Galt à Dunn, Burlington Beach, le 21 novembre 1827. Il lui accuse réception de la lettre du 17 novembre. La Trésorerie semble se tromper en ce qui concerne la somme due. Le solde et ce qui reste du versement dû le 1er juillet 1827; le deuxième versement est dû le 1er juillet 1828. p. 178

Série Q. 372A

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1828-1829

Sauf celles qui sont inventoriées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G*, volumes 64-65, ainsi que dans le volume supplémentaire. (Voir les rapports sur les Archives publiques du Canada pour les années 1935 et 1937).

R. W. Hay, sous-secrétaire, à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de H. Jones qui voudrait obtenir une terre en sa qualité d'agent comptable en demi-solde. Il serait heureux que l'on accédât à cette demande; toute concession que Jones recevra en plus de celle qui est autorisée par les règlements devra être payée. (L'annexe manque). p. 15 Downing St., le 30 mars.

Huskisson à Maitland (N° 21). Il accuse réception de la dépêche du 28 janvier; l'Eglise catholique romaine et l'Eglise presbytérienne établies par la compagnie du Canada à Guelph et à Eramosa; autorisation d'accorder à chacune d'elles 200 acres de terre. p. 16 Downing St., le 25 avril.

Huskisson à Maitland (N° 23). Il lui transmet copie de la lettre relative aux pertes subies par le comte de Puisaye dans la guerre de 1812. Il lui demande un rapport là-dessus. (L'annexe manque). p. 18 Downing St., le 5 mai.

Hay à Maitland. Il lui transmet l'acte de naissance de Mme Campbell et un reçu pour la pension qui lui est due; il demande une lettre de change qui s'élève à 250 louis. p. 36 Downing St., le 26 juin.

1828

Downing St., le 2 juillet. Sir George Murray, secrétaire d'Etat, à Maitland (N° 3). Il lui transmet le sceau qui a été préparé pour le Haut-Canada ainsi que le mandat nécessaire. p. 37

Annexe:—

Le mandat, 30 janvier 1828. p. 5

Downing St., le 31 juillet. Murray à Maitland. Il lui transmet copie du rapport de la Commission nommée par la Chambre des Communes pour enquêter sur le gouvernement civil du Canada; est-il vrai que le conflit entre l'Assemblée et le Gouvernement a eu le résultat de terminer brusquement la session? p. 45

Downing St., le 30 août. Hay au major général sir John Colborne. Il lui transmet la commission en vertu de laquelle Colborne est nommé lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 50

Annexe:—

La commission, 23 août 1828. p. 47

Downing St., le 5 septembre. Hay à Colborne. Nonobstant les règlements qui régissent la concession des terres, 5,000 acres devront être octroyées à Charles Hayes qui a rendu de grands services en établissant la *Marmora Iron Works*. Si Hayes cultive cette terre avec succès, il pourra recevoir un autre octroi de 5,000 acres. p. 51

1829

Le 25 avril. Autorisation de nommer J. B. Robinson juge en chef. p. 87

Le 25 avril. Autorisation de nommer J. B. Macaulay juge de la cour du Banc du Roi. p. 89

Le 25 avril. Autorisation de nommer H. J. Boulton procureur général. p. 91

Le 25 avril. Autorisation de nommer C. A. Hagerman solliciteur général. p. 93

Downing St., le 19 mai. Hay à Colborne. C. Moe, lieutenant de vaisseau en demi-solde, devra recevoir l'étendue de terre à laquelle son rang lui donne droit. p. 102

Le 10 octobre. Commission qui nomme J. B. Robinson membre du Conseil législatif. p. 143

Downing St., le 30 novembre. Murray à Colborne. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 septembre et regrette que C. Hagerman n'ait pas eu pour agréable les décisions prises à la suite de la retraite du juge en chef et de la destitution de W. Willis. La sagesse de ces décisions. Les réclamations de Hagerman seront étudiées une autre fois. p. 156

Downing St., le 10 décembre. Hay à Colborne. Il lui transmet l'extrait mortuaire de Mme Campbell. L'arriéré de sa pension devra être payé jusqu'au jour de sa mort, le 28 juin 1829. p. 159

Downing St., le 25 décembre. Murray à Colborne (N° 53). Il lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 22 septembre, et lui transmet copie de certaines lettres de la Trésorerie et des commissaires de la marine, où il est dit que le commodore Barrie a obtenu la permission de conclure une

entente qui l'engage à produire dix tonnes de chanvre. Il faudra savoir si cette expérience a réussi avant de prendre là-dessus une nouvelle décision. (L'annexe manque. Voir *Q. 353-1*, p. 14). p. 163 **1829**

Série Q. 373

COMPAGNIE DU CANADA, 1829-1831

C. Bosanquet, gouverneur, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Pourquoi la compagnie a demandé d'étudier de nouveau son contrat. C'est dans l'espérance de cette nouvelle étude que des actions ont été émises; ainsi le versement pourra être effectué quand il deviendra dû; les directeurs ne sont pas autorisés à verser la somme due en décembre prochain, sans avoir obtenu au préalable quelques précisions au sujet du contrat. Il propose une nouvelle entente et demande qu'on l'étudie sous peu. p. 1 **Canada House, le 21 mai.**

J. Galt, surintendant de la Compagnie du Canada, à sir George Murray, secrétaire d'Etat. Il demande une entrevue qui permettra de s'entendre sur les affaires de la compagnie. p. 160 **Strand, le 27 mai.**

N. S. Price, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception d'une lettre du 10 octobre, adressée à Bosanquet, et lui transmet une résolution réclamant la tenue d'une réunion générale des propriétaires afin de discuter les mesures qui devront être prises en conséquence de cette lettre. p. 18 **Canada House, le 13 octobre.**

Annexe:—

La résolution, datée du 12 octobre. p. 20

Price à Hay. Les propriétaires ont étudié la lettre de Hay, du 10 octobre; ils se rendent compte de la situation dans laquelle se trouvent placés le Gouvernement et la compagnie. De toute façon le versement sera effectué; il propose toutefois qu'un délai soit accordé permettant à la compagnie de ne payer que la moitié du versement lorsqu'il deviendra dû. Une pareille modification s'impose; sinon il faudra abandonner la charte. p. 21 **Canada House, le 29 octobre.**

Price à Hay. Il lui demande de recevoir des délégués qui désirent obtenir une réponse à la lettre du 29 octobre. p. 28 **Canada House, le 21 novembre.**

H. Goulburn, chancelier de l'Echiquier, à Hay (personnelle). Ce qu'il pense du projet de modifier l'entente conclue avec la Compagnie du Canada. p. 223 **Stow Hall, le 24 novembre.**

J. Easthope à Hay (personnelle). Il attire l'attention sur certaines questions discutées au cours de l'entrevue; elles ont trait à des modifications apportées dans les versements futurs. p. 29 **39 Lothbury, le 26 novembre.**

Price à Hay. Il lui transmet un résumé du contrat relatif à l'octroi de 89,631 acres de terre, ainsi qu'une lettre de l'avocat de la compagnie au sujet de certains articles que renferme ce texte et auxquels la compagnie s'oppose. Il demande de faire savoir au lieutenant-gouverneur que, à l'avenir, tout contrat devra omettre de pareils articles. p. 32 **Canada House, le 28 novembre.**

1829

Annexes:—

(1) Le résumé du contrat, York, le 17 juillet 1829. p. 33

(2) L'extrait de la lettre du 12 novembre 1829. p. 41

Canada House, le 12 décembre.

Price à Hay. Il lui accuse réception d'une lettre du 2 décembre; la compagnie espère toujours que le contrat sera modifié; les droits d'établissement; décision à prendre avant la réunion du 7 janvier. p. 42

23 Downing St., le 14 décembre.

Galt à Hay. Pourquoi il a demandé une terre en récompense de ses services. p. 161

Canada House, le 26 décembre.

Price à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 22 décembre; il est heureux de constater que, à l'avenir, les payements seront suspendus et la compagnie recevra la concession de toutes les terres qui ont été payées; le contrat actuel et le droit d'option pour la compagnie. p. 46

1830

Queen St., le 2 janvier.

Hay à Goulburn. Il lui transmet une lettre de la Compagnie du Canada et demande qu'elle soit étudiée immédiatement. (L'annexe manque. Voir *Q. 373*, p. 46). p. 228

Betchworth, le 4 janvier.

Goulburn à Hay (personnelle). Ce qu'il pense de la demande de la Compagnie du Canada qui désire obtenir un droit d'option pendant trois ans. p. 226

Canada House, le 8 janvier.

Price à Hay. Il lui transmet une résolution des propriétaires réunis qui désirent un ajournement de deux semaines afin d'étudier la question. p. 49

Annexe:—

La résolution, datée du 7 janvier 1830. p. 50

Trésorerie, le 9 janvier.

J. Stewart, secrétaire de la Trésorerie, à Hay. Il lui transmet copie d'une requête de Galt qui demande une rémunération pour ses services. Quelle est l'opinion de Murray là-dessus? p. 229

Annexe:—

La requête de Galt, 23 Downing St., le 26 décembre1829. p. 230

Sous-annexes:—

(i) Hay à Galt, Downing St., le 5 juin 1829. Pourquoi sir George Murray a refusé la demande de Galt qui désirait obtenir une rémunération pour ses services. p 234

(ii) Galt à Hay, 23 Downing St., le 14 décembre 1829. (Sans transcription. Voir *Q. 373*, p. 161). p. 236

(iii) Hay à Galt, Downing St., le 17 décembre 1829. Il lui accuse réception d'une lettre du 14 décembre; Murray n'a aucun motif de modifier la décision exposée le 5 juin 1829. p. 237

(iv) La somme que Galt, à son sentiment, devrait recevoir. p. 238

Canada House, le 21 janvier.

Price à Hay. Il lui transmet une résolution par laquelle on fait confiance aux directeurs. p. 51

1830

Annexe:—

La résolution, du 21 janvier 1830. p. 52

Price à Hay. Il lui transmet copie du nouveau prospectus de la Compagnie du Canada. p. 53 — Canada House, le 19 février.

Annexe:—

Le prospectus. p. 55

Price à Lord Howick. Il lui transmet une documentation relative au travail des émigrants au Canada. Il attire l'attention sur le chemin que l'on ouvrira sur le territoire huron. p. 66 — Canada House, le 21 février.

Annexes:—

(1) Extrait de la lettre de W. Allen à T. M. Jones, York, le 15 septembre 1830. p. 69

(2) Lettres des émigrants du Haut-Canada à leurs parents en Grande-Bretagne; renseignements importants pour les émigrants. p. 70

Sous-annexes:—

(a) R. Beilly, à John Beilly, York, le 9 novembre 1830. p. 70

(b) J. Mayes à Mme Mary Mayes, Guelph, le 7 décembre 1830. p. 83

Rapport du Conseil d'administration. p. 86 — Juin.

Ordre de la Chambre des Communes qui veut obtenir de la Compagnie du Canada les renseignements suivants: (1) les sommes qui ont été et qui devront être payées en vertu des contrats actuels; (2) la disposition de ces sommes; (3) le montant qui aurait été payé pour les réserves du clergé; (4) les autres ventes des réserves du clergé; (5) les octrois aux institutions d'éducation dans le Haut-Canada. p. 262 — Le 4 juin.

J. Hume, M. P., à Hay. A propos du troisième rapport sur les terres réservées. p. 261 — Bryanstone Square, le 16 juin.

Rapport de J. Finlaison, actuaire du bureau de la dette nationale, au sujet des sommes que doit la Compagnie du Canada. p. 243 — Bureau de la dette nationale, décembre.

Stewart à Hay. Il lui transmet copie d'une lettre de Galt et demande là-dessus l'opinion de Goderich. p. 239 — Trésorerie, le 10 décembre.

Annexe:—

Galt à la Trésorerie, 29 Half Moon St., le 5 décembre 1830. Nouvelle demande de rémunération. p. 240

Ordre de la Chambre des Communes qui désire obtenir des renseignements sur la Compagnie du Canada. p. 265 — Le 23 décembre.

1831

Galt au vicomte Goderich. Il lui transmet une documentation préparée et imprimée par le Parlement ainsi que d'autres textes. p. 165 — 29 Half Moon St., le 15 février.

1831 Annexe:—

Le cas de John Galt qui demande une rémunération au Gouvernement de sa Majesté; il a vendu quelques terres de la Couronne dans le Haut-Canada. p. 166

(Note) Liste des documents mentionnés dans cette lettre:

(1) Requête au Parlement, le 1er janvier 1831. p. 166

(2) Galt au chancelier de l'Echiquier, Eskgrove House, le 16 décembre 1823. p. 169

(3) Galt à Wilmot Horton, Eskgrove House, le 16 décembre 1823. p. 170

(4) Wilmot Horton à Galt, Downing St., le 6 février 1824. p. 171

(5) Galt à Wilmot Horton, 18 Downing St., le 16 février 1824. p. 172

(6) Galt à Bathurst, 18 Downing St., le 17 février 1824. p. 173

(7) Galt à Bathurst, 18 Downing St., le 21 février 1824. p. 174

(8) Hullett Brothers & Co. à Galt, Leadenhall St., le 31 mars 1824. p. 175

(9) Galt à Bathurst, 18 Downing St., le 28 juin 1824. p. 180

(10) L'honorable Thomas Clarke, membre du Conseil législatif du Haut-Canada, à Galt, Hotel St. Paul, Londres, le 9 février 1831. p. 188

Appendice A

Wilmot Horton à Galt, Downing St., le 6 juillet 1824. p. 190

Appendice B

Galt au secrétaire d'Etat, le 8 juillet 1824. p. 196

Appendice C

Galt au secrétaire d'Etat, le 12 juillet 1824. p. 214

Appendice D

Galt au secrétaire d'Etat, le 17 juillet 1824. p. 216

Atheneum, le 14 mars. Galt à Goderich (personnelle). Il attire l'attention de ce dernier sur les pièces à l'appui de sa demande; ces pièces furent expédiées le 15 février. Il sait que légalement parlant il n'a droit à aucune rémunération. p. 217

Barn Cottage, Old Brompton, le 7 avril. Galt à Goderich (personnelle). Il lui transmet un document et persiste à demander une rémunération. p. 218

Annexe:—

Ordre de publier le 10 mars 1831 le rapport adressé à la Chambre des Communes au sujet de la Compagnie du Canada, du 24 février 1831. p. 221

Le 7 avril. Rapport du conseil d'administration. Ce rapport renferme un prospectus ainsi que des notes sur la nature du sol, le climat, la culture et le travail dans le Haut-Canada. p. 110

Wilmot Horton à Hay. Il a étudié la demande de Galt qui désire obtenir une rémunération pour ses services; ses commentaires. p. 245 — 1831, 17 Hereford St., le 14 avril.

Série Q. 373A

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1830-1831

Sauf celles qui sont inventoriées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G.* vol. 66-68, ainsi que dans le volume supplémentaire, (Voir les rapports sur les Archives publiques du Canada, pour les années 1935 et 1937).

1830

Murray à Colborne (N° 55). On a donné l'ordre d'embarquer M. Mason, voleur de chevaux, à bord d'un vaisseau pénitencier aux Bermudes. p. 5 — Downing St., le 1er février.

Hay à Colborne. (Note). Le major général David Walker recevra une terre. p. 41 — Downing St., le 6 juillet.

Ordre de convoquer l'évêque de Québec au Conseil législatif du Haut-Canada. p. 47 — Le 30 août.

Ordre de nommer Joseph Wells, membre du Conseil exécutif. p. 51 — Le 13 septembre.

(Note). John Elmsley sera nommé membre du Conseil exécutif. p. 52 — Le 20 septembre.

Hay à Colborne. Autorisation de concéder à Neil Morison, de Vaughan, une terre dont la superficie n'excédera pas 100 acres; la promesse qui lui fut faite en 1821; une terre lui sera concédée pourvu qu'il n'ait perpétré depuis cette date aucune action le rendant indigne d'une telle faveur. p. 56 — Downing St., le 28 septembre.

Commission nommant le major général sir John Colborne lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 58 — Le 25 octobre.

1831

Hay à Colborne (Note). Le major D. Campbell recevra l'étendue de terre à laquelle son rang lui donne droit. p. 107 — Downing St., le 19 février.

Hay à Colborne. Il lui transmet une liste des personnes qui ont quitté Lesmahagow pour se rendre dans le Haut-Canada sous la direction de James Ludhope. Chaque célibataire et chaque chef de famille recevra cinquante acres de terre. Ludhope en recevra 100 acres. (L'annexe manque). p. 117 — Downing St., le 23 avril.

Hay à Colborne. Il faudra ajouter à la liste des émigrants venus de Lesmahagow les noms suivants: George Walter, James Ludhope, Archibald et Thomas Walker. George Ludhope recevra 50 acres de terre; 25 acres seront accordées à chacun des autres émigrants. p. 121 — Downing St., le 5 mai.

Hay à Colborne. (Note). Le colonel Light et le capitaine Edmund Powell recevront chacun la superficie de terre à laquelle leur rang leur donne droit. p. 122 — Downing St., le 7 mai.

1831

Downing St., le 6 juin. Le vicomte Goderich, secrétaire d'Etat, à Colborne. Il lui présente le colonel Light qui désire s'établir dans le Haut-Canada. p. 135

Downing St., le 26 juillet. Goderich à Colborne (N° 34). Il lui accuse réception de la dépêche du 27 avril; il regrette de ne pouvoir recommander une modification de l'entente conclue en 1823 au sujet des pertes subies pendant la guerre de 1812. p. 146

Downing St., le 31 juillet. Goderich à Colborne (circulaire). Il lui présente J. J. Audubon qui fait une étude ornithologique dans l'Amérique du Nord et qui se met à la disposition de la société zoologique pendant son séjour dans l'Amérique britannique du Nord. p. 148

Downing St., le 1er septembre. Hay à Colborne. Il lui transmet copie des lettres de James Crooks qui demande une demi-solde à titre de major dans la milice incorporée pendant la guerre de 1812. Il le renvoie à des lettres échangées antérieurement et lui demande là-dessus un rapport. (L'annexe manque Voir *Q. 358-1*, p. 269). p. 160

Downing St., le 7 septembre. Hay à Colborne. Il lui présente W. Haycock qui se propose de s'établir dans le Haut-Canada. On a dit à Haycock qu'il devait acheter une terre. p. 164

Downing St., le 18 octobre. Hay à Colborne. L. MacPherson recevra une terre, en sa qualité de lieutenant, en conformité des instructions générales du 10 août 1831. p. 179

Downing St., le 31 octobre. Goderich à Colborne (N° 51). Il lui accuse réception de la dépêche N° 36, du 5 septembre. Les remarques au sujet des émigrants ont été soumises aux commissaires de l'Emigration. En donnant des vivres aux émigrants, Colborne n'a pas suivi ses instructions. Jusqu'où doit s'étendre l'aide aux émigrants. Il lui demande un rapport sur la somme qui a déjà été dépensée et sur les fonds qui restent pour les service des émigrants. p. 187

Downing St., le 2 novembre. Goderich à Colborne. Il le renvoie à la dépêche N° 53, du 2 novembre; la décision d'abolir la charte du King's College. Colborne devra faire part de cette décision aux membres du conseil d'administration. p. 207

Sans date. Etat des sommes qui proviendront probablement des réserves du clergé du Haut-Canada en 1832. (Ce document renferme l'annexe N° 1 à la dépêche de Goderich à Colborne, N° 57, *G. 68*, p. 342). p. 264

Downing St., le 1er décembre. Le vicomte Howick, sous-secrétaire, à Colborne. (Note). Le lieutenant Calder recevra une terre. p. 270

FIN DES DOCUMENTS QUI SE RAPPORTENT À LA COMPAGNIE DU CANADA.

SERIE Q

HAUT-CANADA

(*Suite de l'inventaire qui fut publié jusqu'au volume 395 dans le Rapport pour l'année 1901.*)

Série Q. 396, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

1837

Head à Glenelg (personnelle). La session. Il lui déclare officieusement qu'il a nommé W. H. Draper au Conseil exécutif en attendant que celui-ci soit élevé à un autre poste. La démocratie n'existe plus dans le Haut-Canada. Il promet de porter à la connaissance de Glenelg la pétition et les accusations du Dr Duncombe, aussitôt que le rapport du comité de l'Assemblée sur cette question sera terminé. p. 3 — Toronto, le 13 janvier.

[Note.] Correspondance avec le capitaine Macaulay au sujet des fonctions de l'inspecteur général. (La correspondance manque). p. 10 — Le 13 janvier.

Head à Glenelg (N° 104-[1]). Il fait rapport sur l'échec des candidats républicains aux élections municipales de Toronto. (Voir *Q. 396-1*, p. 103). p. 6 — Toronto, le 13 janvier.

Head à J. Stephen, sous-secrétaire. Il est satisfait du résultat des élections municipales de Toronto. p. 11 — Toronto, le 14 janvier.

Head à Glenelg (N° 105 [2]). Il lui transmet une lettre concernant la paye de l'équipage du vaisseau du lieutenant-gouverneur. Il demande qu'on permette à celui-ci de se servir de son propre vaisseau, ce qui lui permettrait de monter à bord du vapeur au quai du Gouvernement. (Voir *Q. 396-1*, p. 103). p. 12 — Toronto, le 20 janvier.

Annexe:—

Le colonel W. Rowan, secrétaire militaire, au capitaine F. Halkett, A.D.C., Québec, le 27 octobre 1836. p. 14

Sous-annexe:—

Mémoire du capitaine F. Halkett au sujet de la paye de l'équipage. p. 15

Head à Glenelg (N° 106 [3]). Il lui transmet une pétition des presbytériens de West Gwillimbury qui s'opposent à la création de 57 cures par sir John Colborne, autrefois lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. (Voir *Q. 396-1*, p. 103). p. 16 — Toronto, le 20 janvier.

Annexe:—

La pétition. p. 17

1837
Sans date.

[Glenelg] à Head (brouillon). Il lui accuse réception des dépêches N°s 102 et 109, des 17 et 23 décembre 1836, et N° 106, du 20 janvier 1837, ainsi que des pétitions des presbytériens de Toronto et de West Gwillimbury. La question de nouvelles cures. On devra faire une enquête à ce sujet et lui en communiquer le résultat. p. 22

Toronto, le 20 janvier.

Head à Glenelg (N° 107-[4]). Il lui accuse réception de la dépêche distincte N° 104 ainsi que de la dépêche N° 105, des 20 et 31 octobre 1836. (Voir *Q. 396-1*, p. 103). p. 31

Le 30 janvier.

Head à Stephen (personnelle). Il lui transmet une couple d'exemplaires du rapport du comité sur les accusations lancées par le Dr C. Duncombe; ce rapport doit être présenté à l'Assemblée ce jour même. L'appendice n'est pas encore imprimé. Le tout sera expédié avec une dépêche sur le sujet. p. 32

Annexe:—

Le rapport du 23 janvier 1837. On approuve la conduite du lieutenant-gouverneur. p. 33

Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (N° 6A). (Sans transcription Voir *Q. 396-4*, p. 640).

Annexes:—

(1) Frais du lieutenant-gouverneur, lors de son voyage d'inspection dans l'Ouest, payés par son secrétaire civil qui l'accompagnait. p. 105

(1a) Frais du lieutenant-gouverneur, lors de son voyage d'inspection dans l'Ouest, payés par E. McMahon, écr, qui l'accompagnait. p. 107

(1b) Frais du lieutenant-gouverneur, de Toronto aux îles Manitoulin, payés par son aide de camp qui l'accompagnait. p. 110

(1c) Compte acquitté par le commissaire général adjoint, le 29 septembre 1836. p. 111

(1d) Compte de W. Webber, du 27 septembre 1836, pour transport. p. 114

(2) Compte de W. Webber, acquitté par le commissaire général adjoint, le 29 septembre 1836. p. 115

(3) Etat des sommes versées par C. Lynes, commis adjoint au commissariat à Penetanguishene, pour des articles fournis le 2 août 1836 sur l'ordre du lieutenant-gouverneur. p. 117

Toronto, le 4 février.

J. Joseph, secrétaire civil, à T. W. C. Murdock, commis. On a continué à numéroter les dépêches de 1837 comme si elles avaient été envoyées en 1836. Il demande qu'on fasse les modifications suivantes: N° 104, du 13 janvier, devra porter le N° 1; N° 105, du 20 janvier, le N° 2; N° 106, du 20 janvier, le N° 3; et le N° 107, du 20 janvier, le N° 4. p. 103

Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (N° 6B). Au sujet de la dépêche du 27 juillet 1836, il demande que la nomination de R. B. Sullivan au poste de commissaire des terres de la Couronne soit confirmée ainsi que la vente des réserves du clergé qui est mentionnée dans cette dépêche. p. 118

1837

Head à Glenelg (N° 7). (Sans transcription. Voir *Q. 396-4*, p. 641A). Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (personnelle). Il demande le payement de ses frais de voyage. p. 120 Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (N° 8). Il lui accuse réception de la dépêche N° 87 et déclare que R. B. Sullivan, Augustus Baldwin et William Allan ont versé les honoraires que comportait leur ordre de nomination au Conseil exécutif. Il transmet le mémoire de J. Elmsley qui donne les raisons de son refus de payement. p. 124 Toronto, le 5 février.

Annexe:—

Elmsley à [Head], Toronto, le 9 janvier 1837. Il lui transmet le mémoire. p. 126

Sous-annexe:—

Le mémoire, Toronto, le 9 janvier 1837. p. 127

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 8, du 5 février, ainsi que de ses annexes. Glenelg est d'avis qu'on ne devrait pas demander à Elmsley de payer les honoraires d'usage. Il demande qu'on rembourse au commis en chef du ministère des Colonies la somme versée au nom d'Emsley. p. 125 Sans date.

Head à Glenelg (N° 9). Il lui transmet la correspondance échangée entre R. I. Routh, commissaire général, et J. Givens, surintendant en chef, au sujet du département des Sauvages. Il se plaint de la ligne de conduite de Routh en ce qui concerne la disposition du surplus des présents et le prix porté pour ces derniers au compte du département des Sauvages. (Les annexes manquent. Voir *Q. 396-4*, p. 656). p. 130 Toronto, le 5 février.

Head à Glenelg (N° 10). Il lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée ainsi que sa réponse à cette adresse. p. 136 Toronto, le 5 février.

Annexes:—

(1) Adresse, du 6 janvier 1837. On demande s'il sera possible d'approuver un projet de loi quelconque au sujet des banques, vu la dépêche de Glenelg du 31 août 1836. p. 137

(2) Réponse. En raison de la dépêche de Glenelg, aucun projet de loi au sujet des banques ne sera sanctionné avant qu'on ait reçu des instructions sur les points mentionnés dans l'adresse. p. 138

Head à Glenelg (N° 11). W. H. Draper a été nommé membre du Conseil exécutif. p. 139 Toronto, le 5 février.

Head à Glenelg (N° 12). La prorogation a été renvoyée au 28 février. p. 140 Toronto, le 5 février.

Head à Glenelg (N° 13). (Sans transcription. Voir *Q. 396-4*, p. 646A). p. 141 Toronto, le 6 février.

1837

Toronto, le 6 février.

Head à Glenelg (personnelle). Au sujet de la dépêche N° 13, du 6 février 1837, il donne les raisons qui l'ont amené à suspendre les ordres rétablissant G. Ridout dans les fonctions dont celui-ci avait été destitué. Il est prêt à démissionner en acceptant le titre de baron qui lui a été promis ou de demeurer à son poste à condition qu'on lui accorde pleine confiance et un appui efficace. p. 143

Toronto, le 10 février.

Head à Glenelg (N° 14). Il lui transmet le mémoire de Hamnett Pinhey, adressé à la Trésorerie, demandant la permission d'importer du petit cyprès pour réparer la clôture du parc de son domaine à Merton, Surrey, qui était autrefois la propriété de Nelson. Il est prêt à payer le droit imposé sur le sapin blanc. p. 146

Annexe:—

Mémoire daté du 20 octobre 1836. Recommandations par Colborne et Head. p. 147

Toronto, le 23 février.

Head à Glenelg (N° 15). Accusé de réception de la circulaire du 2 novembre 1836, des dépêches N°s 106, 108 à 116, en date des 4, 10, 11, 20 et 29 novembre, ainsi que de la dépêche du 8 décembre 1837. p. 150

Toronto, le 24 février.

Head à Glenelg (N° 16). Il lui transmet une adresse de l'Assemblée demandant que copie du compte rendu des débats du Parlement anglais ainsi que des décrets du Parlement soit transmise à la Législature du Haut-Canada. p. 151

Annexe:—

L'adresse (sans date). p. 152

Toronto, le 25 février.

Head à Glenelg (N° 17). Il lui transmet une requête des dames de Hamilton qui demandent de l'aide pour le parachèvement de l'Eglise épiscopale en cet endroit. p. 153

Annexe:—

Le révérend J. Gamble Geddes à J. Joseph, Hamilton, le 3 février 1837. Il lui transmet la pétition. p. 154

Sous-annexe:—

La pétition. Hamilton, le 1er février 1837. p. 155

Downing St., le 26 février.

Glenelg à Head (N° 149). Il lui accuse réception de la dépêche du 13 janvier et se dit satisfait du résultat des élections municipales à Toronto. p. 9

Toronto, le 27 février.

Head à Glenelg (N° 18). Il lui accuse réception de la dépêche N° 90, du 25 août, et lui transmet des états et des renseignements sur la concession des terres dans le Haut-Canada. p. 158

Annexe:—

Arrêtés en Conseil et états concernant la vente des terres dans le Haut-Canada. p. 159

Appendice:— 1837

N° 1. Rapport du comité spécial de l'Assemblée au sujet des règlements de la division à laquelle a été confiée la concession des terres. En date du 4 mars 1834. (Les autres annexes se trouvent dans la Série *Q. 396-2* et *3*). p. 318

Glenelg à Head (N° 155—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 6B, du 4 février, et le renvoie à la dépêche N° 135, du 28 janvier, qui explique le retard apporté à la nomination de R. B. Sullivan au poste de commissaire des terres de la Couronne. Conditions attachées à l'approbation de cette nomination. p. 119 Downing St., le 27 mars.

Glenelg à Head (N° 158). (Sans transcription. Voir *Q. 396-4*, p. 659). Downing St., le 5 avril.

Glenelg à Head (N° 160). (Sans transcription. Voir *Q. 596-4*, p. 662A). Downing St., le 17 avril.

Série Q. 396, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR
SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Suite des annexes à la dépêche de Head à Glenelg (N° 18). (Voir *Q. 396-1*, p. 158).

No. 2. Rapport du secrétaire et greffier. Etat des titres de terres accordés entre le 1er avril et le 1er août 1836. p. 338

N° 3. Rapport de l'inspecteur général. Liste des titres émis entre le 1er avril et le 1er août 1836. (Suite dans la *Série Q. 396-3*). p. 383

Série Q. 396, t. 3

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR
SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Suite de l'annexe N° 3 de la dépêche de Head à Glenelg (N° 18). (Voir *Q. 396-1*, p. 158). p. 384

N° 4. Rapport de la Commission des terres de la Couronne. Etat des titres émis entre le 1er avril et le 1er août 1836. p. 420

Série Q. 396, t. 4

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR
SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Suite des annexes de la dépêche de Head à Glenelg (N° 18). (Voir *Q. 396-1*, p. 158).

N° 4. Explication de l'état des titres, R. B. Sullivan, commissaire des terres de la Couronne, Toronto, le 3 mars 1837. p. 422

1837

Instructions de la Trésorerie à Peter Robinson, commissaire préposé à la vente et à l'administration des terres de la Couronne dans le Haut-Canada, le 18 juillet 1827. p. 425

Le 30 janvier.

Résolution de l'Assemblée au sujet d'une adresse au lieutenant-gouverneur demandant que le rapport et l'appendice sur la pétition du Dr Charles Duncombe soient transmis au secrétaire d'Etat et soumis aux deux Chambres du Parlement (imprimé). p. 646

Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (N° 6A—imprimé). Au sujet des lourds frais de voyage qu'il a dû assumer. Il demande que lesdites sommes lui soient remboursées. (Les annexes manquent. Voir *Q. 396-1*, p. 105). p. 640

Toronto, le 4 février.

Head à Glenelg (N° 7—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N°s 95, 96, 99 et 105. La fausseté des accusations portées contre lui par le Dr Charles Duncombe au sujet de sa conduite au cours des récentes élections. p. 641A

Toronto, le 6 février.

Head à Glenelg (N° 13—imprimé). Accusé de réception de la dépêche N° 113. Il donne un exposé de la conduite de G. Ridout; les conséquences que comporterait inévitablement la réintégration de ce dernier dans ses fonctions. Il demande qu'on étudie de nouveau le cas. p. 646A

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 19). Il lui transmet copie du discours qu'il a prononcé en prorogeant la Législature. p. 439

Annexe:—

Le discours, du 4 mars 1837. p. 440

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 20). Il a promis de payer les pertes causées par la guerre; il espère donc qu'on demandera immédiatement au Parlement de voter les sommes nécessaires à cette fin. p. 447

Sans date.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). Au sujet de la correspondance précédente, il lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 20, du 4 mars 1837. La question des pertes causées par la guerre. Le Parlement devrait être appelé à payer à ce sujet une balance de 16,748 louis, 10 chelins et 7 pence. p. 448

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 21). Il lui transmet une adresse de l'Assemblée au sujet du commerce de la province avec les Etats-Unis. p. 451

Annexes:—

(1) Adresse de l'Assemblée, datée du 3 mars 1837. Ont été sanctionnées les trois adresses concernant l'annexion de Montréal, la réduction des droits et les relations commerciales avec les Etats-Unis. Il demande que ces adresses soient transmises au secrétaire d'Etat. p. 452

(2) Adresse de l'Assemblée, du 3 mars 1837. On demande que soient révoquées les lois qui prohibent certaines importations et imposent des droits onéreux sur certains produits importés de pays étrangers. p. 453

1837

Head à Glenelg (N° 22—imprimé). Il lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée ainsi que trois exemplaires du rapport du comité spécial sur la pétition du Dr Duncombe. Il demande que sa dépêche N° 7 soit soumise au Parlement avec ce rapport. p. 649 Toronto, le 4 mars.

Annexe:—

Adresse de l'Assemblée, du 3 mars 1837 (imprimé). On demande que le rapport du comité spécial soit transmis au secrétaire d'Etat ainsi qu'aux deux Chambres du Parlement. (Le rapport manque. Voir *Q. 396-1*, p. 33). p. 649A

Head à Glenelg (personnelle). Il le renvoie à sa correspondance précédente et demande le payement de ses frais de voyage. p. 459 Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 23—imprimé). Il lui transmet une adresse de l'Assemblée ainsi qu'un rapport du comité spécial au sujet d'une lettre transmise par L.-J. Papineau, président de l'ancienne Chambre d'Assemblée du Haut-Canada. p. 649A Toronto, le 4 mars.

Annexes:—

(1) Adresse de l'Assemblée, du 3 mars 1837 (imprimé). On transmet l'adresse et on demande qu'elle soit soumise au secrétaire d'Etat. p. 649A

(2) Adresse, du 3 mars 1837 (imprimé). Elle désavoue les sentiments exprimés dans les résolutions transmises par Papineau. p. 650

(3) Le rapport du comité spécial, daté du 22 février 1837 (imprimé). p. 650

Head à Glenelg (N° 24). Il lui transmet une adresse du Conseil législatif: les raisons qui ont porté ce corps à partager l'avis de l'Assemblée en ce qui concerne le projet de loi destiné à modifier la charte du King's College. p. 464 Toronto, le 4 mars.

Annexe:—

L'adresse, du 2 mars 1837. p. 465

Head à Glenelg (N° 25). Il lui transmet une adresse de l'Assemblée demandant d'annexer l'île de Montréal au Haut-Canada. p. 468 Toronto, le 4 mars.

Annexe:—

L'adresse, du 17 janvier 1837. p. 470

Head à Glenelg (N° 26). Il lui transmet une adresse de la Législature désavouant une union des Canadas. p. 479 Toronto. le 4 mars,

Annexe:—

L'adresse, du 3 mars 1837. p. 480

Head à Glenelg (N° 27). Il lui transmet une adresse de la Législature au sujet de l'unité monétaire de la région et des compagnies banquières. p. 484 Toronto, le 4 mars.

1837

Annexes:—

(1) L'adresse, du 3 mars 1837. Une adresse a été adoptée; elle devra être transmise au secrétaire d'Etat. p. 485

(2) L'adresse, du 13 février 1837. On demande que le lieutenant-gouverneur ne soit pas privé du pouvoir d'approuver les projets de loi d'une nature locale qui traitent de la monnaie et des banques. Adoptée par le Conseil législatif, le 16 février 1837. p. 486

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 28). Il lui transmet une adresse de la Législature au sujet de l'amélioration de la navigation sur le fleuve Saint-Laurent. p. 489

Annexes:—

(1) Adresse, du 4 mars 1837. Une adresse a été approuvée; elle devra être transmise au secrétaire d'Etat. p. 490

(2) Adresse, du 2 mars 1837. La nécessité d'améliorer la navigation sur le Saint-Laurent. On devrait insister pour que le Bas-Canada termine les travaux nécessaires. p. 491

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 29). Il lui transmet une adresse de la Législature au sujet du bureau de poste. p. 494

Annexes:—

(1) Adresse, du 2 mars 1837. Une adresse a été approuvée; elle devra être transmise au secrétaire d'Etat. p. 495

(2) Adresse adoptée par l'Assemblée le 27 février 1837; adoptée par le Conseil législatif le 2 mars 1837. L'organisation et l'administration du bureau de poste. On propose des règlements. p. 496

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (N° 30). Il lui transmet copie d'une adresse du président de l'Assemblée sur la prorogation. p. 506

Annexe:—

Adresse sur la prorogation. p. 507

Toronto, le 4 mars.

Head à Glenelg (personnelle—double). Il lui transmet les adresses au sujet de la prorogation et celles qu'il a reçues des deux Chambres de la Législature. Par suite des intrigues du parti radical, aucune adresse au lieutenant-gouverneur n'accompagnait celle qui concerne l'union. (Les annexes manquent). p. 509

Toronto, le 14 mars.

Head à Glenelg (N° 31). Il lui transmet des projets de loi; on lui écrira une dépêche là-dessus aussitôt que ces projets de loi auront été transcrits. (L'annexe manque. Voir la liste des projets de loi à la date du 6 avril, p. 553.) p. 512

Toronto, le 21 mars.

Head à Glenelg (N° 35). Il lui accuse réception des dépêches N°s 118 à 127, des 19 au 24 et du 30 décembre 1836 ainsi que des 3 au 5 janvier 1837. p. 529

Toronto, le 26 mars.

Head à Glenelg (N° 32). Il lui accuse réception du double de la dépêche N° 141 et lui dit que des rapports concernant la concession des terres dans le Haut-Canada ont été envoyés le 7 mars. Les

écrits sur la réfutation des accusations portées par le Dr Duncombe sont si nombreux que l'impression du rapport et de l'appendice adoptés par l'Assemblée n'est pas terminée. p. 513 1837

Head à Glenelg (N° 33). Accusé de réception des dépêches N°s 129 à 141, des 10, 12, 20, 25 au 31 janvier et du 1er février 1837. p. 514 Toronto, le 29 mars.

Head à Glenelg (N° 34). Les raisons qui l'ont induit à réserver les projets de loi N°s 1062 à 1080. Ces projets se rapportent aux questions suivantes: (1) la constitution des compagnies banquières en sociétés, avec certaines restrictions quant au chiffre d'émissions, etc., et à responsabilité limitée; (2) l'établissement de compagnies de crédit et de gestion; (3) l'octroi à la *North American Banking Company*, de Londres, du pouvoir d'étendre son champ d'activité au Haut-Canada; (4) l'établissement de la *Freeholders Bank* sur une base toute particulière; (5) l'augmentation des valeurs de la Banque du Haut-Canada en vue d'en faire à proprement parler une banque provinciale et d'en accroître l'utilité en ce qui concerne l'émission du papier-monnaie. p. 516 Toronto, le 4 avril.

Head à Glenelg (N° 36). Les raisons qui le portent à désirer qu'on approuve immédiatement le projet de loi réservé N° 1062, se rapportant au département de la concession des terres; ce projet de loi devrait être en vigueur avant la fin de la saison favorable à l'émigration. p. 530 Toronto, le 4 avril.

Head à Glenelg (N° 37). Il lui transmet les adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée au sujet du département de la concession des terres. p. 535 Toronto, le 4 avril.

Annexes:—

(1) Adresses du Conseil législatif, du 3 mars 1837. Elle demande de faire approuver sans plus tarder le projet de loi qui se rapporte à la disposition des terres publiques. p. 536

(2) Adresse de l'Assemblée, du 3 mars 1837. On demande d'obtenir le plus tôt possible la sanction du projet de loi concernant la disposition des terres publiques. p. 537

Head à Glenelg (N° 38—imprimé). Accusé de réception de la dépêche N° 131. L'approbation de son rapport sur l'état des sauvages lui donne grande satisfaction. Il n'est pas en faveur de transférer aux officiers du commissariat les attributions du département des Sauvages. Il recommande fortement une augmentation de traitement pour le successeur du colonel J. Givens. p. 657A Toronto, le 4 avril.

Head à Glenelg (N° 39). Au sujet de sa dépêche N° 37, du 4 avril, il lui transmet deux copies de la loi concernant la disposition des terres publiques. (Les annexes manquent). p. 541 Toronto, le 5 avril.

Head à Glenelg (N° 40). Les raisons qui l'ont incité à recommander la restauration du canal Welland et l'établissement du chemin de fer *Great Western* dont le résultat fut d'amener l'Assemblée à sanctionner d'autres améliorations. Les précautions qui ont été Toronto, le 5 avril.

1837 prises et les raisons pour lesquelles il n'a pas voulu réserver les projets de loi. Il lui transmet copie de l'adresse de l'Assemblée au sujet des améliorations. (L'annexe manque. Voir p. 507). p. 542

Toronto, le 5 avril. Glenelg à Head (N° 41—imprimé). Il lui transmet un exemplaire de l'édition spéciale de la *Gazette* annonçant la nomination de R. S. Jameson au poste de vice-chancelier; de A. M'Lean et de Jonas Jones comme juges de la cour du Banc du Roi; de C. Hagerman comme procureur général; et de W. H. Draper au poste de solliciteur général. Les raisons qui l'ont porté à croire en la nécessité de créer le poste de vice-chancelier, de désigner les autres fonctionnaires et d'omettre la recommandation d'élever M. S. Bidwell au rang de juge. Il demande que toutes ces nominations soient approuvées. p. 653

Annexes:—

(1) Numéro spécial de la Gazette, du 1er avril 1837 (imprimé). p. 654A

(2) R. S. Jameson à Head, Toronto, le 8 mars 1837 (imprimé). Il offre ses services comme vice-chancelier. p. 654A

(3) A. M'Lean à Head, Kingston, le 11 mars 1837 (imprimé). Il demande une situation. Les raisons de cette demande de récompense pour ses services. p. 655

Toronto, le 5 avril. Head à Glenelg (N° 42). Il lui transmet le Livre Bleu pour l'année 1836. (L'annexe manque). p. 552

Downing St., le 5 avril. Glenelg à Head (N° 158—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 6 février, et répond aux déclarations qu'elle renferme au sujet de la destitution de fonctionnaires. Il donne l'ordre de rétablir G. Ridout dans ses fonctions, si ce dernier peut se disculper des accusations lancées contre lui. On devra porter ces accusations à la connaissance de Ridout et en faire connaître le résultat à Glenelg. p. 659

Toronto, le 6 avril. Head à Glenelg (N° 43). Il lui transmet le rapport sur les projets de loi réservés. Son opinion sur ces projets a été exposée dans ses dépêches N°s 34, 36, 37, 39 et 40. p. 553

Annexe:—

Rapport du procureur général, Toronto, le 1er avril 1837, au sujet des lois suivantes: établissement d'une banque à Brockville; constitution en société des banques du district de Newcastle, Erié et Ontario, du district de Niagara, de Prescott, du district de Prince-Edouard, du district de London, du district de l'Ouest, du district de Niagara; augmentation du capital social de la banque commerciale du district de Midland; modification de la charte et augmentation du capital social de la banque du district de Gore et de la banque du Haut-Canada; constitution légale de la *Upper Canada Loan and Trust Company;* de la *Upper Canada Life Insurance and Trust Company* et de la *Freeholders Bank;* disposition des terres publiques; assurance d'une plus grande indépendance à l'Assemblée; érection du district de Wellington et du district de Colborne; naturalisation de certaines personnes y nommées. p. 554

1837

Head à Glenelg (N° 44). Il lui accuse réception de la dépêche N° 138, du 31 janvier, et lui transmet un rapport sur les biens de T. T. Orton, fourni par T. Ward de Port Hope où Orton vivait au moment de sa mort. p. 564 Toronto, le 6 avril.

Annexe:—

Ward à ————, Port Hope, le 5 avril 1837. Orton a légué tous ses biens à sa femme. p. 565

Glenelg à Head (N° 160—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 4 février, ainsi que de l'appendice au rapport sur la pétition du Dr C. Duncombe. La réfutation des accusations portées par Duncombe lui cause une vive satisfaction. p. 662A Downing St., le 17 avril.

Glenelg à Head (N° 166). Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 4 avril, et exprime la satisfaction que lui cause le rapport du comité spécial sur la pétition du Dr Duncombe. On a fait des démarches pour obtenir le renvoi de la dépêche de Head, N° 7, du 4 février, en réponse aux allégations de Duncombe. p. 457 Downing St., le 20 avril.

Glenelg à Head (N° 167—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 4 mars. Il a été heureux de prendre connaissance des résolutions de l'Assemblée du Haut-Canada au sujet des résolutions reçues du président de l'ancienne Assemblée du Bas-Canada. p. 663 Downing St., le 20 avril.

Head à Glenelg (N° 45). La rumeur de la faillite de *Baring Brothers & Co.* et de *T. Wilson & Co.* court à Toronto. Il lui transmet une liste de traites faites sur ces deux maisons et insiste sur la nécessité de demander à la Trésorerie d'acquitter ces traites à l'échéance. p. 567 Toronto, le 23 avril.

Annexes:—

(1) Calcul des sommes à être tirées en Angleterre sur la balance des obligations du Haut-Canada. J. H. Dunn, bureau du receveur général, le 23 avril 1837. p. 570

(2) Etats des intérêts. J. H. Dunn, Toronto, le 23 avril 1837. p. 571

(3) Liste de traites tirées sur *Baring Brothers & Co.* depuis le 1er décembre 1836. p. 572

(4) Liste de traites tirées sur *T. Wilson & Co.* depuis le 1er décembre 1836. p. 573

Head à Glenelg (N° 46). Il lui transmet un rapport du commissaire des terres de la Couronne. Raisons pour lesquelles il ne croit pas à propos de demander une loi autorisant la vente d'au moins un quart des réserves du clergé; tous les revenus de ces réserves devraient être placés en obligations du Haut-Canada. p. 576 Toronto, le 24 avril.

Annexe:—

Rapport de R. B. Sullivan, bureau des terres de la Couronne, le 28 mars 1837. p. 577

1837 Sous-annexes:—

(i) Etat général: le nombre d'acres de terre réservées pour le clergé de la province du Haut-Canada et leur distribution jusqu'au 23 novembre 1836. p. 597

(ii) 7 et 8 George IV, ch. LXII. Loi qui autorise la vente d'une partie des réserves du clergé dans les provinces du Haut et du Bas-Canada, le 2 juillet 1827. p. 598

Toronto, le 24 avril. Head à Glenelg (N° 47). Il lui accuse réception de la dépêche N° 120, du 11 novembre, et lui transmet copie du mémoire de G. H. Markland qui se plaint de n'avoir pas été nommé arbitre pour déterminer la part des droits que devrait recevoir le Haut ou le Bas-Canada. Markland s'est opposé à lui et l'a embarrassé en maintes circonstances. p. 604

Annexe:—

Markland, vérificateur des comptes publics, à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 25 mars 1837. Il lui transmet copie du mémoire qu'il a adressé au secrétaire d'Etat. p. 608

Sous-annexe:—

Le mémoire, novembre 1836. p. 609

Toronto, le 25 avril. Head à Glenelg (N° 50). Le receveur général n'a reçu aucune offre pour une partie quelconque de l'emprunt autorisé par la Législature au cours de la dernière session. Que l'affaire échoue de cette façon plutôt que par la volonté de la Législature! p. 624

Toronto, le 29 avril. Head à Glenelg (N° 48). Il lui transmet les lois adoptées à la dernière session et promet de lui faire parvenir le rapport du procureur général à ce sujet. p. 619

Toronto, le 29 avril. Head à Glenelg (N° 49). Il lui présente W. H. Draper qui a été envoyé en Angleterre en raison d'un rapport publié sur les affaires des maisons de commerce anglaises. Il sollicite du secours en vue d'empêcher la ruine de la province au cas où ces maisons failliraient. p. 620

Toronto, le 29 avril. Head à Glenelg (N° 52). Les circonstances qui ont valu à A. M'Lean la préséance sur J. Jones au poste de juge de la cour du Banc de la Reine, bien qu'on ait d'abord eu l'intention d'accorder ce poste à Jones. p. 629

Annexes:—

(1) J. Joseph à J. Jones, M.P.P., le 11 mars 1837. Il déclare que Jones a été nommé juge. [Note.] Une lettre identique envoyée à M'Lean. p. 632

(2) Jones à [Joseph], Toronto, le 27 avril 1837. Ses prétentions à la préséance. p. 633

(3) Décision du Conseil, le 20 avril 1837. La préséance devrait être accordée aux juges suivant la date de leur commission. p. 637

1837

Head à Glenelg (N° 51—imprimé). Il lui transmet copie d'une adresse soumise par des délégués de l'Eglise d'Ecosse réunis à Cobourg le 14 avril. On prétend que la loi 31, Geo. III, ch. XXXI, constitue une atteinte aux droits des pétitionnaires. p. 664 Toronto, le 2 mai.

Annexes:—

(1) Walter Telfer, Hugh Scobie et David Brodie à Head, Cobourg, le 17 avril 1837 (imprimé). Ils présentent la pétition et demande qu'elle soit transmise au secrétaire d'Etat. p. 664

(2) La pétition (imprimé). Les pétitionnaires prétendent que le pouvoir donné en vertu de la loi constitutionnelle pour l'érection de cures et la collation des bénéfices aux titulaires de l'Église d'Ecosse constitue une atteinte à leurs droits. On se plaint de l'érection de 57 cures par sir John Colborne et on demande de faire disparaître les incapacités religieuses. (Voir les signatures à la page 627). p. 664

G. Grey, sous-secrétaire, à T. Wilson & Co. (brouillon). Il demande une liste de traites tirées sur cette maison par le receveur général du Haut-Canada. (Avec retouches faites par A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie). p. 574 Le 3 juin.

Glenelg à Head (N° 199—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 2 mai, et fait un exposé de la question des droits de l'Eglise d'Angleterre aux réserves du clergé. Les légistes considèrent comme illégal l'établissement de 57 cures par sir John Colborne. Il demande qu'on transmette cette dépêche à l'archevêque de Toronto qui sans doute la soumettra à l'évêque de Montréal. On devrait obtenir leur opinion au cas où celle des légistes serait fondée sur des faits inexacts. S'il ne s'est produit aucune erreur de ce genre, il faudra tâcher de soumettre la question à la cour du Banc de la Reine. p. 665 Downing St., le 6 juillet.

Annexes:—

(1) Renvoi aux légistes, le 12 avril 1837 (imprimé). p. 666

(2) Opinion des légistes, le 8 juin 1837 (imprimé). p. 667

Glenelg à Head (N° 200—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 41, du 5 avril, et déclare qu'il a été impossible jusqu'à présent de soumettre le projet de loi se rapportant à la cour de la Chancellerie à la sanction royale. Il approuve la nomination de R. S. Jameson comme vice-chancelier et celles de A. M'Lean et de J. Jones comme juges de la cour du Banc de la Reine. Si Hagerman a exprimé les vues qui lui sont attribuées dans les résolutions au sujet de l'Eglise d'Ecosse, il est en désaccord avec la politique gouvernementale et ne devrait pas occuper le poste de procureur général. On devra mettre Hagerman en possession du document inclus ainsi que de la partie de cette dépêche qui se rapporte à lui. Raisons pour lesquelles M. S. Bidwell devrait être appelé à occuper le premier poste de juge qui deviendra vacant. (L'annexe manque). p. 663 Toronto, le 14 juillet.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). Au sujet de la lettre du 22 janvier, il lui transmet une dépêche de Head concernant le projet d'enlever aux Le 22 juillet.

1837 fonctionnaires du département des Sauvages la distribution des présents aux sauvages pour la confier aux fonctionnaires du commissariat. Glenelg est porté à partager l'opinion exprimée par Head. On demandera un autre rapport sur certains points qui n'ont pas été élucidés. Glenelg attendra d'avoir tous les renseignements désirés pour donner son opinion sur la nécessité de nommer un successeur au colonel J. Givens. p. 538

Série Q. 396, t. A

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1836

Sauf celles qui sont résumées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G*, Vol. 76-78 (*Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1936*).

1836

Downing St., le 4 février. Glenelg à Head. Il lui accuse réception des dépêches N°s 50 à 56. p. 36

Ministère des Colonies, le 31 mars. Glenelg à Head. Il lui présente John F. Elliot. p. 105

Downing St., le 2 avril. Glenelg au major général sir John Colborne, commandant des troupes. Pourquoi il n'a pas répondu aux dépêches que Colborne lui adressa après que Head eut pris les rênes de l'administration dans le Haut-Canada. On répondra à ces dépêches le plus vite possible. p. 106

Downing St., le 14 avril. Glenelg à Colborne. Il répond aux reproches que renferment les dépêches de Colborne, N°s 58, 62, 63 et 72, des 22 septembre, 6, 9 et 30 novembre, la dépêche distincte du 6 décembre 1835, et la dépêche N° 1 et distincte du 5 janvier; la dépêche du 9 février 1836. L'attitude de Colborne. Il est l'auteur des dépêches qui proviennent du ministère des Colonies et qui censurent Colborne. Il lui propose de continuer à diriger les troupes. p. 110

Downing St., le 22 avril. Glenelg à Head. Il lui présente le Dr Edward Morton. p. 145

Downing St., le 20 novembre. Glenelg à Head (N° 111). Il a reçu une lettre du capitaine John Moore, officier en demi-solde du 3e bataillon de la garnison, qui aimerait avoir une terre aux conditions habituelles. Il faudra faire là-dessus une enquête; la décision de Head sera conforme à l'usage suivi en pareil cas. Il faudra faire savoir à Moore que les communications adressées au secrétaire d'Etat doivent être transmises par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 289

Downing St., le 29 novembre. Glenelg à Head (N° 112). Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec lord Fitzroy Somerset, au sujet des privilèges qui seront accordés au major Fortye, autrefois du 7e bataillon royal. La terre devra être défrichée par le fils de Fortye. (L'annexe manque). p. 291

Série Q. 397, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

1837

Glenelg à Head (N° 31). Il lui accuse réception de la dépêche N° 84, du 19 octobre, et lui transmet une lettre de l'adjoint du ministère de la Guerre demandant de plus amples informations sur certains militaires retraités qui ont disposé de leurs pensions et se sont rendus dans le Haut-Canada. p. 101 — Downing St., le 12 janvier.

Annexe:—

L. Sulivan à J. Stephen, sous-secrétaire, ministère de la Guerre, 9 janvier 1837. Il lui demande une liste des militaires retraités avec toutes les précisions possibles. p. 102

Head à Glenelg (N° 51). (Sans transcription. Voir *Q. 396-4*, p. 664). — Toronto, le 2 mai.

Head à Glenelg (N° 53). J. H. Dunn, receveur général, a obtenu un congé et se rendra en Angleterre. p. 5 — Toronto, le 4 mai.

Head à Glenelg (N° 54). Il lui transmet le rapport du procureur général sur les lois établies par la Législature au cours de la dernière session. Il attire son attention sur celle qui se rapporte à la franchise postale, ch. 21, et lui transmet une documentation sur ce sujet. p. 6 — Toronto, le 4 mai.

Annexes:—

(1) C. A. Hagerman, procureur général, à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 22 avril 1837. Il lui transmet le rapport sur les lois établies au cours de la dernière session et lui fait observer qu'elles ont obtenu l'assentiment royal avant le moment où il fut nommé procureur général. p. 8

Sous-annexe:—

Rapport du procureur général, Toronto, le 22 avril 1837. p. 11

(2) Copie authentique de la loi relative à la franchise postale, ch. 21. p. 73

(3) T. A. Stayner, adjoint de l'administrateur des postes, à J. Joseph, Québec, le 17 avril 1837. La loi provinciale qui accorde la franchise postale aux membres de la Législature du Haut-Canada viole les lois impériales sous l'empire desquelles il exerce ses fonctions. Cette loi est extraite d'un brouillon de projet de loi rédigé en Angleterre en 1834, mais en vertu duquel toutes les provinces devaient agir simultanément. p. 80

(4) Joseph à Stayner, Toronto, le 27 avril 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 17 avril. Head partage les vues qui sont exprimées dans cette dépêche et croit qu'il n'aurait pas dû approuver le projet de loi. La lettre de Stayner sera transmise à Glenelg. p. 85

(5) Opinion de R. S. Jameson, ci-devant procureur général, sur le projet de loi. p. 86

1837

Toronto, le 4 mai.

Head à Glenelg (N° 55). Il lui transmet la requête des commissaires de l'école publique de Peterborough au sujet de Robert J. C. Taylor, ci-devant maître de ladite école, qui se rend à Dublin pour y obtenir un grade universitaire. Pourquoi il recommande d'accéder à la demande que renferme la requête: le traitement annuel de 75 louis accordé à Taylor et les 100 louis qu'il croyait obtenir. p. 88

Annexe:—

Les commissaires à Head, le 31 décembre 1836. Ils lui présentent la requête. p. 90

Sous-annexe:—

La requête, du 31 décembre 1836. p. 92

Toronto, le 4 mai.

Head à Glenelg (personnelle). Il lui transmet copie de la requête des catholiques romains du Haut-Canada. La discussion de questions religieuses démontre que la tranquilité politique règne; celle-ci permettra de cicatriser certaines blessures infligées au cours des luttes. p. 95

Annexe:—

Requête des catholiques romains du Haut-Canada qui demandent la suppression des sociétés orangistes. p. 97

Toronto, le 5 mai.

Head à Glenelg (N° 56). Il lui accuse réception de la dépêche N° 130, du 12 janvier, et lui transmet un rapport de A. B. Hawke, agent des émigrants, sur les militaires retraités qui ont disposé de leurs pensions et se sont rendus dans le Haut-Canada. La situation des militaires retraités et la nécessité de leur venir en aide. p. 103

Annexe:—

Hawke à Joseph, bureau de l'Emigration, le 29 avril 1837. Le rapport. p. 106

Toronto, le 7 mai.

Head à Glenelg (N° 57). Il lui accuse réception de la dépêche N° 150, du 1er mars, au sujet de l'abrogation et de la modification des lois actuelles relatives à la monnaie. Il lui transmet là-dessus un mémoire de T. G. Ridout, caissier de la banque du Haut-Canada. Les motifs de cette loi. p. 114

Annexes:—

(1) Le mémoire. Banque du Haut-Canada, Toronto, le 29 avril 1837. On approuve la loi. p. 118

(2) Extraits du *New York Daily Express*, au sujet du projet de loi relatif aux sociétés banquières. p. 133

Toronto, le 8 mai.

Head à Glenelg (N° 58). Peter Robinson s'est démis de ses fonctions d'inspecteur général des bois et forêts; pourquoi R. B. Sullivan a été nommé à ce poste avec un traitement égal à celui de Peter Robinson. p. 145

Toronto, le 12 mai.

Head à Glenelg (N° 59.) Il lui transmet une lettre de l'évêque de Montréal et il appuie la proposition qu'elle renferme: un diocèse

distinct pour l'Eglise d'Angleterre dans le Haut- Canada. Il propose que le vénérable J. Strachan, archidiacre de Toronto, soit nommé évêque du nouveau diocèse. p. 146 **1837**

Annexe:—

Le très révérend G. J. Mountain, évêque de Montréal, à Glenelg, Québec, le 19 avril 1837. p. 148

Head à Glenelg (N° 60). Il lui transmet copie de la correspondance échangée au sujet de la suspension des paiements en espèces par la banque du Haut-Canada; ses vues sur ce sujet. Cette correspondance renferme les lettres suivantes: (1) W. Proudfoot, président de la banque du Haut-Canada, à Head, le 16 mai 1837; (2) réponse du lieutenant-gouverneur, le 17 mai 1837; (3) Head à lord Gosford, gouverneur en chef, le 19 mai 1837; (4) Head à R. I. Routh, commissaire général, le 19 mai 1837; (5) Head au major général sir John Colborne, commandant des troupes, le 19 mai 1837; (6) mémoire de W. Proudfoot et rapport sur la situation de la banque du Haut-Canada, Toronto, le 18 mai 1837; rapport en date du 30 avril 1837; (7) Head à [Proudfoot], le 22 mai 1837: le motif qui porte le Conseil exécutif à approuver la suspension des paiements en espèces. p. 154 Toronto, le 23 mai.

Head à Glenelg (N° 61). Il lui transmet le rapport du major R. H. Bonnycastle, ingénieur en chef du Haut-Canada, sur le projet de construire une église dans la réserve militaire et navale de Penetanguishene. p. 180 Toronto, le 26 mai.

Annexe:—

Bonnycastle à J. Joseph. Bureau des ingénieurs royaux, Toronto, le 22 avril 1837. Le rapport. p. 181

Head à Glenelg (N° 62). Il lui accuse réception de la dépêche N° 147, du 24 février. Impossibilité de réparer les casernes à Toronto; il propose d'en construire de nouvelles; ce projet lui sera expliqué par le major Bonnycastle qui a obtenu un congé et se rend en Angleterre. p. 183 Toronto, le 26 mai.

Head à Glenelg (N° 63). Il lui transmet une requête des habitants du Niagara qui désirent obtenir des terres dans la réserve militaire maintenant inutilisée; le parachèvement du canal Welland. Il demande d'accéder à ce désir à la condition toutefois que ces terres fassent retour à la Couronne au cas où l'entreprise ne réussirait pas. p. 185 Toronto, le 26 mai.

Annexe:—

La requête. p. 186

Head à Glenelg (N° 64). Il lui transmet une requête des habitants de Waterloo, de Wilmot et de Woolwich, qui demandent de suspendre l'assentiment royal à la loi qui divise le district de Gore; il lui transmet aussi une lettre sur ce sujet. p. 190 Toronto, le 26 mai.

Annexes:—

(1) La requête au Roi. p. 191

(2) La requête à Head avec la lettre au secrétaire d'Etat. p. 195

1837 Sous-annexe:—

Requête explicative, Waterloo, le 15 avril 1837. p. 196

(3) Esquisse du district de Wellington. (Voir la division des cartes géographiques).

(4) Evaluation des différents comtés du district de Gore. p. 204

Oak Apple Day, Toronto. Head à J. Stephen (personnelle). Il lui présente W. H. Draper qui est envoyé en Angleterre pour fournir des renseignements valables aux ministres au cas où les sociétés *T. Wilson* et *Baring Brothers* feraient faillite. Si cet événement se produit et la province ne reçoit aucune aide en l'occurrence, le voyage de Draper démontrera que l'on n'a rien négligé pour obtenir cette aide. p. 205

Toronto, le 29 mai. Head à Glenelg (N° 65). Il le renvoie à des lettres antérieures au sujet de W. Forsyth; il lui demande des instructions immédiates sur cette question. p. 207

Toronto, le 30 mai. Head à Glenelg (N° 66). On a pris la décision de convoquer la Législature le 19 juin en dépit du danger de troubles; la politique qu'il a suivie pour aplanir les difficultés financières et les intérêts des fauteurs de discorde. p. 208

Toronto, le 2 juin. Head à Glenelg (N° 67). Il lui accuse réception de la dépêche N° 144, du 12 février, relative à certains articles dans les comptes du département des Sauvages: (1) le révérend Adam Elliott, missionnaire à l'île Manitoulin, reçut 25 louis depuis avril jusqu'à juin 1836, ce qui équivaut à un traitement annuel de 100 louis; (2) le paiement à John Orr, instituteur à l'île Manitoulin, fut fait après qu'on eût pris la décision de congédier le missionnaire et l'instituteur qui se trouvaient dans cet établissement fondé par sir John Colborne; chacun de ces deux fonctionnaires reçut le quart de son traitement; (3) la dépense de 24 louis, 15 chelins et 1 penny fut encourue pour les services d'un interprète qui l'accompagna lors de sa visite à l'île Manitoulin; (4) conformément aux instructions générales de 1830, la gratification de 39 louis et 13 chelins, équivalant à un traitement semi-annuel, fut accordée à François X. Cadette au moment où il se démit de ses fonctions d'interprète. p. 212

Toronto, le 2 juin. Head à Glenelg (N° 68). Il lui transmet une requête de F. W. K. Jessop avec pièces à l'appui. Cette documentation se rapporte à une influence indue qui fut exercée au cours des dernières élections; il a cru de son devoir de porter la chose à la connaissance de Glenelg. p. 216

Annexes:—

(1) La requête, Perth, le 1er janvier 1837. Ses états de service; il n'a pas reçu la rémunération qui lui revient en sa qualité d'agent de P. Robinson; son travail relatif à l'établissement des colons. p. 217

Sous-annexes:—

(i) Peter Robinson, commissaire des terres de la Couronne, à Jessop, York, le 28 août 1833. Instructions pour remplir les certificats de certains colons. p. 243

1837

(ii) Déclaration de Jessop: sa conduite lorsque l'on tenta d'obtenir avant les élections les titres de propriété des terres de certains colons; pièces justificatives signées par T. Boyle, Huntly, le 10 juillet 1836. p. 244

(2) Suite de la requête de F. Jessop, Perth, le 17 février 1837. p. 247

Sous-annexe:—

W. & J. Bell à Jessop, Perth, le 14 février 1837. Il faudrait savoir si Jessop acceptera la rémunération qui lui fut déjà proposée. p. 253

(3) Robinson à J. Joseph, le 27 mars 1837. Dans quelles conditions Jessop travailla pour lui; commentaires sur la requête. p. 254

Sous-annexe:—

John McEwan à Robinson, Carleton Place, le 8 juillet 1836. Il lui retourne 51 titres de propriété que Jessop lui a remis parce que ce dernier ne veut plus s'occuper des colons. Il demande d'échanger son propre lopin de terre. (L'annexe manque). p. 263

(4) Déclaration de T. Baines, secrétaire de la Société du Clergé, relative aux accusations portées par Jessop, Toronto, le 21 mars 1837. p. 264

(5) Rapport de A. B. Hawke, agent de l'émigration, sur la requête de Jessop, Toronto, le 3 mai 1837. p. 266

(6) Joseph à Baines, Hôtel du Gouvernement, le 10 mai 1837. Head est mécontent de la conduite de Baines; il lui transmet copie d'une lettre adressée à Jessop; l'affaire sera soumise au secrétaire d'Etat. p. 270

Sous-annexe:—

Joseph à Jessop, Hôtel du Gouvernement, le 10 mai 1837. Il lui transmet un extrait d'une décision du Conseil qui a été approuvée. Commentaires sur la conduite de Jessop dans la mesure où ce dernier s'est écarté de ses instructions. Baines a été censuré; on a cru opportun de déférer l'affaire au secrétaire d'Etat. p. 270

Annexe à la sous-annexe:—

Extrait des procès-verbaux du Conseil, du 4 mai 1837, au sujet de la conduite de certaines personnes; le Conseil décide de payer Jessop. p. 273

Head à Glenelg (N° 69). Il le renvoie à la lettre du 22 avril 1836, relative à la papeterie que nécessite l'exercice de ses fonctions et de celles de l'inspecteur général; il demande que l'on donne là-dessus les instructions nécessaires. Les difficultés que cette question d'une papeterie convenable a suscitées jusqu'ici; ce qui a été envoyé en 1835 fut payé à même la caisse militaire. p. 279 Toronto, le 2 juin.

Head à Glenelg (N° 70). Il le renvoie à la dépêche N° 60, du 23 mai 1837, et lui transmet des lettres de lord Gosford, sir John Colborne et R. I. Routh, commissaire général; ces textes démontrent qu'il a été impossible de venir en aide à la Banque du Haut-Canada. Les banques canadiennes n'ont pas été prises d'assaut. p. 281 Toronto, le 8 juin.

1837 Annexes:—

(1) Lord Gosford, gouveneur en chef, à Head, le 27 mai 1837. Il regrette de ne pouvoir accéder aux désirs de la Banque du Canada. p. 286

(2) Sir John Colborne, commandant des troupes, à Head, Québec, le 25 mai 1837. Il regrette de ne pouvoir approuver le projet de venir en aide à la Banque du Haut-Canada en puisant dans la caisse militaire. p. 289

(3) R. I. Routh à Head, le 26 mai 1837. Il ne lui est pas loisible de venir au secours de la Banque du Haut-Canada. p. 290

Toronto, le 20 juin. Head à Glenelg (N° 71). Il lui transmet une copie imprimée du discours qu'il prononça à l'ouverture de la Législature. (L'annexe manque). p. 293

Downing St., le 29 juillet. Glenelg à Head (N° 209). (Sans transcription. Voir *Q. 379-2*, p. 468).

Downing St., le 31 juillet. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie des dépêches de Head, N°s 60 et 70, des 24 mai et 8 juin; Glenelg approuve les mesures prises par Head pour venir au secours de la Banque du Haut-Canada. p. 285

Downing St., le 31 mars Lettre sans signature au lieutenant-gouvernuer du Haut-Canada (N° 49—brouillon). Pourquoi il s'oppose à la loi de la 8e, Guil. IV, ch. 7, autorisant la déportation, au lieu de l'exil, comme punition de certains délits; il faudra demander à l'Assemblée d'apporter à ce projet de loi les modifications nécessaires. p. 9

Série Q. 397, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Le 19 juin. L'ouverture de la session de la Législature. p. 294

Le 20 juin. Le discours de Head. p. 295

Toronto, le 22 juin. Head à Glenelg (personnelle). Il attire l'attention sur la dépêche de Glenelg, N° 135, du 28 janvier; motifs pour lesquels il faudrait ratifier la nomination de R. B. Sullivan au poste de commissaire des terres de la Couronne et d'agent pour la vente des réserves du clergé; nécessité d'inviter des hommes compétents à accepter des postes dans l'administration. p. 303

Toronto, le 23 juin. Head à Glenelg (N° 72). Il lui transmet copie des adresses de la Législature et des réponses aux adresses. p. 306

Annexes:—

(1) Adresse de l'Assemblée en réponse au discours du trône, le 22 juin 1837. p. 307

(2) La réponse. p. 309

1837

(3) Adresse du Conseil législatif en réponse au discours du trône. p. 310

(4) La réponse. p. 313

Toronto, le 24 juin.

Head à Glenelg (N° 73). Il lui transmet les journaux de l'Assemblée pour les dernières sessions. L'Appendice et les journaux du Conseil législatif seront envoyés aussitôt qu'ils auront été reçus de l'imprimeur. p. 314

Toronto, le 24 juin.

Head à Glenelg (N° 74). Il lui transmet une requête de David McCall; il ne saurait faire là-dessus des commentaires favorables. p. 315

Annexes:—

(1) W. C. Keele à ————, Toronto, le 12 juin 1837. La demande de McCall se rapporte à une requête antérieure présentée au lieutenant-gouverneur; prière de transmettre ces textes au secrétaire d'Etat. p. 316

(2) Requête de David McCall, Moore, le 10 mai 1837. Il demande la concession de l'île Stag, dans la rivière Sainte-Claire; les Chippewas lui ont cédé cette île. p. 317

Sous-annexes:—

(i) La cession de l'île Stag, le 5 mai 1837. p. 319

(ii) E. S. Robertson à Mme Sophia McCall, Montréal, le 1er mai 1833; le Dr Robertson a recommandé McCall; il espère que ce dernier obtiendra la terre. p. 322

(iii) W. Robertson à McCall, Montréal, le 1er mai 1833. Texte attestant la bonne conduite de McCall. p. 323

Toronto, le 24 juin.

Head à Glenelg (N° 75). Pourquoi il a voulu nommer quelqu'un pour diriger le département des Sauvages, en dépit de la restriction que renferme la dépêche de Glenelg, N° 131, du 20 janvier. S. P. Jarvis, qui a été nommé, a renoncé à ses fonctions de greffier pour lesquelles il recevait annuellement 300 louis; il devrait recevoir 350 louis en sa qualité de chef du département des Sauvages. Il lui transmet la requête de W. Hepburn, nommé greffier à la Chancellerie. p. 324

Annexe:—

Requête de W. Hepburn, Toronto, le 12 juin 1837. Il demande une rémunération pour les services qu'il a rendus lorsqu'il dirigeait le département des Sauvages. p. 330

Toronto, le 26 juin.

Head à Glenelg (N° 76). Il lui accuse réception de la dépêche N° 159, du 17 avril, et lui dit combien il est heureux d'avoir été créé baronnet. p. 333

Toronto, le 1er juillet.

Head à Glenelg (N° 77—double). Il lui transmet une requête de plusieurs marchands et commerçants de Kingston qui demandent la construction d'une écluse aux rapides de Sainte-Anne; les avantages qui en résulteraient. p. 336

1837

Annexes:—

(1) La requête; le monopole de l'*Ottawa and Rideau Forwarding Company.* p. 337

(2) La carte (dans la division des cartes géographiques). p. 340

Toronto, le 4 juillet.

Head à Glenelg (N° 78—double). Il accuse réception de la dépêche N° 179, du 4 mai; il approuve Glenelg qui a décidé de biffer une phrase dans la copie de sa dépêche du 14 février, qui fut soumise à la Chambre des Communes en réponse aux accusations faites par le Dr Charles Duncombe. p. 343

Toronto, le 4 juillet.

Head à Glenelg (N° 79—double). Il lui accuse réception de la dépêche N° 115, du 29 novembre 1836, au sujet de la requête de W. H. Froward et de certaines personnes de Lennox et d'Addington qui accusent C. A. Hagerman, solliciteur général, d'ingérence dans la dernière élection. On a demandé à Froward de soumettre cette requête, mais il n'a pas encore agi en ce sens. p. 345

Toronto, le 11 juillet.

Head à Glenelg (N° 80—double). Il lui accuse réception de la dépêche N° 177, du 30 avril; certains item des comptes du commissaire général ont nécessité des commentaires; ces dépenses ont été faites pour donner suite à un projet qui a été approuvé et en vertu duquel il sera possible de diminuer les dépenses du département des Sauvages. La constrution d'entrepôts à l'île Manitoulin fut nécessaire: les sauvages ont quitté leurs terres à l'arrivée des blancs et ces terres seront vendues. Il s'efforce lui aussi de diminuer les dépenses du département des Sauvages. p. 346

Toronto, le 12 juillet.

Head à Glenelg (N° 81). Il lui transmet six copies imprimées des lois adoptées par la Législature au cours de sa première session. (Les annexes manquent). p. 351

Toronto, le 12 juillet.

Head à Glenelg (N° 82—imprimé). Il lui transmet copie du discours qu'il prononça en prorogeant la Législature. La situation financière et les débats qu'elle suscita dans l'Assemblée. Les principes dont s'est inspiré le projet de loi relatif aux banques; la politique qu'il entend suivre là-dessus. Il est heureux qu'on lui ait donné le pouvoir de suspendre les paiements en espèces. p. 475

Annexes:—

(1) Le discours de prorogation, 11 juillet 1837 (imprimé). p. 476

(2) Loi qui autorise certaines banques dans cette province à suspendre pendant un certain temps et sous certaines conditions les paiements en espèces (imprimé). p. 476

(3) Loi qui autorise les banques privilégiées dans la province à suspendre, pour un certain temps, le rachat de leurs billets en espèces en vertu de certains règlements, et pour d'autres fins y mentionnées (imprimé). p. 478

Toronto, le 12 juillet.

Head à Glenelg (confidentielle). Les difficultés qu'il a dû aplanir pour obtenir l'adoption des règlements concernant les banques dont il a parlé dans la dépêche N° 82, du 12 juillet. L'effervescence des esprits. L'Assemblée a donné son consentement, parce qu'elle savait qu'il était bien décidé à repousser toute attaque sur le crédit britannique et qu'il ne déléguerait pas ses pouvoirs aux commissaires. p. 349

1837

Head à Glenelg (N° 83). Il lui accuse réception de la dépêche N° 124, du 30 décembre 1836; il n'a pas entendu parler du groupe d'aventuriers dirigé par quelqu'un qui se nomme le général Dickson, commandant en chef de l'armée libératrice des sauvages. On suivra là-dessus les décisions de Glenelg. p. 354 Toronto, le 17 juillet.

Head à Glenelg (N° 84). Il lui transmet trois adresses de l'Assemblée. p. 355 Toronto, le 17 juillet.

Annexes:—

(1) Une adresse, du 4 juillet 1837, demandant de concéder des terres aux membres de la milice incorporée qui ont servi pendant la guerre de 1812 et n'ont pas reçu cette récompense, parce que leur service ne datait pas du commencement des hostilités. p. 356

(2) Une adresse, du 8 juillet 1837, qui demande de réserver et de vendre des terres de la Couronne dans le canton de Murray et de construire un canal à la Presqu'île; édifices publiques et ouvrages militaires. p. 359

(3) Une adresse, du 29 juin 1837, demandant de considérer avec bienveillance la requête des habitants de Kingston qui désirent obtenir la construction d'une écluse aux rapides de Ste-Anne. p. 362

Head à Glenelg (N° 85). Il lui transmet la copie officielle de quatre projets de loi adoptés au cours de la session ainsi que le rapport du procureur général. p. 365 Toronto, le 17 juillet.

Annexes:—

(1) C. A. Hagerman, procureur général, à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 11 juillet 1837. Rien ne s'oppose à l'adoption de la loi qui facilite les emprunts pour le parachèvement des chemins macadamisés. p. 366

(2) Rapport du procureur général, le 11 juillet 1837. Rien ne s'oppose à l'adoption des lois suivantes: (1) loi qui autorise les banques privilégiées à suspendre, en vertu de certains règlements, les paiements en espèces; (2) loi qui apporte de l'aide à certaines institutions banquières et qui protège les détenteurs de leurs billets; (3) loi qui maintient en vigueur certaines lois jusqu'à la fin de la prochaine session. p. 367

(3) Rapport du procureur général, le 14 juillet 1837. Rapport complet sur les lois mentionnées dans les annexes 1 et 2 de cette dépêche. p. 369

(4) La loi. (Sans transcription).

Head à Glenelg (N° 87). Il lui accuse réception de la dépêche N° 73, du 28 avril 1837; Egerton Ryerson et l'erreur qu'a occasionnée sa lettre en ce qui concerne la décision du Conseil législatif et le projet de loi à l'effet de prêter 4,100 louis aux administrateurs de la *Upper Canada Academy*. Les circonstances qui ont entouré cette décision; l'attitude de la Législature. Il espère que ces explications justifieront le Conseil législatif qui a besoin de tout l'appui possible pour résister aux prétentions de l'Assemblée. p. 386 Toronto, le 17 juillet.

1837

Toronto, le 18 juillet.

Head à Glenelg (N° 86). Il le renvoie à la dépêche N° 18, du 27 février, et lui transmet la documentation qui aurait dû être annexée au rapport présenté à la Chambre des Communes. La cession des terres des sauvages et les ententes conclues. p. 375

Annexes:—

(1) Le comte de Bathurst, secrétaire d'Etat, au major général sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Downing St., le 14 août 1825. L'approbation de l'entente provisoire en vertu de laquelle les Chippewas de la rivière Sainte-Claire abandonneraient leur territoire. p. 377

(2) S. P. Jarvis, surintendant en chef du département des Sauvages, à J. Joseph, Toronto, le 10 juillet 1837. Il lui transmet la liste des terres cédées par les sauvages, 1820-1837. p. 378

Sous-annexe:—

La liste, du 10 juillet 1837. p. 379

(3) R. B. Sullivan, commissaire des terres de la Couronne, à Joseph, Toronto, le 7 juillet 1837. Il lui transmet un rapport sur la vente des terres des sauvages. p. 383

Sous-annexe:—

Le rapport, du 5 juillet 1837. p. 384

Toronto, le 18 juillet.

Head à Glenelg (N° 88—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 145, du 20 février, et lui transmet une documentation en réponse aux demandes de la Trésorerie relatives au département des Sauvages. Ses vues sur ce sujet ne sont pas changées. p. 469

Annexes:—

(1) George Ironside, surintendant, au colonel James Givens, surintendant général, Amherstburg, le 10 mai 1837 (imprimé). Il lui accuse réception de la circulaire du 27 avril et répond aux demandes qu'elle renferme. p. 470

Sous-annexe:—

Questions et réponses sur les sujets suivants: (1) le nombre des sauvages qui demeurent dans la province; (2) les occupations de chaque tribu et le nombre des demeures; (3) les établissements et les territoires de chasse; (4) la superficie des terres réservées aux sauvages; l'étendue des territoires de chasse; (5) le traitement et les fonctions de ceux qui dirigent les établissements des sauvages; (6) le nombre de missionnaires ou d'instituteurs préposés à chaque tribu; (7) les dépenses occasionnées par chaque tribu sont-elles défrayées à même un octroi parlementaire ou à même le revenu territorial de la Couronne? Amherstburg, le 9 mai 1837. (Imprimé). p. 470

(2) Lettre et rapport semblables, de W. Jones, adjoint du surintendant, Port Sarnia, le 12 mai 1837. (Imprimé). p. 470A

(3) Lettre et rapport semblables, de J. B. Clench, surintendant, Colborne sur la Tamise, le 12 mai 1837. (Imprimé). p. 471A

(4) Lettre et rapport semblables, de T. G. Anderson, surintendant, Coldwater, le 15 mai 1837. (Imprimé). p. 472A

1837

(5) Demande de renseignements du capitaine T. G. Anderson, lac Rice. (Imprimé). Réponse aux questions 1 à 5. p. 473A

(6) Rapport de J. Winniett, surintendant, Brantford, le 22 mai 1837. (Imprimé). Réponse aux sept questions. p. 474A

Toronto, le 20 juillet.

Head à Glenelg (N° 89—imprimé). Il lui transmet copie du mémoire qu'il remit aux présidents et aux caissiers des banques privilégiées, assemblés à l'Hôtel du Gouvernement le 19 juillet. Il n'a pas voulu les engager à adopter une ligne de conduite qui ne servirait leurs meilleurs intérêts. Les banques ont décidé de continuer, pour le moment du moins, les paiements en espèces et de ne pas profiter des dispositions de la nouvelle loi. Il craint que ces banques ne soient prises d'assaut. p. 479

Annexe:—

Mémoire sur les intentions du lieutenant-gouverneur au sujet de la nouvelle loi, le 19 juillet 1837. (Imprimé). p. 479A

Toronto, le 22 juillet.

Head à Glenelg (N° 90). (Sans transcription. Voir *Q. 392-2*, p. 424, les réclamations de Cozens et Brant).

Downing St., le 23 juillet.

Glenelg à Head (N° 203—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 66, du 30 mai, et regrette qu'il ait été nécessaire de convoquer la Législature; il approuve la conduite tenue en l'occurrence. p. 468

Toronto, le 24 juillet.

Head à Glenelg (N° 91). Il se propose de quitter Toronto le 27 juillet afin de prendre part à la réunion des sauvages qui sera tenue à l'île Manitoulin le premier août; c'est alors qu'il portera à leur connaissance l'intention du Gouvernement de ne plus donner de présents aux sauvages qui demeurent aux Etats-Unis, lorsqu'une période de trois années se sera écoulée. p. 474A

Downing St., le 25 juillet.

Gelenelg à Head (N° 209—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N°s 60 et 70, des 24 mai et 8 juin; il approuve la politique suivie au sujet de l'aide à accorder aux banques du Haut-Canada. L'émission d'espèces prises à même la caisse militaire soulèverait des difficultés; la Trésorerie a approuvé en l'occurrence la conduite du commissaire général. p. 468

Toronto, le 26 juillet.

Head à Glenelg (personnelle). Il lui transmet une lettre qu'il a reçue du capitaine S. P. Hurd; on ne saurait employer Hurd à un poste autre que celui qu'il vient de perdre. Il recommande Hurd à la bienveillance de Glenelg. p. 396

Annexe:—

S. P. Hurd à Head, Toronto, le 26 juillet 1837. Il voudrait avoir une lettre de recommandation qui lui permettrait d'obtenir un poste dans la ministère des Colonies. Il est heureux que son fils ait obtenu un emploi dans les bureaux du Conseil. p. 397

Toronto, le 31 juillet.

Head à Glenelg (N° 92—imprimé). Il se rendit à l'île Manitoulin et était arrivé au lac Simcoe lorsqu'il apprit la nouvelle de la mort du Roi. Il rentra donc à Toronto après avoir demandé à S. P. Jarvis, l'adjoint du surintendant, de le représenter et de faire connaître aux sauvages les intentions du Gouvernement au sujet des présents aux sauvages nomades. p. 474A

UNIVERSITÉ BIBLIOTHÈQUE

1837

Toronto, le 15 août.

Head à Glenelg (N° 93—imprimé). Il lui transmet copie d'une requête du président et des ministres de l'Eglise méthodiste wesleyenne du Canada avec sa réponse. Il a divisé cette requête en deux parties: (1) l'inexactitude des assertions qui y sont faites; (2) l'objet véritable de la requête. Il proteste contre les accusations que comporte cette requête au sujet de la cession des terres des sauvages. p. 483

Annexes:—

(1) La requête, 24 juin 1837 (imprimé). Le mécontentement des sauvages; ils ne pourront se développer à moins d'être maîtres de leurs terres. Il conviendrait que la société missionnaire wesleyenne fût reconnue, de par ses fonctions, comme la gardienne des terres concédées aux sauvages qui sont sous sa juridiction. p. 484A

(2) La réponse (imprimé). p. 485

Toronto, le 17 août.

Head à Glenelg (N° 94). Il le renvoie à des lettres antérieures se rapportant à ses dépenses de voyages; revue de la situation. Il demande d'être remboursé; ses raisons. p. 402

Annexes:—

(1) J. H. Dunn, receveur général, au capitaine F. Halkett, aide de camp, Toronto, le 8 mars ——. Il n'a pas en main les fonds permettant de lui remettre la somme désirée. p. 409

(2) Liste des dépenses faites: (1) par Halkett, (2) par J. Joseph, (3) pour meubles, etc., (4) par Lady Head, (5) dépenses de voyages non inscrites sur le compte. p. 410

Toronto, le 17 août.

Head à [Stephen] (personnelle). Il attire son attention sur la dépêche N° 94, du 17 août; la situation difficile dans laquelle il se trouve par suite du refus du Gouvernement britannique de payer ses dépenses. Il ne veut pas demander à la colonie d'acquitter ces frais et c'est pourquoi il a dû renoncer à son bateau. p. 416

Toronto, le 17 août.

Head à Glenelg (N° 95). Les banques continuent à faire des paiements en espèces; les heureux résultats obtenus; les difficultés de ceux qui empruntent. (P.S.) Le Bas-Canada a payé en espèces la partie des droits qui revient au Haut-Canada. Il félicite lord Gosford qui n'a pas ménagé sa collaboration. p. 422

Toronto, le 22 août.

Head à Glenelg (N° 96—imprimé). Il le renvoie à la dépêche N° 92, du 31 juillet, et lui transmet copie du discours que prononça S. P. Jarvis devant les sauvages réunis à l'île Manitoulin: on leur fit bien comprendre que, au bout de deux ans, les sauvages nomades ne recevront plus de présents. Personne ne souleva la moindre objection; 3,700 sauvages de différentes tribus étaient présents à cette réunion. On a fait savoir à J. B. Clench et à J. Winniett, surintendants, ainsi qu'à George Ironside, capitaine, et à Jacob Martin, interprète, que l'on n'aurait plus besoin de leurs services après la remise des présents aux sauvages en octobre prochain. Il lui transmet copie des lettres reçues de ces personnes; il est très satisfait de leur conduite. p. 424

1837

Annexes:—

(1) Le discours, 4 août 1837 (imprimé). p. 425

(2) J. B. Clench à S. P. Jarvis, Colborne, sur la Tamise, le 7 juillet 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 4 juillet; ses états de service lui donnent droit, semble-t-il, à quelque chose au moment où il prend sa retraite. p. 426

(3) Clench à ———— (personnelle). Le 7 juillet 1837. La situation difficile dans laquelle il se trouve. Il sollicite une allocation qui lui serait remise lorsqu'il prendra sa retraite. p. 431

(4) G. Ironside à Jarvis, Amherstburg, le 10 juillet 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 4 juillet; la situation difficile dans laquelle il se trouvera lorsqu'il prendra sa retraite. p. 433

(5) J. Winniett à Jarvis, Brantford, le 19 juillet 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 4 juillet; ses nombreuses années de service. p. 435

(6) J. Martin à Jarvis, Brantford, le 8 août 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 27 juillet; il demande une allocation lorsque le moment sera venu pour lui de prendre sa retraite. p. 436

(7) Rapport du département des Sauvages. Haut-Canada, le 30 juin 1837 (imprimé). p. 438

Toronto, le 22 août.

Head à Glenelg (N° 96-2). Il demande des instructions au sujet de l'abandon du revenu casuel et territorial. La publication par sir Colin Campbell des dépêches sur ce sujet et les difficultés qui en résultent. Il a envoyé à la Législature un message où il fait savoir qu'il avait reçu l'autorisation d'approuver un projet de loi à l'effet d'abandonner ces revenus, moyennant ratification d'un autre projet de loi qui pourvoirait aux dépenses de l'administration ainsi qu'aux dépenses que le Gouvernement a promis d'acquitter. Il demande des instructions sur la manière de soumettre le cas à la Législature, au cours de la prochaine session, puisque l'on a rien obtenu au cours de la dernière session. Il lui transmet une lettre du receveur général relative à ces fonds. Il commente cette lettre et fait observer que le projet de loi relatif au Nouveau-Brunswick ne peut s'appliquer au Haut-Canada. Le projet de loi qui se rapporte à la concession des terres démontre que la Législature du Haut-Canada ne partage pas sur ce sujet les vues du Nouveau-Brunswick. La question de son traitement; les dépenses imprévues. p. 440

Annexes:—

(1) B. Turquand (pour le receveur général) à J. Joseph, Toronto, le 24 août 1837. Rapport sur les revenus de la Couronne. p. 446

(2) Message du lieutenant-gouverneur à l'Assemblée, le 14 février 1837. p. 449

Sous-annexe:—

Estimation des dépenses auxquelles il faudra pourvoir:

Liste A. Les traitements. p. 455

Liste B. Les rentes payables aux tribus sauvages. p. 456

Liste C. Les pensions. p. 458

1837 Liste D. Le collège du Haut-Canada; l'école de Peterborough; l'Eglise d'Angleterre; l'Eglise d'Ecosse; l'Eglise catholique romaine; les méthodistes wesleyens. p. 459

(3) Glenelg à Head (N° 47), Downing St., le 15 avril 1836. Instructions au sujet de l'aide à accorder aux méthodistes wesleyens; les dépenses qu'ils ont faites à la suite des promesses du comte de Ripon. p. 460

(4) Sir George Grey, sous-secrétaire, au révérend E. Ryerson, Downing St., le 29 février 1836. (Sans transcription. Voir *Q. 395*, p. 266: puisqu'il a été décidé d'abandonner le revenu casuel et territorial, on ne peut accorder de nouveaux octrois pour l'éducation). p. 465

(5) Le comte de Ripon à Glenelg, Carleton Gardens, le 4 avril 1836. (Sans transcription. Voir *Q. 395*, p. 204: les promesses faites aux méthodistes wesleyens). p. 466

Downing St., le 26 août. Glenelg à Head (N° 222—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N°s 82 et 84, des 12 et 20 juillet. Il approuve la loi adoptée par la Législature au sujet des crédits de la province. Il approuve également la conduite de Head. p. 468A

Toronto, le 29 août. Head à Glenelg (N° 97—imprimé). Ses vues sur l'Amérique britannique du Nord et sur la ligne de conduite suivie à l'égard des colons. (Sans transcription. Voir p. 479A). p. 467

Toronto, le 30 août. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur le renvoie à ses lettres du 24 janvier et du 22 juillet et lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 75, du 24 juin, relative au département des Sauvages. Il faudra payer à W. Hepburn le traitement qui lui revient. Il faudra de même savoir sous peu s'il convient de ratifier la nomination de S. P. Jarvis qui remplace le colonel J. Givens. p. 327

Le 18 septembre. Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet une adresse de l'Assemblée du Haut-Canada et la dépêche de Head, N° 77, ainsi qu'une pétition des habitants de Kingston au sujet de la construction du canal aux rapides de Ste-Anne. Les avantages que procurera ce canal. Il faudra avoir là-dessus l'opinion de la Trésorerie. (Pour l'adresse de l'Assemblée, Voir *Q. 397-2*, p. 362). p. 341

Downing St., le 4 octobre. Glenelg à Head (N° 234—imprimé). Il accuse réception des dépêches au sujet des dépenses de Head. En réponse, il affirme que: (1) la dépêche du 4 janvier a répondu à la question que posent les dépenses des tournées d'inspection; approbation de ces dépenses; la dépêche de Head du 4 février renferme là-dessus des explications; (2) en raison des circonstances spéciales qui ont entouré sa nomination comme chef de l'administration dans le Haut-Canada, la Trésorerie consent à porter l'allocation habituelle de 300 louis pour effets et frais de voyage à 500 louis; il espère que la colonie acquittera les frais occasionnés par l'ameublement de l'Hôtel du Gouvernement; (3) les émoluments du lieutenant-gouverneur ne sauraient être accrus à même les fonds britanniques; on devrait demander à la Législature provinciale de pourvoir à cette augmentation; en cas de refus, Head ne serait plus obligé de faire face à certaines dépenses encourues par ses prédécesseurs. p. 414

Série Q. 398, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

1837

Head à Glenelg (N° 98). Il lui transmet les adresses de la ville de Toronto. p. 2 — Toronto, le 9 septembre.

Annexe:—

L'adresse de la ville de Toronto à la Reine, à l'occasion de son accession au trône, le 28 août 1837. (L'autre adresse manque). p. 114

Head à Glenelg (N° 99—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N°s 158 et 200, des 5 avril et 14 juillet. Pourquoi il refusa de nommer Bidwell juge et de réintégrer G. Ridout dans ses fonctions de juge. Il défend Hagerman contre lequel furent portées des accusations au sujet des réserves du clergé. Le refus de confirmer ses nominations et la situation qui en résulte. Pourquoi il n'approuve pas la politique du ministère des Colonies ni celle de la commission que dirige Gosford. p. 5 — Toronto, le 10 septembre.

Head à Glenelg (N° 100). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 645). — Toronto, le 11 septembre.

Head à Glenelg (N° 101). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 645a). — Toronto, le 15 septembre.

Head à Glenelg (N° 102—imprimé). On a demandé à l'archidiacre d'York de faire rapport sur les cures, en conformité des termes de la dépêche de Glenelg, N° 199, du 6 juillet. Ce rapport sera envoyé en Angleterre. Il lui transmet copie d'une documentation ayant trait à la question soumise aux légistes de la Couronne. p. 23 — Toronto, le 16 septembre.

Annexes:—

(1) Le comte de Bathurst, secrétaire d'État, à W. Smith, président du Conseil, Downing St., le 2 avril 1818. Instructions relatives aux cures. p. 24

(2) Bathurst au major général sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Downing St., le 22 juillet 1825. Instructions relatives aux cures. p. 26

(3) Rapport du Conseil exécutif, le 21 novembre 1825 (imprimé). La division des provinces en paroisses et la création de cures. p. 28

Head à Glenelg (N° 103). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 660). — Toronto, le 16 septembre.

Annexes:—

(1) Adresse du synode de l'Église d'Écosse au Canada, Toronto, le 6 septembre 1837. On demande que deux mémoires soient adressés à Glenelg. Le premier de ces mémoires porte sur l'emploi

1837 des intérêts provenant des sommes constituées par la vente des réserves du clergé; le deuxième révèle les vues du synode sur le recours à l'évêque de Montréal et à l'archidiacre d'York en ce qui concerne l'opinion des légistes sur la création de cures dans le Haut-Canada. p. 31

(2) Requête du synode de l'Église d'Écosse, le 6 septembre 1837. Il s'oppose au projet d'employer tous les intérêts provenant du fonds des réserves du clergé pour le soutien des ministres de l'Église anglicane. Les droits de l'Église d'Écosse. p. 33

(3) La requête. (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 660).

Toronto, le 19 septembre. Head à Glenelg (N° 104). Il lui transmet six copies des lois adoptées au cours de la dernière session de la Législature, ainsi que copie des lois adoptées au cours de la session de 1836, alors réservées à la sanction royale mais qui ont depuis été approuvées. (Les annexes manquent). p. 36

Toronto, le 20 septembre. Head à Glenelg (N° 105). Il lui transmet un rapport du Conseil exécutif au sujet de l'établissement du colonel T. Talbot. Cette question a été portée à la connaissance du Conseil, conformément aux remarques que renfermait la dépêche de Glenelg, du 12 août 1836, relative aux réclamations de John Ardill, de William Jackson et de Levi Lewis. Félicitations à Talbot; la nature de ses pouvoirs; le moment est venu où cet établissement devrait être placé sous la direction du Gouvernement local. p. 37

Annexe:—

Le rapport du Conseil, le 10 août 1837. Historique de l'établissement Talbot; les pouvoirs du colonel Talbot; les colons qu'il a renvoyés. p. 48

Sous-annexes:—

(i)A—La requête de Talbot, York, le 8 avril 1813, et le rapport du Conseil, le 15 mars 1815; les pouvoirs de Talbot et les colons. p. 100

(ii)B—Le rapport de T. Ridout, inspecteur général, York, le 23 décembre 1815: l'établissement de Talbot. p. 106

(iii)C—Talbot à Ridout, Port Talbot, le 10 novembre 1815. Il lui transmet une liste des terres qu'il a choisies. Modifications possibles si les concessionnaires jouissent des droits des loyalistes ou s'ils n'observent pas les conditions d'établissement. Il demande la permission d'accorder à T. Hollowood la réserve de la Couronne N° 13. p. 109

(iv)D—Décret du Conseil, le 13 mars 1819. Création de commissions des terres. p. 111

Toronto, le 22 septembre. Head à Glenelg (N° 106). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 647a).

Annexe:—

Coupure de journal [22 septembre]: certains motifs qui empêchent peut-être Bidwell d'accepter l'invitation de prendre part, en sa qualité de délégué, à la réunion provinciale projetée. p. 116

1837

Head à Glenelg (N° 107). Il a reçu par voie privée des renseignements qui le portent à croire que son titre de baronnet ne lui sera pas accordé immédiatement. Il n'a pas de biens-fonds; il demeure à Toronto; les lettres patentes. p. 121 Toronto, le 22 septembre.

Head à Glenelg (personnelle et confidentielle). Pourquoi il convient d'accroître le nombre des membres du Conseil législatif; les noms de ceux qui seraient dignes de cet honneur. p. 122 Toronto, le 22 septembre.

Annexe:—

La liste des noms. p. 126

Head à Glenelg (N° 108). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 648). Toronto, le 27 septembre.

Head à Glenelg (N° 109). Il attire son attention sur la dépêche N° 65, du 29 mai;: demande d'instructions immédiates sur l'affaire W. Forsyth. p. 129 Toronto, le 28 septembre.

Head à Glenelg (N° 110). Il lui transmet deux adresses de l'Église anglicane à la Reine, ainsi qu'une adresse de condoléances à la reine douairière. p. 130 Toronto, le 28 septembre.

Annexes:—

(1) Adresse du clergé de l'Église anglicane, Toronto, le 15 septembre 1837. Les progrès de l'Église; ses besoins; ses droits en ce qui concerne les réserves du clergé; la nécessité de faire de la province du Haut-Canada un évêché distinct. p. 131

(2) Adresse du clergé de l'Église anglicane, Toronto, le 15 septembre 1837. Condoléances à l'occasion de la mort du Roi. (L'adresse à la reine douairière manque). p. 139

Head à Glenelg (N° 111). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 648a). Toronto, le 29 septembre.

Annexe:—

T. G. Ridout à Head, New-York, le 25 septembre 1837. La situation financière des États-Unis; la politique de Head et les bons résultats qui en découlent; l'opinion de G. Shaw, agent de MM. Glyn et Cie, sur les fonds d'obligations. p. 143

Head à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il faudrait insérer le nom de Samuel Street sur la liste des personnes dignes d'être nommées membres du Conseil législatif; sa dépêche personnelle et confidentielle du 22 septembre 1837. p. 148 Toronto, le 7 octobre.

Head à Glenelg (N° 112). Il lui soumet une documentation sur le cas de Jesse Happy, esclave fugitif; commentaires et demande d'instructions; Solomon Mosely, autre esclave fugitif, s'est échappé à la faveur de l'émeute qui a éclaté après les tentatives faites pour le capturer. p. 149 Toronto, le 8 octobre.

Annexes:—

(1) Demande de J. Clark, gouverneur du Kentucky, qui veut qu'on lui livre Jesse Happy, accusé d'avoir volé une jument baie, le 10 août 1837. p. 158

1837 (2) Description de Jesse Happy, avec affidavit de T. M. Hickey, le 14 août 1837. p. 160

(3) Accusation portée contre Jesse Happy, le 1er juin 1835. p. 162

(4) Affidavit de David Castleman qui déclare que Jesse Happy, de Hamilton, est le même Jesse Happy qui fut accusé d'avoir volé une jument baie à Thomas M. Hickey. p. 163

(5) Mandat d'arrestation de Jesse Happy, le 7 septembre 1837. p. 165

(6) Requête des nègres de Hamilton. Ils demandent que Jesse Happy subisse un procès avant d'être livré. Ils prétendent que la jument n'a pas été amenée au Canada, et que Hickey l'a eue de nouveau en sa possession après le départ de Happy. p. 167

(7) Requête des nègres du Haut-Canada. Ils prétendent que l'accusation portée contre Jesse Happy n'est pas fondée. Ils demandent qu'on étudie l'affaire et que l'on pose des actes pour la gouverne de ceux qui auront ultérieurement à juger d'autres cas semblables. p. 169

(8) Requête d'Alfred Digby et de 125 autres blancs du Haut-Canada. Commentaires sur le cas de Happy; on demande d'étudier cette affaire et de poser des actes pour la gouverne de ceux qui auront à juger par la suite d'autres cas semblables. p. 172

(9) C. A. Hagerman, procureur général, à John Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 8 septembre 1837. La documentation soumise justifie l'extradition de Jesse Happy. (Note.) L'aspect légal de l'affaire; les pouvoirs discrétionnaires du lieutenant-gouverneur; Happy est un esclave fugitif; le vol semble avoir été commis en 1833, tandis que l'accusation ne fut portée qu'en 1835. p. 175

(10) Rapport du Conseil, le 8 septembre 1837. L'affaire est passée en revue; recommandation de permettre à Happy de se disculper. Le lieutenant--gouverneur devrait demander des instructions au sujet des esclaves fugitifs. p. 177

(11) Requête des habitants de Niagara. Si la chose est possible, Solomon Mosely, esclave fugitif, devrait être élargi; sinon, l'affaire devrait être déférée au Gouvernement britannique. p. 181

(12) Requête des nègres de Niagara. Ils demandent que Solomon Mosely, esclave fugitif, ne soit pas livré. p. 183

(13) Réponse du lieutenant-gouverneur à l'adresse. Pourquoi il doit livrer Solomon Mosely. p. 186

(14) Loi pourvoyant à l'extradition des délinquants qui se sont enfuis de pays étrangers. p. 188

(15) Opinion de J. B. Robinson, juge en chef, sur le cas de Jesse Happy: ses commentaires. p. 192

Toronto, le 18 octobre. Head à Glenelg (N° 114—imprimé). Il lui transmet une communication de Peter Jones, ministre méthodiste, qui s'est rendu en Angleterre muni d'une requête des sauvages de la rivière Credit désireux de conserver leurs terres; ils voudraient aussi que leurs chefs continuent à avoir le droit de diviser ces terres conformément aux volontés de leurs conseils. Les habitants du Haut-Canada n'ont pas l'intention de priver les sauvages de leurs terres. La carrière de Jones; il a toujours voulu empêcher certaines personnes entrepre-

nantes d'avoir la haute main sur les terres des sauvages. La demande de Jones devrait être soumise au Gouvernement du Haut-Canada. p. 200 1837

Annexes:—

(1) Jones à John Joseph, Toronto, le 10 novembre 1837 (imprimé). Il est l'agent des Mississaguas de la rivière Credit; il se rend en Angleterre pour présenter leur requête; l'objet de sa démarche; le titre des terres des sauvages; l'autorisation de diviser ces terres comme ils l'entendent et d'obtenir le payement des sommes qui leur sont dues. p. 201a

(2) Requête des Mississaguas (de la tribu des Chippewas), Rivière Credit, le 4 octobre 1837 (imprimé). p. 202

(3) Procuration accordée par les sauvages à Peter Jones, le 4 octobre 1837 (imprimé). p. 202a

Head à Glenelg (N° 115). Il lui transmet copie d'une requête de W. B. Jarvis, shérif du district Home. Les assertions de Jarvis sont fondées. Si l'on fait droit à cette réclamation, John McLean, qui a récemment démissionné comme shérif du district Midland, adressera lui aussi sa réclamation. Les arguments de Jarvis; il réclame le maintien du traitement qui fut attaché au poste de shérif au moment de sa création; ce poste fut toutefois aboli en 1831, par suite du refus de la Législature d'y pourvoir lorsque celle-ci abandonna les droits perçus à Québec en vertu de la loi de la 14e, Geo. III, ch. 88. Jarvis a reçu 12 chelins et 6 pence par jour de présence à la cour du Banc du Roi. p. 203 Toronto, le 18 octobre.

Annexes:—

(1) La requête de W. B. Jarvis, Toronto, le 19 août 1837. p. 207

(2) Communication au Conseil, le 22 août 1837. p. 210

(3) Rapport du Conseil qui recommande que la requête soit déférée au secrétaire d'État. p. 210

(4) Opinion de J. B. Robinson, juge en chef, le 21 août 1837. Il prétend que l'on devrait faire droit à la réclamation de Jarvis. p. 211

Head à Glenelg (N° 116). Il lui accuse réception de la dépêche N° 205, du 25 juillet, au sujet de la demande de J. H. Dunn qui désire le titre de chevalier. Pourquoi il considère inopportun d'accorder ce titre à un habitant d'une colonie. Si l'on décidait d'accorder un pareil honneur à ces gens, il faudrait d'abord considérer les mérites de J. B. Robinson, juge en chef. Il faudrait aussi soumettre le nom de plusieurs personnes avant celui de Dunn; en sa qualité de membre de l'ancien Conseil exécutif, Dunn impliqua la province dans un conflit qui faillit la séparer de la mère patrie. p. 213 Toronto, le 23 octobre.

Head à Glenelg (N° 117—double). Il lui transmet copie d'une lettre adressée à sir John Colborne, où l'on déclare que le Haut-Canada n'a pas besoin de troupes, sauf une compagnie cantonnée à Bytown afin de protéger les habitants de cet endroit contre les bûcherons et les bateliers du Bas-Canada qui ont pris l'habitude de perpétrer des actes de violence. p. 217 Toronto, le 25 octobre.

1837 Annexe:—

Head à Colborne, le 17 octobre 1837. p. 218

Downing St., le 26 octobre. Glenelg à Head (N° 238). Il lui accuse réception de la dépêche N° 99, du 10 septembre; le départ soudain de Head et les inconvénients qui en résulteront. Pourquoi il ne soumettra pas la démission de Head à la Reine avant d'avoir consulté le Cabinet. Il refuse de discuter les questions que Head soulève. p. 14

Toronto, le 26 octobre. Head à Glenelg (N° 118). Il lui accuse réception de la dépêche N° 214, du 3 août 1837; il approuve les raisons données pour rejeter le projet de Capreol au sujet de son portrait. Capreol n'avait pas le droit de faire une pareille demande. p. 219

Downing St., le 8 novembre. Glenelg à Head (N° 242). Il lui accuse réception des dépêches N°s 100 et 101, des 11 et 15 septembre, renfermant les réponses de C. A. Hagerman, procureur général, aux demandes faites dans la dépêche de Glenelg, N° 200, du 14 juillet 1837. Après avoir étudié les explications de Hagerman, on a décidé de confirmer la nomination de ce fonctionnaire au poste de procureur général. p. 20

[Ministère des Colonies], le 13 novembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une dépêche de Head, N° 111, du 29 septembre, ainsi que le brouillon de la réponse que Glenelg se propose d'adresser à Head. Glenelg a l'intention d'approuver la décision de Head au sujet de la suspension des payements en espèces. (Les annexes manquent). p. 142

Downing St., le 15 novembre. Glenelg à Head (N° 244). Il lui accuse réception de la dépêche N° 102, du 16 septembre, et de la documentation au sujet de la création de cures; il ne donnera son opinion là-dessus qu'après avoir reçu le rapport de l'archidiacre d'York. p. 29

[Ministère des Colonies], le 6 décembre. Lettre sans signature à J. Backhouse, secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui trasment copie de la dépêche de Head, N° 112, du 8 octobre, et demande l'opinion de Palmerston sur les instructions qui devraient être données au sujet des esclaves fugitifs. Commentaires sur les questions qui doivent être étudiées. L'opinion de Glenelg sur le cas de Jesse Happy. Les questions d'ordre légal pourraient être soumises aux légistes; il conviendrait de se demander si le lieutenant-gouverneur possède vraiment des pouvoirs discrétionnaires avant de statuer là-dessus. p. 155

Série Q. 398, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Toronto, le 3 novembre. Head à Glenelg (N° 119). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 648a).

Toronto, le 3 novembre. Head à Glenelg (N° 120—imprimé). Il le renvoie à la dépêche N° 120, du 18 octobre, et il lui transmet une nouvelle documentation sur la mission de Peter Jones. p. 224

1837

Annexes:—

(1) Les Mississaguas à S. P. Jarvis, surintendant des sauvages, Colborne sur la Tamise, le 24 octobre 1837 (imprimé). Ils élèvent des protestations contre Peter Jones, qui n'est pas l'agent des sauvages. Ils demandent la destitution de — Waldron. p. 225

(2) Les sauvages à Jarvis, Purbrooke, Medonte, le 4 septembre 1837 (imprimé). Ils lui accusent réception de la somme de 150 louis envoyée pour les sauvages de Coldwater et d'Orillia; les payements aux agents autorisés. p. 225

Head à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 47, du 15 avril, et lui transmet un rapport de R. B. Sullivan sur l'aide accordée jusqu'ici à la Société des missionnaires wesleyens; ces sommes furent prises à même le revenu casuel et territorial. Il aimerait savoir jusqu'à quel point cette aide devrait être maintenue; l'ouverture de la Législature. p. 227 Toronto, le 8 novembre.

Annexes:—

(1) Le rapport. p. 228

Sous-annexe:—

Le révérend J. Stinson à Head, le 20 décembre 1836. Renseignements sur le nombre d'établissements de missionnaires et le coût de ces établissements. p. 246

Annexes à cette sous-annexe:—

(a) L'octroi de 1,611 louis, 2 chelins et 2 pence 1/2: comment cette somme fut dépensée. Toronto, le 20 décembre 1836. p. 250

(b) Sommes dépensées pour construire et réparer les maisons des missionnaires. p. 254

(c) Dépenses générales, le 13 octobre 1837. p. 256

(2) Stinson à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 19 septembre 1837. Il lui transmet une lettre adressée à Head. p. 259

Sous-annexe:—

Stinson à Head, Toronto, le 19 septembre 1837. Nécessité de renouveler l'octroi à la Société. p. 260

Colborne au comte de Gosford, gouverneur en chef. Gravité de la situation; il faudrait accepter l'offre de secours du Haut-Canada et de Montréal. Il projette la création d'une compagnie de militaires retraités qui seraient cantonnés à l'Ile-aux-Noix. Les agissements du Dr C. H. O. Coté; Papineau ou le Dr W. Nelson dirigera la campagne. p. 278 Montréal, le 13 novembre.

Le major général sir John Colborne, commandant des troupes, à Head. Nécessité de prendre des mesures contre la population française; il aurait besoin de cinq compagnies de miliciens, si lord Gosford accepte ce secours. Il est heureux d'avoir reçu la communication de Head en date du 11 novembre. p. 272 Toronto, le 14 novembre.

1837

Annexe:—

C. J. Forbes à Colborne, Carillon, le 13 novembre 1837. Les agissements d'un groupe de mécontents. Nécessité d'adopter une politique sévère. Le révérend Joseph Abbott devrait être nommé magistrat et muni d'instructions et de pouvoirs spéciaux. p. 274

Toronto, le 18 novembre.

Head à Glenelg (N° 122). Il lui transmet la requête de J. P. A. Joynt. p. 262

Annexe:—

La requête de J. P. A. Joynt, Brantford, le 11 novembre 1837. Sa requête en date du 14 novembre 1836; ses états de service et sa demande d'une somme d'argent qui lui permettra d'acheter une terre au Canada. p. 263

Toronto, le 18 novembre.

Head à Glenelg (N° 123). Il lui transmet copie d'une communication de T. G. Ridout, caissier de la Banque du Haut-Canada, au sujet de la dépêche de Glenelg, N° 222, du 26 août 1837. p. 265

Annexe:—

Ridout à J. Joseph, Toronto, le 16 novembre 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 13 novembre et lui transmet un rapport qui établit l'actif et le passif de la banque, le 16 mai et le 14 novembre 1837. Il a confiance dans la politique de Head et dans l'avenir de la banque. p. 266

Sous-annexes:—

(i) Le rapport, le 16 mai 1837. p. 268

(ii) Le rapport, le 14 novembre 1837. p. 269

Toronto, le 18 novembre.

Head à Glenelg (N° 124). (Sans transcription. Voir *Q. 398-3*, p. 649a).

Toronto, le 20 novembre.

Head à Colborne. Pourquoi il n'a pu accéder au désir de Colborne qui voulait obtenir le secours de la milice du Haut-Canada en raison de troubles dans le Bas-Canada. p. 281

Toronto, le 20 novembre.

Head à Glenelg (N° 125). Il le renvoie à la dépêche N° 20, du 4 mars; comme il n'a pas reçu de réponse à cette dépêche, il a donné au receveur général l'ordre de tirer sur la Trésorerie la somme de 17,910 louis qui sera employée au payement des pertes subies à cause de la guerre. Il avait caressé l'espérance qu'un projet de loi serait présenté au Parlement autorisant le placement des revenus des réserves du clergé dans des obligations provinciales; c'est ce qu'il proposait dans sa dépêche N° 46, du 24 avril. Cette somme d'argent est restée entre les mains du commissaire des terres de la Couronne; elle a servi au rachat des effets tirés sur la Trésorerie, atteignant le montant de 17,910 louis. p. 285

Sous-annexe:—

R. B. Sullivan ,commissaire des terres de la Couronne, à ————, le 18 novembre 1837. Il a remis à la Banque du Haut-Canada la somme de 1,500 louis pour rembourser les effets tirés sur la Trésorerie afin de payer ceux qui ont subi des pertes occasionnées par la guerre. p. 287

1837

Head à Glenelg (N° 126). Il lui transmet une requête de ———— Claus à la Trésorerie. (L'annexe manque). p. 289 Toronto, le 24 novembre.

Head à Glenelg (N° 127). Il lui transmet une brochure intitulée *The Correspondence of the Hon. William Morris with the Colonial Office, as the delegate from the Presbyterian body in Canada,* ainsi qu'une lettre du secrétaire civil au président du synode presbytérien. Les avantages accordés à Morris dans le ministère des Colonies et les inconvénients qui en résultent. Les accusations portées contre le procureur général et le solliciteur général; les difficultés que comporte l'exercice de ces fonctions. p. 290 Hôtel du Gouvernement, le 27 novembre.

Annexes:—

(1) La brochure: documentation relative aux délégués qui se rendirent en Angleterre pour protester contre la collation de cures à l'Église anglicane et pour maintenir les droits de l'Église presbytérienne; celle-ci veut être placée sur un pied d'égalité avec l'Église anglicane. Cette documentation renferme les pièces suivantes:

(i) Procès-verbal d'une réunion de délégués de différentes églises presbytériennes, tenue à Cobourg, les 14 et 18 avril 1837. p. 292

(ii) Adresse au Roi, de Cobourg, le 17 avril 1837. La collation de cures; injustices. Demande de constituer les synodes en corporations civiles. p. 302

(iii) Lettre de W. M. Gorrie, secrétaire-correspondant de l'église St. Andrew, à Morris, de Toronto, le 6 avril 1837. Il demande que Morris soit reconnu comme l'agent, en Grande-Bretagne, des délégués réunis à Cobourg. p. 306

(iv) Lettre de Morris au Dr Telfer, délégué de l'église St. Andrew, de Toronto. Il consent à être l'agent du groupe. p. 307

(v) Lettre de H. Scobie, secrétaire des délégués réunis à Cobourg, de Toronto, le 19 avril 1837. Morris a été nommé agent en Grande-Bretagne. Sa commission ainsi que l'adresse et la requête au Parlement lui seront transmises. p. 309

(vi) Lettre de Morris à Scobie, Perth, le 25 avril 1837. Sa nomination; il partira vendredi prochain; il lui transmet copie d'une note à J. Joseph, secrétaire particulier du lieutenant-gouverneur. p. 309

Sous-annexe:—

Morris à Joseph, Perth, le 25 avril 1837. Il se rendra en Angleterre où il sera l'agent des églises presbytériennes en communion avec l'Église d'Écosse. p. 311

(vii) Lettre de F. A. Harper à Morris, Kingston, le 22 avril 1837. Il lui transmet les requêtes; il faudra faire parvenir un accusé de réception au révérend W. Rintoul, président du synode. p. 312

(viii) La commission adressée à Morris, le 17 avril 1837. p. 313

(ix) Lettre de Morris au révérend ———— McLeod, D.D., Liverpool, le 29 mai 1837. Demande de lui venir en aide. p. 314

(x) Lettre de Morris à J. Stephen, sous-secrétaire, ministère des Colonies, le 1er juin 1837. Le but de sa mission; sa nomination. p. 317

1837 (xi) Lettre de Morris à Glenelg, Tavistock Hotel, Covent Garden, le 1er juin 1837. Demande d'audience. p. 320

(xii) Lettre de sir George Grey, sous-secrétaire, à Morris, ministère des Colonies, le 2 juin 1837. Il lui accordera une audience le 3 juin. p. 321

(xiii) Lettre de Morris à Glenelg, Tavistock Hotel, le 5 juin 1837. Plaidoyer en faveur de l'Église d'Écosse. Il pourra le voir et lui soumettre les requêtes. Il demande que Glenelg soumette la requête adressée à la Chambre des Lords. Il demande copie de la lettre que l'on prépare pour les docteurs Macfarlane et Black au sujet des Églises au Canada; sir George Grey lui a lu cette lettre le 3 juin. p. 324

(xiv) Lettre de Glenelg à Morris, Downing St., le 5 juin 1837. Il lui accordera audience le 7 juin. p. 329

(xv) Lettre de Morris à Glenelg, Tavistock Hotel, le 6 juin 1837. Il ira le voir le 7 juin. p. 328A

(xvi) Lettre de Morris au révérend W. Rintoul, président du comité du synode, Tavistock Hotel, le 6 juin 1837. Sa mission. p. 329

(xvii) Lettre de Glenelg à Morris, Downing St., le 6 juin 1837. L'audience fixée au 7 juin aura lieu à 4 h. 30 de l'après-midi. p. 331

(xviii) Notes sur l'entretien avec Glenelg, le 7 juin 1837. p. 331

(xix) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 13 juin 1837. La charte du collège King; l'Église d'Écosse devrait avoir voix délibérative dans le conseil du collège; les professeurs des universités écossaises; approbation du projet de nommer un ministre de l'Église d'Écosse à la chaire de théologie. p. 333

(xx) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 17 juin 1837. Glenelg consentirait-il à soumettre la requête à la Chambre des Lords? p. 337

(xxi) Lettre de Glenelg à Morris, Downing St., le 17 juin 1837. Il lui accordera audience le 19 juin. p. 338

(xxii) Notes sur l'entretien avec Glenelg, le 19 juin. p. 338

(xxiii) Lettre de Grey à Morris, Downing St., le 19 juin 1837. Il lui accuse réception de la lettre à Glenelg, du 13 juin; le projet de loi relatif au collège King est arrivé au ministère il y a quelques jours. Si ce projet de loi obtient l'assentiment royal, Glenelg étudiera le projet relatif au professeur de théologie. p. 339

(xxiv) Lettre de Morris à Grey, 66 Jermyn St., le 21 juin 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 19 juin; s'il lui a écrit le 13 juin, c'était pour empêcher l'approbation de la loi se rapportant au collège King avant d'avoir assuré la protection des droits de l'Église d'Écosse. Extrait de la *Gazette* de Montréal qui démontre que le peuple est opposé à cette loi. p. 341

(xxv) Notes sur l'entretien avec Glenelg, le 22 juin 1837. p. 343

(xxvi) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 26 juin 1837. A son sentiment, seules les deux Églises nationales ont droit aux réserves du clergé; mais du point de vue de l'équité, les revenus du clergé devraient être divisés en trois parties égales dont bénéficieraient (1) l'Église d'Angleterre, (2) l'Église d'Écosse, (3) les autres communions chrétiennes qui méritent cette faveur. p. 345

1837

(xxvii) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 30 juin 1837. Glenelg soumettra-t-il la requête à la Chambre des Lords? p. 350

(xxviii) Notes sur l'entretien avec Glenelg, le 3 juillet 1837. p. 351

(xxix) Lettre de Grey à Morris, Downing St., le 1er juillet 1837. Pourquoi le projet de loi relatif au collège King recevra probablement l'assentiment royal. p. 352

(xxx) Lettre de Grey à Morris, Downing St., le 6 juillet 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 29 juin adressée à Glenelg; la question de la répartition des revenus provenant des réserves du clergé a été soumise à la Législature provinciale. C'est la Législature qui dirimera le débat, à moins qu'elle ne réclame l'intervention du Parlement. p. 355

(xxxi) Notes sur l'entretien avec Glenelg, le 11 juillet 1837. p. 357

(xxxii) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 13 juillet 1837. Il lui accuse réception des lettres de Grey relatives au collège King et aux réserves du clergé. Commentaires; les injustices dont l'Église d'Écosse est l'objet; il faudra donner l'ordre de remédier à la situation. p. 359

(xxxiii) Notes sur l'entretien avec J. Stephen, sous-secrétaire, le 14 juillet 1837. p. 366

(xxxiv) Lettre de Morris à Glenelg, 66 Jermyn St., le 17 juillet 1837. Il s'embarquera le 24 juillet; il lui demande de considérer avec bienveillance une lettre du révérend W. Rintoul, président du synode du Canada. p. 367

Sous-annexe:—

Liste que renferme une lettre de Rintoul à Morris. La situation de l'Église d'Écosse au Canada. p. 368

(xxxv) Appendice à la liste; notes. p. 369

(xxxvi) Lettre de Morris à Stephen, ministère des Colonies, le 20 juillet 1837. Il lui demande de répondre à sa dernière lettre. p. 374

(xxxvii) Lettre de Stephen à Morris, Downing St., le 21 juillet 1837. Il lui transmet copie d'une lettre de Glenelg à Head. p. 375

Sous-annexe:—

Glenelg à Head, juillet 1837. Il lui transmet la requête de l'Église d'Écosse et copie de deux lettres adressées à Morris. Les droits de l'Église d'Écosse seront maintenus; inutilité d'instructions spéciales: le zèle de Head. p. 376

(xxxviii) Lettre de Head au synode, le 1er septembre 1837. Les légistes sont d'avis que la collation des 57 cures est illégale; Glenelg a demandé là-dessus un rapport afin de savoir si une erreur n'a pas été commise. D'ici là, on n'adoptera aucune nouvelle mesure. Glenelg, l'Église d'Angleterre et les prétentions de l'Église d'Écosse au sujet de la collation des cures. p. 379

(xxxix) Requête du synode à Glenelg, le 6 septembre 1837. Protestations élevées contre le recours à l'archidiacre d'York et à l'évêque de Montréal au sujet de la collation des cures; les privilèges de l'Église anglicane et les droits de l'Église d'Écosse. p. 381

1837

(xl) Lettre de Morris au révérend Alexander Gale, président du synode, Perth, le 7 septembre 1837. La lettre que Head adressa au synode le 1er septembre 1837 ne révèle qu'une partie de ses instructions; elle induit en erreur. p. 385

(xli) Lettre de Morris à Gale, Perth, le 14 septembre 1837. Il blâme l'attitude de Head et approuve l'appel fait à Glenelg. Il prétend que les ordres donnés par un ancien ministre des Colonies ne lient pas les successeurs du gouverneur auquel ces ordres étaient adressés. p. 388

(xlii) Lettre de Gale à J. Joseph, Hamilton, le 20 septembre 1837. Il lui demande copie de la dépêche de Glenelg à Head, où est consignée l'opinion des légistes sur les cures. p. 391

(xliii) Lettre de Joseph à Gale, Hôtel du Gouvernement, le 25 septembre 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 20 septembre; Head refuse de produire la copie de la dépêche demandée. p. 393

(2) Joseph à Gale, Hôtel du Gouvernement, le 10 novembre 1837. Il attire l'attention sur la brochure susmentionnée et lui transmet copie de la dépêche de Glenelg, du 6 juillet 1837, relative aux cures. Il regrette que les presbytériens aient publié de pareilles déclarations; il espère que ceux-ci constateront qu'ils ont fait erreur lorsqu'ils établiront une comparaison entre leur dépêche et la lettre qu'il adressa au synode le 1er septembre. p. 396

Toronto, le 29 novembre.

Head à Glenelg (N° 128). Il lui transmet un exemplaire des *Journaux de l'Assemblée* pour la session d'été. (L'annexe manque). p. 401

Toronto, le 29 novembre.

Head à Glenelg (N° 131). Il lui transmet un exemplaire de l'*Appendice aux Journaux de l'Assemblée, 1836-1837.* p. 413

Toronto, le 30 novembre.

Head à Glenelg (N° 129). Il lui accuse réception des dépêches N°s 211-233, depuis août jusqu'à septembre, et de trois circulaires du mois d'août, du 30 septembre et du 5 octobre 1837. p. 402

Toronto, le 30 novembre.

Head à Glenelg (N° 130). Il lui accuse réception de la dépêche N° 233, du 30 septembre; le rapport de R. B. Sullivan sur l'aide à accorder à la Socitéé des missionnaires wesleyens fut transmis le 10 octobre. Les mesures prises pour venir en aide à cette société; ce qu'il pense de l'opportunité de ce secours; les tentatives faites pour entrer en possession des biens des sauvages. p. 403

Toronto, le 19 décembre.

Head à Glenelg (N° 132). L'attaque contre Toronto, la fuite de Mackenzie et ses tentatives d'organiser des troupes aux États-Unis pour envahir le Canada. La politique de Head. La population est tellement dégoûtée de Mackenzie qu'elle s'efforcerait de repousser une invasion au cas où cet homme tenterait de mettre son projet à exécution. Il fustige James Stephen qui, à son sentiment, est un républicain. p. 415

Annexes:—

(1) Ordre général de la milice, du 4 décembre 1837 (imprimé). Les troupes passeront l'hiver dans le Bas-Canada; la milice doit être prête à protéger la province et à faire face à toute éventualité. p. 438

1837

(2) Proclamation: 1,000 louis sont offerts en récompense à celui qui capturera W. L. Mackenzie, et 500 louis à quiconque capturera David Gibson, Samuel Lount, Jesse Lloyd ou Silas Fletcher, le 7 décembre 1837 (imprimé). p. 438A

(3) Message du lieutenant-gouverneur, le 8 décembre 1837 (imprimé). Il adresse des remerciements à la milice pour les services qu'elle a rendus et déclare que les motifs de maintenir la milice à Toronto ne semblent plus exister. p. 438A

(4) Ordre général de la milice, du 9 décembre 1837 (imprimé). Nécessité de maintenir le service de la milice; il autorise la formation de compagnies indépendantes de volontaires. p. 439

(5) Ordre donné aux officiers de ne pas remettre en liberté toute personne prise les armes à la main ou arrêtée sous l'inculpation de trahison, le 10 décembre 1837 (imprimé). p. 439

(6) Avis, le 11 décembre 1837 (imprimé). Une commission a été nommée pour examiner tous ceux qui sont accusés de trahison, etc. Toutes les personnes qui désirent fournir là-dessus des renseignements sont priées de communiquer avec R. S. Jameson, vice-chancelier, qui est président de la commission. p. 439

(7) Proclamation: offre de 500 louis à la personne qui capturera le Dr John Rolph, le 11 décembre 1837 (imprimé). p. 439

(8) Proclamation, Toronto, le 11 décembre 1837 (imprimé). La Législature se réunira le 21 décembre. p. 439

(9) Ordre de mettre fin aux arrestations, excepté quand il s'agit de criminels notoires, Toronto, le 14 décembre 1837 (imprimé). p. 439A

(10) Proclamation: une récompense sera accordée à celui qui capturera le Dr Charles Duncombe; 250 louis à celui qui capturera Eliakim Malcolm, Finlay Malcolm ou Robert Alway; et 100 louis à celui qui capturera — Anderson, soi-disant capitaine, ou Joshua Doan; le 16 décembre 1837 (imprimé). p. 439A

(11) Extraits du *Patriot*, le 22 décembre 1837. Pièces diverses:—

(i) Affiche apposée en plusieurs endroits dans le Vermont, le 5 décembre 1837. Convocation d'une réunion des amis des patriotes canadiens. p. 440

(ii) Les événements dans le Bas-Canada. p. 442

(iii) Renseignements reçus du Bas-Canada. p. 445

(iv) Destruction de Saint-Eustache. p. 446

(v) Dernières nouvelles du Bas-Canada. p. 449

(vi) Adresse aux citoyens du comté d'Érié. Le maire et 140 notables de Buffalo leur conseillent de ne pas prêter main-forte à ceux qui font des préparatifs illégaux pour envahir le Canada. p. 452

(vii) Requête des partisans du Dr Duncombe, dans le canton de Norwich. Ils avouent qu'ils ont été induits en erreur; la requête est adressée au colonel Allen Napier MacNab. p. 458

(viii) J. Joseph à MacNab, Hôtel du Gouvernement, le 18 décembre 1837. Après avoir pris en considération les déclarations des pétitionnaires de Norwich, il leur fait savoir que ceux-là seuls qui ont perpétré des actes de violence seront détenus. (Voir la suite de ces extraits dans la Série *Q. 398-3*). p. 458

1838
[Ministère des Colonies], le 13 mars.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). Pourquoi Head a accordé 600 louis à la Société des missionnaires wesleyens; il demande que cet octroi soit confirmé. p. 410

Série Q. 398, t. 3

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

1837
Toronto, le 11 septembre.

Head à Glenelg (N° 100—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre de C. A. Hagerman ayant trait aux accusations portées contre ce dernier parce qu'il a combattu la politique du Gouvernement au sujet des réserves du clergé. p. 645

Annexe:—

C. A. Hagerman à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 7 septembre 1837 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 7 septembre; l'accusation portée contre lui s'inspirait d'un rapport tendancieux, publié dans un journal, sur une discussion dans la Chambre d'Assemblée. Il n'a jamais combattu la politique du Gouvernement sur cette question; au contraire, il l'approuve absolument. p. 645

Toronto, le 15 septembre.

Head à Glenelg (N° 101—imprimé). Il lui transmet une deuxième lettre de Hagerman ayant trait au retard apporté dans la confirmation de la nomination de ce dernier au poste de procureur général. Il le renvoie à la dépêche N° 99, du 10 septembre, où il dit ce qu'il pense de la conduite de Hagerman. p. 645A

Annexe:—

Hagerman à [Joseph], Toronto, le 12 septembre 1837 (imprimé). Il regrette que l'on retarde de confirmer sa nomination. Ses états de service; il lui transmet des extraits des journaux de l'Assemblée démontrant qu'il a toujours appuyé la politique du Gouvernement. p. 645A

Sous-annexes:—

(i) Extrait, le 5 février 1836 (imprimé). Remerciements pour les bonnes dispositions à l'égard du Haut-Canada que manifeste la dépêche du vicomte Goderich, le 5 décembre 1835. p. 646

(ii) Extrait, le 22 février 1836 (imprimé). Les discussions que soulèvent les terres du clergé et la politique du Parlement britannique à ce sujet. p. 646A

(iii) Extrait, le 16 décembre 1836 (imprimé). Délibérations qui ont suivi la résolution de Hagerman à l'effet d'employer les revenus provenant des terres du clergé à améliorer l'instruction religieuse et morale des habitants du Haut-Canada. p. 647

(iv) Extrait, le 2 mars 1837 (imprimé). Motion de Hagerman qui désire présenter un projet de loi à l'effet de disposer des réserves du clergé. p. 647A

Toronto, le 16 septembre.

Head à Glenelg (N° 103—imprimé). Il lui transmet une adresse et deux requêtes du synode de l'Église presbytérienne en communion avec l'Église d'Écosse. p. 660

1837

Annexe:—

L'adresse, 6 septembre 1837 (imprimé). Le fait d'avoir soumis la question des cures à l'évêque de Montréal et à l'archidiacre d'York soulève des protestations; les privilèges accordés à l'Église d'Angleterre constituent une violation des droits de l'Église d'Écosse. (Les autres annexes se trouvent dans la série *Q. 398-1*, p. 31). p. 660

Toronto, le 22 septembre.

Head à Glenelg (N° 106—imprimé). Il lui transmet une coupure de journal au sujet de M. S. Bidwell qui a refusé d'être nommé délégué à la réunion provinciale projetée, ainsi que la lettre que Bidwell a publiée sur ce sujet. Celui-ci a refusé d'être délégué seulement lorsque la nouvelle se répandit à Toronto qu'il serait nommé juge. Head maintient toujours sa décision de ne pas nommer Bidwell à ce poste. p. 647A

Annexes:—

(1) La coupure de journal. (Sans transcription. Voir *Q. 398-1*, p. 116).

(2) M. S. Bidwell à W. L. Mackenzie, rédacteur de la *Constitution*, Toronto, le 3 août 1837. Il refuse d'être délégué à la réunion provinciale et il regrette que l'on se soit servi de son nom sans avoir obtenu au préalable son consentement. p. 648

Toronto, le 27 septembre.

Head à Glenelg (N° 108—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre adressée à J. Rolph, où il demande à ce dernier de lui obtenir copie de la lettre à Glenelg relative au Conseil exécutif. Rolph et la décision de l'Assemblée sur ce sujet. p. 648

Annexe:—

Joseph à Rolph, Hôtel du Gouvernement, le 21 août 1837 (imprimé). p. 648A

Toronto, le 29 septembre.

Head à Glenelg (N° 111—imprimé). Pourquoi il a autorisé la Banque commerciale à suspendre ses paiements en espèces. Il lui transmet une lettre du caissier de la Banque du Haut-Canada sur la situation financière de cette institution. (L'annexe manque. Voir *Q. 398-1*, p. 143). p. 648A

Toronto, le 18 octobre.

Head à Glenelg (N° 113—imprimé). Il lui transmet le rapport du vénérable J. Strachan, archidiacre d'York, au sujet des cures établies par sir John Colborne. p. 660A

Annexe:—

Le rapport: défense de sir John Colborne qui a établi les cures, le 12 octobre 1837 (imprimé.) p. 660A

Sous-annexes:—

(i) Opinion de J. Sewell, procureur général du Bas-Canada, Québec, le 6 juin 1801, sur la procédure à suivre pour l'établissement de paroisses (imprimé). p. 664

(ii) Lettres patentes constituant légalement la paroisse de Montréal, le 12 août 1818 (imprimé). p. 665A

(iii) Rapport du Conseil exécutif, le 9 mars 1815, sur l'établissement de cures (imprimé.) p. 666A

1837 (iv) Sir Gordon Drummond, gouverneur en chef, à sir Francis Gore, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Québec, le 23 mars 1816 (imprimé). Il lui transmet un extrait de la dépêche de Bathurst, du 10 octobre 1815. p. 667

Annexe à cette sous-annexe:—

L'extrait: autorisation de payer à Strachan la somme avancée pour l'établissement d'une cure à Cornwall ainsi que les intérêts (imprimé). p. 667

(v) Le comte de Bathurst, secrétaire d'État, à W. Smith, président du Conseil, Downing St., le 2 avril 1818 (imprimé). Instructions au sujet de l'établissement de cures. p. 667

(vi) Loi ayant trait aux dîmes. p. 667

(vii) Bathurst à sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Downing St., le 22 juillet 1825 (imprimé). Instructions au sujet de l'établissement de cures. p. 667A

(viii) Rapport du Conseil exécutif, le 21 novembre 1825, au sujet de la division de la province en paroisses et de l'établissement de cures (imprimé). p. 667A

(ix) Résolutions de la corporation du clergé, le 4 février 1835, au sujet de l'établissement de cures (imprimé). p. 668A

(x) Message du lieutenant-gouverneur au Conseil exécutif, le 29 juin 1835 (imprimé). Il lui transmet une documentation au sujet de l'opinion des légistes sur l'établissement de cures; il demande des renseignements. p. 668A

Annexes à cette sous-annexe:—

(a) La question est soumise aux légistes de la Couronne, le 8 mai 1835 (imprimé). p. 669

(b) On s'adresse de nouveau aux légistes de la Couronne, le 26 mai 1835 (imprimé). p. 669

(c) Opinion de C. Hagerman, solliciteur général, le 4 juin 1835, sur la documentation susmentionnée (imprimé). (Le dernier paragraphe est écrit à la main). p. 669A

Toronto, le 3 novembre. Head à Glenelg (N° 119—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre à Colborne où il explique pourquoi on devrait retirer les troupes du Haut-Canada au moment où sévit une crise dans le Bas-Canada. p. 648A

Annexe:—

Head à Colborne, Toronto, le 31 octobre 1837 (imprimé). (Post-scriptum écrit à la main.) En parlant des "rebelles", le colonel J. Maitland écrit le mot "patriotes": cela fera sursauter ceux qui ne sont pas habitués à cette expression. Il a tout lieu de croire que les miliciens voudront former des compagnies de volontaires; il accédera à ce désir. p. 649

Toronto, le 18 novembre. Head à Glenelg (N° 124—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre de sir John Colborne ainsi que sa réponse. Les troubles dans le Bas-Canada; échec certain du mouvement insurrectionnel. Il demande que toutes les troupes soient retirées du Bas-Canada, sauf

celles qui doivent tenir garnison à Québec et à Montréal. (P. S.) Il vient de recevoir une dépêche de Colborne qui voudrait obtenir les services de cinq régiments de miliciens; il a refusé d'accéder à cette demande; ses raisons. p. 649A 1837

Annexes:—

(1) Colborne à Head, Sorel, le 5 novembre 1837 (imprimé). L'agitation intensifiée par L.-J. Papineau; il faudrait piquer d'honneur les miliciens du Haut-Canada; il approuve la politique que Head a suivie à l'égard des troupes. p. 652

(2) Head à Colborne, Toronto, le 11 novembre 1837 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre relative à la situation dans le Bas-Canada. Il désire éviter une effusion de sang; le texte imprimé qu'il rédigea en réponse à l'adresse des habitants de Kingston et dans lequel il déclare qu'il ne peut autoriser la formation de compagnies de volontaires. p. 652A

Glenelg à Head (N° 247—imprimé). Il répond aux accusations portées dans la dépêche de Head, N° 99, du 10 septembre. Il refuse de répondre à un subalterne qui l'accuse d'avoir cédé ses pouvoirs à un autre officier. Commentaires sur l'opportunité de la politique coloniale; Head n'a adopté aucune politique et n'a fait qu'approuver. Réponse à ceux qui l'accusent d'avoir suscité des difficultés à Head. Le cas de Ridout et de Bidwell. Le refus de Head de suivre les instructions de Glenelg. La démission de Head a été acceptée et son successeur se rendra au Canada sous le plus bref délai. p. 653 Downing St., le 24 novembre.

Sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, à Glenelg. Il sera prêt à s'embarquer après le 20 décembre; il espère qu'on en sera alors venu à une décision au sujet de l'établissement de cures ainsi que des conditions attachées à l'offre faite à la Législature du Haut-Canada d'abandonner les revenus de la Couronne. Commentaires sur ces questions. Il demande de transmettre au commandant des troupes la nouvelle de sa promotion au grade de major général. p. 622 United Service Club, le 9 décembre.

Arthur à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 14 décembre et d'un mémoire sur John Snatt fils. Dès son arrivée dans le Haut-Canada, il prendra des renseignements sur Snatt. p. 625 Londres, le 15 décembre.

Arthur à Glenelg. Ses dépenses et l'insuffisance des appointements qu'il reçoit en sa qualité de lieutenant-gouverneur. Il demande qu'on le dispense de payer le droit de timbre auquel sa commission est assujettie; il faudrait aussi fixer le montant de ses émoluments. p. 626 Londres, le 15 décembre.

Suite de l'annexe N° 11 à la dépêche de Head à Glenelg, du 19 décembre 1837, Série *Q. 398-2:*— Le 19 décembre.

(ix) MacNab à Head, de l'Écosse, le 14 décembre 1837. La dispersion des troupes dans le district de London. p. 460

(x) MacNab au colonel F. Halkett, aide de camp, Oaklands, Écosse, le 15 décembre 1837. La dispersion des troupes dans le district de London. p. 463

1837 (xi) Halkett à MacNab, Hôtel du Gouvernement, le 18 décembre 1837. Il lui accuse réception de la dépêche; la dispersion des troupes dans le district de London et la satisfaction de Head. p. 465

(xii) MacNab au colonel Jonas Jones, Sodom, Norwich, le 18 décembre 1837. La dispersion des troupes dans le district de London. Il se rendra à Oxford; R. Alway, membre du Parlement, a été arrêté. p. 467

(xiii) MacNab à Jones, Ingersoll, le 19 décembre 1837. Le mouvement de ses troupes; les arrestations qu'il a opérées. p. 470

(xiv) Les magistrats de Barrie à Head, le 14 décembre 1837. Mesures prises au début de l'insurrection. p. 472

(xv) Réponse du lieutenant-gouverneur au rapport des magistrats de Barrie, Hôtel du Gouvernement, le 16 décembre 1837. p. 474

(xvi) Lettre de l'officier qui s'est mis à la poursuite de Duncombe, au rédacteur du *Patriot*, Burford, le 15 décembre 1837. p. 475

(xvii) Commentaires sur l'attitude prise par le *Monroe Democrat*. p. 478

(xviii) Procès-verbal d'une réunion tenue à Mathilda par les officiers du 2e régiment de la milice de Dundas, le 12 décembre 1837, avec la réponse du lieutenant-gouverneur. p. 484

(xix) Proclamation de W. L. Mackenzie, île Navy, le 13 décembre 1837. Constitution d'un Gouvernement provisoire. p. 488

(xx) Affidavit de T. Darling. Il n'a joué aucun rôle dans la campagne déclenchée par Mackenzie qui s'est servi illégitimement du nom de Darling; Buffalo, le 13 décembre 1837. p. 499

(xxi) Procès-verbal d'une réunion tenue par le conseil de ville de Buffalo; commentaires sur les troubles dans le Haut-Canada. p. 501

(xxii) Les magistrats du district de Niagara au maire et aux échevins de Buffalo, Fort Érié, le 13 décembre 1837. Ils demandent des renseignements sur les va-et-vient à la frontière. p. 503

(xxiii) J. Trowbridge, maire de Buffalo, à W. H. Merritt, magistrat, Buffalo, le 14 décembre 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 13 décembre; nulle autorisation de prêter main-forte; on fera l'impossible pour éviter de poser des actes répréhensibles. (Une lettre semblable est adressée à Ogden Creighton, p. 506). p. 505

(xxiv) Nouvelles remarques sur ce qui est arrivé à la baie Missisquoi. p. 507

(xxv) Rapport sur les détenus. p. 515

(xxvi) Rapport sur la vente des prises, y compris une machine à vapeur posée sur la propriété du Dr Wolfred Nelson. p. 516

(xxvii) Reproduction de l'article du *Buffalo Daily Journal* sur l'insurrection. p. 517

(xxviii) Nouveaux commentaires sur certains événements. p. 525

(12) Extraits de la *Constitution*, le 29 novembre 1837:—

(i) Adresse aux cultivateurs et aux propriétaires, le 21 novembre 1827. p. 535

(ii) *The New Age: A Free and Legislative People.* p. 545

1837

(iii) Procès-verbal d'une réunion tenue par les membres de l'Union politique d'Uxbridge, de Pickering et de Markham, le 11 novembre 1837. p. 557

(iv) Avis concernant la réunion provinciale qui aura lieu le 21 décembre 1837. p. 562

(v) Commentaires sur les nouvelles du Bas-Canada; le droit des insurgés. p. 562

(vi) Lettre adressée par des loyalistes au rédacteur du *Correspondent and Advocate*, Toronto, le 29 novembre 1837. p. 576

Arthur à Grey. Il s'embarquera le 27 décembre; son indemnité de voyage et celle de Head; ses raisons de faire cette demande. p. 630 — Londres, le 21 décembre.

Head à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. Il lui présente A. M'Lean, autrefois président de l'Assemblée et maintenant juge, à qui on a confié la mission d'expliquer la situation sur la frontière. Le Gouvernement américain doit supprimer par la force des armes ces agissements à la frontière. p. 604 — Toronto, le 23 décembre.

Extrait d'une lettre de George Rykert, membre du Parlement, au colonel J. Jones. Renseignements reçus de Buffalo sur l'appui accordé aux troupes à l'île Navy. p. 612 — St. Catharines, le 24 décembre.

Arthur à Grey. Il lui transmet un mémoire sur les fonds provenant des terres du clergé. Commentaires sur les revenus retirés de ces fonds. Le transfert à la province du capital, le payement du prix d'achat, la vente des terres actuellement affermées, le payement des réclamations et les étendues de terre qui resteraient encore disponibles si l'on donnait suite à ces projets. p. 632 — Oak House, Feltham, le 25 décembre.

Annexe:—

Le mémoire. p. 635

Head à Colborne. La situation à la frontière; pourquoi il croit inopportun d'attaquer l'île Navy. p. 606 — Toronto, le 26 décembre.

Arthur à Grey. Au sujet de la lettre de Grey du 23 décembre; l'expérience de Colborne et de Head a démontré que les appointements qu'ils recevaient en leur qualité de lieutenant-gouverneur étaient insuffisants. p. 638 — Londres, le 26 décembre.

Arthur à Glenelg. Il lui demande de nommer trois officiers compétents: nécessité immédiate d'organiser la milice. L'un de ces officiers pourrait être son secrétaire militaire et l'accompagner dans le Haut-Canada. p. 639 — Londres, le 26 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 4—imprimé). Instructions au sujet des terres du clergé et des cures. p. 642 — Downing St., le 26 décembre.

Head à Glenelg (N° 133—imprimé). Il lui transmet copie du discours qu'il prononça à l'ouverture de la session de la Législature, ainsi que copie d'une documentation qui atteste que l'insurrection a avorté. Les faits mentionnés dans cette dépêche ont été portés à la connaissance du comte de Gosford, de sir John Colborne et du ministre de Sa Majesté à Washington. Deux mille hommes sont — Toronto, le 28 décembre.

1837 cantonnés sur la frontière; on appellera la milice en cas d'urgence. Le commandant des troupes devra recevoir toute l'aide possible. p. 595

Annexes:—

(1) Le discours, du 28 décembre 1837 (imprimé). p. 595A

(2) Proclamation de W. L. Mackenzie qui offre des terres et une solde aux volontaires, île Navy, le 19 décembre 1837 (imprimé). p. 597A

(3) Head à W. T. Marcy, gouverneur de New-York, Hôtel du Gouvernement, le 13 décembre 1837 (imprimé). L'existence de bandits armés; les réunions tenues à Buffalo; il a confiance que les autorités américaines surveilleront ces agissements. p. 597A

(4) Head à Marcy, Hôtel du Gouvernement, le 23 décembre 1837 (imprimé). Il lui présente l'hon. A. M'Lean, autrefois président de l'Assemblée, qui lui soumettra un rapport sur les agissements des hommes que dirige R. Van Rensselaer; il lui fournira aussi tous les autres renseignements dont il dispose. p. 598

(5) MacNab à Jones, le 24 décembre 1837 (voir *Q. 398-3*, p. 467), et MacNab au lieutenant-colonel K. Cameron, adjoint du chef d'état-major, Hamilton, le 24 décembre 1837 (imprimé). Il a reçu l'ordre de se rendre à la frontière du Niagara; il aura le commandement de 500 ou 600 fantassins, et de 70 ou 80 cavaliers. Mesures à prendre. p. 598A

(6) MacNab au colonel W. Chisholm, Hamilton, le 24 décembre 1837 (imprimé). Il faut prendre imméditatement des mesures pour obtenir les services des capitaines de goélette et des matelots qui ont offert leur concours; on fera parvenir des traîneaux pour permettre d'arriver plus vite à la frontière du Niagara. On fournira aussi des piques. Toutes les troupes disponibles se rendront au Niagara. Les volontaires sous la direction du colonel Chalmers. p. 598A

(7) Head à Marcy, Toronto, le 24 décembre 1837 (imprimé). Il lui transmet une lettre de Chalmers sur les troupes de Van Rensselaer et sur la situation à la frontière. p. 599

Sous-annexe:—

Cameron au chef d'état-major de la Milice, Chippewa, le 23 novembre 1837 (imprimé). p. 599

(8) Requête de Norwich au colonel A. MacNab. (Voir *Q.398-2*, p. 458).

(9) Réponse du lieutenant-gouverneur à la requête de Norwich. (Voir *Q. 398-2*, p. 458).

(10) MacNab à Head, de l'Écosse, le 14 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 460).

(11) MacNab à Halkett, Oaklands, le 15 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 463).

(12) Halkett à MacNab, Hôtel du Gouvernement, le 18 décembre 1837 (Voir *Q. 398-3*, p. 465).

(13) MacNab à Jones, Sodom, le 18 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 467).

(14) MacNab à Jones, Ingersol, le 19 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 470). 1837

(15) Les magistrats de Barrie à Head, le 14 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 472).

(16) Head aux magistrats de Barrie, le 16 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 474).

Head à Glenelg (N° 134). Il lui transmet une adresse du synode des presbytériens unis. p. 617 Toronto, le 30 décembre.

Annexe:—

L'adresse à la Reine à l'occasion de son accession au trône; prière de protéger cette communion, le 26 octobre 1837. p. 618

Glenelg à Head (N° 259—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 124, du 18 novembre, et lui adresse ses remerciements pour les vues énoncées au sujet de la situation de la province; les événements qui se sont déroulés depuis; il approuve la réponse faite à sir John Colborne en ce qui concerne la milice. p. 659 Downing St., le 30 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 11—imprimé). Instructions sur les mesures à prendre au sujet de G. Ridout qui proteste contre sa révocation. p. 659A Downing St., le 30 décembre.

Série Q. 399

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

Glenelg à Head (N° 99—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre du Dr C. Duncombe: accusations portées contre Head sur sa conduite au cours des récentes élections; réponse à cette lettre. p. 2 Downing St., le 22 septembre.

Annexes:—

(1) Duncombe à Glenelg, 3 Northumberland Court, le 20 septembre 1836. (Sans transcription. Voir *Q. 399*, p. 28).

(2) Lettre sans signature [du sous-secrétaire] à Duncombe, Downing St., le 21 septembre 1836. (Sans transcription. Voir *Q. 399*, p. 30A).

Le colonel J. Fitzgibbon à J. Joseph, secrétaire civil. Il lui transmet copie de la documentation que renferme l'appendice au rapport du Comité spécial nommé pour examiner la requête de Duncombe. On n'a pu reproduire qu'une partie du rapport sur les lettres patentes; il faudra tenir compte de ce fait si l'on découvre dans cette documentation des erreurs typographiques. Il ne semble pas que l'appendice puisse être imprimé en entier en moins de trois semaines. (Les annexes manquent). p. 5 Bureau du greffier de l'Assemblée, le 6 février.

Document parlementaire, Ordre N° 271, Haut-Canada: Documentation se rapportant à sir Francis Bond Head (imprimé). Correspondance et rapport sur la requête de Duncombe. p. 11 Le mai.

1837 No. 1. Head à Glenelg, Toronto, le 4 février 1837. Réponse aux accusations portées contre lui. p. 12

No. 2. Rapport du Comité spécial avec l'appendice imprimé sur la demande de la Chambre d'Assemblée. L'appendice renferme les documents que voici:— p. 17

(1) Message de Head à l'Assemblée, le 15 novembre 1836. Il transmet copie de la requête de Duncombe à la Chambre des Communes; les privilèges de l'Assemblée. p. 26

(2) La requête de Duncombe. p. 26

(3) Adresse de l'Assemblée à Head, le 14 novembre 1836. Elle demande copie de toutes les communications du secrétaire d'État en réponse à l'adresse au Roi présentée au cours de la dernière session, ainsi que copie de toutes les demandes faites par certains particuliers au sujet des affaires de la province. p. 26A

(4) Head à l'Assemblée, le 16 novembre 1836. Il promet de soumettre la documentation à l'Assemblée. p. 27

(5) Head à l'Assemblée. Il transmet à l'Assemblée la documentation demandée dans l'adresse du 14 novembre. p. 27

(6) Extraits:—

(a) Extrait d'une dépêche de Glenelg à Head, Downing St., le 20 juillet 1836: les difficultés avec la dernière Assemblée; approbation de la conduite tenue par Head; approbation spéciale en ce qui concerne la démission du Conseil exécutif. p. 27

(b) Extrait d'une dépêche de Glenelg à Head, Downing St., le 8 septembre 1836. L'appel de Head au peuple du Haut-Canada et la satisfaction de Glenelg. La requête de Duncombe a été présentée à la Chambre des Communes. Sir George Grey repousse les accusations; il a promis d'y répondre victorieusement et de transmettre cette réponse à Head. p. 26A

(c) Extrait d'une dépêche de Head à Glenelg, Toronto, le 16 juillet 1836. Les élections terminées, les mécontents se sont réunis; ils ont l'intention d'en appeler de la décision du peuple. Duncombe dirigera cet appel. Il espère que l'on mettra fin à ces procédés inconstitutionnels. p. 26A

(7) Glenelg à Head, Downing St., le 22 septembre 1836. Il lui transmet la lettre de Duncombe et sa réponse. p. 28

Annexes:—

(i) Duncombe à Glenelg, 3 Northumberland Court, Charing Cross, le 20 septembre 1836. Les abus que suscite le régime colonial; accusations portées contre Head. p. 28

(ii) J. Stephen, sous-secrétaire, à Duncombe, Downing St., le 21 septembre 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 20 septembre adressée à Glenelg; cette lettre sera transmise à Head qui fournira là-dessus les explications nécessaires. Le refus de Glenelg d'accorder des entretiens; cette accusation devra être faite par écrit. La réponse à la demande de Duncombe, qui veut obtenir la confirmation de certains titres de terres, est renfermée dans une autre lettre portant la même date. p. 30A

(8) Glenelg à Head, Downing St., le 12 septembre 1836. Il lui transmet une documentation ayant trait aux accusations portées par Duncombe. p. 31

Annexes:— 1837

(i) Sir George Grey, sous-secrétaire, à Duncombe, Downing St., le 20 août 1836. Il lui transmet copie d'une lettre à J. Hume en réponse à sa lettre à Glenelg concernant la mission de Duncombe. Le rapport de Duncombe doit être écrit; il sera alors transmis à Head qui y répondra. (Voir l'annexe à la p. 31A). p. 31

(ii) Duncombe à Grey, 3 Northumberland Court, le 23 août 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 20 août; il attend l'arrivée d'autres témoignages. Si cette documentation n'arrive pas d'ici quelques jours, il soumettra un rapport sur la requête. p. 31

(iii) Duncombe à J. Stephen, 3 Northumberland Court, le 3 septembre 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 1er septembre et lui transmet la documentation mentionnée dans la requête. Il demande un entretien à Glenelg afin de lui fournir certains renseignements qu'il ne peut lui communiquer par écrit. p. 31

(iv) Stephen à Duncombe, Downing St., le 5 septembre 1836. Glenelg n'est pas en ville; impossibilité de lui remettre immédiatement la note de Duncombe du 3 septembre. p. 31

(v) Duncombe à Glenelg, 3 Northumberland Court, le 5 septembre 1836. Il lui demande un entretien. p. 31A

(vi) Stephen à Duncombe, Downing St., le 10 septembre 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 5 septembre adressée à Glenelg. Glenelg prendra en considération seulement les accusations faites par écrit; nécessité de donner à l'accusé le moyen de se disculper. Par conséquent Glenelg ne peut accorder l'entretien. p. 31A

(vii) J. Hume à Grey, Bryanstone Square, le 19 août 1836. Il lui présente Duncombe; il soumettra la requête de Duncombe à la Chambre des Communes. p. 31A

(viii) Grey à Hume, Downing St., le 20 août 1836. Il lui accuse réception de la note du 19 août. La requête de Duncombe a été transmise à Head: nécessité d'obtenir là-dessus des explications. Si Duncombe a des renseignements à fournir sur ce sujet, il devra le faire par écrit. p. 31A

(9) Glenelg à Head, Downing St., le 20 août 1836. Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec R. Baldwin. (Voir les annexes 10-12). p. 32

(10) Baldwin à Glenelg, Trinity Court, Charing Cross, le 20 juin 1836. Il demande la permission de fournir des détails sur les récentes transactions politiques. Ses vues sur le Conseil exécutif; sa ligne de conduite. p. 32

(10–1) Stephen à Baldwin, Downing St., le 28 juin 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juin adressée à Glenelg; Glenelg recevra toute communication que Baldwin voudra bien lui faire par écrit. p. 32

(11) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 13 juillet 1836. La situation politique dans le Haut-Canada; les remèdes possibles; l'importance de considérer le Conseil exécutif comme un Cabinet provincial. p. 32A

(12) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 16 juillet 1836. Le dernier Conseil n'a demandé rien d'autre que d'être consulté dans la nomination des officiers de la province. Au sujet de sa lettre

1837 du 16 juillet, il déclare que les vues qui y étaient exprimées étaient bien les siennes et il ne saurait affirmer que tous ses collègues les partagent. p. 35

(12–1) Head à Glenelg (N° 89), Toronto, le 6 novembre 1836. Il lui accuse réception des dépêches N°s 75-77, 80 et 95, relatives aux accusations portées contre lui par M. S. Bidwell, R. Baldwin, J. Rolph, T. D. Morrison et C. Duncombe. On a demandé à Bidwell, à Rolph et à Morrison de fournir la copie de leur lettre. Pourquoi Bidwell a refusé d'accéder à ce désir. Rolph et la maladie dans sa famille; il a promis de fournir cette copie sous peu. Morrison prétend qu'une citation du rapport du Comité des Griefs est inexacte; on trouve toutefois ce texte dans l'appendice au rapport. Les griefs de Baldwin portent sur un rapport de journal ainsi que sur certains airs joués au cours de banquets; on pourrait là-dessus faire observer à Baldwin que tous les autres qui ont porté des accusations seraient les premiers à s'opposer à l'adoption de mesures qui auraient pour but de restreindre le champ d'action des journaux ou de prohiber certaines chansons. La phrase "Qu'ils viennent s'ils osent" et l'invitation faite par le Bas-Canada au Haut-Canada. Il croit que ces accusations proviennent du ressentiment causé par le verdict du peuple du Haut-Canada. En outre, il pense que les accusations dirigées contre le lieutenant-gouverneur disparaîtront si ceux qui les portent sont tenus de fournir une copie de leur requête. (P. S.) La requête de Duncombe sera soumise à l'Assemblée. p. 35A

Annexes:—

(i) J. Joseph à M. S. Bidwell, Hôtel du Gouvernement, le 28 septembre 1836. Il lui transmet copie d'une dépêche de Glenelg: il faudra demander à Bidwell de fournir à Head une copie de sa lettre à Glenelg. p. 36

Sous-annexe:—

Glenelg à Head (N° 75), Downing St., le 25 juillet 1836. p. 36

(ii) Joseph à Bidwell, Hôtel du Gouvernement, le 21 octobre 1836. Sa lettre du 28 septembre. p. 36

(iii) Bidwell à Joseph, Toronto, le 24 octobre 1836. Il lui transmet une lettre écrite au cours d'un voyage; cette lettre n'a pas été envoyée plus tôt parce qu'il était sûr d'arriver à Toronto avant le courrier. p. 36

Annexe à cette sous-annexe:—

Bidwell à Joseph, Hartford, le 6 octobre 1836. Les principaux points de la lettre qu'il adressa à Glenelg; pourquoi il refuse de fournir une copie de cette lettre. p. 36A

(iv) Joseph à Rolph, Hôtel du Gouvernement, le 28 septembre 1836. Il lui transmet copie d'une dépêche de Glenelg demandant que Rolph fournisse à Head copie de la lettre qu'il adressa à Glenelg. p. 36A

Sous-annexe:—

Glenelg à Head (N° 76), Downing St., le 25 juillet 1836. p. 36A

(v) Rolph à Joseph, Toronto, le 25 septembre 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet. p. 36A

(vi) Joseph à Rolph, Hôtel du Gouvernement, le 21 octobre 1836. Sa lettre du 28 septembre. p. 37 1837

(vii) Rolph à Joseph, Toronto, le 5 novembre 1836. Pourquoi il n'a pas encore transmis copie de sa lettre. (Note.) On n'avait encore rien reçu le 21 novembre. p. 37

(viii) Joseph à T. D. Morrison, Hôtel du Gouvernement, le 28 septembre 1836. Il lui transmet copie d'une dépêche de Glenelg demandant à Morrison de fournir à Head copie de sa lettre à Glenelg. p. 37

Sous-annexe:—

Glenelg à Head (N° 77), Downing St., le 25 juillet 1836. p. 37

(ix) Morrison à Joseph, Toronto, le 5 octobre 1836. Il lui transmet copie de sa lettre à Glenelg. p. 37

Sous-annexe:—

Morrison à Glenelg, le 29 avril 1836. Il accuse Head d'avoir fait une citation inexacte de son discours de prorogation; Head aurait voulu accuser le Comité spécial nommé pour l'examen des griefs d'avoir changé d'avis sur un sujet qui intéresse les électeurs de Morrison. p. 37

(13) Glenelg à Head (N° 80), Downing St., le 30 juillet 1836. Il lui transmet copie d'une lettre de Baldwin au sujet de certains événements qui se sont déroulés à Toronto; il lui demande de faire là-dessus les remarques nécessaires. p. 37A

Annexe:—

Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 26 juillet 1836. Il lui transmet un journal de Toronto; les résolutions de la Société constitutionnelle sur le choix des lieux où se tiennent les élections; la nomination de W. J. Kerr au poste de directeur du scrutin; la réponse de Head à une adresse relative à l'ingérence étrangère. Les airs joués au cours de banquets et la réponse de Head à l'adresse de l'Assemblée relative aux loges orangistes. Une correspondance échangée avec certains particuliers démontre que le peuple ne tolérera pas longtemps ces abus. Les billets d'emplacement neutralisent l'influence des franc-tenanciers. La politique de Head amènera la perte de la colonie. p. 37A

Sous-annexe:—

Rapport sur le mécontentement aux États-Unis à la nouvelle que ce pays pourrait s'immiscer dans les affaires du Haut-Canada. p. 38

(14) Grey à Baldwin, Downing St., le 30 juillet 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 26 juillet; elle sera transmise à Head qui fera là-dessus les remarques nécessaires. p. 38

(15) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 28 juillet 1836. Glenelg a-t-il pris une décision au sujet du point soulevé dans sa lettre à Hume, du 14 juin, qui fut transmise au ministère des Colonies? Les projets de lois ayant trait à l'amélioration des chemins, des phares et aux pertes subies par suite de la guerre, ne devraient pas comporter une étude considérable. p. 38

1837 (15–1) Grey à Baldwin, Downing St., le 4 août 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juillet adressée à Glenelg; Baldwin n'étant revêtu d'aucun pouvoir officiel, Glenelg doit refuser de lui fournir des renseignements sur les intentions du Gouvernement. La dépêche publique de Head et les principes dont s'inspire l'administration du Haut-Canada. p. 38A

(16) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 4 août 1836. Il lui transmet un exemplaire d'une adresse de la *Reform Alliance Society*, du 14 mai 1836, en réponse au discours de prorogation de Head. (L'annexe manque). p. 38A

(16–1) Grey à Baldwin, Downing St., le 12 août 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 4 août, adressée à Glenelg. p. 38A

(17) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 12 août 1836. Il lui transmet une déposition du rédacteur du *Correspondent and Advocate* relative à la rumeur qui veut que Head ait accusé Rolph et Baldwin d'être les auteurs de la réponse au discours de prorogation. p. 38A

Annexes:—

(i) Extrait d'une lettre du Dr O'Grady, rédacteur du *Correspondent and Advocate*. p. 39

(ii) Déposition de J. H. Price au sujet de la paternité de la réponse, Toronto, le 9 mai 1836. p. 39

(iii) Témoignage de T. D. Morrison, maire de Toronto, relatif à la déposition de Price, le 9 mai 1836. p. 39

(iv) Pièce attestant que Morrison est maire de Toronto, le 10 mai 1836. p. 39

(18) Baldwin à Glenelg, 4 Trinity Court, le 12 août 1836. Il lui accuse réception de la lettre de Grey, du 28 juillet. Les élections dans le Haut-Canada ont pu retarder l'expression de la volonté des habitants du Haut-Canada; mais la population de cette province ne favorise pas le principe dont Head s'est inspiré. Il ne leur suffira pas de savoir que le principe dont s'inspire le Gouvernement de la Grande-Bretagne ne s'applique pas à eux. Le rapport et l'adresse du Conseil législatif du 19 avril et l'inefficacité du mode de gouvernement du Haut-Canada. p. 39

(19) Grey à Baldwin, Downing St., le 17 août 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 12 août. Head n'a pas accusé Baldwin d'être l'auteur de l'article qui a paru dans le *Correspondent and Advocate*. p. 39A

(20) Adresse de l'Assemblée, le 7 décembre 1836. Demande d'un rapport sur les lettres patentes accordées pour les terres depuis la prorogation de la dernière Assemblée jusqu'à la fin des élections générales. p. 39A

(21) Réponse de Head à l'adresse de l'Assemblée. Il préparera un rapport sur les terres concédées. p. 40

(22) Message de Head à l'Assemblée, le 5 janvier 1837. Il lui transmet un rapport du Conseil exécutif sur la question que posait l'adresse de l'Assemblée du 7 décembre 1836. (Ce rapport ainsi que les documents qui l'accompagnent se trouvent à 40 N et 44 R). p. 40

1837

(23) Head à l'Assemblée, le 9 janvier 1837. Il lui transmet copie d'une dépêche qu'il vient de recevoir de Glenelg. (Cette dépêche se trouve au N° 24). p. 40

(24) Glenelg à Head (N° 105), Downing St., le 31 octobre 1836. Il lui transmet copie d'une lettre de Hume à Melbourne au sujet de la conduite de Head au cours des récentes élections et du refus de Glenelg d'accorder un entretien à Baldwin et à Duncombe. Les accusations portées contre Head semblent être identiques à celles auxquelles il a déjà répondu; il transmet quand même ces textes. p. 40

Annexes:—

(i) Hume au vicomte Melbourne, premier ministre, Worthing, le 3 octobre 1836. p. 40A

(ii) Grey à Hume, Downing St., le 21 octobre 1836. Melbourne a transmis la lettre de Hume du 3 octobre. Pourquoi un entretien n'a pu être accordé à Baldwin et à Duncombe; il approuve Glenelg qui a décidé que les accusations doivent être faites par écrit. p. 40A

(25) Les dépositions faites devant le Comité spécial auquel fut soumise la requête de Duncombe, 25 novembre au 27 décembre 1836. p. 41

(26 A) M. S. Bidwell à A. N. MacNab, président, Toronto, le 9 décembre 1836. A propos de l'identité d'une personne dont le nom a été mentionné dans la déposition qu'il fit devant le comité. p. 51

(27 B) Documentation au sujet de la conduite impartiale de John B. Askin, directeur du scrutin pour le comté d'Oxford:

(a) Déclaration du contre-amiral H. Vansittart et de onze particuliers, Woodstock, le 30 novembre 1836. p. 51

(b) Affidavit de James Ingersoll, candidat, le 1er décembre 1836. p. 51

(c) Déclaration de T. Peacocke, membre du bureau de vote, le 1er décembre 1836. p. 51A

(d) Déclaration de francs-tenanciers. p. 51A

(28 C) Déposition de James Fitzgibbon au sujet de son voyage à Cornwall au cours des dernières élections, le 3 décembre 1836. p. 51A

Annexe:—

Ordre à Fitzgibbon de se rendre à Cornwall, le 18 juin 1836. p. 52

(29 D) Duncombe à MacNab, Old British Coffee House, le 6 décembre 1836. Pourquoi il s'est absenté pendant quelques jours. p. 52

(30 E) MacNab à Duncombe, Committee Room, le 6 décembre 1836. Le comité et les affaires personnelles de Duncombe; les témoignages ont prouvé l'inanité des accusations de Duncombe; ils ont aussi démontré l'inopportunité de soumettre certains témoignages qui, semble-t-il, ont été produits en Angleterre. p. 52

(31 F) Déclaration de John Harris et de 27 autres particuliers attestant que le révérend B. Cronyn a fait tout ce qu'il pouvait pour maintenir la loi et l'ordre au cours des récentes élections, London, le 17 décembre 1836. p. 52A

1837 (32 G) J. Stewart à Joseph, London, le 30 novembre 1836. Pourquoi il a demandé de transférer le bureau de vote de London à St. Thomas. p. 52A

(33 H) Liste des directeurs de scrutin, 1834, 1836. p. 53

(34 I) D. Cameron, secrétaire et greffier, à Joseph. L'augmentation du travail dans ce bureau au cours des dix dernières années. p. 53A

Annexe:—

Les fonctions de secrétaire et de greffier, depuis 1826 jusqu'à 1835 inclusivement, et le travail qu'elles comportent. p. 53A

(35 I–1) S. P. Jarvis, greffier de la Couronne à la Chancellerie, à J. Beikie, greffier du Conseil exécutif, Toronto, le 20 décembre 1836. Renseignements sur l'émission de mandats pour les élections et de lettres patentes pour la concession des terres. p. 54

(35 I–2) Rapport sur les lettres patentes émises entre le 28 mai et le 2 juillet 1836. p. 54A

(36 J) Cameron à Beikie, bureau du secrétaire, le 12 décembre 1836. Liste des lettres patentes émises pour la concession des terres et revêtues du grand sceau depuis le 20 avril jusqu'au 2 juillet 1836. Notes sur les lettres patentes émises du 1er avril au 1er août 1836. p. 54A

Annexes:—

(i) La liste. p. 55

(ii) Les notes. p. 66

(37 K) MacNab à R. B. Sullivan, commissaire des terres de la Couronne, Committee Room, le 9 janvier 1837. A quel moment Port Credit fut-il arpenté? Quand les lopins de terre de la ville furent-ils vendus? p. 90A

(37 K–1) Sullivan à MacNab, le 15 janvier 1837. Il donne les renseignements demandés. p. 90A

(38 L) G. H. Markland, inspecteur général, à John Beikie, Toronto, le 13 décembre 1836. Il ne connaît pas l'existence d'ordres d'émettre des mandats relatifs à la concession de terres pendant cette période. p. 90A

(39 M) MacNab à J. H. Dunn, receveur général, Committee Room, le 9 janvier 1837. Est-il vrai, comme l'affirme Duncombe, que des sommes d'argent ont été payées pour fins électorales? p. 90A

(39 M–1) Dunn à MacNab, Toronto, le 14 janvier 1837. Il nie le bien-fondé de cette assertion. Vingt-sept louis furent remis à Fitzgibbon pour acquitter les dépenses de son voyage à Cornwall. p. 91

(40 N) D. M'Donell, shérif du district Eastern, à Joseph, Cornwall, le 26 juillet 1836. Nécessité d'obtenir des troupes si l'on veut éviter des troubles. p. 91

(40 N–1) A. M'Lean, greffier de la Paix, Cornwall, à Joseph, Cornwall, le 14 juin 1836. Il lui transmet trois affidavit attestant que des actes de violence ont été perpétrés par des hommes qui travaillent au canal; les mesures à prendre pour maintenir la loi. p. 91

1837

Annexes:—

(i) Affidavit de W. D. Wood, de Joseph Tanner et de Richard Cramer. p. 91A

(ii) Joseph à M'Lean, Hôtel du Gouvernement, le 18 juin 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 14 juin; on enverra Fitzgibbon avec des armes et des munitions qui lui serviront en cas d'urgence. Les troupes ne devraient pas être envoyées pendant les élections; les miliciens ne devraient pas être armés. Une fois les élections terminées, on étudiera la question de former des compagnies de volontaires. p. 92

(iii) Joseph à Fitzgibbon, Hôtel du Gouvernement, le 18 juin 1836. Instructions à Fitzgibbon qui se rend à Cornwall. p. 92A

(41 O) Déclaration de G. Gurnett, maire: pourquoi il a accepté le cautionnement de Robert et de Mary Shore. p. 92A

(42 P) Délibérations du Conseil spécial; Duncombe est tenu d'établir le bien-fondé des accusations faites dans sa requête. p. 93

(43 Q) Liste des certificats émis au bureau du commissaire des terres de la Couronne depuis le 26 avril jusqu'au 2 juillet 1836. p. 94

(44 R) Rapport du Conseil, le 5 janvier 1837, en réponse à l'adresse de l'Assemblée désireuse d'obtenir des renseignements sur les patentes de terres émises depuis le 20 avril jusqu'au 2 juillet 1836. p. 95

(45 R) Dunn à J. Beikie, greffier du Conseil exécutif, bureau du receveur général, le 13 décembre 1836. Il lui transmet copie d'un ordre de payer le compte de D. Cameron, secrétaire et greffier. p. 96

Annexes:—

(i) L'ordre, le 23 juillet 1836. p. 96

(ii) Pièce attestant que la somme susmentionnée a été versée. p. 96A

(iii) Compte de Cameron, le 7 juillet 1836. p. 96A

(46 R2) Cameron à [Joseph], Toronto, le 11 mai 1836. Besoin d'aide dans le bureau du secrétaire et du greffier. p. 96A

47(R3) Arrêté du Conseil, le 9 mai 1836: dissolution de la Législature provinciale. p. 97

(48 R4) Arrêté du Conseil, le 28 mai 1836: au sujet des élections. p. 97

(49 R5) Instructions aux directeurs de scrutin. p. 97

(50 S) Extraits des registres du scrutin: voix accordées à chaque candidat. p. 98

(51 T) Affidavit de T. Street au sujet de l'accusation portée contre lui: il aurait menacé de voies de fait ceux qui n'appuieraient pas le candidat conservateur, le 7 janvier 1836. p. 99

(52 U) Le révérend T. Phillips, D.D., à MacNab, Etobicoke, le 21 janvier 1837. Pourquoi il a refusé de prêter serment à la tribune. p. 99

(53 V) John McIntosh à MacNab. Il modifie le témoignage qu'il a donné devant le comité au sujet de la requête de Duncombe. p. 99A

1837 Glenelg à Head, N° 3, Downing St., le 17 avril 1837. Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 4 février; il est heureux de constater que l'on a établi l'inanité des accusations de Duncombe. p. 100

Série Q. 400, t. 1

EMPLOIS PUBLICS, 1837

CHAMBRE DES COMMUNES.

Le 3 février. Ordre de produire la documentation relative à la concession ou à la vente des terres dans le Haut-Canada, y compris les terres cédées par les sauvages depuis 1820. p. 3

Le 21 avril. Ordre de produire la dépêche de sir Francis Bond Head en réponse aux accusations portées contre lui par le Dr C. Duncombe. p. 6

Le 24 avril. Ordre de produire la lettre de L.-J. Papineau à M. S. Bidwell, président de l'Assemblée du Haut-Canada, l'adresse de l'Assemblée sur ce sujet, l'adresse de la Législature désireuse que des mesures soient prises pour obtenir la collaboration de la Législature du Bas-Canada dans l'amélioration de la navigation sur le Saint-Laurent, ainsi que l'adresse de l'Assemblée qui demande d'annexer Montréal au Haut-Canada. p. 7

Le 24 avril. Ordre de produire la documentation relative à la concession ou à la vente des terres dans le Haut-Canada, y compris les terres cédées par les sauvages depuis 1820. p. 9

Le 22 juin. Ordre de produire la loi du Haut-Canada qui prolonge l'existence de l'Assemblée, nonobstant la mort du monarque, ainsi que toute loi analogue adoptée dans les colonies britanniques de l'Amérique britannique du Nord. p. 12

CHAMBRE DES LORDS.

Le 12 juillet. Ordre de produire les décrets du Conseil relatifs à la vente des terres dans le Haut-Canada et la documentation concernant l'entente conclue en 1833 avec la Compagnie des terres de l'Amérique britannique, ainsi que les rapports des comités spéciaux nommés pour enquêter sur les cas de J. G. Thompson, juge de la cour de Gaspé, de Charles Witcher, shérif du district de St-François, et de W. B. Fenton, commissaire des terres de la Couronne du Bas- Canada. p. 13

AMIRAUTÉ.

Amirauté, le 28 juin. G. Wood, secrétaire en chef, à sir George Grey, sous-secrétaire. Il faudra demander un rapport sur la manière la plus avantageuse de disposer de certaines maisons et d'un terrain de la marine sur la Grande-Rivière, lac Érié. p. 15

BUREAU DU COMMERCE.

Whitehall, le 11 janvier. J. D. Hume, adjoint du secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire. Pourquoi on ne peut accéder à la demande du Haut-Canada qui désire accroître les privilèges accordés à ceux qui cultivent le tabac dans les colonies; ce tarif préférentiel et ses résultats. p. 18

1837

D. Le Marchant, secrétaire du Bureau du Commerce, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 novembre; pourquoi il faudrait annuler la loi établissant les compagnies d'assurance mutuelle. p. 20 — Whitehall, le 16 janvier.

Le Marchant à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 janvier; demande de renseignements sur la loi du Haut-Canada relative à la modification de la valeur de la monnaie d'or et d'argent. p. 42 — Whitehall, le 31 janvier.

Le Marchant à Stephen. Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec la Trésorerie sur la loi du Haut-Canada relative à la monnaie provinciale. Demande de renseignements sur les raisons qui ont incité le gouverneur de la Guyane britannique à approuver l'ordonnance de la Banque de la Guyane britannique. Ces lois n'ont pas été transmises au Bureau du Commerce; les difficultés qui en résultent. p. 25 — Whitehall, le 14 février.

Annexe:—

Le Marchant à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie, le 10 février 1837. Le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada n'a pas énoncé des raisons qui motivent la profonde modification de la valeur légale de la monnaie britannique. La législation adoptée antérieurement sur ce sujet. Nouveaux renseignements demandés. Ceux-ci peuvent être obtenus avant le moment où expire la période du désaveu: la loi ne sera pas annulée immédiatement. p. 44

Lettre sans signature à Le Marchant (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 février; Glenelg regrette que la procédure suivie au sujet de la récente législation coloniale ait suscité quelques difficultés. Composition et fonctions du Bureau du Commerce; vues de l'auteur sur la procédure suivie en l'occurrence. p. 28 — Downing St., le 23 février.

Le Marchant à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril ayant trait à l'adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée du Haut-Canada. Sa lettre du 14 février; il approuve toujours les principes dont s'inspirent les lois concernant la valeur de la monnaie ou la fondation de banques. La possibilité d'un désaveu est beaucoup plus grave que les inconvénients résultant d'un léger retard apporté à l'examen de lois analogues. p. 48 — Whitehall, le 2 mai.

Hume à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril et de l'adresse de l'Assemblée du Haut-Canada qui désire la disparition de certains règlements prohibitifs, l'abaissement de certains droits et l'abolition des droits sur les blés et la farine du Haut-Canada importés dans la Grande-Bretagne. Pourquoi on ne saurait accéder à ces demandes. p. 52 — Whitehall, le 2 mai.

Le Marchant à Stephen. La note de Glenelg, du 13 septembre, relative à la loi du Haut-Canada ayant trait aux paiements en espèces. Head devra recevoir l'ordre de ne pas permettre à une banque quelconque de payer des dividendes pendant la période de la suspension de ces paiements. Cet ordre s'applique tout particulièrement à la Banque Commerciale. p. 57 — Whitehall, le 18 décembre.

BUREAU DES INDES.

R. Gordon, secrétaire, à Grey. Il lui transmet un mémoire au aujet de [John Snatt] et lui demande d'enquêter sur cet individu. (Le mémoire manque. Voir *Q. 398-3*, p. 625). p. 60 — Bureau des Indes, le 29 novembre.

1837
[Ministère des Colonies], le 14 décembre.

Lettre sans signature à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (brouillon). Il lui transmet un mémoire et lui demande d'enquêter sur John Snatt. p. 61

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Edimbourg, le 7 avril.

Sir James Gibson Craig au vicomte Palmerston, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères. Il lui présente Daniel Lizars qui ferait un bon fonctionnaire dans le Haut-Canada. p. 65

Annexe:—

W. H. Lizars à Craig, 3 St. James's Sq., Edimbourg. Il lui transmet un extrait d'une lettre de son frère avec un certificat de R. Cadell. p. 69

Sous-annexes:—

(a) Extrait d'une lettre de Daniel Lizars à W. Lizars. Il désire être nommé magistrat du nouveau district qui serait constitué à même le comté de Huron; l'appui qu'il recherche; ses états de service. p. 66

(b) Pièce munie de la signature de R. Cadell: les titres de Daniel Lizars, Edimbourg, 6 avril 1837. p. 71

Stow, le 10 avril.

Le vicomte Palmerston, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, à Glenelg. Gibson Craig a appris que sa lettre a été soumise à Glenelg. p. 63

Ministère des Affaires étrangères, le 13 avril.

J. Backhouse, sous-secrétaire, à ————. Thomas Langton se rend dans le Haut-Canada; demande d'une lettre qui lui permettra d'approcher le lieutenant-gouverneur. p. 72

Annexe:—

[Ministère des Colonies], le 17 avril.

Lettre sans signature à sir James Gibson Craig (brouillon). Sa lettre du 7 avril a été soumise à lord Glenelg. Ce dernier ne peut intercéder en faveur de Daniel Lizars, puisque la nomination des shérifs dans le Haut-Canada relève du lieutenant-gouverneur. p. 64

Le 3 mai.

Backhouse à Stephen. Il lui transmet une lettre de George Manners, consul de Sa Majesté à Boston; la situation au Canada. p. 73

Annexe:—

Manners à John Bidwell, Haldimand, le 13 mars 1837. Eloges adressés à Head; la province et ses brillantes perspectives. p. 74

LÉGISTES.

[Ministère des Colonies], le 12 avril.

Lettre sans signature au procureur général (brouillon). La question de la dotation de cures au Canada. Il demande des renseignements sur les points suivants: le pouvoir de doter les cures, la validité de la création de 57 cures par sir John Colborne; au cas où ces dotations seraient légales, il aimerait connaître l'étendue de l'autorité ecclésiastique du titulaire d'une paroisse ainsi constituée. Il faudra obtenir là-dessus l'avis du solliciteur général. p. 88

Collège des docteurs en droit civil, le 8 juin.

Les légistes à Glenelg. (Sans transcription. Voir *Q. 396-4*, p. 667).

Lettre sans signature à ————, conseiller juridique (brouillon). Il lui transmet une documentation au sujet de la création de cures dans le Haut-Canada; le rapport de l'archidiacre d'York. Il demande aux juristes de lui dire si ces renseignements additionnels modifient en quoi que ce soit l'opinion donnée en réponse à la lettre du 12 avril. (Les annexes manquent). p. 95 — 1837 [Ministère des Colonies], le 19 décembre.

ARTILLERIE.

R. Byham, secrétaire du bureau de l'Artillerie, à Stephen. On a reçu une communication de la Trésorerie; d'après ce texte, il semble que Glenelg devait donner des instructions aux autorités coloniales au sujet de la période pendant laquelle pouvaient être faites les demandes d'indemnité pour certains dommages causés par le creusage du canal Rideau. Quelles furent ces instructions? p. 98 — Bureau de l'Artillerie, le 3 avril.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 avril et lui transmet copie des instructions qui furent données au sujet des demandes d'indemnité pour dommages soufferts lors du creusage du canal Rideau. (L'annexe manque. Voir *Q. 400*, p. 129). p. 100 — [Ministère des Colonies], avril.

Byham à Stephen. Il lui demande la permission d'emprunter la lettre de Head qui traite de la cession d'une partie des terres militaires à Niagara à la compagnie du canal Welland; cette lettre fut retournée avec celle du bureau de l'Artillerie le 26 octobre 1836. p. 101 — Bureau de l'Artillerie, le 6 juillet.

Stephen à Byham. Il lui transmet la pièce annexée à la dépêche de Head au sujet des terres militaires; il faudra retourner cette documentation au ministère des Colonies le plus vite possible. p. 102 — Ministère des Colonies, le 7 juillet.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 11 juillet ainsi que de la requête du président et des directeurs de la *Toronto and Lake Huron Railroad Company* qui désirent obtenir la concession de certaines portions des terres de la Couronne sur lesquelles passera le chemin de fer. En ce qui concerne la superficie des terres demandées à Toronto et à Penetanguishene, il faudra consulter l'ingénieur en chef qui, après avoir consulté le commandant des troupes, fera rapport à l'inspecteur général des fortifications. Nécessité de soumettre les plans des sections de terres. p. 103 — Bureau de l'Artillerie, le 21 juillet.

Byham à ————. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juin. L'Artillerie ne peut approuver la cession de toutes les terres militaires du Niagara à la compagnie du canal Welland. D'autre part, si le lieutenant-gouverneur et l'ingénieur en chef opinent en ce sens, une partie des terres du Niagara pourra être échangée contre des terres dans les environs du Fort Mississagua; alors on ne s'opposera pas à ce que le reste des terres du Niagara soit assigné à des fins de colonisation. p. 105 — Bureau de l'Artillerie, le 24 juillet.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet relative à la construction de casernes à Toronto. On a souligné la nécessité de construire de nouvelles casernes; mais le problème n'a pas changé depuis 1835. La lettre du 14 décembre 1835; il est toujours d'avis que l'on devrait construire une aile de la caserne projetée. Utilisation des fonds provenant de la vente des terres militaires; ces fonds devaient être affectés auxdites constructions. p. 107 — Bureau de l'Artillerie, le 23 août.

1837
Sans date.

Casernes de Toronto. Documentation pour la gouverne de sir George Grey. p. 109

[Ministère des Colonies], sans date.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 23 août. Glenelg étudie de nouveau la question de construire des casernes à Toronto, mais il maintient sa décision de ne pas permettre d'affecter à cette dépense une grande partie des fonds provenant des revenus de la Couronne. Il autorisera toutefois le paiement de 10,000 louis pris à même les fonds provenant de la vente des terres militaires à Toronto, à condition qu'il soit bien entendu que toute dépense ultérieure sera soldée par l'Artillerie. Ces fonds pourront être employés pour réparer ou pour construire des casernes. p. 111

[Ministère des Colonies], le 13 novembre.

Glenelg au lieutenant général sir Hussey Vivian, grand maître de l'Artillerie. La construction de casernes à Toronto et les difficultés que ce projet suscite; la décision qu'il a été obligé de prendre sur ce sujet. p. 113

Bureau de l'Artillerie, le 18 novembre.

Vivian à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 13 novembre et lui transmet un mémoire démontrant la possibilité d'abaisser les dépenses à 21,641 louis. On pourrait soumettre ces estimations au Parlement. On pourrait obtenir 10,000 louis, commencer les travaux immédiatement et inscrire le reste de la somme dans les estimations pour 1839-1840. p. 117

Annexe:—

Le mémoire muni de la signature de V. G. Ellicombe. p. 119

[Ministère des Colonies], le 20 décembre.

Lettre sans signature à Vivian (personnelle—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 18 novembre; le projet aurait été accepté immédiatement, mais les renseignements obtenus sur le Canada en ont empêché l'adoption. Pourquoi il croit inopportun de construire des casernes à Toronto. p. 121

TRÉSORERIE.

Bureau de la Trésorerie, le 4 janvier.

A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie, à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie au sujet des réclamations faites à la suite de dommages encourus par le creusage du canal Rideau, ainsi qu'une note de la Trésorerie sur ce sujet. Nécessité de donner des instructions en conformité des propositions que renferment ces textes. p. 124

Annexes:—

(1) Byham à E. J. Stanley, secrétaire de la Trésorerie, bureau de l'Artillerie, le 27 juillet 1836. A propos de G. Adams, adjoint du sous-commissaire général, nommé arbitre de ceux qui réclament des dédommagements par suite des pertes qu'ils ont subies. Il lui transmet une documentation sur ce sujet; il lui fait observer qu'il n'y est pas question de la période pendant laquelle les intéressés peuvent faire leurs réclamations; propositions pour déterminer le montant des dédommagements ainsi que la période pendant laquelle les réclamations pourraient être soumises. p. 130

1837

Sous-annexe:—

Certains fonctionnaires à Byham, le 20 mai 1836. Ils lui accusent réception de la lettre du 14 décembre 1835 et lui transmettent la correspondance au sujet des demandes d'indemnité pour les pertes encourues par le creusage du canal Rideau. On attend une réponse à la lettre adressée au lieutenant-gouverneur afin de rédiger un rapport sur ce sujet. Ils le renvoient à la lettre de l'Artillerie, du 30 mars 1836. p. 135

Annexes à la sous-annexe:—

(a) Rapport de certains fonctionnaires sur la lettre de Byham, Québec, le 9 mars 1836. Cette lettre fut transmise au capitaine D. Bolton, chef des Ingénieurs royaux (canal de la rivière Rideau et de la rivière Ottawa); ce fonctionnaire a reçu l'ordre de rédiger un rapport sur ce sujet. p. 137

(b) Bolton à certains fonctionnaires (N° 22), canal Rideau, le 21 mars 1836. Le travail accompli par Adams; il faudrait déterminer la période pendant laquelle seront reçues les réclamations. p. 138

(c) Adams à Bolton (N° 10), canal Rideau, le 18 mars 1837. Les réclamations; mesures prises pour accélérer la marche des affaires. p. 141

(d) Circulaire adressée aux intéressés et aux magistrats, Bytown, le 9 janvier 1836. p. 144

(e) Certains fonctionnaires à Head, Québec, le 28 mars 1836. Opportunité de fixer un terme pour l'envoi des réclamations. p. 146

(2) Loi relative au creusage du canal Rideau, 1826. p. 147

(3) Rapport de la Trésorerie, le 27 décembre 1836. Ordre de payer Adams, après déduction faite d'un traitement pour le commis qui a travaillé pendant l'absence d'Adams. On demandera à Glenelg de donner l'ordre de fixer une période pour la réception des réclamations. Il partage les vues exprimées au sujet du montant de ces réclamations; il approuve les mesures prises pour que les demandes ne soient pas excessives. p. 171

Downing St., le 31 janvier.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 4 janvier. Glenelg est d'avis que si l'on essayait de déterminer une période après laquelle les réclamations ne seraient plus reçues, il en résulterait de graves difficultés. La question des dédommagements; mesures qui résoudraient le problème. p. 125

Bureau de la Trésorerie, le 8 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie du rapport de la cour des comptes au sujet de certaines dépenses du département des Sauvages; il lui demande un rapport sur ce sujet. p. 174

Annexe:—

Le rapport, cour des comptes, le 26 janvier 1837. Il demande des renseignements sur les sujets suivants: (1) le traitement du révérend Adam Elliott, missionnaire, et de John Orr, instituteur à l'île Manitoulin; (2) les dépenses occasionnées par le voyage du lieutenant-gouverneur à l'île Manitoulin; (3) la gratification accordée à Francis X. Cadotte, interprète, lorsqu'il quitta le ministère des Sauvages. p. 175

1837

Bureau de la Trésorerie, le 14 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du lieutenant F. L. Ingall, commandant à Penetanguishene, au sujet de la construction d'une église; il demande à Glenelg de lui donner là-dessus les renseignements nécessaires. Il faudrait aussi savoir quelles mesures ont été prises pour assurer la célébration de l'office divin lorsque l'église sera terminée. p. 178

Annexe:—

Ingall au lieutenant-colonel [H. E.] Porter, Penetanguishene, le 7 octobre 1836. p. 180

Bureau de la Trésorerie, le 17 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie de la réponse qui a été envoyée à sir George Head, adjoint du commissaire général, qui demande de l'avancement. p. 182

Annexe:—

Spearman à Head, le 7 février 1837. Head qui est en demi-solde ne saurait obtenir de l'avancement; toutefois la Trésorerie lui accordera bientôt sa solde. p. 183

Bureau de la Trésorerie, le 22 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de la loi du Haut-Canada relative à la monnaie; la Trésorerie approuve les conclusions que renferme ce texte. (L'annexe manque. Voir *Q. 400-1*, p. 44). p. 185

[Ministère des Colonies], le 4 avril.

Lettre sans signature à sir Francis Bond Head, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (N° 157—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec la Trésorerie au sujet des dédommagements que réclament ceux qui ont subi des pertes par suite du creusage du canal Rideau; la Législature devrait fixer un terme pour la réception de ces réclamations. p. 129

Série Q. 400, t. 2

EMPLOIS PUBLICS, 1837

TRÉSORERIE.

Bureau de la Trésorerie, le 28 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de R. Neave, secrétaire des commissaires de l'hôpital Chelsea. p. 193

Annexe:—

Neave à Spearman, Hôpital Royal, Chelsea, le 20 décembre 1836. Les commissaires ont décidé qu'ils n'exigeraient plus de comptes de James Gordon, ancien payeur du 1er régiment de la milice d'Essex et agent pour la distribution des parts de prises provenant de la capture du fort Détroit en 1812. Si Gordon n'est pas satisfait de ce qu'il a reçu en intérêts pour les parts de prises non réclamées pendant de si nombreuses années, il devra faire des réclamations au major Noah Freer, agent des prises, qui a reçu cinq pour cent du montant net. p. 194

Bureau de la Trésorerie, le 28 février.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée entre John Marks, directeur du port de Kingston, les officiers du commissariat, et John McCauley, caissier de la banque à Kingston. p. 196

1837

Annexes:—

(1) Marks à C. A. Clarke, adjoint du commissaire général, Kingston, le 15 août 1836. Sur présentation d'une traite de 500 louis à la Banque du Haut-Canada, il en reçut paiement au taux de 3 chelins en monnaie courante, alors que la valeur actuelle en sterling est de 2 chelins et 6 pence. Tous les paiements au chantier de construction de navires étant maintenant effectués en espèces, ou en argent britannique au taux de sa valeur britannique, la différence devrait être remise ou d'autres pièces substituées au taux de 4 chelins et 4 pence le dollar. p. 197

(2) Clarke à R. I. Routh, commissaire général, le 17 août 1836. Il lui transmet copie d'une lettre de Marks ainsi que la réponse qu'il a fait parvenir à la banque. Pertes qui résultent de cette transaction (Dans une autre colonne). Mémoire par Routh, Québec, le 29 août 1836. Une pareille politique comportera des pertes pour les banques; il a commencé à solder les comptes du commissariat avec des cinquante sous américains. (L'annexe manque). p. 199

(3) McCauley à Marks, Kingston, le 20 septembre 1836. La banque refuse de payer en espèces à d'autre taux que celui fixé par la loi. Les seules pièces d'argent qu'il a en main sont la couronne et ses parties. p. 198

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une note du 21 mars au sujet des dédommagements à accorder à ceux qui ont subi des pertes par suite du creusage du canal Rideau; nécessité de donner là-dessus des instructions. La Trésorerie désire connaître la nature de ces instructions. p. 201 Bureau de la Trésorerie, le 27 mars.

Annexe:—

La note du 21 mars 1837. Nécessité de donner des instructions pour déterminer la période pendant laquelle les réclamations seront reçues; le montant de ces réclamations. p. 202

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de R. I. Routh, commissaire général. La somme de 6,478 louis, 12 chelins et 8 pence a été versée dans la caisse militaire; elle provient des ventes des terres du clergé dans le Haut-Canada. Ordre de placer cette somme dans les fonds consolidés à 3 pour cent. p. 205 Bureau de la Trésorerie, le 5 avril.

Annexe:—

Routh à Spearman, Québec, le 7 février 1837. p. 206

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre des vérificateurs des comptes, au sujet de dépenses faites par le commissariat pour les sauvages de Manitoulin. Il demande là-dessus l'opinion de Glenelg. Au sentiment de la Trésorerie il n'est ni nécessaire ni opportun que le lieutenant-gouverneur ait la liberté d'accroître les dépenses pour les sauvages. p. 207 Bureau de la Trésorerie, le 10 avril.

Annexe:—

La cour des comptes à la [Trésorerie] (N° 107), le 14 mars 1837. p. 210

1837

Bureau de la Trésorerie, le 3 mai.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie de lettres échangées entre le commissaire général et l'officier qui a la direction de la caisse militaire à Toronto, au sujet de demandes faites pour le département des Sauvages; reçu de 150 louis pour l'établissement à l'île Manitoulin; Routh désire savoir quelles instructions il devra suivre s'il reçoit d'autres demandes semblables. Au sentiment de la Trésorerie, de telles demandes ne devraient pas être faites; les fonctionnaires du départment des Sauvages ne devraient acheter aucun article que le commissariat pourrait leur procurer. On donnera des ordres à cet effet à moins que Glenelg n'ait des raisons spéciales pour s'y opposer. Il demande de retourner la documentation. (Les annexes manquent. Voir *Q. 400*, p. 233). p. 217

Bureau de la Trésorerie, le 6 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 27 avril. En l'occurrence, la Trésorerie approuve Glenelg qui désire que le lieutenant J. Elmsley ne soit pas requis de payer les honoraires et le droit de timbre lorsqu'il sera nommé de nouveau membre du Conseil exécutif. p. 221

Bureau de la Trésorerie, le 7 juin.

F. S. Baring, secrétaire de la Trésorerie, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 avril. La Trésorerie ne peut permettre à H. Pinhey d'importer du cèdre blanc en payant le même droit que s'il importait du pin blanc; ce serait accorder un privilège qui pourrait ultérieurement susciter des difficultés. p. 223

[Ministère des Colonies], le 8 juin.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 mai et approuve les instructions relatives aux transactions commerciales faites par les fonctionnaires du départment des Sauvages. Il lui retourne la documentation; il demande de faire parvenir au ministère des Colonies copie de la lettre de Foote et de la réponse de Routh. p. 219

Bureau de la Trésorerie, le 13 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 avril. On préparera pour la Chambre des Communes une estimation de l'indemnité qui devra compléter la somme accordée aux victimes de la guerre. p. 224

Bureau de la Trésorerie, le 15 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril. Pour répondre aux besoins de l'Assemblée du Haut-Canada, on a demandé au greffier du Parlement et au président de la Chambre des Communes de mettre les journaux de la Chambre, à partir de la présente session, à la disposition du secrétaire d'État pour les colonies. Les brochures renfermant les lois impériales devront être achetées de l'imprimeur du Roi. p. 226

[Ministère des Colonies], le 21 juin.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 57, du 7 mai, au sujet de la loi sur la monnaie. p. 190

[Ministère des Colonies], le 21 juin.

Lettre sans signature au très honorable T. Spring Rice, chancelier de l'Échiquier (brouillon). Il a transmis la réponse de Head à la demande de renseignements sur la loi du Haut-Canada concernant la monnaie, ainsi que le mémoire du caissier de la Banque du Haut-Canada; nécessité d'étudier sérieusement les vues que revèlent ces textes. Si la loi ne peut être sanctionnée, il demande de ne pas l'annuler avant d'avoir tenu conférence à ce sujet. (Les annexes manquent. Voir *Q. 397-1*, p. 118). p. 191

1837

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de J. W. Birch, adjoint du greffier de la Chambre des Lords; ce dernier a donné l'ordre de fournir un exemplaire des journaux pour les besoins de l'Assemblée du Haut-Canada. p. 227 — Bureau de la Trésorerie, le 29 juin.

Annexe:—

Birch à Spearman, Chambre des Lords, le 16 juin 1837. p. 228

Baring à Stephen. Il a donné l'ordre de rembourser G. Wilder, premier commis, qui a payé 6 louis en droit de timbre lors de la nomination de J. Elmsley au Conseil exécutif. p. 232 — Bureau de la Trésorerie, le 29 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 juin et lui transmet copie de la lettre de F. R. Foote, adjoint du commissaire général, ainsi que la réponse de R. I. Routh, commissaire général, sur les avances faites aux surintendants du département des Sauvages. p. 233 — Bureau de la Trésorerie, le 5 juillet.

Annexes:—

(1) Foote à Routh, Toronto, le 14 octobre 1836 (N° 109). Peut-il refuser de payer des comptes défectueux du département des Sauvages sans avoir à passer par le commissariat? Il lui transmet copie de l'un de ces comptes. (L'annexe manque). p. 234

(2) Routh à [Foote], Québec, le 25 octobre 1836. Méthode à suivre dans la comptabilité. p. 235

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juin. Les imprimeurs de la Reine ont reçu l'ordre d'envoyer à la fin de chaque session la collection des lois impériales. Ils feront connaître à la Trésorerie le chiffre de la dépense qui en résultera. p. 238 — La Trésorerie, le 20 juillet.

Spearman aux imprimeurs de la Reine. Il demande qu'un recueil de lois impériales soit envoyé au président de l'Assemblée du Haut-Canada à la fin de chaque session. Quelle dépense en résultera-t-il? p. 229 — Bureau de la Trésorerie, le 21 juillet.

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui renvoie la dépêche N° 16, du 24 février. Les imprimeurs de la Reine ont reçu l'ordre d'envoyer un recueil des lois impériales à la fin de chaque session. p. 239 — [Ministère des Colonies], le 28 juillet.

Eyre et Spottiswood, imprimeurs de la Reine (par T. Macdonald), à Spearman. Un recueil des lois a été déposé au ministère des Colonies conformément à la demande faite dans la lettre du 21 juillet; les dépenses s'élèvent à 15 chelins et 4 pence. p. 230 — Bureau de l'Imprimerie, le 2 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 19 juillet au sujet de la misère des militaires retraités qui ont échangé leur pension et se sont rendus au Canada. La Trésorerie ne peut permettre qu'un octroi spécial soit pris à même l'extraordinaire de l'armée. p. 241 — La Trésorerie, le 8 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 juillet. Avant le mois de mars, il n'a pas eu l'occasion d'expédier la papeterie qui a été adressée depuis au Haut-Canada. p. 242 — Bureau de la Trésorerie, le 11 août.

1837

Bureau de la Trésorerie, le 30 août.

Spearman aux imprimeurs de la Reine. Il leur accuse réception de la lettre du 2 août. Le secrétaire d'État pour les colonies payera les dépenses occasionnées par l'envoi du recueil des lois impériales demandé pour l'Assemblée du Haut-Canada. Les demandes de paiement devront être adressées à ce ministère. p. 231

Mansfield St., le 30 août.

Spring Rice à Glenelg. Head a droit à un relèvement de ses appointements; le vote de la Législature canadienne serait nécessaire. Le danger de diminuer l'influence de Head en le rendant indépendant du Conseil et de l'Assemblée par suite d'une augmentation de traitement votée par le Parlement. Les réclamations de Head au sujet de ses meubles; ses tournées n'occasionnent pas des dépenses considérables; celles-ci seront soldées si on lui vote un relèvement de traitement. Il offre de faire passer l'indemnité d'équipement de 300 louis à 600 ou à 800 louis selon que les circonstances l'exigeront. p. 243

La Trésorerie, le 31 août.

Spearman à Stephen. Après avoir étudié la documentation au sujet de l'établissement des sauvages, la Trésorerie partage les vues de Glenelg: inopportunité d'exiger une réduction immédiate de l'effectif de l'établissement; nécessité d'attendre le rapport promis avant de nommer le successeur du colonel J. Givens, surintendant des sauvages. p. 248

Downing St., le 6 septembre.

Glenelg à Head (N° 229—brouillon). La dépêche N° 9, du 5 février, concernant la nouvelle méthode suivie par les fonctionnaires du commissariat pour la tenue des livres de comptes des sauvages, n'a pas été reçue avant le 17 juin. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée sur ce sujet avec la Trésorerie; il semble que les fournitures ne seront pas réduites. p. 246

Annexes:—

(1) Spearman à Stephen, Downing St., le 11 juillet 1837 (imprimé). Il lui transmet copie de la correspondance échangée entre le commissaire général et le département des Sauvages au sujet du règlement de questions financières. La somme de 11,758 louis dépensée pour l'acquisition d'anciennes fournitures ne saurait, en toute justice, être portée au chapître des dépenses du commissariat. (Sans transcription du reste de cette lettre). p. 246

(2) Spearman à Stephen, le 30 août 1837 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 11 juillet; pourquoi il a modifié la comptabilité. On n'a pas l'intention de réduire les fournitures. Les instructions relatives aux comptes ne seront pas contremandées. p. 246A

La Trésorerie, le 10 septembre.

Spearman à Stephen. Puisque le lieutenant-gouverneur n'aime pas la méthode suivie par le commissariat pour établir les comptes des sauvages, on a cru qu'il était nécessaire de donner de nouvelles instructions sur ce sujet. Il lui transmet copie de la lettre de Routh ainsi que des dernières instructions. p. 212

Annexe:—

Spearman à Routh, bureau de la Trésorerie, avril 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 28 janvier et lui donne des instructions au sujet des comptes. (L'autre annexe manque). p. 214

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur le renvoie à la lettre du 10 avril et lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 80, du 11 juillet, en réponse aux demandes concernant les dépenses de l'établissement des sauvages à l'île Manitoulin. Glenelg est satisfait des explications fournies. (L'annexe manque. Voir *Q. 397-1*, p. 212). p. 209 — **1837** [Ministère des Colonies], le 14 septembre.

G. W. Brande, commis principal pour les Affaires des colonies, à [H. S.] Kelsey, commis au ministère des Colonies. On portera à la connaissance de Glenelg la décision de la Trésorerie d'accroître l'indemnité que Head reçoit pour son équipement. Les dépenses pour meubles devraient être soumises à la Législature locale; les salles de réception. Il voudrait savoir si les renseignements fournis par Kelsey sur le Dr C. Porter, missionnaire dans la Nouvelle-Ecosse, sont authentiques. p. 245 — La Trésorerie, le 15 septembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 13 septembre. La Trésorerie approuve le projet de relever l'indemnité que reçoit Head pour son équipement; elle donnera l'ordre de lui remettre une nouvelle somme de 500 louis à cet effet. On devra faire savoir à Head que la demande faite à la Législature de payer les meubles de l'Hôtel du Gouvernement ne devra se rapporter qu'aux meubles dont on a besoin pour les salles de réception. p. 250 — La Trésorerie, le 21 septembre.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 17 juin 1836 et lui transmet copie d'une lettre de J. Church, directeur du bureau de la papeterie; les papeteries ont été expédiées au Haut-Canada le 8 octobre 1836 au coût de 147 louis et 7 chelins. Cette somme devra être versée dans la caisse militaire. p. 252 — La Trésorerie, le 27 septembre.

Annexe:—

Church à Spearman, bureau de la papeterie, le 7 juin 1837. p. 253

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 août, lui faisant part de la nomination de W. Hepburn au poste de greffier de la cour de la Chancellerie; S. P. Jarvis succédera à Hepburn. La Trésorerie approuve les instructions qui seront données à Head au sujet du paiement du traitement de Hepburn; mais elle remet à plus tard une décision sur le traitement de Jarvis qui remplace Givens: le rapport du ministère des Sauvages. p. 254 — Bureau de la Trésorerie, le 10 octobre.

Baring à Stephen. Il le renvoie à la lettre de sir George Grey, du 13 novembre. La Trésorerie ne s'oppose pas à la sanction des lois N°s 982 et 983; elle considère qu'il est inopportun d'autoriser les banques coloniales à émettre des billets de 5 chelins, mais elle ne peut refuser à la Banque de l'Amérique britannique du Nord un pouvoir qui a été accordé aux autres banques. p. 255 — Bureau de la Trésorerie, le 6 décembre.

Spearman à Stephen. La Trésorerie ne s'oppose pas à l'adoption des lois N°s 973 et 1037, relatives à la perception des droits d'importation et au paiement d'indemnités aux victimes de la guerre. p. 257 — Bureau de la Trésorerie, le 21 décembre.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 décembre et accède à la demande d'exempter sir George Arthur du droit de timbre à l'occasion de sa nomination comme lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 258 — Bureau de la Trésorerie, le 27 décembre.

1838

Downing St., le 3 janvier.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur le renvoie à la lettre du 13 juin 1837 et lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 125, du 20 novembre, où est expliquée la méthode suivie pour liquider le reste des réclamations faites par les victimes de la guerre. (L'annexe manque. Voir *Q. 398-2*, p. 285). p. 225

1837

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Ministère de la Guerre, le 9 janvier.

L. Sulivan, sous-ministre de la Guerre, à Stephen. (Sans transcription. Voir *Q. 397-1*, p. 102).

Ministère de la Guerre, le 5 juillet.

Sulivan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juin. Au sentiment du vicomte Howick, les renseignements sur l'état des militaires retraités ne justifieraient pas une demande faite au Parlement de leur accorder de nouveau une pension. Les motifs de cette décision; il serait préférable de demander à la Trésorerie l'autorisation de secourir ces gens par un octroi pris à même l'extraordinaire de l'armée. Le rapport de Hawke; les secours du Gouvernement et l'imprévoyance qui en est résultée pour ces personnes. p. 261

[Ministère des Colonies], le 19 juillet.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur transmet copie d'une correspondance échangée sur le sujet des militaires retraités du Haut-Canada. Le projet du ministère de la Guerre de venir au secours de quelques-uns d'entre eux avec un octroi pris à même l'extraordinaire de l'armée; l'auteur propose d'adopter ce projet. (Les annexes manquent). p. 267

Ministère de la Guerre, le 10 août.

Sulivan à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de Colborne au sujet de la nomination d'un ministre à Penetanguishene. Les besoins des militaires retraités et de certaines personnes qui ne sont pas dans l'armée ne peuvent entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de fixer le traitement d'un ministre et que ce traitement constitue une dépense militaire. La proposition de Colborne ne saurait donc être acceptée, mais on peut accorder une allocation de 10 chelins par semaine pour le service des hôpitaux. Glenelg pourrait peut-être découvrir une autre source de revenu permettant de compléter cette somme. p. 269

Annexe:—

Le major général sir John Colborne, commandant en chef, au ministre de la Guerre, Québec, le 7 juin 1837. Il lui transmet copie d'une lettre du révérend George Mackie, aumônier de l'évêque de Montréal: si un ministre était désigné pour vivre à Penetanguishene où se trouvent des troupes et des militaires retraités, aurait-il l'assurance de recevoir un traitement? La garnison se compose de 40 hommes, commandés par un sous-officier, et de deux fonctionnaires du commissariat; le poste est à 60 milles du missionnaire le plus rapproché. Il recommande d'accorder un traitement au missionnaire qui ira demeurer en cet endroit. p. 273

Sous-annexe:—

Mackie au lieutenant-colonel W. Rowan, secrétaire militaire, Québec, le 29 mai 1837. p. 272

[Ministère des Colonies], le 25 août.

Lettre sans signature à Glenelg (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 10 août. Il n'y a pas de fonds permettant de payer la somme additionnelle que nécessiterait le traitement d'un ministre à Penetanguishene. p. 272

1837

Lettre sans signature à Sulivan (brouillon). L'auteur le renvoie à la lettre du 5 juillet. Après avoir été consultée, la Trésorerie a déclaré qu'elle n'avait pas le pouvoir de venir au secours des militaires retraités en prenant de l'argent à même l'extraordinaire de l'armée. Puisqu'une telle dépense ne saurait être prélevée sur les fonds provinciaux, Glenelg croit que ces gens devraient avoir recours aux aumônes du public; toutefois il ne veut pas proposer la chose au lieutenant-gouverneur avant de savoir si lord Howick est d'avis qu'il serait possible de venir en aide aux infirmes et aux vieillards. p. 265 [Ministère des Colonies], le 10 octobre.

Sulivan à Stephen. Le lieutenant James Hamilton, de la milice incorporée du Haut-Canada, officier en demi-solde, désire recevoir le traitement et les émoluments que comporte le poste de shérif du district de London. Sulivan demande des renseignements sur le chiffre de ce traitement et de ces émoluments ainsi que sur la date de la nomination de cet officier audit poste. p. 275 Ministère de la Guerre, le 11 décembre.

E. Marshall, examinateur en chef des comptes de l'armée, à Stephen. T. Frazer, autrefois quartier-maître des *Canadian Fencible Infantry*, désire sa solde nonobstant sa nomination au poste de greffier de Glengarry. Marshall désire des renseignements sur le chiffre du traitement et des émoluments ainsi que sur la date de la nomination de cet officier audit poste. p. 276 Ministère de la Guerre, le 21 décembre.

Marshall aux secrétaires de lord Glenelg (urgente). Il leur demande de préparer le brevet de sir George Arthur devenu major général dans le Haut-Canada. p. 277 Ministère de la Guerre, le 22 décembre.

FONCTIONS DIVERSES.

Le lieutenant-colonel W. L. Maberly, secrétaire, à Stephen. Il lui transmet un rapport de T. A. Stayner, adjoint de l'administrateur des Postes du Canada, ainsi que copie d'une loi du Haut-Canada concernant le privilège de la franchise postale pour les membres de la Législature. p. 279 Administration générale des Postes, le 29 mai.

Annexe:—

Stayner à Maberly, Québec, le 14 avril 1837. Il lui transmet copie de la loi du Haut-Canada relative au privilège de la franchise postale accordée aux membres de la Législature; cette loi viole une loi impériale. Il espère qu'on saura aplanir cette difficulté. p. 280

Sous-annexe:—

La loi, 1837. p. 285

Maberly à [Stephen] (personnelle). Il lui transmet un extrait d'une lettre de Stayner au sujet de la loi qui accorde la franchise postale; cette loi semble avoir été adoptée par erreur; commentaires. p. 291 Bureau de poste, le 29 mai.

Annexe:—

L'extrait, le 22 avril 1837. p. 292

Maberly à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 29 mai et lui transmet copie d'une lettre de l'adjoint du directeur des Postes du Canada. Il lui demande de régler la question de la franchise postale que soulève la loi adoptée par la Législature du Haut-Canada. p. 340 Administration générales des Postes, le 4 octobre.

1837
Administration générale des Postes, le 11 octobre.

Maberly à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 29 mai et lui transmet une communication de T. A. Stayner, adjoint du directeur général des Postes. Il aimerait connaître la décision prise au sujet de la franchise postale. p. 335

Annexe:—

Stayner à Maberly, Québec, le 9 septembre 1837. Nécessité d'avoir des instructions au sujet de la franchise postale. p. 337

Administration générale des Postes, le 24 octobre.

Le comte de Lichfield, directeur général des Postes, à Glenelg. Avant longtemps la loi du Haut-Canada ayant trait à la franchise postale entrera en vigueur. Il lui demande une décision immédiate, puisqu'il aura tout juste le temps de donner des instructions à l'adjoint du directeur général des Postes au Canada. p. 339

[Ministère des Colonies], le 26 octobre.

Lettre sans signature à Maberly (brouillon). La loi relative à la franchise postale sera annulée. p. 336

Aministration générale des Postes, le 12 décembre.

Maberly à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre relative au renvoi de Joseph Watson, maître de poste à Lloydtown, coupable d'avoir approuvé des résolutions entachées de trahison; l'autorité de celui qui a démis Watson de ses fonctions; Glenelg désire-t-il que le lieutenant-gouverneur ait le pouvoir discrétionnaire de destituer les maîtres de poste soupçonnés d'actes séditieux. p. 343

Annexe:—

Stayner à Maberly, Québec, le 6 novembre 1837. Il lui transmet copie de lettres et espère que ses décisions seront approuvées. p. 347

Sous-annexes:—

(i) Head à Stayner, Toronto, le 26 octobre 1837. Pourquoi il a demandé à Charles Berczy, inspecteur du bureau de poste, de destituer J. Watson. L'autorité de Stayner. Il demande à ce dernier de donner à Berczy le pouvoir de destituer sommairement, pendant le cours de l'hiver, tout maître de poste qui sera trouvé coupable d'actes séditieux. p. 349

(ii) J. Joseph, secrétaire civil, à Berczy, Hôtel du Gouvernement, le 26 octobre 1837. Ordre de destituer Watson. Il prétend avoir communiqué avec Stayner. p. 351

(iii) Stayner à Head, Québec, le 3 novembre 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 26 novembre; il a plaisir à constater que Berczy a mis à exécution avec promptitude l'ordre de Head. Berczy sera revêtu de l'autorité nécessaire, ce qui fera sans doute plaisir au directeur général des Postes. p. 352

1838
[Ministère des Colonies], le 5 janvier.

Lettre sans signature à Maberly (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 décembre. Comme on n'a pas reçu une documentation considérable sur la destitution de J. Watson, maître de poste à Lloydtown, Glenelg ne saurait émettre là-dessus une opinion. Dans la présente conjoncture, il est nécessaire que le lieutenant-gouverneur soit revêtu d'un pouvoir discrétionnaire. Il espère que Lichfield donnera les instructions nécessaires. p. 345

1837
Sans date.

DIVERS.

Requête du lieutenant-colonel sir Auguste D'Este et de 80 particuliers [Société de protection des aborigènes] (imprimé). Ils

regrettent que les territoires des sauvages aient été diminués en vertu d'un traité et de concessions que sir Francis Head a récemment obtenus. C'est dans ces territoires que se trouve l'établissement d'une mission wesleyenne. Ils demandent à Glenelg de protéger ces sauvages qui ont amélioré leurs terres. (Au dos: reçue au ministère des Colonies le 10 avril 1837). p. 359A **1837**

Extraits d'une lettre d'un missionnaire wesleyen qui fut témoin du traité susmentionné (imprimé). p. 360 Sans date.

Sir George Grey, sous-secrétaire, au Dr T. Hodgkins (imprimé). Il lui accuse réception de la requête qui lui fut remise le 10 avril; remerciements pour les propositions qu'elle renferme. Il lui transmet copie de la dépêche de Head qui motive sa décision; Glenelg recevra avec bienveillance toutes les remarques que l'on voudra bien lui faire sur ce sujet. (L'annexe manque). p. 360A Downing St., le 28 avril.

Requête de la Banque Commerciale à l'effet d'empêcher que le projet de loi visant à accroître sans limite le capital de la Banque du Haut-Canada reçoive la sanction royale. p. 364 Kingston, le 29 avril.

J. Gibson, secrétaire de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre, à Stephen. Il lui demande une lettre d'introduction pour J. H. Bush et S. Stratton qui s'en vont dans le Haut-Canada et représentent la compagnie. p. 293 9 Great St. Helen's, Londres, le 2 août.

Le révérend R. Alder, secrétaire de la Société des missionnaires wesleyens, à Glenelg. Il lui transmet la lettre de Shahwundais (le révérend John Sunday, chef des Chippewas), qui demande des titres pour les terres de sa tribu sur le lac Rice. Commentaires sur ces sauvages et sur la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'avoir les titres de leurs propriétés. Il demande d'ouvrir un chemin qui relierait les terres de ces sauvages au lac Rice. p. 300 Wesleyan Mission House, 77 Hatton Gardens, le 22 août.

Annexe:—

Shahwundais (John Sunday) à Glenelg, 77 Hatton Gardens, le 4 août 1837. p. 295

Lettre sans signature à Alder (brouillon). L'auteur le renvoie à des lettres écrites au sujet des établissements des sauvages et il demande à Alder de coucher par écrit les grandes lignes de son projet. L'utilité de ce projet dépendra de sa rédaction. Le capitaine R. Bonnycastle, I.R., sera nommé pour enquêter sur la situation des sauvages. p. 298 [Ministère des Colonies], le 28 août.

P. Latrobe, secrétaire des *United Brethren in England:* société des Moraves, à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui demande un entretien pour discuter les affaires de l'église de New Fairfield. p. 304 33 Ely Place, le 4 septembre.

Alder à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 août. Il rédigera un texte sur la conduite à tenir à l'égard des sauvages et notamment de ceux qui sont devenus chrétiens. John Sunday a-t-il demandé un titre de propriété? La société a besoin d'un octroi annuel. p. 305 Wesleyan Mission House, 77 Hatton Gardens, le 15 septembre.

1837
33 Ely Place, le 29 septembre.

Latrobe à Glenelg. Il attire l'attention sur la politique de Head et sur les circonstances qui mettent en danger l'établissement des sauvages du Delaware à New Fairfield; les remèdes à la situation; la protection des droits de la société. p. 308

Annexes:—

(1) Extrait d'une lettre du révérend A. Benade, évêque de l'église des Frères et président de la société pour la propagation de l'Évangile parmi les infidèles, à Latrobe, Bethlehem, Pensylvanie, le 5 juillet 1837. La situation à New Fairfield; il faudra accorder à perpétuité un titre de propriété à l'établissement religieux. p. 319

(2) Décret du Conseil, du 10 juillet 1793, qui accorde un lopin de terre au révérend G. Senseman, missionnaire, qui en sera le fidéicommissaire. p. 329

(3) J. Small, greffier du Conseil exécutif, à Senseman, le 11 juin 1798. En réponse à la requête de ce dernier, le Conseil a demandé à l'inspecteur général d'examiner le lopin de terre accordé le 10 juillet 1793. Le Conseil a recommandé d'accorder à perpétuité, pour les besoins des sauvages convertis, le lopin de terre susmentionné. p. 330

(4) Small à D. W. Smith, inspecteur général, bureau du Conseil, le 26 février 1799. Ordre d'examiner le lopin de terre des moraves. p 331

(5) Smith à Irdell, adjoint de l'inspecteur, le 26 février 1799. Instructions relatives à l'arpentage de la terre. (Double, N° 199). p. 332

Londres, Banque de l'Amérique britannique du Nord, le 11 décembre.

G. De B. Attwood, secrétaire de la Banque de l'Amérique britannique du Nord, à Glenelg. La loi du Haut-Canada sur la monnaie a-t-elle été annulée? p. 341

Maison de la mission wesleyenne, Londres, le 14 décembre.

Alder à Glenelg (imprimé). La ligne de conduite qu'il faudrait tenir à l'égard des sauvages. Les remèdes à la situation: (1) les sauvages devraient avoir leur titre de propriété; (2) les sauvages chrétiens devraient être revêtus des droits de sujets britanniques; (3) nécessité de construire deux écoles centrales; (4) encouragement accordé à l'agriculture; (5) les spiritueux devraient être hors de leur atteinte; (6) la collaboration entre le missionnaire et les agents des sauvages. Les sauvages ambulants ou sans instruction devraient être placés sous la protection d'un fonctionnaire nommé par le Gouvernement. p. 355

Maison de la mission wesleyenne, Londres, le 18 décembre.

Alder à Glenelg. Il lui transmet une documentation apportée du Canada par Kahkewaquouahy (Peter Jones). (Les annexes manquent). p. 361

[Ministère des Colonies], le 19 décembre.

Lettre sans signature à Attwood (brouillon). L'auteur déclare que l'on étudie toujours la loi du Haut-Canada sur la monnaie. p. 342

Banque de l'Amérique britannique du Nord, le 20 décembre.

Attwood à Glenelg. Il le renvoie à la lettre du 11 décembre. La loi du Haut-Canada sur la monnaie a-t-elle été annulée? p. 362

Série Q. 401, t. 1

HAUT-CANADA, DIVERS, 1837

A

1837

Requête de la Société pour la protection des aborigènes. Pourquoi la société expose les vues qu'elle a déjà manifestées au sujet du traité de Head avec les sauvages; demande de rendre aux sauvages une partie de leur territoire et d'encourager les efforts des missionnaires. (Imprimé). p. 82 — Sans date.

J. C. Alabaster à Glenelg. Où pourrait-il trouver les registres des concessions faites aux sauvages? Ces registres furent tenus à Détroit en 1760. p. 3 — 2 Kentish Buildings, le 2 février.

John Anderson à Stephen. Lady Head a payé 250 louis ou 250 guinées pour son passage à New-York. Il lui demande d'envoyer la lettre ci-jointe à Henry Wilberforce. p. 5 — New Bank Buildings, le 23 mars.

Anonyme (un sujet loyal) à Glenelg. Il a reçu le premier numéro de *The Church*. Il croit que le révérend A. N. Bethune de Cobourg en sera le directeur. Il regrette la politique adoptée par cette publication; l'affectation exclusive des terres du clergé et les partisans de la constitution dans les deux provinces. p. 6 — Le 20 mai.

S. Arundell à Glenelg. Les circonstances qui ont entouré la mort de son frère, John Arundell, qui s'était rendu au Canada en 1817 pour prendre possession d'un lopin de terre concédé à sa famille. Il demande ce lopin de terre. p. 7 — 52 South King St., Dublin, le 16 novembre.

Arundell à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre de sir George Grey, du 22 novembre 1837. Cette terre fut concédée à sa mère mais les pièces attestant cette concession furent volées, comme il l'a expliqué dans sa lettre du 16 novembre; il lui transmet copie de documents qui pourront appuyer ses dires. p. 9 — 52 South King St., Dublin, le 6 décembre.

Annexes:—

(1) Affidavit de John McDowell, le 29 novembre 1837. p. 11

(2) Le révérend Robert Porter à Arundell, Wicklow, le 30 novembre 1837. p. 12

(3) J. Halpin à Arundell, Wicklow, le 30 novembre 1837. p. 14

(4) J. C. Hill à Arundell, Stamp Office, Wicklow, le 28 novembre 1837. p. 15

Lettre sans signature à Arundell (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 6 décembre; pourquoi il ne peut accéder à la demande qu'elle renferme. p. 17 — [Ministère des Colonies], le 21 décembre.

B

S. Bannister à Glenelg. Il offre d'enquêter sur la situation des sauvages au Canada. p. 35 — 2 King's Road, Bedford Row, le 26 août.

Lettre sans signature à Bannister (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 26 août et déclare que des mesures ont été prises pour enquêter sur la situation des sauvages. p. 37 — [Ministère des Colonies], le 19 septembre.

Mme F. Becher à ————. Comment s'y prendre pour envoyer un colis à son fils qui demeure dans le Haut-Canada? p. 39 — West Cowes, Isle of Wight, le 12 septembre.

1837

[Ministère des Colonies], le 22 septembre.

Lettre sans signature à Mme Becher (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 septembre. La meilleure manière d'envoyer un colis dans le Haut-Canada serait de s'entendre avec une maison commerciale. p. 41

Londres, le 5 juillet.

Le capitaine R. H. Bonnycastle, I.R., à Stephen. Il lui transmet copie d'un plan déjà soumis pour la construction de casernes à Toronto devant remplacer celles qui sont maintenant délabrées. Il lui transmet aussi un rapport sur les fonds provenant de la vente des terres militaires à Toronto; on se propose d'affecter ces fonds à la construction des casernes. (Les annexes manquent). p. 23

Londres, le 5 juillet.

Bonnycastle à Stephen. Sur la demande du lieutenant-gouverneur, il lui transmet la requête du Chemin de fer Huron et Ontario. Il a reçu la requête des habitants du Niagara qui s'intéressent à la question du canal Welland et qui demandent des terres militaires et des terres de la Couronne pour leur permettre de réaliser leur projet. La valeur des terres militaires; les droits de passage, la concession de terres pour entrepôts et les ouvrages militaires projetés ou en cours. p. 27

Annexe:—

Requête du président et des directeurs de la cité de Toronto et de la Compagnie de chemin de fer du lac Huron, Toronto, le 26 mai 1837. p. 29

[Ministère des Colonies], le 11 juillet.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire de l'Artillerie (brouillon). L'auteur lui transmet une lettre de Bonnycastle ainsi que la requête de la Compagnie de chemin de fer Toronto et lac Huron; il lui demande d'étudier ces textes. p. 34

28 Northumberland St., le 18 juillet.

Bonnycastle accuse réception des dépêches du ministère des Colonies pour le Haut et le Bas-Canada. p. 38

[Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée au sujet des casernes que l'on propose de construire à Toronto. Glenelg maintient l'opinion exprimée en 1835. Il semble que ces travaux pourraient être effectués sans qu'il en coûte aussi cher. L'auteur désire connaître l'opinion de l'Artillerie; alors il décidera s'il est opportun, à l'heure actuelle, de commencer ces travaux dans le Haut-Canada. p. 25

New-York, le 1er février.

J. Buchanan, consul de Sa Majesté à New-York, à Stephen (personnelle). Il lui transmet copie d'un projet relatif aux réserves du clergé et aux terres scolaires. Il avait soumis en 1818 ce projet qui fut adopté par la Législature du Haut-Canada. Il croit que sa proposition au sujet du Bas-Canada aura une issue heureuse. p. 19

Annexe:—

La proposition. p. 20

6 Abington St., le 15 novembre.

W. Butt à sir George Grey, sous-secrétaire. Il demande une lettre d'introduction pour son fils qui se rendra dans le Haut-Canada. p. 43

C 1837

J. Cameron à Glenelg. On a parlé de le nommer à quelque poste; le poste de commis lui conviendrait; la politique de Head donne d'heureux résultats et sa popularité grandit de jour en jour. p. 45 — Toronto, le 1er février.

F. C. Capreol à Glenelg. Il demande la permission de dédier à la Reine le portrait de Head qui sera gravé en Angleterre. Ce sont les marchands de Toronto qui lui ont confié ce travail. Il a un autre projet; Glenelg pourrait-il l'approuver? p. 52 — Salopian Coffee House, le 24 juin.

Annexes:—

(1) Il demande à Head la permission de le peindre. p. 56

(2) Extraits du *Courier* et du *Patriot* au sujet du portrait de Head. p. 57

Lettre sans signature à Capreol (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 juin. Glenelg demandera à la Reine quel est son bon plaisir au sujet du portrait de Head. Il aimerait connaître l'autre proposition que mentionne Capreol. p. 55 — [Ministère des Colonies], le 1er juillet.

Capreol à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 1er juillet et lui transmet une autre lettre expliquant le projet qu'il désire soumettre aux provinces du Haut et du Bas-Canada. p. 60 — Salopian Coffee House, le 10 juillet.

Annexe:—

Capreol à Glenelg, Salopian Hotel, le 10 juillet 1837. lI demande la permission de présenter un portrait de la Reine à l'Assemblée du Haut-Canada; ce tableau serait dédié aux habitants du pays. p. 61

Capreol à Glenelg. Il le renvoie à la lettre du 24 juin et lui demande d'accorder la permission de dédier à la Reine le portrait de sir Francis Bond Head. p. 64 — Salopian Hotel, le 25 juillet

Lettre sans signature à Capreol (brouillon). L'auteur lui accuse réception des lettres des 10 et 25 juillet. Glenelg ne conseillera pas à la Reine de permettre que le portrait de Head lui soit dédié. Les motifs de ce refus seront communiqués à Head. Glenelg étudiera le projet de présenter un portrait de la Reine à la Chambre d'Assemblée du Haut-Canada; il croit toutefois que cette décision susciterait des dificultés sérieuses. p. 66 — Downing St., le 3 août.

J. D. Clauchy à Glenelg. Il lui demande d'expédier au Canada certains documents qui établiront le titre de propriété de certaines personnes pauvres. p. 70 — 31 Surrey St., Strand, le 21 décembre.

J. B. Clench, surintendant des sauvages, à Glenelg. Il attire l'attention sur une erreur dans le rapport du surintendant en chef des sauvages; il a non pas 22 ans, mais bien 24 ans de service; ses titres à une pension de retraite. p. 67 — Toronto, le 7 octobre.

J. C. Colquhoun. Il attire l'attention sur le discours de C. A. Hagerman au sujet des terres du clergé; il déplore l'opinion émise au sujet de l'Église d'Écosse de même que le ton du discours: Hagerman est solliciteur général. La conduite de Hagerman a-t-elle reçu l'approbation du Gouvernement? p. 47 — Edimbourg, le 18 mai.

1837
Downing St., le 23 mai.

Grey à Colquhoun. Il lui transmet copie d'un rapport que les légistes ont donné en 1819 sur les réserves du clergé. Glenelg partage l'opinion des légistes en ce qui a trait aux droits de l'Église d'Écosse; le discours de Hagerman; une lettre officielle sera adressée au révérend Dr Macfarlane. (L'annexe manque). p. 50

D

7 Harvey St., Hoxton Old Town, le 16 mars.

W. Denyer à Glenelg. Il voudrait être instituteur dans le Haut-Canada ou occuper un poste qui comporte quelques connaissances de l'agriculture. p. 73

Downing St., mars.

Lettre sans signature à Denyer (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 16 mars. La nomination aux postes dont il est question relève des autorités locales. p. 74

Angel Court, Throgmorton St., le 6 décembre.

Dawes, Chatfield et Dawes, au sous-secrétaire d'État. Ils demandent copie des lois adoptées par la province et qui pourraient aider à juger la cause de Powell vs. Washburn; cette cause est portée devant le Conseil privé; elle a trait à une question de dommages et intérêts. p. 76

Downing St., le 4 avril.

Glenelg à Head (N° 156—imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre du lieutenant-colonel sir Augustus D'Este. Il faudra ouvrir une enquête et prendre toutes les mesures nécessaires pour confirmer ces sauvages dans la jouissance de leurs droits et privilèges légitimes. p. 79

Annexes:—

(1) D'Este à Glenelg, le 29 mars 1837 (imprimé). Au nom des Chippewas, il demande qu'il soit stipulé que les îles entre le lac Ste-Claire et le lac Erié ne soient pas incluses dans l'achat des territoires effectué le 26 avril 1825; elles doivent rester en la possession des Chippewas. p. 79

(2) Glenelg à D'Este, Downing St., le 4 avril 1837 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 29 mars; la question soumise à Head. p. 79

1 Connaught St., le 9 août.

D'Este à [W] Grant, secrétaire particulier. Le chef des Chippewas a terminé sa requête rédigée dans le dessein d'obtenir des titres de propriété pour les sauvages établis au lac Rice. Il désire remettre cette requête à Glenelg. p. 85

Le 15 août.

D'Este à Glenelg. Il a demandé au révérend R. Alder de l'accompagner et de prendre part à l'entretien au cours duquel les Chippewas présenteront leur requête. p. 86

Milton's Terrace, Chatham, le 29 août.

E. de St-Rémy à G. L. Wilder, premier commis. Il lui demande une lettre d'introduction à Head. (Au dos: lettre envoyée le 29 août 1837). p. 75

New-York, le 8 mai.

W. H. Draper, solliciteur général du Haut-Canada, à Stephen. Il verra M. Wilson, de la maison *T. Wilson & Co.*, afin de connaître la véritable situation financière de cette maison. Les dépêches confiées à sa garde arriveront à destination par l'intermédiaire d'un homme de Toronto. p. 219

1837

Draper à Glenelg. La situation financière du Haut-Canada. Nécessité d'obtenir une monnaie; la difficulté d'obtenir des fonds avec des valeurs provinciales par suite du manque de confiance. Il faudrait placer les fonds des réserves du clergé et des sauvages dans des obligations provinciales. La proposition faite au cours de son dernier entretien au sujet de la somme due par *Wilson & Co.* p. 220 — Colonade Hotel, le 22 juin.

Draper à Stephen. L'échéance des effets du Haut-Canada le 3 juillet; *Glyn & Co* et les instructions données au sujet du dividende des obligations. p. 230 — Colonade Hotel, le 26 juin.

Draper à Glenelg. Il le renvoie à la lettre du 22 juin. Il consent volontiers à fournir tous les renseignements nécessaires sur les lois réservées; il offre sa collaboration pour régler la question des réserves du clergé au cas où elle serait étudiée. S'il ne peut plus être d'une utilité quelconque, il aimerait rentrer dans le Haut-Canada. p. 232 — Colonade Hotel, le 28 juin.

Lettre sans signature à Draper (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 26 juin. Glenelg a écrit à la Trésorerie au sujet des effets qui deviennent dus le 3 juillet. L'auteur espère obtenir là-dessus une prompte décision. p. 231 — [Ministère des Colonies], le 1er juillet.

Lettre sans signature à Draper (brouillon). L'auteur lui accuse réception des lettres des 22 et 28 juin. La faillite de T. Wilson et la correspondance échangée avec la Trésorerie; impossibilité pour Glenelg de fournir là-dessus de nouveaux renseignements à la Trésorerie. Glenelg est heureux de prendre connaissance des détails que renferme la dépêche au sujet des lois réservées, mais il étudierait avec attention les remarques que Draper pourrait faire sur cette question. La question des réserves du clergé; il espère que la Législature provinciale résoudra ce problème. Il ne voit pas pourquoi Draper ne devrait pas rentrer dans le Haut-Canada. p. 235 — [Ministère des Colonies], le 3 juillet.

Draper à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre de sir George Gray, du 3 juillet. En réponse à la demande faite par madame Williams, il déclare que le meilleur moyen d'envoyer de l'argent dans le Haut-Canada est de déposer cet argent dans une banque de Londres, puis de tirer sur cette somme un mandat qui sera accepté par une banque du Haut-Canada; on pourrait aussi avoir recours à la *North American Banking Company* qui a un bureau à Toronto. La boîte pourrait être confiée aux soins d'une maison commerciale. Il est facile de se procurer, par l'intermédiaire de la Compagnie du Canada, une carte géographique du Haut-Canada munie des renseignements désirés. Adelaïde est situé à environ 120 milles de Toronto. (Voir Q. *401-2*, p. 506). p. 238 — Colonade Hotel, le 5 juillet.

Draper à ————. Il partira pour le Haut-Canada lundi; il demande des renseignements sur la conduite à suivre au sujet de la somme due par *Wilson & Co.* Il regrette de n'avoir pu être d'une plus grande utilité. p. 240 — Le 13 juillet.

Draper à Glenelg. La monnaie provinciale; la somme requise pour les besoins militaires; il partira mercredi. p. 242 — Colonade Hotel, le 17 juillet.

Draper à Stephen. Pourquoi il ne lui a pas accusé plus tôt réception de la lettre du 13 juillet; il pourra le voir entre 2 et 5 heures. p. 245 — Colonade Hotel, le 19 juillet.

1837
Toronto, le 21 février.

J. H. Dunn, receveur général, à Stephen. Il lui transmet un état des fonds remis à la banque conformément aux ordres reçus le 7 février. Ces fonds et la Trésorerie. p. 88

Annexes:—

(1) L'état des fonds. p. 89

(2) Reçu de T. Ridout, caissier de la Banque du Haut-Canada. p. 91

Toronto, le 21 février.

Dunn à ————. Sa rémunération; les fonctions difficiles qu'il exerce; la somme annuelle de 200 louis accordée par la Trésorerie dans sa lettre du 27 août 1827 pour rémunérer l'agent des fonds de la Compagnie du Canada; les difficultés que suscite là-dessus la cour des Comptes. p. 92

Annexe:—

Extrait des journaux de la Chambre d'Assemblée: la rémunération de Dunn. (Sans date). p. 97

Toronto, le 19 avril.

[Dunn] à Glenelg (incomplète). Il lui transmet une documentation sur des matières financières et sur les emprunts obtenus. Pourquoi il a demandé à Head de réserver les projets de lois relatifs à la finance qui ont été adoptés au cours de la dernière session. Il n'a encore reçu aucune offre de prêts. Pourquoi il convient de s'opposer au projet de loi ayant trait à la création d'une banque provinciale. Commentaires sur le caractère de R. B. Sullivan. p. 112

Annexes:—

(1) Deuxième rapport du comité des finances, 18 mars 1836. L'habileté de Dunn qui a négocié l'emprunt du Haut-Canada. p. 98

(2) *Gillespie, Moffat, Finlay & Co.* et *Gould, Downie & Co.* à Dunn, Gould Square, Londres, le 6 juillet 1835. Ils lui accusent réception de la lettre du 1er mai. Pourquoi ils ne peuvent pas s'occuper de l'emprunt du Haut-Canada. p. 100

(3) Avis relatifs aux emprunts; des soumissions seront reçues au bureau du receveur général, Toronto, le 11 mars 1837. p. 102

(4) Rapport du comité des finances, le 19 janvier 1837; les dettes publiques. p. 107

(5) Message du lieutenant-gouverneur avec communications du receveur général: l'emprunt en Angleterre, 8 février 1836. p. 123

Sous-annexe:—

Dunn au lieutenant-colonel W. Rowan, secrétaire civil, Toronto, le 18 janvier 1836. Il a réussi à négocier un emprunt par l'intermédiaire de MM. Baring et de la compagnie T. Wilson; il lui transmet là-dessus une documentation. p. 123

Annexes à la sous-annexe:—

(a) Dunn à MM. *Baring Brothers & Co., Reid, Irving & Co., Gould, Downie & Co., T.Wilson & Co., Edward Ellice & Co., Gillespie, Moffat & Co., N. Rothschild & Co., Daniel Bell,* courtier, Birchin Lane, MM. *Robert Sheddon & Sons,* Toronto, le 4 mai 1835. Renseignements sur l'emprunt; soumissions demandées. p. 128

1837

(b) Dunn à MM. *Baring Brothers & Co., Reid Irving & Co., Gould, Downie & Co., T. Wilson & Co., E. Ellice & Co., Gillespie, Moffat, Finlay & Co., Rothschild & Co., Robert Sheddon & Sons, Hullet & Co., Easthorpe & Company,* 32 St. James's St., Londres, le 1er juillet 1835. Il les renvoie à la lettre du 4 mai; il pourrait les voir avec la documentation officielle; les soumissions devront lui parvenir avant le 8 juillet. p. 131

(c) *Baring Brothers & Co.* à Dunn, rue Bishopsgate, Londres, le 8 juillet 1835. Ils lui accusent réception de la lettre du 1er juillet; leurs soumissions. p. 133

(d) *T. Wilson & Co.* à Dunn, Warnford Court, le 8 juillet 1835. Ils lui accusent réception de la lettre du 1er juillet; leurs soumissions. p. 135

(e) *T. Wilson & Co.* à Dunn, Warnford Court, le 8 juillet 1835. La présence de Dunn favorisera la négociation de l'emprunt; les exagérations et les erreurs qui ont cours au sujet du Canada; les déclarations de Dunn dissiperont certaines craintes au sujet des obligations du Haut-Canada; les dividendes pendant une période de 20 ans. p. 136

(f) Dunn à *Baring Brothers,* Londres, le 9 juillet 1835. Il leur offre la moitié de l'emprunt aux conditions établies par eux. (Une lettre semblable fut adressée à *T. Wilson & Co.*). p. 138

(g) Pièce attestant que la compagnie *T. Wilson* a une valeur de 100,000 louis sterling en obligations du Gouvernement, Londres, le 14 juillet 1835. p. 140

(h) Pièce attestant que la compagnie *Baring Brothers* a une valeur de 100,000 louis sterling en obligations du Gouvernement, Londres, le 14 juillet 1835. p. 142

(i) *Baring Brothers & Co.* à Dunn, Londres, le 15 juillet 1835. Ils ont envoyé le reçu attestant qu'ils ont une valeur de 100,000 louis, en obligations du Gouvernement. Ils lui feront parvenir le plus vite possible le reste de la somme en obligations de 100 louis. L'intérêt, le mode de paiement; ils demandent la copie authentique de la loi dont s'inspire la transaction. Félicitations adressées à Dunn. p. 144

(j) Dunn à D. Stoddart, Londres, le 16 juillet. Il porte à la connaissance de Stoddart l'emprunt négocié par l'intermédiaire de *Baring Brothers* et de *T. Wilson & Co.;* il lui demande d'accepter les traites qui lui seront présentées; elles sont maintenant garanties par ces maisons. p 147

(k) Dunn à *Baring Brothers,* Londres, le 17 juillet 1835. Stoddart devient son agent. (Une lettre semblable a été adressée à *T. Wilson & Co.*). p. 148

Toronto, le 29 avril.

Dunn à Glenelg. Il déplore la politique de Head qui envoie Draper en Angleterre en raison des rumeurs de la faillite de *Baring Brothers* et de *Wilson & Company.* Il a négocié les emprunts lui-même et assumé cette responsabilité devant le peuple. Il se rendra aussi en Angleterre mais pour régler des affaires personnelles. p. 115

17 Charles St., Londres, le 13 juin.

Dunn à Stephen. Il lui demande un entretien pour discuter d'importantes affaires concernant la province. p. 150

Londres, le 22 juin.

Dunn à Stephen. Il lui transmet une liste des projets de loi qui permettent d'emprunter de l'argent pour effectuer des améliora-

1837 tions dans le Haut-Canada. Absence de soumissions par suite de la rareté de l'argent. La vente des obligations; la négociation des emprunts à Londres. (L'annexe manque). p. 151

Londres, le 24 juin. Dunn à Stephen. Il lui transmet une documentation et il explique les mesures prises au sujet des lettres de change tirées sur *T. Wilson & Co.* p. 152

Annexes:—

(1) Dunn à *Wilson & Co.*, Londres, le 19 juin 1837. Il leur pose des questions et demande une réponse immédiate. p. 155

Sous-annexe:—

Les questions: le montant des obligations et les mesures prises pour faire honneur aux engagements, Londres, le 19 juin 1837. p. 156

(2) Gabriel Shaw à Dunn, Warnford Court, le 22 juin 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 19 juin et lui transmet copie des résolutions adoptées lors d'une réunion des créanciers de *T. Wilson & Co.* Il répond aux demandes au sujet des obligations et il promet de faire l'impossible pour régler les affaires de la compagnie. p. 157

Sous-annexe:—

Les résolutions, 19 janvier 1837. p. 160

(3) Bilan, 15 mai 1837, *T. Wilson & Co.* p. 164

(4) Shaw à Dunn, Warnford Court, le 22 juin 1837. Il lui transmet copie d'une lettre de *Glyn, Halifax, Mills & Co.;* ils ont pris des mesures pour payer les dividendes provenant des obligations du Haut-Canada; demande d'instructions. p. 166

Sous-annexe:—

Glyn, Hallifax, Mills & Co. à *Wilson & Co.*, Lombard Street, le 22 juin 1837. p. 167

Londres, le 26 juin. Dunn à Stephen. En raison de l'accord conclu entre sir George Grey et MM. *Glyn et Cie.*, il s'est abouché avec eux. Il demande que l'on prenne immédiatement les mesures pour placer à la disposition du Gouvernement la somme de 17,000 louis qui contribuera à payer les pertes subies pendant la guerre. p. 168

Warnford Court, le 26 juin. Shaw à Dunn. Une somme de 10,000 louis due le 3 juillet fut omise de l'état de compte du 22 juin. La maison *Wilson & Co.* ne pourra payer cette somme. p. 170

Londres, le 4 juillet. Dunn à Stephen. En sa qualité de commissaire des Six Nations, il a reçu maintes demandes de ces sauvages désireux d'acheter avec leur argent des obligations du Haut-Canada. Les avantages qui résulteraient de cette opération financière; il demande la permission de faire ce placement. p. 171

[Ministère des Colonies], le 11 juillet. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre de Dunn, du 14 juillet; il demande une opinion sur le projet d'acheter avec les fonds des Six Nations des obligations du Haut-Canada. p. 173

1837

Dunn à Glenelg. Il lui transmet deux extraits de journaux: l'un d'un journal tory et l'autre d'un journal réformiste, témoignages de la belle réputation dont il jouit. Son désir d'être fait chevalier. p. 174 — 3 St. James's Place, Londres, le 20 juillet.

Annexes:—

(1) Extrait de la *Hamilton Gazette*, journal tory, du 31 mai 1837. p. 176

(2) Extrait du *Correspondent and Advocate*, journal réformiste, du 10 mai 1837. p. 191

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre de Dunn, du 20 juillet; ce dernier demande une recommendation pour l'obtention du titre de chevalier. Il désire un rapport là-dessus. p. 195 — [Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Lettre sans signature à Dunn (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 juillet. Glenelg étudiera la question d'accorder le titre de chevalier à Dunn après son retour dans le Haut-Canada; le rapport du lieutenant-gouverneur. p. 194 — [Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Dunn à Stephen. Il lui transmet copie de l'entente conclue avec MM. *Glyn & Co.*, au sujet de la somme due par *Wilson & Co.;* il lui demande d'approuver cette mesure. p. 196 — Londres, le 28 juillet.

Annexe:—

W. Marshall à Dunn, London St., le 27 juillet 1837. Il lui transmet le cautionnement de *Glyn & Co.* p. 198

Sous-annexe:—

Le texte de l'entente, le 27 juillet 1837. p. 199

Dunn à Glenelg (personnelle). Les difficultés financières des Etats-Unis seront bientôt aplanies. Les conséquences dans le Haut-Canada. Il s'oppose à la création d'une banque provinciale. p. 215 — Toronto, le 4 octobre.

E

Requête de C. Edie, autrefois trésorier de l'Artillerie, qui demande la demi-solde ou une allocation de retraite. p. 247 — Kingston, le 4 février.

Annexes:—

(1) La requête d'Edie à l'Artillerie, Grenville, le 21 mars 1836. p. 250

(2) R. Byham, secrétaire de l'Artillerie, à Edie, le 17 juin 1836. L'Artillerie a étudié la requête; on ne peut lui accorder une allocation de retraite. p. 254

Le comte d'Euston à [Glenelg]. Il lui demande de concéder une terre au capitaine Young. p. 255 — Euston, Thetford, le 12 octobre.

Lettre sans signature au comte d'Euston. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 octobre. Il ne peut mettre de côté les règlements concernant la concession des terres; toutefois il demandera à Head d'accorder au capitaine Young la remise du prix d'achat à laquelle son grade et ses services lui donnent droit. p. 259 — [Ministère des Colonies], le [17] octobre.

1837

F

Dublin, le 29 août. C. Fitz-Simon à Glenelg. Il lui demande de donner au capitaine Higgins un poste civil ou militaire dans le Haut-Canada. p. 262

G

Greenock, le 28 janvier. John Galt à ————. Il lui transmet un document; il prétend avoir droit à une rémunération pour avoir eu l'idée d'établir la Compagnie du Canada. p. 265

Annexe:—

Requête: motifs de rémunération. Comment il a songé à établir la Compagnie du Canada; les mesures qu'il prit pour fonder cette compagnie. (Suite dans la *Série Q. 401-2*). p. 270

Série Q. 401, t. 2

HAUT-CANADA. DIVERS, 1837

G—*suite*

Le 23 janvier. Conclusion du mémoire de Galt: pourquoi il a droit à une rémunération. (Voir *Q. 401-1*, p. 265). p. 289

Downing St., le 11 février. Lettre sans signature à Galt (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 23 janvier. Glenelg approuve la décision que lui a communiquée Stanley, telle qu'elle est exposée dans la lettre de Hay, du 15 février 1834, au sujet de la réclamation de Galt. p. 292

Greenock, le 14 février. Galt à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 11 février; il lui demande la permission de s'adresser au Gouvernement provincial: terres en friche. p. 293

Lombard St., le 10 juin. G. Carr Glyn à sir George Grey, sous-secrétaire. Il aimerait obtenir l'agence financière pour le Haut-Canada, soit comme simple particulier, soit comme agent de la compagnie Glyn. p. 296

Lombard St., le 12 juin. Glyn à Grey. Il lui demande un entretien au sujet de l'agence financière pour le Haut-Canada; le payement des dividendes de juillet provenant des obligations du Haut-Canada. p. 297

Downing St., le 13 juin. Grey à Glyn. Il lui fait part de l'arrivée de J. H. Dunn, receveur général, et de W. H. Draper, solliciteur général. La faillite de la compagnie Wilson et certains arrangements financiers; l'emprunt et Dunn. p. 298

Lombard St., le 13 juin. Glyn à Grey. Il lui demande de mentionner le sujet à Dunn et à Draper. p. 299

Lombard St., le 20 juin. *Glyn, Hallifax, Mills & Co.* à Grey. Ils sont prêts à avancer les sommes requises pour payer les dividendes du Haut-Canada; ces dividendes ont été payés jusqu'ici par *T. Wilson & Co.* La compagnie n'a pas encore vu Dunn. p. 300

2 Pope's Head Alley, Cornhill, le 4 octobre. Lettre sans signature à ————. L'auteur transmet un document rédigé en français, soumis par M. Guillouneau. (L'annexe manque). p. 304

H 1837

Sir George Head, adjoint du commissaire général, officier en demi-solde, à Glenelg. Il désire que l'on appuie la demande qu'il a faite à la Trésorerie pour obtenir de l'avancement; ses états de service dans les colonies de l'Amérique du Nord et pendant la guerre de la Péninsule. Depuis la publication de son livre, en 1829, où certaines difficultés furent soulignées, on a pris les mesures pour renseigner les émigrants. p. 306 — Oxford Buildings, Bath, le 4 février.

Annexe:—

La requête ,14 Oxford's Buildings, Bath, le 30 janvier 1837. p. 308

Lettre sans signature à sir George Head (brouillon). La requête de Head a été remise à la Trésorerie. p. 315 — [Ministère des Colonies], le 9 février.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, assistant-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la requête de Head; les états de service de Head. L'auteur demande d'accueillir cette requête avec bienveillance. p. 316 — [Ministère des Colonies], le 10 février.

Sir George Head à Glenelg. Il lui transmet des extraits du livre de Haliburton intitulé "*History of Nova Scotia*" et publié en 1829. p. 331 — Athenaeum Club, le 30 octobre.

Annexe:—

Extraits: la constitution et les pouvoirs des deux Chambres de la Législature provinciale de la Nouvelle-Ecosse. p. 332

Glenelg à Head. Remerciements pour les renseignements annexés à la note de Head, du 30 octobre. p. 336 — Ministère des Colonies, le 7 novembre.

Sir George Head à Grey. Il demande que sir Francis Bond Head, son frère, ne soit pas obligé de payer les droits que comporte l'obtention du titre de baronnet: sir Francis Bond Head a obtenu cette distinction en raison des services qu'il a rendus à l'Etat. p. 338 — Athenaeum Club, le 15 novembre.

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 15 novembre et regrette qu'il n'existe pas de fonds permettant de payer les droits susmentionnés. p. 340 — [Ministère des Colonies], le 25 novembre.

Requête de Patrick Higgins, capitaine en retraite, qui voudrait obtenir une recommandation pour occuper un poste au Canada; il aimerait être garde-magasin de l'Artillerie ou exercer d'autres fonctions quelconques. p. 301 — Sans date.

John Hodgkins à Grey. Il lui transmet une lettre du Dr T. Hodgkins, son frère, qui est malade. p. 328 — Lewis, le 7 mai.

Annexe:—

T. Hodgkins à Grey, Lichfield, Sussex, le 5 mai 1837. Il lui accuse réception de la copie des dépêches de Head au sujet des sauvages; il n'approuve pas la politique établie dans ces textes et il réfute les arguments qui y sont présentés. p. 320

Le Dr T. Hodgkins à sir George Grey. Il faudra obtenir de Glenelg une audience: certains sauvages du Canada désirent lui présenter une requête. p. 317 — Finsbury Circus, le 14 mars.

1837

Finsbury Circus, le 20 mars.

Hodgkins à Grey. Il voudrait obtenir de Glenelg une audience pour lui-même, J. Pease et E. Baines, membres du Parlement: la question des sauvages. p. 318

Finsbury Circus, le 31 mars.

Hodgkins à Grey. Sa note du 14 mars; il demande une audience pour certains sauvages du lac Huron. p. 319

St. Leonard's, le 24 octobre.

Lord Howe à Glenelg. Il lui transmet la réponse de la reine Adélaïde à l'adresse de condoléances de la ville de Toronto. (L'annexe manque). p. 330

St. Leonard's, le 10 novembre.

Howe à Glenelg. Il lui transmet la réponse de la reine Adélaïde à l'adresse de l'archidiacre et du clergé de l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada. (L'annexe manque). p. 337

J

Plymouth, le 22 juillet.

Jacob Jacobs à Glenelg. Il demande une audience afin de lui communiquer des renseignements importants sur le Canada. p. 342

77 Hatton Gardens.

Le révérend Peter Jones (Kahkewaquonaby) à Glenelg. Il transmet une documentation de J. B. Clench: l'estime dont il jouit auprès des sauvages. (L'annexe manque). p. 344

L

15 Osenden St., Haymarket, le 24 avril.

J. Leslie à Glenelg. Il demande un poste dans le Haut-Canada. p. 346

Christchurch, Hants, le 1er mai.

Le révérend S. J. T. Lockhart, secrétaire de l'évêque de Québec, à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui transmet une requête du révérend A. N. Bethune; l'évêque de Québec est trop malade pour émettre là-dessus une opinion, mais il a déjà approuvé la requête. p. 347

Annexe:—

Extrait d'une lettre de Bethune à l'évêque de Québec, le 8 mars 1837; il demande les bons offices de l'évêque de Québec pour obtenir 50 louis qui lui ont été accordés en récompense de services rendus à la corporation du clergé en 1831; Glenelg a promis cette somme en 1836. p. 348

Langford Upton, Goderich, le 8 juin.

T. F. Luard à Glenelg. Ses états de service; il aimerait obtenir de nouveau une commission, ou être rétabli dans sa demi-solde, ou obtenir une terre en raison de ses vingt années de services comme subalterne. p. 350

M

2 Parliament St., le 10 mars.

H. Macgregor à W. Grant, secrétaire particulier. Il rentre dans le Haut-Canada et veut bien transmettre toute communication adressée à l'évêque Macdonnell. p. 354

Inverness, le 24 juin.

Simon Mackintosh à Glenelg. Il lui transmet une requête des étudiants en théologie et de leur professeur d'Inverness; une autre requête provenant des habitants de l'endroit lui sera bientôt transmise. p. 358

Annexe:—

La requête[illegible]ière de prendre des mesures immédiates pour accroître la val[illegible] des réserves du clergé et pour légaliser l'Eglise presbytérienne. p. 360

Lettre sans signature à Mackintosh (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 juin. p. 359 — 1837 [Ministère des Colonies], le 3 juillet.

Mackintosh à [Glenelg]. Il lui transmet une requête de la paroisse d'Inverness qui désire que des mesures soient prises pour permettre à l'Eglise presbytérienne d'obtenir une partie des réserves du clergé. p. 364 — Inverness, le 17 juillet.

Annexe:—

La requête. p. 365

G. Malloch, avocat et procureur, à Grey. Il voudrait fournir des renseignements sur la situation dans le Haut-Canada avant mercredi prochain: il s'embarquera alors pour rentrer dans cette province. Son opinion écrite sur la réclamation de l'Eglise d'Angleterre et les réserves du clergé. Opportunité d'adopter une loi où seraient établis les droits de l'Eglise d'Ecosse. Il demande d'approuver la loi du Haut-Canada à l'effet de maintenir les pouvoirs de la Législature en cas de décès du Roi. Il était à Toronto lorsque Hagerman prononça sur les cures un discours qui souleva l'indignation. Ce qu'il pense de la loi sur le mariage. p. 355 — Gordon Hotel, Covent Garden, le 17 juin.

A. McLean à Glenelg. Un récit de l'insurrection. p. 368 — New-York, le 30 décembre.

John Mow à Glenelg. Il demande d'être nommé maître d'école dans l'un des six nouveaux districts. p. 367 — Toronto, le 26 juillet.

N

Le révérend R. Newstead, ministre d'une chapelle anglicane, à Glenelg. Il lui demande des renseignements sur T. T. Orton qui est censé être mort dans le Haut-Canada. p. 381 — 119 Rue du Faubourg, St. Honoré, Paris, le 22 janvier.

Lettre sans signature à Newstead (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 22 janvier et lui transmet copie d'une dépêche de Head, N° 44, du 6 avril, concernant Orton. (L'annexe manque). p. 383 — [Ministère des Colonies], le 24 mai.

O

R. More O'Ferrall à Grey. Il lui demande une lettre d'introduction pour — Wall. p. 385 — Trésorerie, le 12 juin.

P

H. Pinhey au secrétaire d'Etat. Il lui demande d'étudier sa requête à la Trésorerie. (Voir *Q. 396-1*, p. 146; *Q. 400-1*, p. 223). p. 387 — Gordon Hotel, Covent Garden, le 17 avril.

R

J. Richardson à Glenelg. Il lui transmet un extrait d'une lettre à Palmerston; les affaires canadiennes et la juridiction de ce dernier; il lui demande une audience. p. 389 — 6 Bloomsbury Square, le 2 mars.

Annexe:—

L'extrait, 29 février 1837; l'appui que son frère a donné au Gouvernement du Haut-Canada; ses propres écrits; son intention de fonder un journal dans le Haut-Canada; demande d'un nouveau grade dans l'armée ou d'une nomination à un poste dans le Haut-Canada. p. 391

J. Rolph à Glenelg. Il lui transmet copie d'une lettre de J. Joseph, secrétaire civil, et lui fait part de son désir de se conformer à la dépêche du comte de Ripon. p. 396 — Toronto, le 21 août.

1837

Annexe:—

Joseph à Rolph, Toronto, le 21 août 1837. Il lui demande copie de la communication qu'il fit au secrétaire d'Etat le 21 octobre dernier. p. 397

Cour de la Chancellerie, Westminster, le 11 novembre.

J. L. Russell à Grey. Il lui demande une lettre d'introduction pour — Butt qui se rend au Canada. p. 398

20 Guilford St., Russell Sq., le 30 janvier.

Le révérend E. Ryerson à Glenelg. Commentaires sur la situation en Canada. Il lui écrit à titre privé, mais il ne s'oppose pas à ce que ses lettres soient portées à la connaissance du lieutenant-gouverneur. Il a appris avec plaisir la nomination de W. H. Draper qui devient membre du Conseil exécutif. Le refus de Head de faire monter Bidwell sur le banc judiciaire. Remerciements pour l'occasion qu'on lui a fournie de communiquer à qui de droit ses idées sur les affaires canadiennes. (L'annexe manque). p. 400

20 Guilford St., Russell Sq., le 18 avril.

Ryerson à Glenelg. La décision de la Législature du Haut Canada au sujet de la *Upper Canada Academy;* demande de secours. p. 405

Annexes:—

(1) Rapport du comité spécial nommé pour enquêter sur la *Upper Canada Academy*, 9 février 1837 (coupure de journal). p. 412

(2) *The Guardian*, 22 février 1837. Résumé du débat suscité par le projet de loi. p. 424

20 Guilford St., Russell Square, le 28 avril.

Ryerson à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 25 avril et lui adresse ses remerciements pour l'aide considérable que l'on a promis d'accorder à la *Upper Canada Academy.* p. 457

Liverpool, le 1er mai.

Ryerson à Grey. Il lui transmet une lettre et le remercie de l'accueil qui lui fut ménagé. (L'annexe manque). p. 458

Kingston, le 2 octobre.

Ryerson à Glenelg. Il lui présente Peter Jones et lui demande d'étudier les requêtes de ce dernier qui désire obtenir des titres de propriété pour les terres des sauvages. p. 459

S

25 Great Winchester St., Old Broad St., le 20 avril.

D. Smith à Glenelg. Demande de concéder 1,000,000 d'acres de terre dans le Haut-Canada afin d'y fonder une colonie. Ses titres. p. 464

Londres, le 26 avril.

Smith à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 25 avril; nonobstant le refus qu'il vient d'essuyer, il s'efforcera de réaliser son projet pour venir en aide aux miséreux. p. 474

Colborne, le 20 janvier.

Louisa Smith à Glenelg. Elle accuse réception de la lettre où on lui fit savoir qu'elle ne pouvait pas obtenir une concession de terre dans l'Amérique britannique du Nord. Elle transmet une lettre à la Reine où elle lui adresse ses remerciements. Demande de secours pour ses enfants. p. 462

Althorpe, le 18 juin.

Le comte Spencer à ———— (personnelle). Comment s'y prendre pour entrer en possession, dans le Haut-Canada, d'une propriété dont l'héritier est un homme pauvre. p. 475

Spencer à ———— (personnelle). Pourquoi il a fait des recherches avant de savoir comment remettre à Robert Smith une propriété appartenant à feu Mrs. William Smith; remerciements pour la promesse que le lieutenant-gouverneur recevra l'ordre d'enquêter sur ce sujet. p. 476 — 1837 Althorpe, le 28 juin.

Lettre sans signature à sir Francis Bond Head, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. L'auteur lui transmet la lettre de Spencer, du 28 juin, et lui demande un rapport sur ce texte. p. 478 — Sans date.

T

Le lieutenant général sir Herbert Taylor, secrétaire particulier de Sa Majesté, à Glenelg. Il lui transmet la requête que J. R. Yielding adresse à la Reine: demande d'emploi dans le Haut-Canada. p. 480 — Windsor Castle, le 25 mars.

Annexe:—

La requête, Windsor, le 23 mars 1837. p. 482

Glenelg à Taylor. Pourquoi il ne veut pas faire dans le Haut-Canada des nominations analogues à celles que demande Yielding. p. 481 — [Ministère des Colonies], le 29 mars.

R. J. C. Taylor à Glenelg. Il lui transmet copie de la requête des commissaires de l'école de Peterborough et lui demande d'étudier ce texte. il voudrait être nommé membre du personnel du *Upper Canada College*. (L'annexe manque). p. 494 — Trinity College, Dublin, sans date.

Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre et de la requête relatives à un solde de 125 louis, ce qui constitue la différence entre son traitement et la somme à laquelle il croit avoir droit. Glenelg demandera à Head de faire là-dessus un rapport; si l'on décide de faire droit à la réclamation, à même quels fonds ce solde pourrait-il être pris? Glenelg ne saurait s'immiscer dans les nominations du *Upper Canada College*. p. 496 — [Ministère des Colonies], le 22 juillet.

K. Trevor à ————. Sa lettre du 28 février; il désire une réponse. Il demande de sanctionner les projets de lois bancaires du Haut-Canada s'ils permettent d'établir les comptes en dollars de 100 cents. p. 490 — 13 North Place, Paddington, le 20 avril.

Annexe:—

Tableau: "Pair du change dans les colonies pour l'année 1837", établi d'après le tableau des banques des Indes occidentales. p. 492

W

Le major général sir Henry Wheatley, trésorier de la maison du Roi, à Glenelg. Il lui transmet la requête adressée à la Reine par R. Fair, de Newark, New Jersey, qui déplore le refus de sir Peregrine Maitland de lui octroyer une terre en 1821. p. 511 — St. James's Palace, le 22 juillet.

Annexe:—

La requête. p. 514

Sous-annexes:—

(1) H. Goulburn, sous-secrétaire, à Maitland, Downing St, le 20 juin 1821. Instructions de concéder une terre à Robert Fair. p. 518

1837 (2) [Fair] au marquis de Sligo, Newark, N.J., mars 1837. Il demande d'appuyer sa réclamation. p. 519

[Ministère des Colonies], le 31 juillet. Lettre sans signature à Fair (brouillon). La plainte que renferme la requête sera l'objet d'une étude sérieuse. p. 512

Pitcairn, le 27 juin. Le révérend W. Willens à Glenelg. Il lui demande de l'envoyer dans le Haut-Canada et de lui accorder un traitement convenable. p. 507

Bath, le 26 juin. Mrs. Anne Williams au secrétaire d'Etat. Comment s'y prendre pour envoyer de l'argent et une boîte à Adélaïde dans le Haut-Canada? Quelle est la distance entre Adélaïde et Toronto? p. 505

[Ministère des Colonies], le 3 juillet. Lettre sans signature à W. H. Draper, solliciteur général du Haut-Canada. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de madame Williams et lui demande ce qu'il en pense. p. 506

Sans date. J. A. Williams au ministère des Colonies. Pourrait-il exercer les fonctions d'avoué et de solliciteur dans le Haut-Canada? p. 529

[Ministère des Colonies], le 4 novembre. Lettre sans signature à Williams (brouillon). L'auteur accuse réception de la lettre du 31 octobre. Glenelg ne peut fournir les renseignements demandés. On pourrait obtenir ces renseignements en s'adressant à certaines personnes de la ville qui connaissent le Haut-Canada. p. 530

Warnford Court, le 3 juin. *T. Wilson & Co.* à Glenelg. Ils demandent que le ministère des Colonies délègue quelqu'un qui assistera à la réunion de leurs créditeurs. p. 499

Warnford Court, le 6 juin. *T. Wilson & Co.* à Grey. Ils lui accusent réception de la lettre du 3 juin. L'emprunt du Haut-Canada fut négocié en 1835. Leur situation financière; promesse de lui faire parvenir leurs comptes. p. 500

Warnford Court, le 7 juin. *T. Wilson & Co.* à Grey. Ils lui transmettent les comptes concernant les obligations du Haut-Canada. p. 501

Annexe:—

Les comptes. p. 502

Série Q. 401, t. A.

BROUILLONS DES DÉPÊCHES À SIR FRANCIS BOND HEAD, 1837

On trouvera les dépêches que renferme ce volume dans l'inventaire de la *Série G.*, vol. 79-83. (*Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1936*).

Série Q. 401, t. A. 1 1837

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, HAUT-CANADA, 1837

Sauf celles qui sont inventoriées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G.*, vol. 79-81. (*Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1936*).

Glenelg à Head. Il lui enverra une documentation qui explique sa dépêche personnelle et confidentielle du 18 février. Cette documentation comporte copie des résolutions que lord John Russell proposera dans la soirée et aussi une note qui explique les conséquences de ces résolutions pour le Conseil exécutif, le Conseil législatif, la liste civile et les affaires qui intéressent conjointement les deux Canadas. Il faudra tenir cette documentation pour confidentielle. Il espère que rien ne suscitera l'agitation dans le peuple; mais comme mesure de précaution on enverra l'*Inconstant* dans le St-Laurent aussitôt que la navigation sera ouverte et les forces militaires seront accrues. On rédigera là-dessus une dépêche publique. p. 78 — Downing St., le 6 mars.

Série Q. 401, t. B

HAUT-CANADA, DÉPÊCHES AU GOUVERNEUR, 1837

Sauf celles qui sont résumées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G*, volumes 81-83. (*Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1936*).

Annexe à la dépêche de Glenelg à Head, N° 200, du 14 juillet 1837. Résolutions adoptées par les membres de l'Eglise St. Andrew: les droits de l'Eglise d'Ecosse et la nomination d'un délégué pour la convention qui doit avoir lieu à Cobourg. p. 25 — Kingston, le 8 mars.

Glenelg à Head. Le délai apporté à la rédaction de la dépêche concernant les dépenses de Head. *P. S.* "Le Haut-Canada s'est magnifiquement conduit, grâce à vous". p. 103 — Downing St., le 22 septembre.

Glenelg à Head (N° 235). Il lui accuse réception de la dépêche N° 90, du 22 juillet. Il approuve les raisons qui ont porté Head à déconseiller Madame Brant de soumettre sa réclamation au Conseil des sauvages. p. 120 — Downing St., le 12 octobre.

Glenelg à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (N° 1). Il lui accuse réception de la lettre du 15 décembre. On a demandé à la Trésorerie de remettre le droit de timbre que comportait la commission de lieutenant-gouverneur. Sa dépêche à Head, du 4 octobre, et le traitement que comportent ses fonctions; on devrait demander à la Législature provinciale d'augmenter ce traitement. La proposition d'abandonner les revenus de la Couronne; Arthur recevra des instructions à ce sujet. On ne s'adressera pas au Parlement pour obtenir un complément d'appointements. p. 221 — Downing St., le 22 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 3). Il lui accuse réception de la dépêche de Head, N° 103, du 16 septembre. Afin de rectifier un malentendu — Downing St., le 23 décembre.

1837 au sujet des vues du Gouvernement sur le droit de l'Eglise d'Ecosse aux réserves du clergé, les pièces qu'il a ajoutées à sa dépêche à Head, N° 231, du 7 septembre, devront être transmises au synode. Glenelg espère qu'on en viendra à une entente au sujet des cures. p. 225

Série Q. 402, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1838

1838

Toronto, le 3 janvier. Head à Glenelg (N° 1—imprimé). Il lui transmet les adresses de la Législature en réponse au discours du trône. p. 4

Annexes:—

(1) Adresse du Conseil législatif, du 1er janvier 1838 (imprimé). p. 4

(2) Adresse de la Chambre d'Assemblée, du 1er janvier 1838 (imprimé). p. 5

Sans date. Head à Glenelg (personnelle et confidentielle). Le nid de guêpes des radicaux est détruit; il reste à peine quelques individus pour la potence. *The Correspondent and Advocate* et *The Constitution* arrivent à leur terme. Le danger du chômage aux Etats-Unis. Head espère que son successeur a été nommé. Conduite indélicate de Stephen à l'égard de Draper. Difficulté que comportent les procès pour trahison du fait que le procureur général et le solliciteur général tombent sous le coup d'une accusation. [La confirmation des nominations n'a pas été reçue]. Il est heureux de constater que la bataille a été gagnée sans l'aide d'un soldat britannique. Mort d'un rebelle qui a tiré sur lui. Il a écrit au gouverneur de New-York demandant un mandat d'arrestation contre MacKenzie. Ses vues sur la démocratie. p. 8

Toronto, le 8 janvier. Head à Glenelg (N° 2). Il lui accuse réception des dépêches N°s 234 à 240, des 4, 12, 14, 17, 26, 28 et 30 octobre, ainsi que de la dépêche personnelle et confidentielle du 14 octobre et de deux circulaires du 21 octobre 1837. p. 11

Toronto, le 10 janvier. Head à Glenelg (N° 3). Il lui transmet copie d'une dépêche qu'il a adressée à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, au sujet du *Caroline*. Eloge de ceux qui ont démarré le vapeur. Il ne reste plus un rebelle armé. Il transmet copie d'une lettre qui indique le sentiment du public aux Etats-Unis. p. 12

Annexes:—

(1) Head à Fox, Toronto, le 8 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet des documents et fait un exposé des circonstances qui ont accompagné le démarrage du *Caroline*. Il se plaint de l'attitude des Etats-Unis. (Les annexes ont été imprimées séparément et cataloguées ci-dessous comme annexes à l'annexe 1). p. 22

(2) E. Sewell à John [Sewell], Albany, le 26 décembre 1837. p. 14

Annexes à l'annexe 1:— 1838

(A) H. W. Rogers, procureur de district, comté d'Erié, et procureur provisoire aux Etats-Unis, au colonel A. N. MacNab, commandant à Chippewa, le 29 décembre 1837 (imprimé). Il désire savoir si les troupes de MacNab ont descendu sur l'île Navy. Il fera tout en son pouvoir pour conserver la neutralité. (Cotée N° 2). p. 23A

(B) MacNab à Rogers, Chippewa, le 29 décembre 1837 (imprimé). Il nie que ses troupes aient descendu sur l'île Navy. Remarques sur les coups de feu provenant de la rive des Etats-Unis et sur la vente du *Caroline* qui fut chargé de provisions et d'armes sous les yeux des autorités américaines. (Cotée N° 3). p. 23A

(C) MacNab au lieutenant-colonel James M. Strachan, secrétaire militaire, Chippewa, le 30 décembre 1837 (imprimé). Rapport sur le démarrage du *Caroline* par le capitaine Drew. (Cotée N° 4). p. 24

(D) MacNab à Strachan, Chippewa, le 1er janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet le rapport du capitaine A. Drew sur le démarrage du *Caroline*. (Cotée N° 5). p. 24

Sous-annexe:—

Rapport du 30 décembre 1837 (imprimé). (Cotée N° 6). p. 24

(E) Strachan à MacNab, Niagara, le 1er janvier 1838 (imprimé). Le démarrage du *Caroline* s'est fait à la grande satisfaction de Head. (Cotée N° 7). p. 24A

(F) Ordre général du 3 janvier 1838 (imprimé). Les remerciements de Head à l'occasion du démarrage du *Caroline*. (Cotée N° 8). p. 24A

(G) Déclarations mentionnées dans la correspondance de MacNab et déclarations de James Wood et du capitaine Andrew Drew au sujet du *Caroline*, janvier 1838 (imprimé). (Cotée N°s 9 et 10). p. 24A

(H) MacNab à Strachan, Chippewa, le 2 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet une lettre de H. Arcularius, commissaire des vivres, à New-York, ainsi que la réponse à cette lettre. (Voir annexes I et K). (Cotée N° 11). p. 25

(I) Arcularius à MacNab, Niagara Falls, N.Y., le 2 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie de son mandat et demande qu'on ne procède pas à l'attaque avant d'avoir obtenu la cession des armes qui appartiennent à l'Etat de New-York. (Voir annexe J). (Cotée N° 12). p. 26

(J) W. L. Marcy, gouverneur de New-York, au général Gould et autres particuliers, Albany, le 29 décembre 1837 (imprimé). Il lui présente Arcularius qui a reçu les instructions de reprendre possession de la propriété de l'Etat dont s'étaient emparés les rebelles. (Cotée N° 13). p. 25A

(K) MacNab à Arcularius, Chippewa, le 2 janvier 1838 (imprimé). Il promet d'aider à maintenir la paix et s'engage à empêcher une attaque sur l'île Navy afin de permettre à l'Etat de New-York de reprendre sa propriété. (Cotée N° 14). p. 25A

1838 (L) MacNab à Arcularius, Chippewa, le 3 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie d'un ordre général à l'effet de suspendre les opérations contre l'île Navy. (Cotée N° 15). p. 25A

(M) Ordre général du 3 janvier 1838 (imprimé). (Cotée N° 16). p. 25A

(N) Arcularius à MacNab, Chutes Niagara, le 3 janvier 1838 (imprimé). Ses remerciements pour l'ordre général donné par MacNab. R. Van Rensselaer a retardé de répondre à la demande de céder les armes, mais Arcularius ne cessera pas de les réclamer. (Coté N° 17). p. 26

(NN) Arcularius à MacNab, Niagara, le 3 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre reçue de R. Van Rensselaer au sujet des armes. (Cotée N° 18). p. 26

(O) Van Rensselaer à Arcularius, le 3 janvier 1838 (imprimé). Les raisons du délai qu'il a apporté à répondre. (Cotée N° 19). p. 26

(P) Arcularius à MacNab, Chutes Niagara, le 4 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie d'une proclamation et demande si les Canadiens sur l'île Navy pourraient retourner à leurs foyers sans être molestés. (Cotée N° 20). p. 26

(Q) Proclamation aux citoyens américains, Fort Schlosser, le 4 janvier 1838 (imprimé). On leur demande de se conformer aux lois du pays. (Cotée N° 21). p. 26A

(R) MacNab à Arcularius, Chippewa, le 4 janvier 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre de ce même jour et déclare que son intention en attaquant l'île Navy est de reprendre le territoire britannique. Tous ceux qui désirent partir peuvent le faire; ceux qui resteront seront faits prisonniers en cédant leurs armes et devront assumer la responsabilité de leurs actes. (Cotée N° 22). p. 26A

(S) MacNab à Strachan, Chippewa, le 7 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec Arcularius ainsi qu'une lettre imprimée du juge McLean de Buffalo. (La lettre manque). (Cotée N° 23). p. 26A

(T) Arcularius à MacNab, Chutes Niagara, le 5 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet copie d'une lettre de Van Rensselaer. Impossibilité de se procurer des armes. Il est reconnaissant à MacNab de la patience dont celui-ci a fait preuve; il ne peut rien demander de plus. (Cotée N° 24). p. 27

(U) Van Rensselaer à Arcularius, Ile Navy, le 4 janvier 1838 (imprimé). On procédera à une enquête afin de déterminer si les armes sont la propriété de l'Etat de New-York; dans un tel cas, elles seront renvoyées. (Cotée N° 25). p. 27

(V) Au sujet des lettres de l'honorable John Elmsley et de W. Lockwood à MacNab, Chippewa, le 29 décembre 1837 (imprimé). (Cotée N° 26). p. 27

(W) Message spécial du gouverneur de New-York à la Législature de l'Etat, Albany, le 2 janvier 1838 (imprimé). Il lui annonce le démarrage du *Caroline*. (Cotée N° 27). p. 27

(X) Head à Marcy, Hôtel du Gouvernement, le 13 décembre 1837 (imprimé). Il lui soumet un rapport sur la rebellion et son insuccès; des réunions ont lieu à Buffalo en vue d'envahir le Haut-Canada. (Cotée N° 28). p. 27A

(Y) Marcy à Head, Albany, le 21 décembre 1837 (imprimé). Il lui accuse réception d'une lettre et promet d'aider à maintenir les lois de neutralité. Ceux qui violeront ces lois seront arrêtés et punis. (Cotée N° 29). p. 27A 1838

(Z) Proclamation ordonnant aux citoyens de New-York de ne pas s'immiscer dans les affaires domestiques du Haut-Canada, Albany, le 19 décembre 1837 (imprimé). (Cotée N° 30). p. 28

(AA) Head à Fox, Toronto, le 23 décembre 1837 (imprimé). Il fait rapport sur l'invasion du Haut-Canada par des citoyens américains. On prendra les moyens de repousser l'invasion. Il est convaincu que le Gouvernement des Etats-Unis réprouvera de tels actes. (Cotée N° 31). p. 28

(BB) MacNab à Arcularius, Chippewa, le 10 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet des rapports sur la conduite de la milice et des citoyens des Etats-Unis envers les sujets britanniques. Il demande qu'on rappelle la milice de la Grande-Ile et qu'on y envoie en garnison des unités dignes de confiance. (Cotée N° 32). p. 28A

Annexes:—

(1) Le lieutenant J. Elmsley à Drew, au large de l'île Navy, le 10 janvier 1838 (imprimé). Des officiers et des hommes en uniformes sur la rive des Etats-Unis ont tiré sur son groupe. (Cotée N° 33). p. 29

(2) Déclaration de Thomas Moxey: le sentiment populaire aux Etats-Unis, du 7 janvier 1838 (imprimé). (Cotée N° 34). p. 29

Message du lieutenant-gouverneur au Conseil législatif. Documents concernant le *Caroline* et l'occupation de l'île Navy. p. 30 Sans date.

Head à Glenelg (N° 4). Il lui transmet un mémoire au sujet de l'attaque de l'île Navy. p. 43 Toronto, le 10 janvier.

Annexes:—

(1) Mémoire de MacNab. (Sans date). p. 44

(2) Head à MacNab (confidentielle), le 9 janvier 1838. Le colonel C. Hughes, le 24e régiment et le corps d'artillerie, se rendront à Chippewa. Hughes a le droit de commander, mais il a offert de collaborer sans supplanter MacNab. Il insiste pour qu'on fasse usage de la poudre à canon et de la corde à feu dans l'attaque de l'île Navy. Il ne désire pas que McDonald soit le premier à débarquer. Il secondera la décision de MacNab quelle qu'elle soit. p. 52

(3) Mémoire: Head a absolument confiance dans la prudence et le jugement de MacNab; ses raisons pour conseiller l'attaque de l'île Navy. p. 54

Head à Glenelg (N° 5). Allusion à sa dépêche N° 59, du 12 mai 1837, demandant que le Haut-Canada soit érigé en évêché et que l'archidiacre J. Strachan soit nommé évêque du nouveau diocèse. p. 56 Toronto, le 10 janvier.

Head à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il prédit l'invasion du Haut-Canada par les hordes des Etats-Unis; cette tentative est vouée à un échec; ce sera une leçon pour les démocrates. p. 57 Toronto, le 10 janvier.

1838
Toronto, le 13 janvier.

Head à Glenelg (double—N° 6). Il lui transmet une adresse de condoléances de l'Assemblée du Haut-Canada à la Reine. p. 58

Annexe:—

L'adresse, janvier 1838. p. 59

Niagara, le 16 janvier.

Head à Glenelg. Il lui fait savoir que les "pirates" ont été chassés de l'île Navy et de l'île Bois Blanc et qu'une goélette chargée d'armes a été capturée sur la rivière Sainte-Claire. p. 61

Hôtel du Gouvernement, le 18 janvier.

Head à Glenelg (N° 7). Il lui transmet copie d'une adresse des habitants des cantons situés sur la rivière Ottawa; ils font part à Head de leur loyalisme et de leur reconnaissance. p. 63

Annexe:—

L'adresse. p. 64

Toronto, le 22 janvier.

Head à Glenelg (N° 8—imprimé). Il lui transmet copie d'un numéro spécial de la *Gazette* renfermant des communications à la Législature au sujet de sa démission. p. 69

Annexe:—

La *Gazette*, du 22 janvier 1838 (imprimé). p. 69

Ce numéro renferme les articles suivants:—

(1) Head au Conseil législatif, le 15 janvier 1838. Le colonel C. L. L. Foster a assumé le commandement militaire. Les causes de sa démission comme lieutenant-gouverneur; sir George Arthur lui succédera. p. 69

(2) Adresse du Conseil législatif, le 17 janvier 1838. Les conséquences funestes que pourrait provoquer la séparation prolongée du pouvoir civil et militaire. On regrette la démission de Head. (Cette adresse est suivie d'une communication identique soumise à l'Assemblée ainsi que d'une adresse de l'Assemblée). p. 69

(3) Adresse du Conseil législatif, le 19 janvier 1838. On demande copie de la correspondance échangée au sujet de la démission de Head. p. 70A

(4) Réponse de Head, le 22 janvier 1838. Pourquoi il a refusé de fournir copie de la correspondance demandée. p. 70A

Toronto, le 23 janvier.

Head à Glenelg (N° 9—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 22 septembre, N° 234, du 4 octobre, ainsi que de la dépêche personnelle et confidentielle du 4 octobre 1837, au sujet de ses dépenses; il attire l'attention sur la situation difficile dans laquelle il se trouve placé. Il prétend qu'on lui doit la somme de 2,950 louis. p. 73

Downing St., le 25 avril.

Glenelg à Head (imprimé). Il accuse réception de la dépêche du 23 janvier et répond aux accusations portées contre lui par Head au sujet de son traitement. Lorsqu'on proposera de céder les revenus de la Couronne, il faudra poser comme condition d'accorder un traitement de 3,500 louis au lieutenant-gouverneur. Les 500 louis supplémentaires accordés annuellement seront remis à Head pour ses deux années d'administration. Head a déjà reçu 1,700 louis en plus

du traitement et des indemnités qui furent stipulés lorsqu'il accepta son poste. p. 74 **1838**

Glenelg à Arthur (imprimé). Il lui transmet copie de sa lettre du 25 avril adressée à Head au sujet de son traitement. Lorsqu'on fera l'offre de céder les revenus de la Couronne, Arthur devra réclamer le traitement de 3,500 louis pour le lieutenant-gouverneur. La différence de 500 louis par année pourrait être remise à Head sous forme d'octroi de l'Assemblée ou de prélèvement sur les revenus de la Couronne. p. 75A **Downing St., le 25 avril.**

Glenelg à Arthur (imprimé). Par sa lettre du 25 avril, il n'a pas voulu donner l'impression que le traitement de Head fut la cause définitive de sa démission. p. 75A **Le 29 juillet.**

Head à Glenelg. Il lui transmet une communication du vénérable archidiacre J. Strachan, au sujet de la correspondance échangée entre W. Morris et le ministère des Colonies. p. 77 **Toronto, le 24 janvier.**

Annexe:—

Le vénérable John Strachan, archidiacre de Toronto, à J. Joseph, secrétaire particulier, Toronto, le 6 novembre 1837. Le Haut-Canada n'est pas le théâtre de luttes religieuses, contrairement à la conclusion qu'on pourrait tirer de la correspondance publiée. L'opinion des membres de l'Eglise d'Ecosse sur les réserves du clergé. L'attitude adoptée par l'Eglise d'Angleterre; il défend les droits et privilèges de cette Eglise en ce qui concerne les réserves et les cures qui ont été érigées conformément à la constitution; il semble que les droits et intérêts des membres ont été traités à la légère par le secrétaire d'Etat pour les Colonies; ils ont décidé d'adresser une pétition au Parlement. On évitera les discussions. Il donne des réponses catégoriques aux points soulevés par Morris. p. 78

Sous-annexes:—

(i) Résolutions du synode presbytérien, uni à l'Eglise d'Ecosse: protestations contre l'établissement de cures. p. 111

(ii) Pétition des ministres, des anciens et des membres de l'Eglise St. Andrew, Kingston, au Conseil législatif, le 23 novembre 1836. La question des réserves du clergé devrait être soumise au Parlement britannique. p. 114

(iii) Mémoire adressé au Conseil législatif par les ministres, les doyens et la congrégation de Lancaster, unis à l'Eglise d'Ecosse, le 23 novembre 1836. Ils se plaignent de l'établissement de cures et demandent la reconnaissance de leurs droits. p. 117

(iv) Résolutions des diverses communions de l'Eglise d'Ecosse à Hamilton, au sujet des droits de cette Eglise. p. 121

(v) Procès verbaux de l'Assemblée au sujet du projet de loi concernant le King's College. p. 129

(vi) Charte du King's College. Rapport du comité spécial sur le projet de modification, le 18 janvier 1837. p. 132

(vii) Opinion de J. Pattison au sujet des terres réservées pour le soutien du clergé protestant dans le Haut et le Bas-Canada, Temple, le 20 mai 1824. p. 180

1838 (viii) T. Carfrae, ancien membre du conseil d'administration de l'église St. Andrew, Toronto, à Strachan, Toronto, le 18 septembre 1837. Les premiers offices furent célébrés dans l'église St. Andrew le 19 juin 1831. Cette église est inachevée et coûte actuellement entre 1,500 et 1,600 louis en monnaie courante; 280 ou 290 louis furent contribués par les membres de l'Eglise d'Angleterre. p. 183

(ix) Extraits des statistiques compilées par le révérend W. Rintoul. p 185

(x) Table extraite des dossiers du Conseil exécutif et du bureau de l'inspecteur général: les terres concédées aux congrégations unies à l'Eglise d'Ecosse. p. 189

(xi) W. B. Robinson à Strachan, Ste-Catherine, le 3 octobre 1837. Il ne détient aucune réserve du clergé à Whitchurch contrairement à ce qu'a voulu faire croire le révérend W. Rintoul. (Voir l'annexe xii dans la *Série Q. 402-2*). p. 194

Série Q. 402, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD, 1838

Suite des sous-annexes à la dépêche de Head à Glenelg, N° 10, du 24 janvier 1838:—

(xii) Lettres de l'honorable W. Dickson et du révérend T. Creen:

Dickson à Strachan, Niagara, le 7 octobre 1837. Il lui donne des renseignements sur la construction de l'église presbytérienne à Niagara et la somme qui fut accordée pour compenser sa destruction par l'ennemi. (Avec certificat). p. 196

Creen à Strachan, Niagara, le 9 octobre 1837. Renseignements au sujet de l'église presbytérienne à Niagara. p. 199

Toronto, le 26 janvier. Head à Glenelg (N° 11). Il accuse réception de la dépêche N° 247, du 24 novembre, où on lui fait savoir qu'il sera remplacé par sir George Arthur. Il répond aux remarques que renferme cette dépêche; il n'a jamais approuvé la ligne de conduite de Glenelg et n'a pas reçu d'appui du ministère des Colonies. A son avis, Hagerman, Draper et Dunn ont été injustement traités. Il soutient qu'il a eu raison de refuser de nommer M. S. Bidwell juge ou de rétablir G. Ridout dans ses fonctions. Les partisans du lien britannique sont humiliés au bureau des Colonies par les fonctionnaires, bien que ce bureau soit censé être dirigé par des nobles du calibre de Glenelg. Il tente de prouver que le sous-secrétaire, l'auteur des dépêches coloniales, est un vrai républicain. p. 201

Toronto, le 30 janvier. Head à Glenelg (N° 12—imprimé). Les hostilités ont cessé sur la frontière. Les armées se sont retirées et les Canadiens du Haut-Canada ressentent maintenant une haine implacable envers les Américains et leurs institutions. Presque toute la milice sera retenue jusqu'à l'arrivée de sir George Arthur. p. 389

1838

Head à Glenelg (N° 14). Les services rendus par le colonel Alan Napier MacNab et John Beverley Robinson; il demande que ces hommes soient créés chevaliers. p. 225 Toronto, le 1er février.

Head à Glenelg (N° 13—imprimé). Il lui transmet copie d'une dépêche adressée à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. p. 218 Toronto, le 7 février.

Annexe:—

Head à Fox, Toronto, le 30 janvier 1838 (imprimé). Les circonstances qui ont accompagné la destruction du *Caroline* et les troubles sur la frontière de l'ouest; l'attitude adoptée par les Etats-Unis; il nie que des citoyens américains aient été tués à bord du *Caroline;* des papiers sont transmis à ce sujet. Il sera remplacé par Arthur; remerciements des habitants du Haut-Canada pour la prompte et efficace intervention de Fox qui les a protégés contre l'agression étrangère. p. 218

Sous-annexes:—

(i) Proclamation de T. J. Sutherland, commandant de la 2e division de l'armée des patriotes, à l'armée des patriotes, Bois Blanc, le 9 janvier 1838. Il expose le but de l'armée; il faudra du courage et de la discipline. (N° 2). p. 219A

(ii) Proclamation de Sutherland aux citoyens patriotes, Haut-Canada, Bois Blanc, le 9 janvier 1838 (imprimé). Il demande qu'on soutienne l'armée des patriotes. (N° 3). p. 219A

(iii) Proclamation de Sutherland aux dupes de la tyrannie britannique dans le Haut-Canada, Bois Blanc, le 10 janvier 1838 (imprimé). Il leur demande de se soumettre et d'éviter l'effusion du sang. p. 220

(iv) Le colonel John Prince à Stevens T. Mason, gouverneur du Michigan, Sandwich, le 6 janvier 1838 (imprimé). Rapport sur les mouvements de la goélette *Anne* et du vapeur *Macomb;* il demande que les Etats-Unis empêchent les infractions aux lois de neutralité. (N° 5). p. 220

(v) Mason à Prince, Détroit, le 6 janvier 1838 (imprimé). Mesures prises pour conserver la paix. (N° 6). p. 220

(vi) Prince à Mason, île Bois Blanc, Malden, le 8 janvier 1838 (imprimé). Il demande la permission d'attaquer la goélette *Anne,* vu les agissements des insurgés. (N° 7). p. 220A

(vii) J. E. Schwarz, chef d'état-major au Michigan, aux autorités civiles de Sandwich, Haut-Canada, Détroit, le 8 janvier 1838 (imprimé). Les mesures qu'on a prises pour empêcher la violation des lois des Etats-Unis; le gouverneur fait partie de l'expédition. (N° 8). p. 220A

(viii) Prince à Mason, Amherstburg, le 9 janvier 1838 (imprimé). Les mouvements et les agissements de la goélette *Anne.* On désire capturer le commandant de ce vaisseau. (N° 9). p. 220A

(ix) Mason à Prince, Détroit, le 9 janvier 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 9 janvier, qui a été soumise au procureur du district, et lui transmet une lettre adressée aux magistrats de Sandwich. (N° 10). p. 221

1838 Annexe:—

Mason aux magistrats de Sandwich, bureau de l'administration, Détroit, le 9 janvier 1838 (imprimé). Il leur explique la répartition des pouvoirs aux Etats-Unis et promet que, lorsqu'une question concernant l'armée des insurgés ressortira à la province, il fera tout en son pouvoir pour accomplir son devoir. Les mesures qu'il a prises en réponse à une demande fédérale; ceux qui ont été pris portant des armes ont perdu la protection des Etats-Unis; l'invasion du territoire des Etats-Unis ne saurait être encouragée. (N° 11). p. 221

(x) Le lieutenant-colonel C. H. Hughes, commandant à la frontière du Niagara, au major général Winfield Scott, commandant des Etats-Unis à Buffalo, Chippewa, le 16 janvier 1838 (imprimé). Pourquoi des vaisseaux britanniques sont ancrés dans les eaux des Etats-Unis; il offre de les retirer sur l'assurance que le *Barcelona* a été visité et qu'il ne se trouve à bord ni rebelles, ni munitions. (N° 12). p. 221

(xi) Hughes au colonel C. L. L. Foster, commandant du Haut-Canada, Chippewa, le 21 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet la dernière communication du général Winfield Scott et demande que le lieutenant-gouverneur en soit mis au courant. Les ordres donnés à la frontière; il approuve le projet d'envoyer un détachement au fort Mississagua. (N° 13). p. 221A

Annexe:—

Scott à Hughes, Buffalo, le 20 janvier 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 16 janvier, renfermant la dépêche du capitaine A. Drew, de même date. Son espoir d'empêcher l'embarquement des rebelles venus des Etats-Unis; manière de procéder contre le *Barcelona*. Ses pouvoirs ont été augmentés et ils le seront de nouveau par une nouvelle loi du Congrès. Il ne peut permettre d'attaquer le *Barcelona* pendant que ce vaisseau est dans les eaux américaines. On procédera à une enquête sur l'attaque dont le lieutenant J. Elmsley est censé avoir été la victime. Le général H. Arcularius, qui n'avait aucune autorisation de correspondre avec les autorités britanniques, est retourné à Albany. Le bac venu de Lewiston devrait être libre de retourner. On a loué le *New England* pour la défense de la frontière. (N° 14). p. 222

(xii) Le colonel Allan N. MacNab, commandant de la milice et du corps naval, au lieutenant-colonel James Strachan, secrétaire militaire, Chippewa, le 20 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet la correspondance échangée avec le général Winfield Scott. (N° 15). p. 222A

Annexes:—

(A) Scott au commandant des vaisseaux britanniques à Niagara, quartiers généraux, Black Rock, le 15 janvier 1838 (imprimé). Les troupes des Etats-Unis sont prêtes à maintenir la neutralité; il regrette le spectacle de vaisseaux armés louvoyant dans les eaux américaines. Si l'expédition attaquait les vaisseaux britanniques, l'armée des Etats-Unis interviendrait, mais en tout autre cas, un coup de feu tiré par des britanniques dans les eaux américaines sera considéré comme une violation de la neutralité. (N° 16). p. 222A

(B) Andrew Drew, commandant de la division navale, à Scott, Chippewa, le 16 janvier 1838 (imprimé). Pourquoi les vaisseaux sont ancrés dans les eaux américaines; en temps de paix, il croit que les deux pays ont le droit de navigation sur la rivière Niagara. (N° 17). p. 222A 1838

(C) MacNab à Scott, Chippewa, le 18 janvier 1838 (imprimé). Ses remarques sur la lettre de Scott à Drew; il prétend que les Etats-Unis sont portés à protéger ceux qui agissent contre le Canada. (N° 18). p. 222A

(D) D. Bethune à MacNab, Chippewa, le 19 janvier 1838 (imprimé). Il fait rapport sur l'entrevue au cours de laquelle il a remis à Scott la lettre de MacNab. Scott a déclaré qu'il répondrait un peu plus tard vu qu'il était très occupé à maintenir le neutralité. (N° 19). p. 223

(E) Déclaration de Seth Conklin, Chippewa, le 18 janvier 1838 (imprimé). Sa détention sur la Grande-Ile et sur l'île Navy; complicité entre la milice et les patriotes. (N° 20). p. 223A

(F) MacNab à Strachan, Chippewa, le 19 janvier 1838 (imprimé). Trois hommes de la milice ont succombé à des blessures de balles. Le ministre de Sa Majesté à Washington devrait être mis au courant de l'affaire. (N° 21). p. 223A

Head à Glenelg (N° 15—imprimé). La demande adressée au capitaine A. Drew, M.R., d'établir une flotille. La destruction du *Caroline*. Il recommande le capitaine Drew. Les blessures du lieutenant S. MacCormack nécessiteront peut-être l'amputation de son bras gauche. Effets salutaires de la destruction du *Caroline*. Il lui transmet la recommandation de MacNab en faveur du lieutenant Elmsley. p. 389 Toronto, le 9 février.

Annexes:—

(1) J. M. Strachan à MacNab, Toronto, le 20 décembre 1837 (imprimé). Head permet de demander aux officiers de la marine d'offrir leurs services; ils recevront leur pleine solde pendant qu'ils serviront ainsi dans l'armée active. p. 390A

(2) Mandat de MacNab à Drew pour l'organisation d'une armée navale, le 20 décembre 1837 (imprimé). p. 391

(3) Head à Drew, Chippewa, le 17 janvier 1838 (imprimé). Les vaisseaux devraient être déséquipés pour l'hiver et Drew devrait rester sur place avec l'effectif qu'il jugera nécessaire. p. 391

(4) Head à Drew, Toronto, le 4 février 1838 (imprimé). Il donne d'autres instructions au sujet des fonctions de Drew. p. 391

(5) MacNab à Strachan, Chippewa, le 20 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet le rapport de Drew; les membres de l'armée navale ont reçu l'autorisation de rentrer dans leur foyer, à l'exception de Drew qui retiendra un effectif suffisant pour déséquiper les vaisseaux et les mettre en rade. Eloges des services de Drew et de ceux des lieutenants MacCormack et Elmsley. p. 470

Head à Glenelg (personnelle). J. B. Robinson, juge en chef, refuse d'être recommandé pour le titre de chevalier; cette recommandation sera faite en faveur de MacNab. Le colonel Foster Le 9 février.

1838 maintiendra les effectifs de la milice jusqu'à l'arrivée d'Arthur; alors Head partira. Head craint d'être attaqué lorsqu'il passera par les Etats-Unis. p. 247

Toronto, le 9 février. Head à Glenelg (N° 16). Il lui transmet la pétition du synode des presbytériens unis du Haut-Canada et explique le délai. p. 249

Annexe:—

La requête, Prescott, le 23 juin 1837. On demande d'augmenter l'allocation accordée à ce synode, ainsi qu'une partie des revenus des réserves du clergé, si l'on décide de les distribuer au clergé protestant. p. 250

Toronto, le 11 février. Head à Glenelg (personnelle). Allusion à une lettre de J. B. Robinson où ce dernier refuse le titre de chevalier. Eloge de Robinson. Head craint d'être attaqué à son passage aux Etats-Unis. Arthur étant attendu, Head n'aime pas à proroger la Législature. p. 255

Hôtel du Gouvernement, le 15 février. J. Joseph, secrétaire particulier, à W. C. Murdock, commis. Il demande la modification de quelques mots dans la dépêche de Head, N° 11, du 26 janvier 1838. p. 211

Toronto, le 19 février. Head à Glenelg (N° 17). Il lui transmet copie d'une lettre au colonel T. Talbot, lui donnant les instructions de remettre au Gouvernement la direction de l'établissement Talbot, conformément aux ordres de Glenelg. p. 257

Annexes:—

(1) Head à Talbot, Toronto, le 17 février 1838. p. 258

(2) Head à Talbot (personnelle), Toronto, le 17 février 1838. p. 262

Toronto, le 21 février. Head à Glenelg (N° 18—imprimé). Il prorogera la Législature provinciale le 27 février; il ne voudrait pas causer d'embarras à sir George Arthur qui pourrait être appelé à sanctionner des projets de loi qu'il n'aurait pas eu le temps d'étudier. Plusieurs députés désirent rentrer dans leur foyer. p. 391A

Toronto, le 26 février. Head à Glenelg (N° 19). Il lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée au sujet de l'*Upper Canada Academy* ainsi que des papiers concernant cette institution. p. 265

Annexes:—

(1) Adresse de l'Assemblée, le 22 février 1838. On demande le reste de la somme qui doit être avancée à l'*Upper Canada Academy;* on ne dit pas si cette somme devrait être une subvention ou un prêt. p. 270

(2) Message de Head. Il promet la somme demandée. (Sans date). p. 273

(3) Pétition du révérend E. Ryerson à la Chambre d'Assemblée, message à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, et correspondance échangée entre le très honorable lord Glenelg, Son Excellence et monsieur Ryerson, au sujet de l'*Upper Canada Academy.* (Imprimée par ordre de l'Assemblée). p. 274

Sous-annexes:— 1838

(i) Requête de Ryerson, Toronto, le 2 février 1838. p. 275

(ii) Message de Head. Il transmet les diverses dépêches qui se rapportent aux affaires de l'*Upper Canada Academy*, Hôtel du Gouvernement, le 27 janvier 1838. p. 301

(iii) Ryerson à Glenelg, 20 Guilford St., Russell Square, le 18 avril 1837. (Sans transcription. Voir *Série Q. 401*, p. 405). p. 304

(iv) Sir George Grey, sous-secrétaire, à Ryerson, Downing St., le 25 avril 1837. Des ordres seront donnés pour qu'on avance la somme accordée en vertu du projet de loi concernant l'*Upper Canada Academy*. p. 305

(v) Ryerson à Grey, 20 Guilford St., le 28 avril 1837. (Sans transcription. Voir *Série Q. 401*, p. 457). p. 306

(vi) Glenelg à Head (N° 173), Downing St., le 28 avril 1837. Il lui transmet copie de la lettre de Ryerson, du 18 avril 1837, et donne les instructions d'avancer la somme qu'on a l'intention d'accorder à l'*Upper Canada Academy;* on devra en faire rapport à la Législature à sa première réunion. p. 307

(vii) Head à Glenelg (N° 87), Toronto, le 20 juillet 1837. Il lui accuse réception de la dépêche N° 173, du 28 avril, et déclare qu'il a permis à Ryerson d'obtenir une avance des banques provinciales. Il explique le cas de l'*Upper Canada Academy* et donne un démenti à certaines déclarations faites par Ryerson. p. 309

(viii) Glenelg à Head (N° 221), Downing St., le 22 août 1837. Il lui accuse réception de la dépêche N° 87, du 20 juillet, et approuve la manière d'agir de Head. Ryerson a fait de fausses représentations parce qu'il a été mal renseigné. p. 314

(ix) Ryerson à J. Joseph, Toronto, le 30 juin 1837. Il désire connaître les intentions de Head au sujet de l'avance faite à l'*Upper Canada Academy*, vu que les banquiers avanceront la somme sur promesse de payement. p. 316

(x) Joseph à Ryerson, Hôtel du Gouvernement, le 3 juillet 1837. Accusé de réception de la lettre du 30 juin. Head avancera la somme en question aussitôt que les fonds seront disponibles. p. 317

(xi) Joseph à B. Turquand, premier commis au bureau du receveur général, le 16 août 1837. Y a-t-il des fonds disponibles sur lesquels on pourrait prélever l'avance demandée pour l'*Upper Canada Academy*? p. 318

(xii) Turquand à Joseph, bureau du receveur général, le 17 août 1837. Il lui transmet un état des revenus de la Couronne qui indique une balance de 1,137 louis. p. 319

Sous-annexes:—

L'état de compte. p. 320

(xiii) Ryerson à ————, Toronto, le 22 janvier 1838. Le receveur général a maintenant en caisse une balance qui permettra de faire face à la subvention accordée à l'*Upper Canada Academy*. Il demande un mandat. p. 321

(xiv). J. H. Dunn, receveur général, à Joseph, Toronto, le 23 janvier 1838. Il a suffisamment de fonds pour payer l'avance qu'on a l'intention d'accorder à l'*Upper Canada Academy*. p. 322

1838

(xv) Joseph à Ryerson, Hôtel du Gouvernement, le 26 janvier 1838. Head constate que les instructions du secrétaire d'Etat l'autorisaient à faire un prêt à l'*Upper Canada Academy* et non à lui accorder une subvention comme l'avait déclaré Ryerson. Toutes les questions seront soumises à la Législature et l'on n'émettra pas de mandat avant de savoir s'il s'agit d'un prêt ou d'une subvention. p. 323

(xvi) Ryerson à Joseph, Toronto, le 25 janvier 1838. Les faits qui se rapportent au mandat nécessaire pour effectuer l'aide à l'*Upper Canada Academy*. Il demande d'émettre ce mandat. p. 325

(xvii) Ryerson à Joseph, Toronto, le 27 janvier 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 26 janvier et soutient son interprétation de l'aide qu'on doit accorder à l'*Upper Canada Academy;* il fera appel à Glenelg. L'académie sera forcée de suspendre ses travaux à la fin de la période des cours en attendant de connaître la volonté de Glenelg. p. 333

(xviii) Joseph à Ryerson, Toronto, le 30 janvier 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 27 janvier; pourquoi Head a soumis la question à la Législature; celui-ci désire favoriser les entreprises des méthodistes wesleyens lorsqu'il s'agit d'éducation. p. 340

(xix) Message de Head à la Législature. La correspondance qui se rapporte à l'*Upper Canada Academy*, Hôtel du Gouvernement, le 16 février 1838. p. 342

(xx) Grey à Ryerson, Downing St., le 29 février 1836. (Sans transcription. Voir *Série Q. 395*, p. 266). p. 342

(xxi) Glenelg à Head, le 2 mars 1836. Il lui accuse réception de la dépêche de Colborne, N° 57, du 18 septembre, et regrette de n'avoir découvert aucun moyen d'aider l'*Upper Canada Academy*. Il lui transmet copie de sa lettre à Ryerson et demande d'en faire parvenir une copie aux méthodistes wesleyens en réponse à leur adresse. (La lettre manque). p. 344

(xxii) Glenelg à Head (N° 78), Downing St., le 26 juillet 1836. Allusion à la dépêche du 2 mars. Il transmet l'autorisation d'émettre des lettres patentes pour constituer en société l'*Upper Canada Academy*. Cette question devra être soumise à la Législature. On devra insister auprès de l'Assemblée pour qu'elle accorde une aide pécuniaire à l'académie. p. 346

(xxiii) Le rapport du comité spécial. p. 348

Toronto, le 27 février.

Head à Glenelg (N° 20). Il lui transmet une lettre de J. S. Howard qui a été relevé de ses fonctions de maître de poste de Toronto, le 15 décembre 1837. Le sous-directeur général, qui a approuvé sa ligne de conduite, soumettra le cas au directeur général de l'administration des Postes. p. 355

Annexe:—

Howard à Joseph, Young St., le 26 février 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 21 février et lui dit qu'il a soumis son cas à Glenelg; il lui transmet copie des lettres envoyées au secrétaire des Colonies et demande que Head fasse savoir à Glenelg qu'il les a reçues. p. 356

1838

Sous-annexes:—

(i) Howard à C. Berczy, inspecteur des Postes, Toronto, le 9 décembre 1837. Il demande une enquête sur les actes séditieux dont il est soupçonné. p. 358

(ii) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 13 décembre 1837. Head a jugé à propos de décharger Howard de ses fonctions au bureau de poste. p. 359

(iii) Howard à T. A. Stayner, sous-directeur général de l'administration des Postes, le 14 décembre 1837. Il ignore absolument pourquoi il a été relevé de ses fonctions et demande la protection de Stayner. p. 360

(iv) Stayner à Howard, administration des Postes, Québec, le 25 décembre 1837. Il n'a reçu aucun rapport au sujet de la démission de Howard. Il fait l'éloge des services de Howard, mais il maintient que dans une crise le lieutenant-gouverneur a le droit de démettre ou de suspendre les fonctionnaires des Postes. Il est sûr que lorsque le temps sera venu, Howard recevra une explication satisfaisante. p. 364

(v) Howard à Stayner, Toronto, le 4 janvier 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 25 décembre 1837. Il désire que les accusations portées contre lui soient rendues publiques et demande d'être mis au courant de ces accusations aussitôt que Stayner les aura reçues. p. 366

(vi) Howard à Berczy, Yonge St., le 4 janvier 1838. Il demande un récépissé de sa lettre du 9 décembre 1837 ainsi que de la note du secrétaire qui en accusait réception; il désire de même l'ordre en vertu duquel Berczy a assumé les charges de maître de poste et le rapport que celui-ci a fait sur les opinions politiques et la conduite de Howard. p. 368

(vii) La requête de Howard, Toronto, le 1er février 1838. p. 369

(viii) Howard à Joseph, Toronto, le 7 février 1838. Il lui transmet un double de sa requête à Head. p. 371

(ix) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 8 février 1838. Head a communiqué à Stayner les raisons de la démission de Howard et lui a donné la permission de remettre à Howard une copie de la lettre, s'il le juge nécessaire. p. 372

(x) Stayner à Howard, administration générale des Postes, le 30 janvier 1838. Pourquoi Head a déchargé Howard de ses fonctions; Stayner transmettra la lettre au directeur général des Postes. Howard n'a aucune raison de prétendre que Berczy a agi ainsi par animosité. p. 373

(xi) La requête de Howard, le 12 février 1838. p. 376

(xii) Howard à Joseph, Yonge St., le 12 février 1838. Il lui transmet copie de sa requête du 12 février 1838. p. 378

(xiii) Howard à Stayner, Yonge St., Toronto, le 14 février 1838. Il se plaint de n'avoir pas été mis au courant des accusations précises portées contre lui; il cherche à se justifier et demande copie des documents qui se rapportent à son cas. p. 379

(xiv) Howard à Glenelg, Toronto, le 23 février 1838. Il expose son cas et demande réparation. p. 384

1838

(xv) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 21 février 1838. Il lui accuse réception de la requête du 12 février. Head a exposé dans sa lettre à Stayner les raisons de la démission de Howard. Ce dernier devra adresser toutes les communications à ce fonctionnaire. p. 387

Toronto, le 6 mars.

Head à Glenelg (N° 22—imprimé). Il lui transmet copie du discours qu'il a prononcé en prorogeant la Législature. (L'annexe manque). p. 391A

Downing St., le 16 mars.

Glenelg au major général sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (N° 43—imprimé). Il a reçu la dépêche de Head, N° 11, du 26 janvier; il ne voit aucune raison de modifier son opinion sur le cas de Ridout. p. 213

Downing St., le 17 mars.

Glenelg à Arthur (N° 44). Il lui accuse réception de la dépêche de Head, N° 12, du 30 janvier; il approuve les mesures qu'on a prises pour disperser les insurgés et les Américains à la frontière. Il désapprouve l'intempérance de paroles de Head en ce qui concerne les citoyens des Etats-Unis, un pays en relation amicale avec la Grande-Bretagne. Il compte qu'Arthur saura soutenir l'autorité britannique et qu'il s'abstiendra d'un tel langage. p. 215

[Ministère des Colonies], le 9 mai.

Lettre sans signature à sir John Barrow, premier secrétaire de l'Amirauté (brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 15, du 9 février, et recommande d'accorder la pleine solde à ceux qui ont servi dans la flotille de guerre. p. 233

[Ministère des Colonies], le 21 juin.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). Le cas de l'*Upper Canada Academy*. La Trésorerie consentira-t-elle à considérer les 4,100 louis avancés à l'*Upper Canada Academy* comme subvention? p. 266

[Ministère des Colonies], le 8 août.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). Vu que l'Amirauté ne peut accorder la pleine solde aux officiers qui ont servi dans la flotille de guerre, il demande qu'on obtienne la somme nécessaire à cette fin par un vote parlementaire. p. 235

[Ministère des Colonies], le 6 septembre.

Lettre sans signature à Barrow (brouillon). Le cas du lieutenant S. MacCormack. Il demande l'opinion de l'Amirauté sur la pension de cet officier au cas où ses blessures le rendraient invalide. p. 238

[Ministère des Colonies], le 29 septembre.

J. S[tephen] à Spearman. Le cas de MacCormack. L'Amirauté est dans l'impossibilité de lui accorder une pension. Vu les circonstances spéciales, on ne devrait pas être tenu dans ce cas de se conformer aux règlements. p. 240

6796 4 432

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

a39003 001845428b

CD 3620 .C312 1943

RAPPORT SUR LES ARCHIV

CD CE
3620
.C312 1943

RAPPORT SUR LES ARCHIVES P

1508475

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 03 08 10 22 06 2